Benjamin STORA

MESSALI HADJ (1898-1974)

pionnier du nationalisme algérien



Histoire et Perspectives Méditerranéennes

L'Harmattan

MESSALI HADJ (1898-1974)

pionnier du nationalisme algérien

DANS LA PRESSE AU MOMENT DE LA PREMIÈRE PARUTION

« Benjamin Stora montre bien la nature de ce nationalisme, aux accents métaphysiques et prophétiques. Ce qui vaudra à Messali l'accusation de messianisme, voire de fanatisme et contribuera à le mettre progressivement hors jeu.

Mais, grâce à l'étude précise et solide de Stora, on discerne bien la postérité de Messali. »

Laurent Theis
Le Point, 5 avril 1982

« Un point non [illegible]geable : en plus des mérites de l'historien, Stora a ce[illegible] l'écrivain. On ne le lit pas seulement avec intérêt mais aus[illegible] plaisir, sans avoir à se battre contre un langage touffu ou [illegible]eux. Ce n'est pas là la moindre des qualités de l'ouvrage[illegible]

J.V.
Jeune Afrique, 26 janvier 1983

« La solide et pénétrante biographie de Benjamin Stora permettra de mieux saisir la grandeur et les échecs de Messali. »

J.-P. Rioux
La Croix, 3 mai 1984

« Le *Messali* de Stora fait partie, comme le *Blanqui* de Dommanget ou le *Robespierre* de Mathiez, des biographies que chacun doit avoir lu. »

J.P. Barrois
La Raison, juin 1984

« En rétablissant la vérité sur un personnage aussi décrié qu'adulé, ce livre de Benjamin Stora a le mérite de montrer que l'échec final du premier grand homme politique algérien ne doit en rien lui enlever son mérite essentiel, celui d'avoir été le pionnier du nationalisme algérien. »

Agnès Thivent
Le Matin, 30 mars 1982

Histoire et Perspectives Méditerranéennes

couverture r. herpich

L'Harmattan

Collection
Histoire et perspectives méditerranéennes

Benjamin Stora

MESSALI HADJ

PIONNIER DU NATIONALISME ALGÉRIEN

(1898-1974)

Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS 7

REPERES CHRONOLOGIQUES 13

CHAPITRE I –1898 - 1923 :
Enfance et Jeunesse. Les premières influences 17

CHAPITRE II – 1923-1927 :
Le choix et l'engagement 43

CHAPITRE III – 1927 - 1933 :
Les mutations décisives 65

CHAPITRE IV – 1933 - 1935:
L'affirmation d'un dirigeant 93

CHAPITRE V – 1936 - 1937 :
«L'époque héroïque» 139

CHAPITRE VI – 1937 - 1946 :
Le proscrit 177

CHAPITRE VII – 1946 - 1954 :
La crise 199

CHAPITRE VIII – 1954 - 1958 :
A l'épreuve de la révolution.
La définition d'une politique 227

CHAPITRE IX – 1955 - 1958 :
«L'heure du poignard» 253

CHAPITRE X – 1958 - 1974 :
Le déclin et l'isolement 273

CONCLUSION 285

BIBLIOGRAPHIE 293

INDEX........................ 301

AVANT-PROPOS

Aucun personnage de l'histoire de l'Algérie contemporaine n'a été aussi discuté que Messali Hadj, fondateur du mouvement nationaliste algérien. Au moment précis où le projet pour lequel il avait combattu toute sa vie commençait à se réaliser, l'indépendance de l'Algérie, Messali était écarté du pouvoir. Et pourtant, à l'origine de la création de l'Etoile-Nord-Africaine (ENA en 1926), du Parti du Peuple algérien (PPA en 1937), du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD en 1946), enfin du Mouvement national algérien (MNA en 1954), Messali Hadj a occupé la scène politique assez longtemps pour que sa vie enjambât plusieurs générations. Il l'a fait avec une telle présence, une telle intensité, que sa chronologie publique a fini par scander les biographies privées de milliers de femmes et d'hommes algériens. Il était devenu un personnage qui ne s'appartenait plus tout à fait à lui-même, parce que nombre de ces femmes, de ces hommes avaient investi en lui un capital de confiance pour la libération de leur pays. En devançant l'avenir, il avait contribué à forger la cause de l'indépendance de l'Algérie. Comment cet homme du peuple, humble fils autodidacte de la ville de Tlemcen, a pu inspirer le mouvement national et s'imposer comme son leader ? On verra au fil des pages que sa tenacité, sa volonté politique ont pu avoir raison de la faillite des "élites" algériennes de l'époque. Très tôt en effet, les autorités françaises et une coalition rassemblant réformistes, religieux et communistes algériens, ont reconnu en lui l'adversaire. Chaque fois, il a fait face avec une étonnante énergie, une confiance que l'on sent intacte

dans son destin, marqué par le refus du mirage de l'assimilation. Dans l'élaboration de la biographie de cet homme, ce qui frappe, c'est le retour continuel d'un certain nombre de thèmes : l'indépendance et un attachement viscéral pour la liberté. Quoi de plus naturel pour cet homme, éternel prisonnier ? De Messali on pourrait dire ce qu'écrivait de Blanqui en 1872 l'un de ses compagnons de détention de Belle-Isle (où par un curieux recommencement de l'histoire, Messali séjourna) : "Il semble qu'il soit né prisonnier. Tous les dix ou quinze ans, on lui connaît un quart d'heure de liberté. Il fait un acte, il dit un mot ; puis il retombe aux prisons. Il y était quand les hommes de notre génération tétaient leurs mères ; il y était encore quand nous nous levions des bancs de l'école, et nous l'y retrouvons quand nous sommes déjà aux trois quart de notre vie."

Nous nous sommes efforcé de décrire la personnalité de Messali en tenant compte de différents aspects. Il y a, entre autres, l'extraordinaire tribun emporté par la foule et sa houle, il y a le pamphlétaire incisif qui griffe et qui blesse, il y a surtout, l'organisateur. Pour ce faire, nous avons rassemblé, les textes, discours, écrits de Messali. Nous y avons découvert que malgré la diversité de la forme, ces pages brûlent d'une même passion. Car elles servent un même combat. Sur trente années et plus se déroule la trace d'une pensée politique qui se développe dans sa continuité, dans sa fidélité, mis à part sa déclaration de juin 1958 sur laquelle nous nous sommes arrêtés au neuvième chapitre. A partir de 1954, Messali était accusé de trahison par ceux-là mêmes que son intransigeance avait contribué à former. Pratique du "culte de la personnalité", "dernière carte du gouvernement français", "mégalomanie", "sectarisme",... tels furent quelques-uns des qualificatifs qui lui furent accolés. On le décrit dès lors comme un personnage avide de pouvoir, uniquement attaché à monter des échelons vers le sommet, pour éprouver au terme de l'escalade, comme une sorte de vertige qui l'empêchera de discerner. Comment un tel isolement de Messali a-t-il pu se produire? Pourquoi a-t-on eu recours à l'utilisation de contre-vérités, voire même de calomnies, pour le faire plier? C'est à ces questions qu'il nous a fallu répondre et à d'autres : pourquoi cette insuffisance au plan théorique et politique qui lui faisait se défier de la bourgeoisie et en même temps minimiser les différenciations

sociales existantes au sein du peuple algérien lui-même ? Y a-t-il dans sa personnalité la cause de son éclipse ?

Nous avons travaillé à partir de trois sources de provenance différente. D'abord, les *Mémoires* que Messali rédigea à la fin de sa vie de 1970 à 1972. Il s'agit de dix-sept petits cahiers d'écolier qui atteignent le volume de 5 000 pages, le tout écrit en français. Nous avons là une œuvre de composition singulière et riche faite d'une série de plongées rétrospectives, chronologiquement datées de 1898 à 1938, avec des textes d'époque (nombreuses reproductions de citations d'*El Ouma,* journal de l'Etoile, des réflexions et de la relation de souvenirs précis. Fondation de l'ENA en 1926, Congrès de Bruxelles en 1927, rupture avec le PCF en 1928, naissance du PPA en 1937...) Bien entendu, les souvenirs de Messali sont marqués par ses propres opinions acquises et fortifiés ultérieurement, à la fin de sa vie. Le lecteur trouvera ici très peu de citations des *Mémoires*. Nous avons opéré de la sorte, volontairement, pour le laisser libre de prendre connaissance du texte au moment de sa parution. Ensuite, nous nous sommes appuyés sur les archives de la Préfecture de Police de 1926 à 1937. La pièce maîtresse de ces archives est un rapport de 174 pages dactylographiées : « Notes sur l'activité de l'Etoile-Nord-Africaine depuis sa création jusqu'au 15 Novembre 1934 ». Ce rapport des renseignements généraux a été établi à la demande du gouvernement français pour une éventuelle dissolution de l'Etoile-Nord-Africaine. Nous y avons retrouvé un grand nombre de discours que Messali prononça lors de réunions publiques entre 1930 et 1934. Enfin, nous avons utilisé la presse du courant messaliste pendant et après la guerre d'Algérie, de 1954 à 1966. Ces journaux, inédits pour la plupart parce que clandestins, nous ont été d'un grand secours pour établir l'attitude et la politique suivies par Messali. Qu'il me soit permis ici de remercier tout particulièrement Madame Djanina Benkelfat, fille de Messali Hadj, sans qui ce travail n'aurait pu être entrepris et Maître Yves Dechezelles, avocat et ami de Messali Hadj. M. Charles Robert Ageron, par ses conseils et sa connaissance des faits, a permis que ce travail soit mené à bien.

La présente étude a d'abord été, en son premier état une thèse de doctorat de troisième cycle soutenue à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHSS) en 1978. Cette thèse n'a pas été intégralement reproduite ici et peut être consultée à la bibliothèque de l'EHESS et au Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (9 rue Malher, Paris).

REPERES CHRONOLOGIQUES

16 mai 1898	: Naissance de Messali Hadj à Tlemcen.
Juin 1926	: Constitution officielle de l'Etoile-Nord-Africaine à Paris qui se fixe comme objectif l'indépendance de l'Algérie. Messali en devient le secrétaire général.
20 novembre 1929	: Dissolution de l'ENA. Rupture de Messali avec le PCF.
28 mai 1933	: Relance de l'Etoile-Nord-Africaine. Messali en devient le président.
Décembre 1935	: Pour éviter son arrestation, Messali prend la fuite à Genève. Il y fait la connaissance de C. Arslan, fondateur du journal *La Nation Arabe*.
10 juin 1936	: Messali, amnistié, rentre à Paris. Il décide la participation de son mouvement au Front Populaire.
2 août 1936	: Messali prononce un discours au stade municipal d'Alger, qui permet l'implantation de l'ENA sur le sol algérien.
26 janvier 1937	: L'Etoile est dissoute par le Front Populaire après avoir rejeté le projet Blum-Viollette.
11 mars 1937	: Messali lance le Parti du Peuple Algérien (PPA), dont le siège est fixé à Alger.
17 mars 1941	: Messali est condamné par les tribunaux vichystes. Il est déporté à Lambèse, dans

	le sud algérien, puis à Brazzaville. Il sera libéré en 1946.
8 mai 1945	: Manifestation et soulèvement des masses algériennes. Massacres de Sétif et de Guelma de plusieurs milliers d'Algériens.
Octobre 1946	: Création du Mouvement pour le Triomphe des libertés démocratiques (MTLD).
15 février 1947	: Premier Congrès du MTLD. Création d'un organisme paramilitaire, L'Organisation Spéciale. (O.S.).
14 mai 1952	: Messali est assigné à résidence. Il sera libéré en 1959.
4-6 avril 1953	: Deuxième Congrès du MTLD. Début de la crise ouverte entre Messali Hadj et les hommes du Comité Central ("centralistes").
23 mars 1954	: Apparition du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA) qui donnera naissance au FLN.
13-15 juillet 1954	: Les partisans de Messali tiennent un congrès à Hornu en Belgique. La scission est définitive avec les "centralistes".
1er novembre 1954	: Début de l'action armée au nom du FLN.
Décembre 1954	: Création du mouvement national algérien (MNA) par Messali Hadj.
Janvier-février-mars 1955	: Tractations entre le FLN et le MNA, à Alger, au Caire, dans les maquis.
Eté 1955	: Echec des tentatives de conciliation entre FLN et MNA.
Février-mars 1956	: Début de l'affrontement armé entre maquis "messalistes" et "frontistes".
1er septembre 1957	: Appel de Messali pour une trêve avec le FLN.
Octobre-novembre 1957	: La direction du MNA en France est décapitée. Le FLN prend le dessus en France et en Algérie.
5 juin 1958	: Messali se rallie aux propositions du général De Gaulle sur l'autodétermination.

Mai 1961	: Messali refuse de participer à la Conférence d'Evian.
3 juin 1974	: Mort de Messali en France. Il est enterré à Tlemcen le 7 juin.

Chapitre I

1898 - 1923
ENFANCE ET JEUNESSE
LES PREMIERES INFLUENCES

TLEMCEN

Dans la nuit du 15 au 16 mai 1898, un garçon vint au monde dans la famille Mesli, à Tlemcen. Le père, véritable géant mesurant près de deux mètres dix, tout à la joie d'avoir un garçon, décida de lui donner son prénom : Ahmed. L'enfant, entouré de l'affection de ses parents et de ses sœurs, alors au nombre de trois, grandit dans le quartier de Rhiba situé dans la vieille ville de Tlemcen.[1] La moindre promenade à l'intérieur, comme à l'extérieur de cette ville, révélait au jeune Messali un site et une histoire tout empreints de grandeur, et les flâneries ou les jeux étaient l'occasion sans cesse renouvelée d'une découverte du temps passé. Ce temps où Tlemcen avait été associée aux civilisations berbère, romaine, arabe, turque qui laissaient leurs traces dans des monuments admirables et le savoir vivre des Tlemcéniens. En montant sur le Djebel Terrin qui domine la vallée de l'Isser, Messali pouvait apercevoir trois villes, émergeant des verts massifs de figuiers, de caroubiers, d'oliviers, de térébinthes. A gauche, Mansourah, ancienne cité guerrière, construite en 1302 sur l'emplacement d'un camp militaire, détruite vers la fin du XIV[e] siècle et qui donne à Tlemcen ses ruines les plus émouvantes. A droite, à environ deux kilomètres de Tlemcen, Bou Médine avec son mausolée construit avec la participation d'architectes andalous et sa mosquée dont les moulures ont conservé la netteté de leur relief et les arabesques défiant les atteintes du

1. Témoignage de Mme Benkelfat, fille de Messali Hadj.

temps. Au centre, Tlemcen, et tout près de cette dernière, des bourgs qui ont eu leurs heures d'histoire : Agadir, fondée au VIIe siècle après Jésus-Christ, par le roi Idris 1er, sur l'emplacement de la Pomania romaine, Sidi Halloun, Ben Hacem.

L'histoire de Tlemcen ne commence pas à Tlemcen même, en effet, mais à Agadir. En face de cette ville, Youssef Ben Tachfine, qui étendit la domination des Almoravides du Maroc jusqu'à l'Espagne et l'Algérie orientale, fonda une autre ville : Tagrart. Les deux villes furent réunies, mais Agadir fut bientôt abandonnée. Sous les Almohades, qui se substituèrent aux Almoravides au VIIe siècle, l'empire des Almohades succomba devant les Berbères Abd El Wadites qui créèrent un nouveau royaume avec Tlemcen pour capitale. La ville connut son apogée sous ce règne, surtout celui de Yarmoracen qui accueillit 50 000 Andalous de Cordoue chassés par la reconquête, faisant bénéficier Tlemcen du savoir et de l'art d'une société hautement civilisée. La ville devint un centre important pour le commerce entre l'Europe et l'Afrique intérieure ; à la fin du XVe siècle, elle aurait compté environ 100 000 habitants. Elle fut une capitale intellectuelle que fréquentèrent les plus brillants savants de l'époque[2].

En 1555, Tlemcen fut conquise par les Turcs. Sous ces derniers, un élément ethnique important se développa : les Koulouglis (descendants de Turcs et de femmes indigènes). Lorsque les Français commencèrent la conquête de l'Algérie, le sultan du Maroc essaya de prendre Tlemcen, mais les Koulouglis s'y opposèrent et livrèrent la ville aux Français. A ses alliés algériens d'origine turque, le maréchal Clauzel imposa une contribution de guerre particulièrement humiliante dont le bruit fit d'ailleurs scandale en France. Le général en chef leur imposa une forte somme d'argent et "de ceux qui s'excusaient de n'avoir pas d'argent monnayé, on exigeait qu'ils apportassent en échange leurs armes de prix, les bijoux de leurs femmes. On alla même jusqu'à appliquer des peines afflictives : emprisonnement, bastonnade pour presser cette affaire"[3]. Les Hadars, en revanche, une peuplade maure, se déclarèrent pour

---

2. In Abdallah Laroui, *Histoire du Maghreb, Essai de synthèse*. Tome I, Edition Maspéro, 1976.
3. Cité par M. Lacheraf, *Algérie, Nation et société*, p. 169.

Abd El Kader contre les Français et celui-ci put prendre possession de Tlemcen en vertu du traité de la Tafna. Ce n'est qu'en 1842 que Tlemcen fut réoccupée par les Français. Mais la population de Tlemcen, comme celle de toute l'Oranie n'accepta pas facilement ce nouvel état de fait : exécution de caïds et d'indigènes auxiliaires, attentats contre les officiers français, pillages de convois militaires, destructions de ponts sur l'Isser et la Tafna... se succédèrent.

Bref, le fait dominant était que l'atmosphère du pays était peu propice à la résignation. Ainsi, Tlemcen dénommée la "perle du Maghreb", apparaissait à l'aube du XX^{e} siècle, comme une ville parée d'un passé prestigieux, auréolée de grandeur, de rêve et de fierté que ses habitants partageaient et préservaient jalousement à l'égard des "étrangers" d'autant plus facilement que le chemin de fer n'allait pas jusque là. Pour parcourir les 140 kilomètres qui la séparaient de la capitale oranienne, il fallait en effet s'exposer aux cahotements des diligences d'Afrique, au supplice des routes poussiéreuses en été, bourbeuses en hiver, aux rayons implacables du soleil et au spleen pénétrant des pluies diluviennes.

Un voyageur de l'époque, Lys du Pac, arrivant en France, décrivait de cette manière Tlemcen en 1893 :

> "(...) Le voyageur trouvera à Tlemcen ce qu'aucune autre ville de l'Algérie ne saurait lui montrer, une cité moderne en formation, remplie d'ombrage, une cité ancienne dont les monuments sont à ce point conservés, dont la physionomie générale a si peu changé qu'on la croirait à l'époque de sa splendeur quand, entre ses murailles, se mouvait une population de 100 000 habitants. Dans les quartiers arabes, l'Européen est une exception. Les indigènes se pressent, au contraire, vont, viennent, plus vivants semble-t-il que partout ailleurs tant ils ont conscience d'être chez eux (...) En sortant du quartier arabe de Tlemcen, il semble que l'on revienne d'un pays où le croissant règne en maître et où la conquête civilisatrice ne s'est pas encore appesantie (...) Et l'on pourrait imaginer parfois que notre domination est purement imaginaire, que nous ne sommes pas les conquérants mais les hôtes, tant certaines parties ont conservé leur physionomie,

tant il demeure de couleur locale dans les survivances de cette cité algérienne[4]."

Grandeur épique héritée de l'histoire dont l'architecture rendait compte, sursaut d'une vie intellectuelle se maintenant par la tradition orale : incontestablement, l'ensemble de ces traits ont marqué le jeune Messali. Et, de quelque côté que l'enfant tournait ses regards, de Bou Médine à Mansourah, dans le cœur de la cité comme à Agadir, il était témoin d'un culte toujours vivant que la colonisation avait été impuissante à entamer : il voyait les minarets se dresser, il entendait la voix du muezzin ne laissant personne oublieux de l'heure de la prière[5]. Mais il est un autre critère essentiel qui entre en ligne de compte dans la formation de la personnalité et du caractère de Messali : l'influence de la tradition urbaine.

Il y avait à Tlemcen, comme dans l'ensemble du monde islamique, une tradition urbaine bien antérieure à la colonisation, les institutions d'une vie collective intense. Le quartier de Rhiba près de Bab El Djiyed, où vivait la famille de Messali, n'échappait pas à ce fait. Le quartier existait socialement comme une unité, c'est-à-dire réagissait à une situation en tant qu'organisme, et apparaissait comme fermé, impénétrable, mais seulement à l'adversaire, à l'étranger. En réalité, la marqueterie presque continue des toits en terrasse, le réseau imprévisible des ruelles permettaient la circulation des informations, des idées, des hommes. Là, se réfugiaient les petits commerçants, les artisans qui tissaient sur des métiers primitifs des couvertures aux couleurs criardes et des tapis à laine épaisse. Cernée par la ville militaire, administrative, commerciale que les Européens avaient dressée, cette petite bourgeoisie arabe pré-coloniale, majoritaire dans ce quartier, vivait repliée sur elle-même. A Tlemcen, il n'y avait pas encore de "prolétarisation" de la vie urbaine. L'occupation administrative, militaire de la ville suscitait une activité économique plaquée sur

4. *L'Algérie de nos jours* 1893, coll . Courtellemont, Alger, p. 42.

5. Tlemcen possède un grand nombre de mosquées dont il suffit de nommer les principales : la grande Djamaa El Kebir construite sous les Almoravides et achevée en 1135 est un des plus beaux échantillons de cet art arabe semblable, par exemple, à Grenade. Pareille à la Djamaa El Kedir, est la Djamaa Bel Hassan, construite en 1226-97, aux colonnes en marbre et en onyx.

des rapports sociaux inchangés. Cependant, les paysans commençaient à arriver dans la ville : le Sénatus Consulte du 22 avril 1863, la loi du 14 juillet 1865, la loi Warnier du 26 juillet 1873 complétée par celle du 10 avril 1887 étaient autant de mesures prises pour légaliser l'expropriation des paysans. Par l'organisation de sa vie sociale, Tlemcen constituait une sorte de laboratoire qui permettait à Messali d'observer, de prendre position. C'est ce qu'il fit notamment lors de ses permissions durant son service militaire. La ville l'imprégnait si profondément, qu'il prit en 1930, dans son activité militante, le pseudonyme de Tlemçani[6].

LA FAMILLE, L'EDUCATION

Les changements extérieurs et les bouleversements qu'avait subis le pays du fait de la colonisation, n'avaient pas plus atteint la famille de Messali que la grande majorité des familles musulmanes, au niveau de l'organisation et de l'éthique. Respect des parents, solidarité familiale, autorité du chef de famille tels étaient les fondements qui restaient en vigueur, fondements correspondant à une structure patriarcale, appuyés sur le maintien des valeurs islamiques.

Les parents de Messali appartenaient à de vieilles familles de Tlemcen, d'origine koulougli, donc descendants de mariages contractés entre Turcs et Arabes d'Andalousie au XVI[e] siècle. Né à Oujda au Maroc, où son grand-père avait émigré à la suite de la conquête, le père, très grand, bel homme, blond aux yeux clairs appartenait à la famille Mesli (ce qui signifie habitant de Mossoul), nom transformé par l'état civil français en Messali. Il faisait vivre sa nombreuse famille (six enfants dont quatre filles et deux garçons) du travail de la terre. Il possédait pour moitié avec la famille Memchaoui, un terrain qui était situé à Saf-Saf à 6 kilomètres de Tlemcen et qui avait une superficie de quatre hectares environ. Les revenus de la terre s'avérèrent trop faibles pour faire vivre sa famille et celle de son associé et parent, El Ghouti Memchaoui. Aussi, chercha-t-il un complément de ressources en travaillant l'hiver dans un relais de diligence à

6. Rapport de police 1934, 176 pages dactylographiées.

Montagnac. Il en fut ainsi jusqu'au jour où son sérieux, sa piété et son acharnement au travail incitèrent la communauté tlemcénienne à lui confier la garde du mausolée de Sidi Boumédienne. Le père faisait partie de la Zaouya des Derkaouas, sorte d'école coranique enseignant l'Islam des sociétés villageoises. Son autorité de chef de famille s'expliquait par le sentiment de responsabilité qui l'engageait vis-à-vis des ancêtres et des générations futures par le maintien du prestige moral du nom transmis. Il fut pour Messali, tout à la fois un père, un modèle et, le guide intellectuel de sa première jeunesse par «sa générosité, ses qualités de cœur et sa droiture»[7].

Bien plus tard, en 1961, un journaliste recueillant les souvenirs de Messali à propos de son père, écrira :

> "Messali me contait son enfance très pauvre à Tlemcen et, comment une réflexion de son père, alors qu'il était tout jeune, avait déclenché le premier "choc" nationaliste.
> Le père faisait, dans les nuits glaciales, des rondes de surveillance. Et, rentrant chez lui en pleine nuit, il dit : "quand on pense qu'il faut garder ceux qui ont volé notre pays." c'est ainsi que Messali prit conscience que son pays avait été "volé" et il me dit à propos de son père : "Mon père m'avait fait comprendre la nécessité de la lutte nationale pour recouvrer notre dignité[8]."

Passionné par la Turquie, le père suivait avec beaucoup d'intérêt les développements politiques de l'époque, enthousiasmé par l'action politique de Mustapha Kemal. Il harcelait son fils de questions à ce sujet en nourrissant l'espoir intime que ce grand mouvement réveillerait le monde arabo-islamique et l'entraînerait vers sa libération. Il mourut fin mars 1938, à l'âge de 112 ans ! Si par son père, Messali avait des attaches terriennes, par sa mère, dont le père était Qâd'î, il était lié au monde des clercs. La mère de Messali était de la famille Sari Hadj Eddine et se prénommait Ftéma. Elle décéda au prin-

---

7. Les réflexions de Messali concernant sa famille, son enfance, son adolescence, son service militaire, la guerre et l'observation de la société Tlemcénienne sont extraites de ses *Mémoires.*

8. *La Nation socialiste*, N° 43, mai 1961.

temps 1922. Mais ce fut surtout la grand-mère Benkelfat qui joua un grand rôle affectif et éducatif sur Messali qu'elle éleva pratiquement. L'unité morale et sentimentale qui animait cette famille, l'attachement au passé et à tout ce qu'il représentait, la résistance aux influences de dissolution étaient autant de caractéristiques propres à de nombreuses familles algériennes de l'époque. Les valeurs, les modèles de rapports humains, les manières de vivre qui étaient ceux de la culture maghrébine étaient réaffirmés dans la mesure, justement, où ils étaient contestés dans la vie réelle. La vie de cette famille exprimait toutes les faces de la situation coloniale : la destruction de la culture coutumière avec l'arrivée de la culture européenne ; le refus de celle-ci avec la tentation de défendre les anciennes valeurs. C'est-à-dire au total l'anxiété et la disponibilité. Cette situation appelait la réponse d'une activité intense, une soif d'expérience et de savoir : communication des informations, des hypothèses, mise à l'épreuve des "solutions" dans des discussions constantes, perception du moindre détail de la vie comme significatif. Il est certain que c'est au travers de telles discussions que parvint à Messali, encore très jeune, l'écho des événements qui secouaient le Moyen-Orient : la renaissance turque, l'éveil du nationalisme égyptien.

En effet, malgré la domination coloniale, l'Algérie demeurait liée au reste du monde arabo-islamique, grâce aux flux incessants de journaux, de livres et de revues qui lui parvenaient, grâce, aussi, au pèlerinage à la Mecque, autre moyen de garder le contact avec le monde arabe. La révolution turque de 1908 suscita bien des sympathies ainsi que la guerre italo-turque qui se traduisit par des collectes versées au croissant rouge en faveur des blessés tripolitains et donna lieu à un élan de solidarité populaire qui s'exprima sous la forme de prédications et de prophéties annonçant la renaissance de l'Islam, la délivrance prochaine de l'Algérie. Enfin, l'intervention des Français au Maroc entraîna des manifestations. Mais force est de constater que l'ensemble de ces expressions était codifié politiquement par "l'élite" musulmane regroupée notamment dans le mouvement des "Jeunes Algériens" dont le but était d'obtenir l'égalité des droits dans le cadre de l'ordre colonial. Ainsi, dès 1900, cette élite donna le ton et révéla ses ambitions en réclamant l'extension du droit de vote aux lettrés, aux négociants et industriels patentés, le droit pour les conseillers municipaux "indigènes" d'élire l'adjoint "indigè-

ne", le maire et l'élection des conseillers généraux[9]. Ce furent donc les propriétaires, commerçants, industriels, intellectuels, membres des professions libérales qui animèrent cette vie politique. Fait caractéristique, on ne trouve dans les *Mémoires* de Messali aucun écho des préoccupations des "Jeunes Algériens". L'Algérie populaire n'était pas partie prenante à leurs débats. Elle vivait encore dans l'attente de l'homme providentiel "Moul Essa'a" qui viendrait la délivrer de ses maux.De toute manière, au cours de ces longues veillées traditionnelles, les discours vigoureux, les envolées lyriques imprégnèrent imperceptiblement la sensibilité du jeune Messali. Cette forme de culture orale et populaire permettait de neutraliser les effets d'une école qui restait dans la plus étouffante des traditions du colonialisme.

Et pourtant, très tôt, Messali dut quitter l'école. Il résume dans ses *Mémoires*, les vingt premières années de sa vie. A neuf ans, il est apprenti coiffeur, puis apprenti cordonnier. A dix ans, il se sépare des siens pour être placé comme garçon épicier chez El-Ghouti Mesli à Henwaya, localité située à dix kilomètres de Tlemcen. Il doit désormais vivre seul dans une arrière-boutique. Cette expérience prématurée, dont il gardera un souvenir amer, nourrit sa première révolte. "Dès la nuit tombante, écrit-il, mon calvaire s'emparait de moi comme si on me serrait à la gorge". La tentation de la fugue achoppe sur la difficulté de l'entreprise. La ruse le sort de ce mauvais pas.

A l'occasion d'une fête religieuse, il regagne Tlemcen et, la complicité de sa mère aidant, il y reste. Il ne chôme pas longtemps. Embauché dans une fabrique de tabac pour coller des vignettes sur les paquets de cigarettes et les sacs, il sera licencié en application de la loi sur l'interdiction du travail des mineurs. Le premier contact de Messali avec le syndicalisme n'est pas des meilleurs. Son licenciement lui cause un trouble intense. Il veut des explications. Personne dans son entourage n'est à même de les lui donner : "Qui donc, Mon Dieu, s'interroge-t-il, pouvait me donner la clef de ce secret ? J'ai pensé que seule l'école des Français pouvait me délivrer de cette préoccupation qui ne me quittait pas un instant." Trois mois plus tard, un instituteur de son quartier le fait réintégrer

---

9. C. R. Ageron, *Les Algériens musulmans et la France*, pp. 912 à 1031.

à l'école qu'il fréquente concurremment avec la Zâwiya de Hadj Mohamed Ben Yellès de la confrérie des Derkaouas.

A cette époque, les programmes de l'école française pour les jeunes Algériens déterminaient plutôt un enseignement orienté vers l'agriculture et les travaux manuels. Les plans d'étude de 1893 précisaient : "Les maîtres doivent pousser les élèves vers les travaux des champs et ateliers, et se garder de les orienter vers les emplois publics." Des livres spéciaux étaient écrits pour les Algériens qui se conformaient à la "politique musulmane" en vigueur alors : "L'école indigène est surtout un instrument d'autorité et un moyen d'influence ; elle fera de nos sujets, un membre très utile à la colonie, un fidèle auxiliaire de la France»[10]. C'est ainsi que l'histoire et la géographie de l'Algérie étaient étudiées en deux ou trois semaines pendant les six premières années d'étude, tandis que l'histoire de la France était apprise et révisée tous les jours. Les jeunes Algériens connaissaient, par conséquent, mieux l'histoire et la géographie de la France que celles de l'Algérie. Messali voyait défiler devant ses yeux, non seulement "nos ancêtres blonds les Gaulois», mais aussi les images de la Grande Révolution française, la Justice sociale de la République...

Tous ces mots, toutes ces idées, faut-il s'étonner s'ils rentraient en contradiction avec la réalité quotidiennement vécue ? Et la réalité, c'était les familles musulmanes expropriées par les colons, les femmes obligées de vendre leurs bijoux pour échapper à la famine[11], les rigueurs quotidiennes de l'indigénat, et, surtout, l'exode des foyers tlemcéniens vers la Syrie pour échapper à la conscription obligatoire (qui venait d'être établie en vue de la guerre de conquête du Maroc) et les conditions économiques qui avaient entraîné l'étouffement de l'artisanat local[12]."

---

10. In *Les Cahiers Maghrébins*, 2ème Cahier, p. 12.
11. In *Le Problème algérien*, "le mouvement national algérien", décembre 1951, Commission centrale d'information et de documentation du MTLD, p. 13.
12. Pour mieux comprendre ce dernier point, il faut savoir que les autorités françaises supprimèrent dès 1868 les corporations d'artisans et que les petites industries algériennes ne tardèrent pas à disparaître, se maintenant péniblement ici ou là, surtout à Tlemcen, proche voisine d'un Maroc pas encore protégé et riche en traditions artisanales. (In M. Lacheraf, *op. cit.*, p. 179).

L'exode de Tlemcen de 1911 constitua un véritable événement par l'ampleur qu'il prit. Le départ de familles entières soustrait environ 1 000 recrues algériennes à l'armée française. Pendant longtemps, le recrutement des soldats parmi les populations algériennes s'était effectué par le recours à des engagements volontaires. Cette pratique du sergent-recruteur donnait lieu à des abus, allant de la promesse mensongère jusqu'à l'enivrement. En 1908, un projet d'extension de la conscription obligatoire aux musulmans algériens fut publié. Le projet souleva diverses résistances pour des raisons opposées. Chez les Européens d'Algérie, il suscita inquiétude et réprobation du fait des droits et contreparties envisagées en faveur des indigènes. Mais, chez ces derniers, en dehors de la fraction des "Jeunes Algériens" prônant l'assimilation, il provoqua une hostilité catégorique. Redoutant pour eux-mêmes et pour leurs enfants les conséquences de la mesure en préparation, en 1911, 200 notables choisirent d'émigrer en Syrie. Et l'événement qui fit alors beaucoup de bruit, reste connu sous le nom de l'Exode de Tlemcen. A treize ans, Messali assista à une manifestation contre le service militaire obligatoire des Algériens musulmans, et fut surpris par la détermination qui animait les participants de ce cortège qui se rendait de la mosquée Djamaa El Kebir à la sous-préfecture. A la grande mosquée, il écouta Hadj Djelloul Chalabi qui appelait les tlemcéniens à émigrer en terre musulmane. Un millier d'entre eux suivit ses recommandations et partit en Turquie, en Tripolitaine et surtout en Syrie. Parmi eux se trouvait Hadj Mohamed Ben Yellès, chef de la confrérie religieuse dont Messali était un adepte. Dans leur majorité, les émigrés appartenaient aux couches aisées. Les familles Benkelfat, Belkhodja, Boukli, Memchaoui et Hadj Eddine, alliées à celle de Messali, ne furent pas touchées par l'exode. Sur cette question de l'exode de 1911, il n'est pas possible à l'historien aujourd'hui de démêler avec précision la part du réel de celle de la fiction, cela étant dû au temps qui s'est écoulé et de l'image que Messali veut nous donner de sa propre enfance. Quoiqu'il en soit, cet événement ne peut pas ne pas avoir impressionné Messali. De l'événement, il retiendra que ce drame enrichit une catégorie de Tlemcéniens qui rachète à bon compte les biens des partants.

Durant toute cette période, il observait, de temps à autre son ressentiment s'extériorisait et venait souvent se concrétiser

en classe lorsqu'il soutenait et défendait ses camarades sujets à une quelconque injustice. On l'appela ainsi "l'avocat de la classe"[13]. En 1916, il quitta l'école française, après avoir passé sans succès le certificat d'études primaires.

"J'ai vécu comme un bouchon sur l'eau". C'est par cette phrase lapidaire que Messali résume dans ses *Mémoires* les vingt premières années de sa vie. L'école coranique, l'école française, les menus travaux pour aider les parents, les jeux à travers le quartier de Rhiba, puis, son emploi de garçon de magasin chez Hadj Eddine, rythmaient la vie du jeune Messali. La guerre, puis le service militaire vinrent briser cette vie, somme toute régulière.

LA GUERRE. LE SERVICE MILITAIRE

Lorsque Messali partit faire son service militaire à la fin de l'hiver 1918, une conjonction de facteurs nouveaux avait déjà modifié considérablement le paysage de la société algérienne, l'état d'esprit de cette population. Il y avait d'une part, le fait de la participation à l'effort militaire de la France : 173 000 algériens furent mobilisés (25 000 seront tués). Cette mobilisation se heurta à l'hostilité de la population musulmane. Dans le même temps, 75 000 Algériens remplacèrent la main-d'œuvre française envoyée au front[14]. Cela entraîna pour eux la découverte de l'usine et de la lutte revendicative de la classe ouvrière française. D'autre part, les bruits d'influence et d'événements extérieurs arrivaient en Algérie : la propagande turque et allemande, la proclamation du 22 janvier 1917 de Wilson sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Révolution d'Octobre. Grâce à l'action de ces éléments, la politique en Algérie allait être aussi le fait de l'ouvrier, du paysan pauvre, des petites gens. La guerre de 1914 avait tiré des milliers d'Algériens de leur foyer pour les jeter sur les champs de bataille d'Europe et d'Asie ; leurs yeux s'ouvraient

---

13. Brochure *Le Problème algérien* édité par le MTLD en 1951, p. 14.
14. A. Nouschi, *Naissance du nationalisme algérien*, p. 24.

sur un monde nouveau. Au total, comme l'a fort justement remarqué C. R. Ageron : "La guerre a labouré profondément l'Algérie musulmane"[15]. Elle avait ouvert des horizons nouveaux à la masse du peuple et avait donné aux Algériens le sens de leurs droits, de leur dignité et de leur indépendance.

Messali fut incorporé dans l'armée française en 1918. Il quitta Tlemcen pour Oran. Son oncle, Hadj Abdelkader Memchaoui, l'accompagna et le confia à la protection de Cheikh Abdelbaki. Il n'était pas encore livré à lui-même. Le clan familial veillait à garder ses membres sous son autorité. Leur mission était d'en assurer la postérité. Affecté au 20ᵉ corps d'armée d'Oran, Messali fit partie du service de l'intendance auquel son emploi de garçon épicier le prédestinait. Et la deuxième quinzaine d'avril 1918, il embarqua à bord du Sidi-Brahim à destination de la France. Seul, il lui fallait désormais se frayer un chemin. Messali arriva à Bordeaux, au début du printemps 1918. Nous pouvons l'imaginer (il n'a pas alors tout à fait 20 ans), ayant le sentiment aigu de l'injustice du monde et des hommes autour de lui, envers lui, enthousiaste, impulsif dans sa hâte de faire connaissance avec la société provinciale française, impatient de faire la différence avec les Français qu'il avait cotoyés en Algérie. Ses camarades et lui furent frappés par le contraste existant entre la richesse de la campagne bordelaise et la misère, la pauvreté des fellahs algériens.

En avril et mai, il effectua ses classes à la caserne, rue de Cursol à Bordeaux, dans la 18ᵉ section. Durant ce laps de temps, se succédaient l'éducation militaire, la discipline, le maniement des armes, les corvées. Dans les innombrables discussions entre les camarades algériens de son régiment, il prenait position toujours dans ses convictions qui commençaient à s'enraciner. Dans l'ambiance de la chambrée où les discussions étaient très ouvertes, il dénonçait les agissements du colonialisme en Algérie. Il savait donner à sa position le relief et la saveur populaire indispensable à sa pénétration. Ce cercle "clandestin", isolé du reste du monde, devint naturellement l'endroit où Messali fit la preuve de ses capacités à entraîner ses autres camarades. Remarqué pour sa person-

15. C. R. Ageron, *op. cit.*, p. 1189.

nalité et son habileté, il fut nommé "fonctionnaire caporal", responsable de cinq soldats, sans solde supplémentaire.

Il fréquenta le théâtre de Bordeaux et se découvrit un goût pour le grand opéra et l'opéra-comique. Emerveillé par la culture française, il décida de s'emparer des clés du savoir. Il commença à lire énormément, puis décida de s'inscrire à l'université de Bordeaux comme auditeur libre pour apprendre l'arabe et assister à des conférences de culture générale. Il avait alors 20 ans. La guerre continuait de faire rage ; l'offensive allemande s'opérait sur l'Aisne et en Champagne, la contre-offensive de Mangin se développait à partir de Villers-Cotterêts. "La guerre durcissait ses méthodes de violence pour, soi-disant imposer la paix", dira Messali. Le 26 Septembre, ce fut l'offensive générale des Alliés. La fin de la guerre approchait. Il apprit par la presse locale que la Turquie acceptait les conditions de paix imposées par les Alliés. Messali était bouleversé par ce qu'il appelait "une reddition de l'empire Ottoman". Indigné et désemparé par "cette défaite de la Turquie et de l'Islam", il n'arrivait pas alors à mesurer les conséquences et l'aspect définitif de ce phénomène. Il est vraisemblable qu'il n'y vit qu'un échec temporaire, au-delà duquel, la marche en avant de "la libération des Arabes" reprendrait de manière inéluctable. Il se concerta avec ses compatriotes. Sur ce sujet, les réactions furent très vives. Certains pensaient que c'était le fait de "leur comportement faible de mauvais musulman, leur manque de patriotisme et Dieu est en train de mettre tous les musulmans à l'épreuve" ; d'autres disaient : "il faut s'unir davantage, être juste et, dans ces conditions, notre jour arrivera".

Messali suivait de près les négociations qui aboutirent à l'armistice du 11 novembre. Ce jour-là, le cantonnement était en fête. Le vin de Bordeaux coula à flots pendant quarante-huit heures. Les chansons patriotiques fusaient et Messali, dans ses *Mémoires* reconnaît avoir participé à ces "festivités" pour, tout de suite après, faire un retour sur lui-même. Il se demandait s'il "était vraiment concerné", il pensait "au sort de la Turquie à la suite de sa défaite", il supposait "les troupes alliées entrant dans Constantinople après les occupations de l'Egypte, de la Tripolitaine, de la Tunisie et du Maroc." Il estimait "que l'Europe victorieuse allait se partager la dépouille de "l'homme malade". Il y allait de l'avenir du monde

arabo-islamique (...) Et l'Algérie elle? Qu'allait-elle devenir dans un éventuel grand partage?". La réponse à ses réflexions et interrogations se trouva confirmée par le Traité de Sèvres, signé le 10 août 1920. Ce traité devait en fait consacrer la dislocation de la Turquie, réduite en Europe à Constantinople et à sa banlieue, et en Asie à l'Anatolie.

Dans les anciennes possessions de la sublime Porte au Moyen-Orient, Liban, Palestine, Syrie, Irak et Arabie, Français et Anglais se livrèrent à des luttes d'influences compliquées que la présence du pétrole ne manquât pas d'exacerber. Les Français finirent cependant par se faire reconnaître un protectorat non seulement sur le Liban mais aussi sur la Syrie où les Anglais renoncèrent à installer un royaume arabe le 24 avril 1920. L'Egypte devint protectorat britannique. Quant à l'Algérie, une des conséquences les plus importantes de la guerre fut la promulgation de l'ordonnance du 4 février 1919 qui étendait la citoyenneté française à certaines catégories d'Algériens : anciens militaires décorés, propriétaires fonciers, riches notables, indigènes connus pour leurs sentiments pro-français. Pour Messali, la paix qui s'installait ne signifia pas pour autant la démobilisation. La vie normale recommençait. Il se faisait de nouveaux amis parmi les nouvelles recrues du Nord de la France, Algériens comme lui. Ils échangeaient leurs points de vue sur les mœurs, les traditions, la religion. Des *Mémoires* de Messali, il apparaît qu'à cette époque de sa vie, il était très croyant et pratiquant: il faisait "ses cinq prières et le Ramadan", il ne buvait pas, ne fumait pas et, s'il lui arrivait de céder à certaines "tentations", il allait faire ses "ablutions à la Garonne toute proche". Il correspondait avec ses amis de la Zaouia des Derkaouas qui, en réponse, lui faisaient de nombreuses recommandations religieuses.

La conscription, l'exil et la guerre constituaient pour Messali des expériences fondamentales. En tant que Tlemcénien, il rencontra à Bordeaux d'autres Algériens qu'il n'avait pas connus en Algérie : Oranais, Mostaganémois, Mascariens... Il quittait la particularité locale pour accéder à la particularité nationale. En tant que citadin, il connut des hommes issus de conditions sociales différentes (Khammes, petits paysans, manœuvres) que la guerre rassemblait et concentrait fortuitement. En tant qu'Algérien, il fréquenta d'autres coloniaux, conscrits et requis, et découvrait ces Français de France jusqu'alors sujets mythiques.

PERMISSIONS

— *La vision de Tlemcen*

Sa première permission de douze jours lui permit de retrouver l'Algérie, sa ville natale, sa famille, ses amis. Lors de la réception à Tlemcen, ce furent les embrassades, le bonheur, l'émotion de retrouver les parents et les sœurs. Il fut assailli de questions. Il donna ses impressions sur la France. La Turquie était présente dans toutes les discussions, y compris parmi les plus jeunes. Dans les petites réunions qui se tenaient dans les arrière-boutiques d'artisans, l'avenir de l'Algérie et de l'Afrique du Nord était à l'ordre du jour des préoccupations.

Ce fut à ce moment-là que Messali prit connaissance de l'appel du président Wilson qui venait d'arriver en France. Pour la première fois de sa vie, il lut *l'Humanité.* A ce sujet, il est impossible de mesurer et de décrire les réactions de Messali à l'annonce de la Révolution russe. Il est sûr que cette dernière retint l'attention du jeune homme et, peut-être lui inspira de la sympathie. Mais elle fut, sans aucun doute, moins frappante et moins clairement perçue dans sa dimension que la révolution kémaliste qui interviendra par la suite. Pendant cette première permission, les veillées familiales se succédèrent, au cours desquelles Messali manifesta son affection pour ses parents qu'il quitta pour Bordeaux via Oran. Là, il se rendit chez Madame Couetoux, qu'il considérait comme sa seconde mère et qui sera appelée à jouer un grand rôle dans sa vie puisque c'est chez elle que Messali rencontrera sa future compagne. Il lui fit ses confidences, elle lui prodigua ses conseils et le trouva transformé par le service militaire.

Nommé caporal en août 1919, Messali obtint une seconde permission de 30 jours à Tlemcen. En septembre 1919, il retrouva sa famille, et constata que toutes ses sœurs étaient mariées à l'exception de la plus jeune. C'était déjà un homme mûri par la guerre, l'armée, les inégalités, la richesse des contacts humains, les révélations de la vie et des lectures et qui observait attentivement l'évolution de la société tlemcénienne. Il vit d'abord la prépondérance politique de l'élément européen minoritaire, de plus en plus exigeant dans ses rapports

avec la métropole et manifestant ouvertement ses velléités d'autonomie et de besoin d'un espace vital démesuré au détriment des Algériens. Pour lui, la différence était grande avec les Français qu'il avait cotoyés en France même. Dans ses réflexions, il n'y avait pas encore de référence au mouvement ouvrier. Ensuite, il constata le développement d'une importante activité commerciale. La petite bourgeoisie arabe se renforçait après la guerre, la grande bourgeoisie toujours bien assise jouissait d'un grand prestige[16] auprès de l'administration française et... de la population algérienne. Messali, à ce moment, ne nourrissait aucun parti pris à l'égard de cette bourgeoisie. Il l'analysait comme "phénomène normal", qui indiquait une évolution, un progrès économique, social, culturel et pouvant amener un "avenir heureux et stimulant aux Algériens". Au fur et à mesure des jours qui passaient, il tendait à modifier sa réflexion sur cette bourgeoisie algérienne timorée et loyaliste à l'égard des autorités françaises. Sa permission se situait en été et tous les fonctionnaires algériens qui constituaient "l'élite éclairée"[17] étaient en vacances. Ils faisaient les cent pas sur la place de la Mairie. Messali les regardait avec admiration et considération pensant que "vu leurs capacités, ils comprenaient les problèmes qui se posaient à l'Algérie et qu'ils seraient aptes à prendre la défense des Algériens, le moment venu". Il dialoguait avec eux des sujets du moment, du monde arabo-islamique, beaucoup de la Turquie. La pré-

---

16. A partir des années 1900, la bourgeoisie algérienne devait se reconstituer très lentement et sous une forme nouvelle. Il s'agit, d'une part, des nouveaux citadins des petites villes de colonisation et de communes en plein exercice, formant une sorte de bourgeoisie de village composée de propriétaires fonciers résidant à la ville, de petits commerçants, de fonctionnaires ou agents en retraite. D'autre part, les hommes d'affaires, émergeant peu à peu du milieu populaire, expéditeurs et courtiers en légumes ou fruits, commerçants et grossistes en grain et tabac, industriels en huilerie et minoterie, propriétaires d'immeubles, d'hôtels et de bains maures (In C. R. Ageron, *op. cit.*, p. 823).

17. Aux deux catégories citées à la note précédente, qui constituent cette bourgeoisie algérienne, il faut ajouter la couche des intellectuels constituée surtout par les fonctionnaires : Imams du culte, professeurs de Medersas, instituteurs musulmans, Cadis-juges, Cadis-notaires, interprètes judiciaires ou militaires, Khojas des communes mixtes et des bureaux arabes, officiers musulmans de l'armée française. On trouve enfin, dans cette classe les membres des professions libérales (pharmaciens, avocats, agents d'affaire, journalistes, médecins, etc.)...

occupation des gens qu'il fréquentait, leur manière de vivre, leur façon d'appréhender l'avenir, tout cela décevait progressivement Messali ("Ils étaient peut-être angoissés, mais ils n'émettaient que des vœux pieux"), lui qui voyait le présent et concevait l'avenir en termes de justice et de vérité. Il modifia donc par approximations successives, empiriquement, sa vision d'une élite qui, tout "comme un avocat, aurait pu défendre la cause des Algériens", et formula, à ce moment de sa vie, une première conclusion. Il y avait dans la cité de Tlemcen, deux clans : la grande et la petite bourgeoisie qui s'adonnaient complètement aux affaires et ne pensaient "qu'à se maintenir dans l'administration française et obtenir de l'avancement" ; et "le peuple qui, lui seul croit au changement car c'est lui qui est exploité".

Plus que jamais, lorsque s'acheva cette longue permission qui lui avait permis d'observer et de prendre position pour la première fois de sa vie, il tourna ses regards vers les plus déshérités de la société algérienne : paysans affluant dans la ville attirés par des salaires plus élevés et qui vivaient dans la misère, déracinés par rapport à leur milieu d'origine ; artisans et petits commerçants qui éprouvaient les effets désastreux de la pénétration des produits manufacturés et se ruinaient faute de clients[18] ; jeune prolétariat urbain, faible et inorganisé, main-d'œuvre sous-qualifiée et sous-payée[19]. Cela dit, il n'opérait pas une différenciation sociale rigoureuse dans son examen de la société algérienne. Le concept de "peuple", très vague que Messali reprend dans ses *Mémoires*, constituera le trait théorique permanent de sa vie militante.

Un fait est absent dans l'analyse et l'observation faites par Messali lors de cette permission : l'apparition en Algérie des organisations du mouvement ouvrier, l'attrait de la Révolution d'Octobre dans les masses algériennes. Ainsi, à Oran, ville pourtant proche de Tlemcen, la célébration du 1er mai 1919 donna lieu à un rassemblement de 10 000 travailleurs où onze

---

18. D'Orient et Loew, *La Question algérienne*, p. 217.
19. En Algérie en 1901, sur 51 502 ouvriers employés pour 11 887 établissements industriels, on compte environ 20 000 Algériens, hommes, femmes, enfants (de moins de 15 ans). En 1902, ils sont 20 305 ; en 1903 : 33 009 ; en 1904 : 29 984 ; en 1905 : 33 556 et en 1911 : 79 940 y compris les commis et les employés (C. R. Ageron, *op. cit.*, p. 850).

orateurs prirent la parole : six en français, trois en espagnol et deux en arabe[20]. Comment cet événement a-t-il pu échapper à Messali ? Nous voyons pour notre part, l'explication suivante : il y avait à Tlemcen une section socialiste quasiment inexistante. Des travaux de A. Juving, sur *le Socialisme en Algérie*[21], il ressort que dans la Fédération d'Oran, au moment du congrès de Tours en 1920, il y avait environ 390 adhérents. Les sections apparaissant dans les documents de l'époque étaient celles de Bel Abbès, Perrégaux, Mascara et Oran. Cette faiblesse numérique et l'inexistence de certaines sections étaient dues au non travail en direction des indigènes algériens.

L'EVEIL

De retour à Bordeaux, Messali fut nommé sous-officier au grade de sergent et revêtit l'uniforme militaire correspondant à son nouveau grade. Sa situation s'améliorait, il avait une chambre, prenait ses repas au mess, disposait de plus de liberté. Mais l'ensemble de ces faits n'atténuaient pas pour autant les rigueurs du "Code de l'Indigénat" qui venait d'être remis en vigueur. Messali recevait une solde de 1 franc 50 par jour tandis qu'un de ses camarades du même âge et du même grade en touchait 7. Il protesta de cette injustice auprès de l'administration militaire par écrit. La réponse lui parvint peu de temps après, brutale et nette: "En sa qualité d'indigène, il ne peut jouir de tous les droits réservés aux Français". Cette contestation écrite constitua véritablement son premier acte d'engagement politique. Par curiosité, il décida d'acheter *l'Humanité* qu'il avait par hasard parcouru à Tlemcen lors de sa permission. Il prit conscience des problèmes qui se posaient à la classe ouvrière française qui, "en dépit des efforts consentis, des sacrifices humains, est obligée de se battre". La grève des cheminots d'avril-mai 1920, dont l'écho, même affaibli, lui parvint jusque dans sa caserne, la lecture du journal *l'Humanité*, provoquèrent chez Messali qui avait alors 22 ans, une "petite révolution", selon ses propres dires, et soulevèrent en

---

20. *La Lutte sociale*, Journal de la Fédération socialiste d'Alger du 4 mai 1919.
21. A. Juving, *le Socialisme en Algérie*, côte BN : 8°-F-30314.

lui nombre d'interrogations. Ses camarades et lui en discutèrent longuement et l'ensemble de ces événements furent analysés par rapport à l'Algérie et son évolution probable. Les réunions à la caserne se succédèrent ainsi entre lui et ses camarades algériens (pour qui son grade d'officier ne comptait pas) jusqu'à sa libération du service militaire qui intervint au début de l'année 1921, le 28 février[22].

Lorsque Messali revint à Tlemcen, les conseils et les suggestions arrivèrent de tous côtés, de la part de ses parents et de ses amis : son père voulait qu'il s'occupa du terrain de Saf-Saf et qu'il l'aida à Sidi Boumédienne; des amis lui proposèrent une place au commissariat, "vu son grade de sous-officier..." On le pressa de se marier. Messali écoutait, s'informait et n'avait, à ce moment, aucune ambition précise si ce n'était une attirance certaine pour l'Orient. Attirance d'autant plus renforcée qu'il avait rencontré au café Bensmail qui se trouvait au Méchouar, un certain nombre d'émigrants revenant de Turquie, en particulier les frères Dib ainsi que Mohamed Badi qui s'était marié en Turquie et, s'ennuyant à Tlemcen comptait retourner à Smyrne. Il y avait aussi Sidi Mostefa Brixi qui était Derkaoui. Les frères Dib, personnages hauts en couleur, quadragénaires, lui racontaient les exploits de Mustapha Kemal.

Parallèlement à la fréquentation de ces hommes beaucoup plus âgés que lui, qui lui livrèrent les expériences vécues à travers l'Orient, Messali s'entretint avec ses amis de Rhiba, artisans, tisserands, brodeurs. Il trouva du travail. Dans ses *Mémoires,* il décrit de la sorte la condition du travailleur en Algérie :

> "Le travail qui s'offrait à moi à Tlemcen ne me plaisait pas et ne me convenait pas. Je le trouvais épuisant, harassant (...) contraire au Code du travail et au respect du droit des travailleurs. J'ai travaillé chez au moins cinq patrons après ma libération. Aucun d'entre eux ne m'a, au moment de l'embauche, fixé mon salaire, ni les

22. J.L. Carlier : *le Procès de politisation de l'immigration algérienne en France à l'entre-deux-guerres,* Mémoire, DES, Alger, 1976, p. 26.

conditions de mon travail, ni les heures de travail, ni les jours de repos... Les travailleurs étaient considérés comme quantité négligeable. Cela me révoltait et me décevait au point de maudire ce genre de travail. Et la société de mon pays. Ce qui me révoltait davantage, c'est de voir ces mêmes patrons se gargariser toute la journée de principes islamiques, de prières à la grande mosquée, et du pèlerinage à la Mecque.
C'est là une vérité que l'on peut trouver choquante. Mais moi-même j'ai été choqué et je ne peux la taire."

L'expérience du travail et du patronat local prédisposait Messali à être réceptif à une approche révolutionnaire de la question sociale.

L'hiver fut très rude à Tlemcen en 1921. A l'intérieur de la maison Bendimered où logeait la famille de Messali, le père, la mère, la plus jeune des sœurs Zolikha et lui-même, tout était très simple, mais si propre, si bien astiqué qu'une impression de coquetterie, de chaleur s'imposait à l'observateur. Avec la laine de peau de mouton, les couvertures, le brazero qui servait à faire la cuisine, tout ce petit monde se réchauffait. Les provisions qui servaient à passer l'hiver provenaient des récoltes du terrain de Saf-Saf : des figues sèches, des amandes, de l'huile, des légumes en conserve, quelques sacs de farine, du maïs. Le loyer qu'ils payaient était de vingt francs par mois. Fait nouveau et extrêmement important : pour la première fois la maison était éclairée à l'électricité.

A la fin de l'année 1921, un événement capital arriva dans la vie de Messali : son premier interrogatoire par la police. Messali fréquentait le café Tizaoui qui se trouvait au fond du marché d'El Medresse. La jeunesse tlemcénienne se pressait dans ce café, attirée par la musique andalouse. C'était là l'occasion de se remémorer les splendeurs de l'Espagne arabe. Ce fut lors d'une de ces soirées, qu'un groupe d'officiers français pénétra dans ce café et s'installa, peut-être pour mieux se familiariser avec la vie locale. Les discussions sur les événements de Turquie allaient bon train dans les groupes attablés. A l'extérieur, un agent de police faisait les cent pas et, depuis l'arrivée de ce groupe d'officiers, Messali se demandait s'il n'y avait pas quelque chose à faire... Mais quoi faire ? Après avoir

surmonté ses craintes et sa timidité, il grimpa sur une table et s'exclama : "Vive Mustapha Kemal Pacha ! " On imagine l'effroi créé par une si impertinente intervention ! Il fut interpellé à la sortie par l'agent de police. Ce dernier voulait l'emmener au commissariat. Tous les jeunes Tlemcéniens s'interposèrent en expliquant que "Messali n'a rien fait de grave". Dans les jours qui suivirent, suite au rapport dressé par l'agent de police, Messali fut convoqué au commissariat et interrogé. Ce fut la première explosion d'un tempérament révolutionnaire dans lequel se combinait un idéalisme encore tout frais et le brusque éveil d'une ambition, celle de porter une cause. Il est vraisemblable que le succès remporté lors de cette apparition publique lui a permis d'évaluer, en même temps que la réalité du colonialisme, l'emprise qu'il pouvait exercer sur son propre milieu. Sans doute, cette révélation l'a-t-elle marqué, lui a-t-elle donné confiance et il paraît raisonnable d'estimer qu'elle l'a poussé à envisager, ou à entrevoir, au sortir du régiment, autre chose que l'exercice d'un métier stable et banal, s'appliquant à rechercher une promotion sociale. En effet, Messali ne cherchait pas vraiment à s'installer à Tlemcen, à créer un foyer, à trouver du travail. L'impossibilité de pouvoir s'exprimer librement en Algérie par la mise en application rigoureuse du Code de l'Indigénat, renforçait en lui l'attrait du Moyen-Orient et de Paris.

Un certain nombre d'idées bien arrêtées se faisaient jour en lui : sentiment patriotique, décision d'émigration, révolte contre les différents patrons de Tlemcen, non désir du mariage. Et, bien décidé à développer sa culture, ses aptitudes intellectuelles et physiques que le service militaire avait éveillées, il apprit la musique, le solfège, s'acheta un violon avec ses économies, prit des cours à El Kalaâ chez un professeur ; avec ardeur, il prépara ainsi pendant des mois un concours de gymnastique qu'il passa à Oran. Le décès de sa mère, intervenu au printemps 1922, le bouleversa. Le lien le plus solide qui le rattachait à Tlemcen disparaissait ainsi.

Au plan familial, il était le dernier-né et de ce fait, la mort de sa mère, l'âge de son père, le mariage de ses frères et sœurs accentuaient son isolement de jeune célibataire. Au plan matériel, le travail était rare et mal payé. Le jeune homme ne voulait pas devenir petit commerçant ou artisan et encore moins cultiver un lopin ou un jardin. Au plan social, les

possibilités d'expression même sur les terrains sportifs et culturels restaient bien maigres. La condition coloniale n'avait pas changé et de ce fait provoquait une insatisfaction qui résultait très logiquement du décalage entre les possibilités entrevues et espérées à Bordeaux et la stagnation présente. C'était bien la même situation qu'en 1918. Et pourtant, tout avait changé. Guerre, crise et révolution conjuguées avaient marqué des millions d'hommes. Messali n'ayant pas choisi un métier pour rester à Tlemcen, c'est l'effet social de la période qui choisissait en quelque sorte l'émigration pour lui.

LA DECOUVERTE DU "MOUVEMENT REFORMISTE"

La visite de l'Emir Khaled à la fin de l'année 1922 à Tlemcen fut l'occasion pour Messali de faire connaissance avec le "mouvement réformiste". Ce mouvement prit naissance à la suite d'une division qui traversa le courant des "Jeunes Algériens" au sujet des lois de 1919. L'activité menée par Khaled et ses amis allait animer la vie politique algérienne de 1919 à 1923. L'Emir arriva donc à Tlemcen, incognito, s'installa dans la famille Chalaby et fut invité dans diverses autres familles bourgeoises de la ville comme les Si Fouhati Benkalfat, par exemple. Dans son sillage, diverses personnalités de Tlemcen émergeaient : Si Abdeslam Ben Tableb, avocat naturalisé français, ou Si Mohamed Ben Thami Ben Tabet. Autant dire tout de suite que Messali et le groupe de jeunes gens qu'il fréquentait ne purent jamais approcher ou même voir l'Emir Khaled. Ce dernier tint une conférence à la mairie de Tlemcen où, selon Messali, "il dénonça la misère du peuple, l'ignorance, le Code de l'Indigénat (...), il proposa une amélioration de la situation économique, sociale, électorale et politique (...). Mais aucun appel à l'organisation ne fut fait". La déception de Messali fut grande.

Messali, dans ses *Mémoires,* évoque et compare cette visite de l'Emir Khaled avec celle effectuée par Paul Vaillant-Couturier, député du PCF, qui fit une tournée dans toute l'Algérie, de Tlemcen à Souk-Arras qui dura 22 jours et avait permis à l'orateur de se faire entendre d'environ 50 000 audi-

teurs au cours de 23 réunions[23]. Dès son arrivée à Tlemcen, dit Messali, il chercha, au contraire de Khaled "à contacter les masses populaires". Messali en tira la conclusion suivante : "le mouvement réformiste algérien marche main dans la main avec le pouvoir colonial". Cette conviction fut renforcée par une autre visite, celle d'Ahmed Bahloul (qui présidera le 12 juillet 1924 aux côtés de Khaled, un meeting organisé par l'Union Intercoloniale), professeur agrégé de physique à l'université de Paris. Une nouvelle fois, cette visite souleva un grand espoir parmi les jeunes de Tlemcen, d'autant plus que l'administration coloniale voulait interdire toutes ces sortes de réunions-débats. Leur déception fut à la mesure de cet espoir. Comme son "célèbre" prédécesseur, le professeur s'était borné à demander "des réformes et une représentation parlementaire plus équitable pour les indigènes". Issu d'une classe petite bourgeoise aux contours mouvants et fluctuants entre la moyenne bourgeoisie et les couches paupérisées de l'artisanat et du commerce, Messali faisait partie d'une génération qui arrivait à maturité en levant l'hypothèque du "mouvement réformiste". Il empruntait un itinéraire inverse d'un Ferhat Abbas par exemple, né en 1899.

LE DEPART

Le départ envisagé par Messali était dû à une double motivation : l'aggravation des conditions économiques en Algérie qui rendait la recherche d'un emploi de plus en plus problématique, et l'attrait grandissant pour l'Orient. De 1919 à 1925, l'économie algérienne continuait de subir les conséquences de la guerre, aggravées par une série de mauvaises récoltes comme celle de 1921[24]. Des grèves éclatèrent, les dockers à l'automne 1919 suivis par les cheminots au printemps 1920. La naissance du chômage accélérait l'émigration

---

23. Entre le 14 avril et le 9 juin 1922, Paul Vaillant-Couturier publia dans 10 numéros de *l'Humanité* (14, 15, 17, 20, 25 avril ; 13, 15, 16, 24 mai ; 9 juin), un reportage ayant pour thème et titre : "L'impérialisme français en Algérie".
24. A ce propos C. A. Julien, alors conseiller général socialiste d'Oran publia un article ayant pour titre : "La Famine désole l'Algérie" dans les numéros 95 et 96 de la *Lutte Sociale* des 5 et 12 février 1921.

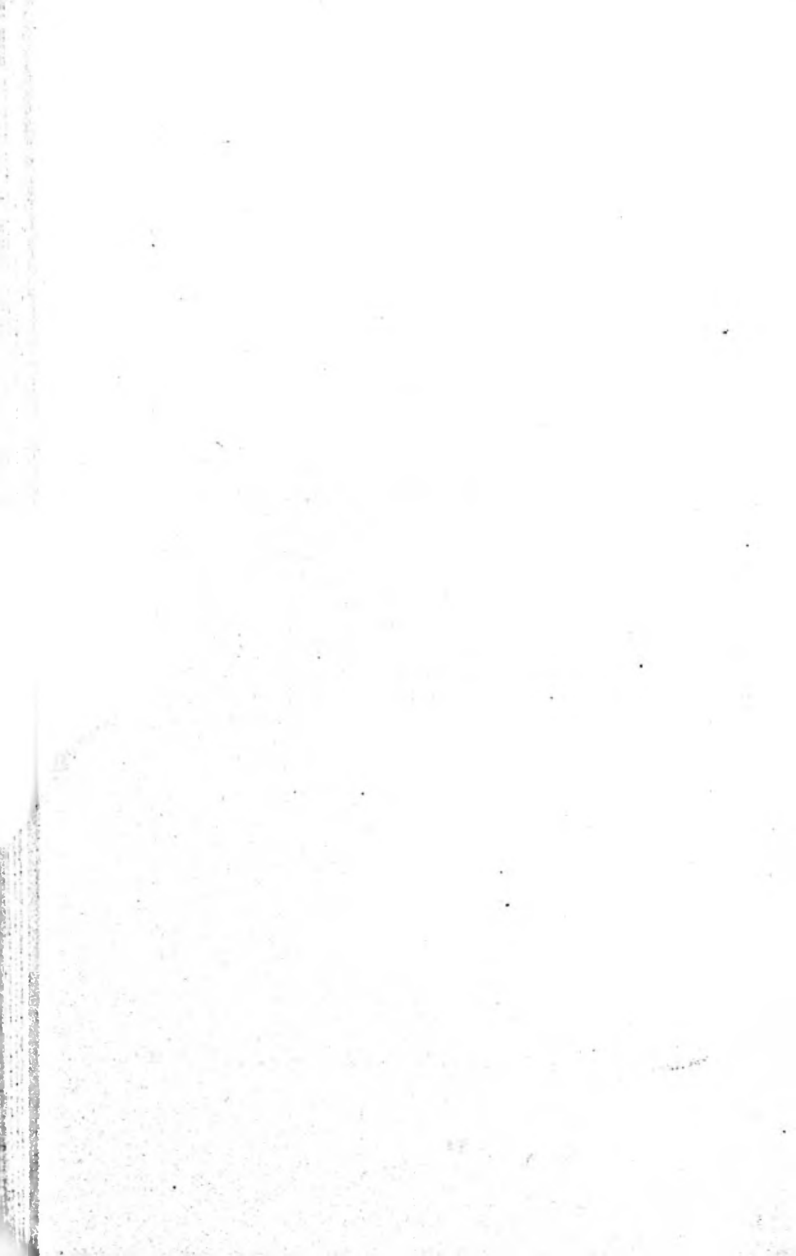
vers la France. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, ce ne fut pas fondamentalement la recherche d'un travail qui motiva Messali, encore que cela entrât en ligne de compte.

Les événements de Turquie lui parvenaient avec de plus en plus de netteté. Le 24 juillet 1923, Mustapha Kemal à la Conférence de Lausanne, obtenait la suppression du régime des capitulations, la fin de toute tutelle financière. La Turquie bondissait d'un califat moyenâgeux au stade d'une nation indépendante et fière. Il y avait aussi ces bruits qui couraient au sujet d'un soulèvement au Maroc... Au début de l'été 1923, ne tenant plus en place, Messali demanda à ses amis, jeunes intellectuels, s'ils étaient toujours décidés à partir. Mohamed Hadj Eddine était bien malade. Mohamed Benkalfat, étudiant et Mohamed Malti, brodeur, qui passaient leurs journées à élaborer d'audacieux projets... se récusèrent. Il en parla à sa famille qui, tout en le comprenant, ne l'encouragea pas dans son entreprise. Son père, auguste vieillard de 97 ans, était sans grandes ressources. Mais sa décision était prise : il irait à Paris et verrait pour la suite.

Messali a alors 25 ans. Un certain nombre de thèmes, d'impressions, de réflexes s'accumulent et se cristallisent en lui. Il ne manque plus que la combinaison du temps et des circonstances, un certain nombre d'événements vécus et perçus d'une certaine manière pour que ces thèmes et ces réflexes s'emparent totalement du jeune Messali et le jettent dans l'action militante.

Chapitre II

1923 - 1927
LE CHOIX ET L'ENGAGEMENT



DANS LA COLONIE NORD-AFRICAINE

Le 13 octobre 1923, Messali arriva à Paris. Il allait retrouver, comme au temps de son service militaire, non seulement le contact avec le peuple français, mais aussi et surtout avec les Marocains, les Tunisiens, les Malgaches, les Indochinois, les Africains. Lui qui était parti seul, sans autre but que connaître, comprendre l'univers, en faire l'épreuve, était surpris par l'importance des milieux d'immigrés et plus particulièrement par la colonie nord-africaine. Les hommes qui composaient cette dernière fourniront l'essentiel des militants de la première organisation nationaliste, l'Etoile-Nord-Africaine, et lui imprimeront dans une large mesure son orientation politique.

L'immigration maghrébine concerna essentiellement les Algériens. De 1920 à 1924, première grande période d'immigration,[1] sur 120 000 Nord-Africains, on comptait 100 000 Algériens, 10 000 Marocains et 10 000 Tunisiens (cela explique en partie pourquoi l'Etoile-Nord-Africaine n'aura pas d'équivalent en Tunisie et au Maroc). La raison en était simple : à la différence de l'Algérie, ni la Tunisie conquise en 1881, ni le Maroc conquis en 1912 n'avaient connu la même destruction radicale des structures traditionnelles ni la même occupation du sol par les colons.

---

1. *Documents algériens* – 1956 –Edité par le service d'information du cabinet du ministre de l'Algérie – 288 p. – p. 65.

C'est au sein de cette colonie algérienne que s'organisa la vie de Messali. Une semaine après son arrivée à Paris, Messali trouva du travail dans une usine textile Maurice Frings & Cie située au 32, rue de Vitruve dans le 20e arrondissement. Cet emploi, qu'il occupa du 25 octobre 1923 au 8 octobre 1924, était proche du lieu de sa résidence, un petit hôtel meublé au 100, rue Alexandre Dumas, dans le 20e arrondissement. Sa tentative de rechercher un autre métier que celui qu'il occupait, se traduisit en fait par une véritable randonnée d'emploi en emploi . Ainsi, il travailla par la suite, successivement, dans une entreprise de moulage de métaux Muller et Roger, avenue Philippe Auguste et n'y resta que deux mois tellement le travail était pénible ; puis à l'occasion des fêtes de la fin d'année 1924, il accomplit un travail saisonnier chez un chapelier, rue du Faubourg Poissonnière, comme livreur ; au début de l'année 1925, il se retrouva dans le magasin Lancel, place de l'Opéra, effectuant un travail de livreur dans les grands hôtels, réceptions de clients, à 500 francs par semaine. Comme on peut le constater, il n'est là jamais question d'emploi à l'usine Renault contrairement à ce qu'ont pu affirmer certains biographes de Messali. Au début de 1926, alors qu'il venait d'adhérer à l'Etoile-Nord-Africaine, il fut engagé chez Mignapouf, rue Boissy-Danglas, dans l'habillement de luxe pour femmes et enfants. Enfin, de 1927 à 1933, Messali exerça la profession de marchand ambulant, vendant des bas et chaussettes sur les marchés de Nogent-sur-Marne et du Perreux. Il était satisfait de ce genre de travail qui lui laissait assez de temps libre pour son activité politique.

Dans l'énumération de ces différents métiers, nous pouvons constater qu'il n'y a pas de la part de Messali, une tentative individuelle d'évasion hors de sa classe d'origine par la recherche d'une promotion, dans un métier stable. Il s'agissait, au contraire, de se lancer dans la politique contre le colonialisme ; il suffisait alors de gagner quelque argent pour se nourrir, et ce, de n'importe quelle façon, en tout cas en y consacrant le moins de temps possible. Messali faisait partie de cette masse, de jour en jour plus imposante des émigrés nord-africains : paysans déclassés, refoulés vers la ville où ils avaient fait un premier séjour avant de s'embarquer pour la Métropole ; ouvriers agricoles chassés par le chômage ; petits commerçants et artisans prolétarisés... Tous, en France décou-

vraient la condition de prolétaire. La grande majorité des Algériens venaient de Kabylie, lieu où l'émigration était la plus ancienne, la mieux organisée, de caractère essentiellement temporaire. Messali, lui, entrait dans cette catégorie d'hommes partis seuls et qui, le plus souvent, ne revenaient pas[2].

Les conditions de vie de ces travailleurs émigrés étaient loin d'être enviables. Moins payés que les ouvriers français, travaillant dans des conditions défavorables, ils étaient, en outre, victimes des marchands de sommeil et faisaient l'objet de brimades multiples[3]. L'arbitraire policier qu'exerçait le fameux service de la rue Lecomte, véritable bureau arabe, fondé à Paris en 1924 pour le contrôle de l'émigration algérienne, leur rappelait sans cesse leur condition de colonisés. Dans cette période d'après-guerre, qui voyait l'arrivée de plus en plus massive d'émigrés, les débits de boisson se multipliaient, indispensables, seuls lieux de réunion possibles pour ces ouvriers déracinés, noyaux de solidarité prolétarienne, bureaux de placement parfois, centres de réunions clandestines, refuges pour ces hommes qui aimaient à se retrouver entre eux en parlant du pays. Certes, la vie qu'ils trouvaient en France, pour misérable et dure qu'elle fût, offrait aux Algériens ce qu'ils avaient à un degré moindre en Algérie : une impression d'égalité sociale et de liberté. La participation reconnue des travailleurs coloniaux à l'effort de guerre, le rôle important joué par les régiments nord-africains lors des offensives de 1917 et 1918, la "paix" sociale et politique qui régnait au Maghreb, pouvaient expliquer ainsi la sympathie dont jouissaient les soldats et travailleurs nord-africains parmi les couches sociales de la population en France. Il suffit de voir, par exemple, l'étonnement de Messali à son arrivée en France, au moment

---

2. Messali venait en effet des zones d'émigration faibles et sporadiques se situant surtout entre la frontière tunisienne et le méridien de Philippeville, ou bien entre le méridien d'Alger et l'arrondissement de Tlemcen (in *Cahiers maghrébins* — p. 20).

3. Voir, à ce sujet : "Les travailleurs coloniaux en France" — In *Les Cahiers du Bolchévisme* n° 36 — 21.1.1926 — p. 183 à 186 ; le rapport de police de 1934, pourtant peu suspect d'entretenir des sympathies à l'égard des travailleurs immigrés, disait : "Les conditions très rudes dans lesquelles ces hommes subsistaient, voués, d'une part, par leur désir d'épargner aux plus sévères privations, largement exploités de l'autre par un mercantilisme impitoyable, en avaient fait un prolétariat misérable." — p. 2.

de son service militaire, dans le comportement des civils et officiers à son égard. C'était la période où "des dispositions avaient été prises pour rendre aux travailleurs le dépaysement moins pénible. Les fêtes musulmanes étaient célébrées avec un certain faste, des cafés maures avaient été organisés et l'on s'était efforcé de donner aux groupements une composition homogène"[4]. Ces éléments ne devaient pas constituer un climat défavorable pour le développement d'une conscience de classe chez les Algériens et la vision claire de leurs intérêts distincts. Ils expliquent, au contraire, la forte reprise de l'émigration dès 1920 et le militantisme des travailleurs nord-africains au sein de la classe ouvrière française.

C'est dans ce contexte (allégement du poids des traditions, de la religion) qu'un événement important arriva à Messali le lendemain de son arrivée en France. Il fit la connaissance de sa future compagne. Elle se dénommait Emilie Busquant et était une modeste employée aux Magasins Réunis, place de la République. Comme tous les timides, Messali s'étonna d'avoir réussi à lui plaire ; Emilie pour sa part, fut impressionnée par ce garçon à forte personnalité, avec son caractère et son éloquence. Emilie fut ainsi sa compagne, partagea sa lutte, ses succès et ses difficultés politiques. Née le 3 mars 1901 à Neuve-Maison en Meurthe-et-Moselle, elle faisait partie d'une famille de neuf enfants dont le père travaillait aux hauts fourneaux de Neuve-Maison. Deux enfants naquirent de leur union : Ali, né le 8 juillet 1930 à Paris et Djanina née le 16 avril 1938 à Alger. En octobre 1924, Messali déménagea. Il habitait désormais au 6, rue du Repos, toujours dans le 20e arrondissement de Paris. Ce qu'il nous faut examiner maintenant dans cette période qui va de son arrivée en France à son adhésion à l'Etoile-Nord-Africaine, c'est tout le chemin conduisant Messali à son engagement irréversible. Et, s'il ne pouvait que s'engager, Messali allait le faire avec la fougue de ses 25 ans, renforcée, aiguisée par le sentiment des injustices ressenties, de l'exploitation vécue, conjuguée à l'élan que donne à un jeune homme sage le premier amour.

---

4. Augarde — *La Migration algérienne*, p. 24.

LA RECHERCHE DE L'ORGANISATION.

Dès son arrivée à Paris, Messali chercha à se mettre en rapport avec un groupe politique. En 1923, à l'Ecole nationale des langues orientales, il se lia à des Arabes d'Orient qui avaient créé un cercle. Ce cercle tenait plus du salon mondain que de l'organisation militante. Il se réunissait tous les vendredi, débattait de la situation du monde musulman et priait pour sa renaissance. Messali s'en sépara assez vite, car son désir d'agir ne pouvait guère s'y exprimer. Il lui fallait un cadre pour donner libre cours à la force de révolte qu'il portait en lui. Il allait bientôt le trouver au contact du mouvement ouvrier français.

Trois événements dans la situation politique française vont marquer, à des degrés croissants, la colonie nord-africaine : l'occupation de la Ruhr en 1923, les élections législatives de 1924, la campagne contre la guerre du Rif en 1925. L'ensemble de ces événements étaient perçus par Messali au travers de l'activité déployée par le PCF, la CGTU, la III^e^ Internationale qui exerça incontestablement une influence profonde sur ce dernier dès son arrivée en France, comme sur une majeure partie des émigrés algériens. Dans la Rhur, à la suite de l'agitation et de la propagande menée par les Jeunesses communistes au sein de l'armée, un détachement de soldats coloniaux, algériens pour la plupart, refusa de tirer sur les travailleurs allemands. Quinze mois plus tard, *le Paria*, mensuel de l'Union intercoloniale mise en place par la III^e^ Internationale, relata le procès des soldats qui s'étaient soulevés et traça un portrait de Mahmoud Ben Lekhal, condamné à cinq ans de prison pour avoir appelé à la fraternisation avec les ouvriers allemands de Mayence. Cet acte de soulèvement des soldats coloniaux dans la Ruhr, d'une importance limitée, constituait le premier résultat pratique et concret de l'action entreprise par la III^e^ Internationale pour redresser l'orientation "réformiste" des communistes de France et d'Algérie[5]. Une

---

5. Trotsky dans son rapport du 1^er^ décembre 1922 au IV^e^ Congrès mondial de l'I.C. s'écria à l'encontre des communistes d'Algérie "quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures, ni deux minutes, des camarades qui ont leur mentalité de possesseurs d'esclaves." in *le Mouvement Communiste en France*, p. 256 ; Notes de P. Broué.

activité soutenue visait à établir le contact des organisations syndicales et du PCF avec les travailleurs immigrés toujours plus nombreux. Pour cet objectif, *la Tribune du prolétariat colonial* (mensuel de l'Union intercoloniale) lança un appel en décembre 1923, intitulé : "Ouvriers algériens, organisez-vous ! "

A ce moment, Messali qui venait juste d'arriver en France, constata que les travailleurs français avaient un salaire et des conditions de travail bien supérieurs à ceux des immigrés. Il perçut le rapport étroit existant entre cette situation et la mise en place chez les travailleurs français d'organisations ouvrières très structurées, puissantes ainsi que le développement des grèves larges et quelquefois dures. Cherchant une issue politique, il fut donc amené à connaître la lutte ouvrière et revendicative, l'activité des organisations ouvrières, leurs tracts, leurs brochures, leurs appels qui commençaient à pénétrer le milieu des émigrés. Contrairement à d'autres Algériens qui croyaient avoir trouvé dans une vague "fraternité islamique" dont le siège était 16, rue Blanche, une concrétisation à leurs aspirations, Messali recherchait la liaison avec le mouvement ouvrier. Ce fut, à cet égard, la première manifestation d'une tendance profonde et permanente chez lui. Les élections législatives dont le premier tour était fixé au 11 mai 1924, lui donnèrent l'occasion d'aller plus en avant dans cette voie.

Suite aux travaux de son troisième congrès, réuni à Lyon du 20 au 24 janvier 1924, le PCF désireux de poser les problèmes propres aux travailleurs immigrés en même temps que ceux relatifs à la question coloniale, présenta un candidat d'origine algérienne Hadj Ali Abdelkader, aux élections législatives. Le candidat algérien présenté dans le deuxième secteur législatif de Paris recueillit un nombre de voix appréciable mais ne fut pas élu à 20 suffrages près. L'événement était d'importance mais la campagne menée annonçait un changement d'attitude du PCF à l'égard de l'Emir Khaled,[6] dénoncé en 1922 comme un "agitateur ambitieux"[7]. Le numéro 27 de

---

6. Dans l'article du *Paria* n° 25 de mai 1924 à propos de la candidature de Hadj Ali, il était écrit : "L'Emir Khaled aurait pu devenir un Zaghloul s'il avait rencontré le concours sincère d'une bourgeoisie consciente de son rôle historique et soucieuse de son émancipation."

7. *Le Paria* – 1.12.1922.

la *Tribune du prolétariat colonial* de juillet 1924, *le Paria,* publia en première page, en haut, à gauche, à la place habituellement réservée aux éditoriaux, cette lettre de Khaled précédée du titre : "Le bloc des gauches au pied du mur". Dans la même page, figurait aussi une biographie de l'Emir, plutôt flatteuse. C'était le début de la collaboration de Khaled avec le PCF et l'UI, qui se concrétisa par deux meetings les 12 et 19 juillet 1924 et par l'adhésion de l'Emir à l'UI en août de la même année rendue publique par *le Paria* en août 1924.

Le 17 octobre 1924, l'Union intercoloniale organisa un meeting "contre le fascisme colonial" auquel prirent part de nombreux travailleurs algériens. Sous la présidence d'Hadj Ali Abdelkader prirent la parole des orateurs immigrés et français représentant la Guadeloupe, les Antilles, l'Indochine, Madagascar, et l'Algérie. Les interventions dénoncèrent toutes "la politique coloniale du bloc des gauches". Au nom du PCF, le député Berthon salua l'assistance. Le 7 décembre 1924, un premier congrès des ouvriers nord-africains se tint. Le congrès qui groupait 150 ouvriers de la région parisienne, adopta à l'unanimité un "programme de revendications politiques et économiques" qui mentionnait explicitement l'indépendance des colonies. L'intense activité de l'UI en cette fin d'année 1924 s'appuyait en grande partie, dans la colonie nord-africaine, sur le refus d'une nouvelle loi réglementant l'immigration. Les instructions ministérielles des 8 et 11 août et du 12 septembre 1924 et les circulaires du gouvernement général de septembre, octobre et novembre de la même année établissaient un régime d'immigration contrôlé, par l'exigence d'un contrat de travail, d'un certificat d'aptitude au travail, d'un certificat d'absence de maladie contagieuse, d'une carte d'identité avec photo (sur production de ces pièces, les travailleurs pouvaient recevoir un certificat d'embarquement)[8]. Ce premier congrès fut suivi d'un deuxième, pour les travailleurs nord-africains de la région du Nord, organisé à Douai par le PCF et la CGTU en avril 1925. Il reprit le programme du 7 décembre 1924, en y ajoutant une série de revendications spéciales aux ouvriers mineurs.[9]

---

8. *Documents Algériens* — op. cit. —.
9. *Le Paria* — avril/mai 1925.

L'ensemble de cette politique pratiquée par le PCF, la CGTU, l'UI commencait à porter ses fruits, comme en témoigne, par exemple, le rapport de police de 1934 :

> "La crise économique qui survint en 1924, en rendant plus dures encore leurs conditions (il s'agit des immigrés. NDLA) d'existence, facilita la tâche des groupements révolutionnaires.
> Aussi, un grand nombre d'entre eux furent-ils ralliés au Parti Communiste sans s'être même rendu compte exactement de ce qu'était ce parti, ses tendances, ses buts. A cette époque, on en vit dans les commissariats qui, afin de prouver leur identité, exhibaient avec une fierté naïve, comme un témoignage d'honorabilité, leur carte de militant communiste (...) Dans le courant de 1924, le Parti Communiste avait pu parvenir à grouper ainsi près de 8 000 indigènes, adhérents ou sympathisants, musulmans nord-africains qui constituaient alors les régiments de choc du bolchevisme(...)"

En cette année 1924, Messali était très impressionné par toute l'agitation et la propagande déployées par les organisations communistes. Il assista au meeting du 12 juillet 1924 et à la fin de la réunion, vint à la tribune féliciter Hadj Ali Abdelkader. Un rendez-vous fut pris pour discuter de la situation des Algériens. Une amitié profonde allait naître entre les deux hommes. Au contact d'Hadj Ali, Messali participa à des réunions du PCF dans le 20ᵉ arrondissement. Toutefois, impatient d'agir mais minutieux dans les préparatifs de l'action, Messali n'adhéra pas de suite au Parti Communiste. Remarqué par sa vision claire des faits, ses formules précises, ses propositions originales, il fut associé avec Chabila, Hadj Ali et Si Djilani aux discussions précédant le lancement de l'Etoile-Nord-Africaine. Son voyage pour L'Orient était abandonné. Son regard était tourné vers les insurgés rifains, qui, sous la conduite d'Abdelkrim, se dressaient contre la domination française au Maroc. La campagne de solidarité organisée pour eux, lui donna la base d'appui et les certitudes indispensables à son engagement révolutionnaire.

Le 14 mai 1925, fut constitué un comité d'action contre la guerre au Maroc, groupant le Parti Communiste, les Jeunesses Communistes, la CGTU, l'ARAC, les Comités d'unité prolé-

tarienne et le groupe intellectuel de Clarté.[10] Ce comité d'action décida, seul, une journée contre la guerre, le 12 octobre, avec grève de 24 h. Lors de cette journée les manifestations contre la guerre furent violentes : un mort à Suresnes, le jeune communiste André Sabatier. Au même moment, le Parti Communiste soutenait l'activité du Parti Communiste Syrien de Palestine qui combattait contre la domination française. Dans la colonie nord-africaine, les événements de la Syrie et surtout du Maroc étaient suivis avec une extraordinaire attention et commentés avec passion. Mais, dès 1925, les relations entre communistes et nationalistes commençaient à se tendre. En effet, en dépit des efforts des organisations communistes pendant la guerre du Rif, il y eut un faiblissement certain d'adhésions d'Algériens à ces organisations.

Le délégué algérien "Ben Saïd" essayant de tirer, *a posteriori,* les leçons du recul de l'influence du PC à ce moment, s'exprima en ces termes devant le VI[e] congrès mondial de l'IC le 21 août 1928 :

> "Pendant la guerre du Rif, on délaissa complètement le travail parmi ces ouvriers ; on négligea complètement cet élément au lieu de profiter de sa présence en France pour lui montrer la position du parti, clarifier et affermir ses premières notions de classe qu'il commençait à acquérir sous l'influence des lois économiques. Pendant la grève générale décrétée par le comité d'action contre la guerre du Maroc, ces travailleurs n'ont pas répondu comme l'on devait s'y attendre à ce mot d'ordre. La faute incombe plus particulièrement aux régions et aux rayons qui ne firent pas tout leur devoir dans ce domaine."

Devant ce VI[e] congrès de l'IC, engagé dans la voie dictée par Staline, ce délégué algérien faisait retomber sur les militants les erreurs commises, ne mentionnait pas les erreurs de direction et négligeait l'essentiel : le Comité Central du PCF, ni même sa direction coloniale, n'entendait sérieusement achemi-

10. Messali fut délégué au Congrès des 4 et 5 juillet contre la guerre du Rif organisé par le P.C. Rapport de police non daté, dossier 13 090, série F7.

ner la région algérienne de l'UI vers l'indépendance organisationnelle qu'aurait justifiée son contenu national algérien. Aussi, tout l'acquis du travail opiniâtre mené en 1923, 1924 après le IVe congrès de l'IC, malgré certaines incohérences comme l'épisode Khaled, ne se concrétisait pas solidement. Bien plus, les relations entre le PCF et les nationalistes algériens allaient aboutir à un conflit ouvert à partir de 1927.

L'explication résidait dans le processus de soutien à la politique de Staline dans lequel s'engageait le PCF. Une nouvelle époque s'amorçait, celle "du socialisme dans un seul pays", d'une société bureaucratique et rejetant comme appartenant à une époque révolue, le droit à l'erreur, au contrôle et à la démocratie. Aucun témoignage, aucun écrit de l'époque ne permettent de retrouver ce que furent les réactions de Messali dans la bataille que se livraient, en 1925, l'opposition de gauche et la majorité adoptant le point de vue de Staline. Nous pensons que les réactions à l'égard de la politique qui ne touchait pas directement à l'Algérie, étaient minimisées ou noyées dans sa réflexion.

Il essayait surtout de voir clair et était avec la colonie nord-africaine, dans sa vie de tous les jours, à la sortie des usines, au café, dans les chambres d'hôtel enfumées ; il parlait de son espoir de renaissance du monde arabe et de l'Afrique du Nord d'abord "promettant de longues luttes avant que souffle le vent de la liberté"[11]. A la suite de la guerre du Rif, véritable mutation décisive dans sa prise de conscience, "une idée germe au sein de cette colonie nord-africaine errante dans le grand Paris d'après-guerre, où toutes les idéologies se rencontrent et s'affrontent, une idée qui semblait une utopie mais qui croît vite et prend corps. L'Afrique du Nord est une réalité et non un mythe. Pourquoi les Nord-Africains ne seraient-ils pas comme les autres hommes? Pourquoi les Nord-Africains ne seraient-ils pas indépendants ?"[12]

Messali était disponible pour l'engagement politique ; or la situation conjoncturelle était exceptionnellement favorable. La candidature de Hadj Ali à la députation avait été, en elle-même, un événement d'une grande importance, un acte déclenchant. Il ne lui avait manqué que quelques voix pour

---

11. C. Gérard – *Inter Afrique Presse* n° 174, "Biographie de Messali."
12. *Problème Algérien* – brochure du MTLD – p. 16.

être élu. On faisait remarquer que ces voix qui lui avaient fait défaut avaient été perdues en raison de ses origines, et c'était vrai. Mais ce qui frappait les jeunes Algériens, avides de changement et de perspectives, c'était aussi et surtout qu'il en ait perdu si peu, relativement au candidat français tête de liste. La preuve était faite que l'on pouvait être "colonial" et élu. Un candidat algérien communiste pouvait donc aller au parlement sur des voix ouvrières françaises et poser la question coloniale. Le fait, en lui-même limité pourtant, fonctionnait comme preuve, comme indice au moins. La libération de l'oppression coloniale était à l'ordre du jour, l'émancipation nationale ressentie comme un combat à la fois nécessaire et possible. Voilà ce que soulevait dans la capitale métropolitaine, Hadj Ali, le petit quincaillier de Relizanc. Quant à Messali jeune homme suivant son prestigieux aîné qui l'entraînait dans le travail organisationnel anti-colonial du PCF, il fréquentait aussi avec assiduité le Café de Madrid où se rencontraient des Algériens et des Français d'Algérie. Le Café de Madrid, c'était la transition entre le passé et l'avenir. Via "la fraternité musulmane."

L'AUTODIDACTE

Messali a suivi tout au long de son existence un itinéraire intellectuel d'autodidacte, dont la courbe sera ascendante en dépit des difficultés à accéder à la culture pour un Algérien ne faisant pas partie de "l'élite", et issu d'un milieu défavorisé. A son arrivée en France, le bagage culturel et la formation de Messali, bien que plus solides par rapport à la plupart des ouvriers algériens immigrés en France, demeuraient minces. Son itinéraire personnel, le poids des circonstances et du milieu, la dialectique de sa vie le conduisant à l'engagement, le contact avec le mouvement ouvrier français, tout cela le poussait à acquérir une authentique culture. Renouant avec ce qu'il avait entrepris à Bordeaux lors de son service militaire, Messali profita de toutes les possibilités pour tenter de s'épanouir pleinement : il s'inscrivit comme auditeur libre à l'Ecole des langues orientales en 1923. La voie de l'approfondissement des choses par le savoir, la lecture, la réflexion le confortait dans son engagement révolutionnaire. Le rapport de police de 1934 note à ce sujet :

"Quoique Messali n'ait fait presque aucune étude – il a appris à lire et à écrire à l'école primaire et ne l'a fréquentée que fort peu – ses connaissances sont, à l'heure actuelle, étendues sinon profondes. A force de travail, il est parvenu à acquérir une véritable culture, lisant énormément, prenant des notes, suivant assidument des cours à la Sorbonne, à l'Ecole des langues orientales, au Collège de France. Depuis son arrivée en France, il a fait ainsi d'énormes progrès".

Plus tard, bien plus tard, on a reproché à Messali cette recherche de la culture qui pouvait signifier l'abandon de la religion, de la tradition. Cette démonstration s'appuie sur le fait que Messali était un citadin petit bourgeois, s'opposant par là-même aux autres Algériens immigrés, d'origine villageoise, respectueux de la poursuite des traditions.

Cette appréciation appelle plusieurs remarques. Tout d'abord, il nous faut situer les conditions de vie des travailleurs algériens en 1925. Embauchés dans les emplois subalternes, ne bénéficiant, à l'époque, d'aucune garantie sociale, ces ouvriers sentaient naître en eux des besoins. Ils voulaient apprendre un métier, acquérir une formation professionnelle, avoir des écoles d'apprentissage. Mais celles-ci leur demeuraient fermées. Ils prenaient conscience de la réalité de la ségrégation raciale et sociale. Cette volonté de sortir coûte que coûte de l'ignorance, de la misère qui les minait, les poussait tous, plus ou moins, à se transformer en autodidactes. Et Messali était du nombre. Ensuite, il y avait dans ces cercles d'Algériens se réunissant en 1925, dans leur résolution à lutter contre l'occupant ou à lui résister, un réveil de nature objective, un réel intérêt concernant les problèmes d'organisation sociale (notamment vivifié au contact du mouvement ouvrier français). Il leur fallait donc s'approprier le maximum de "richesses" (dans tous les sens du terme : politique, économique, intellectuel, social) produites par l'humanité dans son développement, pour accéder à la "modernité" et à ses besoins. Pour toutes ces choses, ils prenaient de plus en plus l'habitude de les considérer sous leur aspect universel, les séparant par nécessité du colonialisme en tant que tel, puisque celui-ci les leur refusait, mais sans pouvoir

les empêcher d'en retirer un profit à titre politique, social, culturel. Et, s'il y avait indéniablement chez Messali une influence citadine, c'était dans un sens positif, progressiste, qu'elle pouvait jouer (le développement de la ville, de l'industrie donc du prolétariat est toujours facteur de marche en avant, y compris pour les campagnes). Pourquoi, dans ces conditions, vouloir introduire cette opposition communément répandue, entre "citadins de vieille souche et authentiques montagnards villageois"?

D'origine citadine ou villageoise, mais tous, à ce moment de leur existence, authentiques prolétaires intégrés à la classe ouvrière française, les immigrés algériens accomplissaient cet effort d'autodidactes visant à substituer aux carences survenues dans le patrimoine traditionnel, les éléments d'une culture "moderne" refoulés en vain par le colonialisme. Il convient donc de dépasser ce cliché qui nous représente souvent cet écartèlement entre la "tradition" et la "modernité", entre l'Orient et l'Occident. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet à propos de la religion. Enfin, toutes les lectures, études, réflexions de Messali semblent n'avoir qu'un but. Celui de justifier une thèse formée dans son imagination : l'Algérie peut et doit devenir indépendante. Il ne s'agit donc pas d'une attitude de dilettante en mal d'exotisme culturel.

Ce qui nous apparaît plus important que cette fausse opposition ("Citadin-montagnard", "tradition-modernité") c'est l'examen des conditions sociales qui ont conduit Messali à se distinguer des autres immigrés en accomplissant un effort d'autodidacte. L'insertion concrète de Messali dans l'immigration était très particulière. Au contraire de la majorité, il n'était ni manœuvre, ni ouvrier, ni artisan ou petit commerçant. C'était un employé puis un militant professionnel se livrant, mais bien plus tard et de façon sporadique, au petit commerce de détail. Il s'en différenciait également par les conditions de vie quotidienne. Il ne vivait pas au milieu d'un groupe d'émigrés issus du même douar ou de la même région, mais seul, dans un milieu parisien et populaire, comme des vieux militants émigrés qu'étaient par exemple Hadj Ali ou Djilani. Sa relation avec une jeune employée française d'origine ouvrière, relation non passagère mais définitive, lui permettait de connaître directement un milieu social différent sur le plan culturel et idéologique. Toutes ces raisons plaçaient Messali au-dessus du niveau culturel moyen de l'émigration et le pous-

saient dans la recherche de la connaissance, seul moyen de rompre avec un engagement sentimental et simplement activiste.

L'ADHESION A L'ETOILE-NORD-AFRICAINE

Alors que la campagne contre la guerre du Rif battait son plein, Messali, avec les hommes qui refusaient le sort qui leur était réservé, décida de s'organiser. Cet engagement constituait le prolongement de sa vie personnelle : la préservation de l'identité, la tradition familiale, le service militaire et la découverte de la France, les lectures et le savoir, les idées rencontrées au contact du mouvement ouvrier, le travail et l'exploitation. Et, toutes ces découvertes, ces émotions, ces causes multiples se mêlaient et se conjuguaient pour constituer un faisceau : il fallait que son pays soit libre, indépendant. Pour cet objectif, il chercha à se ranger du côté de ceux qui semblaient posséder le plus de souffle, de volonté, les plus résolus. Ce fut dans la colonie algérienne elle-même qu'il trouva ce qu'il cherchait. Dans la nouvelle génération d'Algériens vivant et travaillant en France, résidait cette volonté de prendre en main — et dans tous les domaines — ce combat afin de pouvoir le mener vraiment jusqu'au bout, en même temps que ces travailleurs immigrés exprimaient une certaine méfiance pour ceux qui voulaient parler en leur nom.

Messali décida d'adhérer à l'Etoile-Nord-Africaine. Ce fut sous le patronage intéressé du Komintern qu'allait naître à Paris, en 1926, le premier mouvement de tendance nationale et révolutionnaire. Ce sujet, l'origine précise de l'Etoile, a donné lieu à plusieurs procès en recherche et revendication de paternité[13]. Pour de nombreux Algériens, l'œuvre est bien algérienne

13. On peut se reporter aux versions de Amar Ouzegane (*Le Meilleur combat*, Paris Julliard, 1962, 309 pages, p. 174-182) ; Mohamed Lebjaoui (*Vérités sur la révolution algérienne*, Paris, Gallimard, 1970, 249 pages, p. 19-24) ; A. Nouschi (op. cit. — il cite C. A. Julien : "l'Etoile-Nord-Africaine créée en mars 1926 à l'ombre du PC" p. 61) ; J. Jurquet (*la Révolution nationale algérienne et le Parti*

et musulmane et ne se situe à l'ombre du PCF que pour trouver aide et soutien nécessaires. Pour eux, l'Etoile, habilement placée par les communistes sous le patronage de l'Emir Khaled, aurait été, en réalité, fondée dès 1924 par ce dernier sur les ruines d'une société religieuse de Paris : l'Association de la fraternité islamique. Mohamed Guénanèche, militant de la deuxième génération de l'ENA adopte ce point de vue sur le passage d'une organisation sociale à une organisation politique : "L'ENA, écrit-il, s'est constituée sur les ruines d'une association religieuse"[14] ; il ajoute qu'elle a été le fait des seuls ouvriers immigrés et qu'elle a pris un caractère révolutionnaire sous l'influence des événements extérieurs, en particulier des tentatives révolutionnaires en Europe, après la Première Guerre mondiale. Mais le témoignage de Messali, dans ses *Mémoires,* permet d'écarter cette version : l'Association de la fraternité musulmane n'était qu'un club de notables où, comme nous l'avons vu, Messali se sentit aussitôt mal à l'aise. Quant à la prétendue Etoile-Nord-Africaine fondée dès 1924 par l'Emir Khaled, Messali n'en souffle mot, alors qu'il aurait été, disait-on, membre de son comité exécutif..

Messali parle, en revanche, de son adhésion au PCF dans ses *Mémoires :* "Hadj Ali m'a fait savoir qu'il serait de la plus haute importance pour la bonne marche des choses d'adhérer en tant que sympathisant au Parti Communiste Français. Cela, a-t-il ajouté, te fera du bien, et te permettra d'acquérir certaines connaissances qui sont indispensables pour tout militant. Cela a été fait et j'ai été affecté à la cellule de mon quartier, qui se réunissait dans un local de la rue de Belfort dans le 11[e] arrondissement." La filiation communiste paraît donc plus solidement établie, surtout si l'on en croit les archives de la commission coloniale du PCF. Selon les univer-

---

Communiste Français, Ed. le Centenaire, Tome II, 180 pages, 1973, p. 229 & 230) ; la thèse de P. Rossignol *Les Partis politiques algériens musulmans des origines à 1954,* qui donne pour origine l'ENA en 1925 comme une "association de bienfaisance au profit des travailleurs immigrés" ; Mathlouti Salah *(Le Messalisme,* thèse pour le doctorat de 3[e] cycle, Paris VIII 1974, p. 53) ; enfin, sur l'ensemble des problèmes, J. L. Carlier "La première Etoile-Nord-Africaine – 1926-1929" in *Revue algérienne,* 4, 1972, plus précisément page 933-936.

14.M. Guénanèche : "l'idéologie révolutionnaire dans le mouvement national algérien" – in Revue *Al Assala* – N° 11 – nov.-dec. 1972.

sitaires et les étudiants communistes (seuls autorisés à consulter les documents conservés à l'Institut Maurice Thorez), la création d'un parti nationaliste révolutionnaire en Algérie et en France aurait été décidée par le sixième comité exécutif élargi du Komintern. Il est hors de doute, comme le souligne Carlier dans son article sur l'Etoile-Nord-Africaine, que l'ENA à ses débuts, ne pouvait avoir d'existence concrète que dans la mesure des moyens mis à sa disposition par le Parti Communiste. Et le PCF prêta ses locaux pour les réunions et les meetings de l'Etoile, fit imprimer sur les presses de la CGTU les tracts de l'organisation et son journal *l'Ikdam*, donna probablement une aide financière et employa dans ses associations et coopératives des militants de l'ENA.

Pour les nationalistes maghrébins, le communisme était une protection nécessaire à laquelle il fallait avoir recours. Aucun d'entre eux ne s'offusquait de voir un communiste, Hadj Ali, à la direction de leur organisation. Le 15 mai 1926, fut organisée une première réunion de l'Etoile-Nord-Africaine, chargée de préparer la conférence de constitution pour le mois de juin de la même année[15]. Comme on le voit, la naissance de l'ENA n'était pas le fruit d'un calcul quelconque ou d'une tactique à deux volets (nationaliste en apparence, révolutionnaire dans le fond), imaginée par le PC. Elle était à la jonction du nationalisme algérien naissant qui désirait disposer d'une organisation, et du parti communiste contraint de contrôler ces aspirations. Le rapport de forces entre communistes et non-communistes pouvait se résumer ainsi : la fraction communiste (Hadj Ali de Relizane, Chebila de Blida, Maarouf d'El-Asnam, Sebti d'El Eulma, Ghandi de Bou-Sâada et Aït Toudert d'Aïn El-Hammam) comprenait des éléments venus surtout des régions très pénétrées par la colonisation. La fraction non communiste se composait de Banoune Akli de Sidi-Aïch, Kaddour Far de Laghouat, Saadoun et Menguerlouche de Beni-Abbès, Ifour Mohand de Fort-National. Messali, avec Si Djilani, se trouvait à égale distance de ces deux fractions.

15. *Mémoires* de Messali Hadj — *Inter-Afrique Presse* n° 174 — Témoignage de Banoune Akli, un des fondateurs de l'ENA, recueilli par Mathlouti op. cit. : tous concordent pour situer la date de création en mai 1926, puis la conférence de constitution en juin 1926. Ce qui va à l'inverse de la thèse de la création de l'ENA en 1924.

Tous deux estimaient "que les membres de la commission coloniale interviennent trop dans les organisations de noirs et de Nord-Africains", et critiquaient "les manières, les attitudes et les comportements autoritaires que les dirigeants français ont à leur encontre"[16], et cela dès 1925.

SECRETAIRE GENERAL A 28 ANS...

Au mois de juin 1926 dans une réunion tenue au 8 avenue du Montbeaureau, en présence de la presse égyptienne représentée par le correspondant d'Echoura, l'Etoile-Nord-Africaine voyait officiellement le jour. Dans le même temps, un arrêt du Conseil d'Etat du 15 juin annulait les circulaires relatives à l'émigration. La naissance de l'Etoile était marquée du signe de la victoire. Voilà qui confortait, stimulait l'ardeur et l'enthousiasme des fondateurs de l'organisation. Le 2 juillet 1926, à la salle "Grange-aux-Belles", le Comité Central fut élu. Messali Hadj devenait secrétaire général de l'Etoile-Nord-Africaine. Il avait 28 ans et présentait alors toutes les qualités et toutes les caractéristiques de la vocation militante dans ce qu'elle a de plus exaltante : volonté marquée de prendre des risques et d'aller de l'avant. Touchant quelques subsides du PCF, il entrait de plein pied dans le monde des révolutionnaires professionnels. Hadj Ali Abdelkader, originaire de Relizane en était le président, et Chabila Djillali, de Blida, le trésorier. A partir de juillet, Messali se lança dans la préparation des meetings et réunions pour faire connaître le mouvement, ses objectifs et lui gagner des sympathisants.

Le 14 juillet, se tint le premier meeting de l'Etoile contre l'inauguration de la mosquée de Paris : "On va inaugurer la mosquée-réclame. Les pantins, le sultan Moulay Youssef, etc... les uns et les autres ont encore les mains rouges du sang de nos frères musulmans." Messali, annoncé comme orateur dans le tract de convocation à la réunion, ne prit pas la parole[17]. Mais ce n'était que partie remise.

---

16. *Mémoires* de Messali Hadj.

17. Pour l'activité, l'implantation et les effectifs de l'Etoile entre 1926 et 1929, nous nous sommes appuyés sur le rapport de police de 1934 (pp. 13 à 16).

Le 7 octobre 1926, à la salle des Ingénieurs civils, devant un auditoire relativement important (250 Nord-Africains), Messali, pour la première fois de sa vie militante, s'exprima en public. Hadj Ali annonça d'abord que le siège de l'association serait fixé définitivement 3, rue du Marché des Patriarches. Puis, le député Berthon, membre du PCF, fit "le procès de l'impérialisme colonial". Enfin, vint le tour de Messali. L'on entendit la voix d'un tribun qui, par de brusques éclats, ressaisissait net une attention sur le point de se laisser trop mollement bercer. "Avec violence, note un rapport de police, Messali Hadj demanda l'abrogation de l'indigénat et la suppression pure et simple de toutes les mesures illégales prises pour limiter le droit des Algériens et Marocains à voyager librement entre leurs pays et la France. Il réclama la représentation des Nord-Africains à la Chambre, ainsi que la liberté de la presse et la liberté de réunion." Messali faisait ainsi valoir la magie de son verbe et la force de son éloquence. Ses premiers propos politiques n'étaient pas exempts d'ambiguïtés lorsqu'il demandait "une représentation à la Chambre". Mais il faut remarquer que "le droit à l'électorat et à l'éligibilité à toutes les Assemblées, y compris le Parlement, au même titre que les autres citoyens français", figuraient dans les premières revendications formulées par l'Etoile en juin 1926. Il faudra attendre le congrès de Bruxelles pour que s'affirme et se précise clairement son combat pour l'indépendance de l'Algérie.

A la suite du succès de sa première intervention, Messali allait désormais être de toutes les réunions : le 25 octobre aux Sociétés savantes, le 18 novembre rue Grange-aux-Belles, le 31 janvier 1927 rue Grange-aux-Belles. Il menait une vie rude et austère. Chaque jour et de plus en plus, il consacrait le reste de son temps à l'étude et surtout à l'action. Dès qu'il avait terminé son travail, il courait d'un bout à l'autre de la grande ville dans le 13ᵉ arrondissement, le 18ᵉ, le 19ᵉ, le 20ᵉ, à Saint-Denis, Clichy, Aubervilliers qui étaient les premiers quartiers pénétrés par l'organisation. Il courait pour saisir à la porte de l'atelier, de l'usine, du café, tel ou tel camarade, tel ou tel groupe. Il les animait, les entraînait, les attachait à l'Etoile-Nord-Africaine. Il les entretenait de ce qui était fait, la dénonciation du régime d'exception représenté par le Code de l'indigénat, la revendication des libertés et la campagne contre les expropriations ; il leur expliquait la nécessité du combat. Il les conjurait de ne pas lâcher prise, de redoubler d'ardeur.

Il est important de préciser que Messali n'était pas une exception dans l'émigration ouvrière algérienne de l'époque. Nombreux étaient ceux qui donnaient leur temps et leur force sans compter, pour que s'organise et se renforce l'Etoile. Il y avait Hadj Ali Abdelkader, dit "Hadj Ali", responsable du Parti Communiste, pour qui Messali avait une profonde admiration. Et il y avait des dizaines et des dizaines d'autres responsables et militants qui, s'éveillant à l'action politique au contact du mouvement ouvrier, fournissaient la première génération de cadres de l'Etoile-Nord-Africaine: Maarouf Mohamed Ben Kaddour, Isaad Ahsene, Saidoun Yahia, Dabhad Taïeb, Enour Azziz, Bouchafa Salah, Abdallah El Yafi, Abdelkarim Ahmed, Bensoussan Messaoud, Mohamed Abdallah, Aït Kaci Mohamed Arab, Ahmed Budrilli, Saidoun Yahia Ben Ali, Koufi Arezki, Banoune Akli... Quelques-uns d'entre eux quitteront l'organisation, d'autres rejoindront le PC contre l'Etoile.

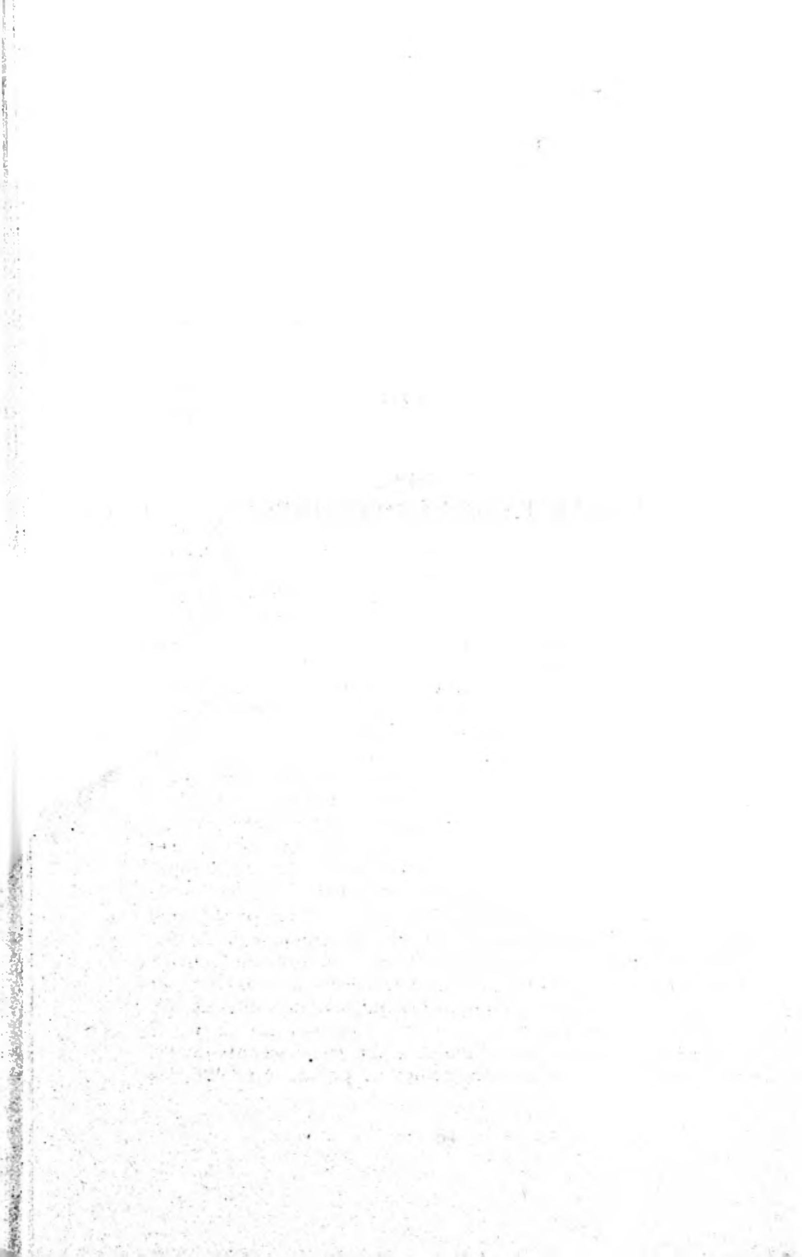
En cette année 1926, Messali allait multiplier les contacts avec les Algériens des différentes corporations, avec le mouvement ouvrier français, intervenir dans les réunions. Il était si bien à la pointe du combat, qu'il fut désigné avec Hadj Ali et Chedly pour faire partie de la délégation qui se rendait à Bruxelles au "Congrès anti-impérialiste contre l'oppression coloniale et pour la libération des peuples opprimés" qui devait se tenir du 10 au 15 février 1927. Juste avant le départ au congrès, un meeting de l'Etoile se tint le 31 janvier 1927. Sous l'impulsion de Messali un appel fut adopté à l'issue de la réunion, dans lequel on pouvait lire en premier point : "Les Algériens réunis à la Grange-aux-Belles réclament : l'indépendance de leur pays." Un tel programme tranchait nettement sur les revendications précédentes ("représentation à la Chambre"). C'était un tournant radical par rapport à la politique poursuivie jusqu'alors et approuvée par le PCF. Comment les choses allaient-elles désormais se passer ? Le PC allait-il tolérer l'influence grandissante d'un homme qui n'était pas directement sous son contrôle et qui, de surcroît, prenait des initiatives ?

En janvier 1927, à la veille du départ pour Bruxelles, le rayonnement de l'ENA commençait à s'étendre, aussi bien dans Paris qu'au dehors. Grâce à l'activité inlassable de ses militants, aux démarches individuelles (véritable "racolage"

selon la police) dans les cafés et les restaurants fréquentés par les Nord-Africains, l'ENA pénétrait de nouveaux arrondissements (13e, 15e), de nouvelles banlieues (Puteaux, Boulogne). Ses meetings et ses réunions étaient de plus en plus fréquentés, les adhérents affluaient : en janvier 1927, elle semblait disposer de 3 000 adhérents. Ce fut à Bruxelles que l'ENA affirma publiquement le cours qu'elle entendait prendre. Ce fut à Bruxelles que Messali prononça son premier discours retentissant. Bon orateur, polémiste parfois incisif, lecteur assidu de la presse quotidienne, attentif aux discussions à l'intérieur de l'ENA ou avec les dirigeants du PCF, dont il tirait un profit maximum, Messali prenait de l'assurance. Son ascension allait commencer et le congrès de Bruxelles devait la souligner.

Chapitre III

1927 - 1933
LES MUTATIONS DECISIVES



LE CONGRES DE BRUXELLES

Lorsque Messali arriva le 10 février 1927 à Bruxelles, il assumait deux responsabilités au sein de l'Etoile : celle de la présidence et celle du secrétariat général. Hadj Ali conseilla à Messali de conserver le poste de secrétaire général. Ce fut Chedly Kherallah qui occupa la présidence de l'Etoile, peu de temps après la tenue du Congrès. Ce Congrès de Bruxelles, impulsé par la III^{e} Internationale, se voulait dans la poursuite du Congrès de Bakou. Mais, entre le 1er septembre 1920, date du "Premier Congrès des Peuples d'Orient" à Bakou et le 10 février 1927, il s'était produit en URSS même et à l'échelle internationale, de profonds bouleversements.

Le 26 octobre 1926, Trotsky et Kamenev sont exclus du bureau politique du PCUS, Zinoviev est démis de sa responsabilité de président de l'Internationale et remplacé par Boukharine. Du 26 novembre au 3 décembre, la XV^{e} conférence du PCUS lance le grand débat autour "du socialisme dans un seul pays" ; Staline, redouble d'ardeur dans sa lutte contre "l'opposition de gauche". A l'échelle internationale, à la suite de la fondation du comité syndical anglo-russe préconisé par Staline, c'est l'échec de la grève générale en Grande-Bretagne, le 12 mai 1926. Partout, de 1925 à 1927, les nationalistes au pouvoir commencent à se retourner contre le mouvement ouvrier, et notamment contre les communistes qui les ont soutenus. En Turquie, Mustapha Kemal interdit en mars 1925 la presse communiste et son parti. En août 1925, les dirigeants du PC sont condamnés à de lourdes peines de prison. En 1926, les

Kémalistes éliminent les communistes de la direction des syndicats. La direction de l'IC ne bouge pas. En Perse, Riza Khan, ministre de la Guerre en 1921, était considéré comme le "leader du mouvement national révolutionnaire" persan. Mais, en octobre 1925, après avoir renversé le Shah, il ne proclame pas la République et monte sur le trône disponible. En accord désormais avec les Britanniques, il persécute le mouvement ouvrier naissant. La direction de l'IC ne bouge pas. En Egypte, Zaghloul, le fondateur du Wafd, devenu chef du gouvernement en janvier 1924, emploie la force contre les grévistes du Caire, interdit le PC égyptien, arrête ses dirigeants. La direction de l'IC, une nouvelle fois, ne dit rien. Ces développements, qui marquent la cassure de l'alliance symbolisée par le congrès de Bakou entre le prolétariat et les bourgeoisies dites "nationalistes" des pays coloniaux, vont connaître en Chine leur manifestation la plus spectaculaire et la plus importante. En mars 1927, Changaï est prise par les troupes du général Tchang Kaï Tchek qui, le 12 avril de la même année, ordonne l'exécution massive des communistes et militants ouvriers.

Autant dire que 1927 constitue une date capitale dans la mesure où l'échec de la révolution chinoise accentue le reflux du mouvement révolutionnaire et consolide en URSS la position de Staline. Pour les bourgeoisies, à l'échelle internationale, s'ouvre la possibilité de maintenir les pays coloniaux et semicoloniaux dans leur orbite. Les jeunes militants arrivant à Bruxelles ne disposaient pas d'instruments théoriques permettant une analyse cohérente, et, surtout, n'étaient pas au courant des faits relatifs au processus de bureaucratisation engagé en URSS et à l'échelle internationale des différents partis communistes. Revenant dans ses *Mémoires* sur les causes, les explications et les perspectives du congrès de Bruxelles, Messali note le changement de stratégie opéré par l'IC, mais fait abstraction du changement opéré entre 1923 et 1927 en URSS et à l'échelle internationale.

LE DISCOURS DE MESSALI

Le congrès de Bruxelles avait été minutieusement organisé par le Parti Communiste Français dont la délégation était

composée par Pierre Sémard, secrétaire général, et maître Fournier, député. L'ENA et le Destour tunisien faisaient partie de la délégation du PCF. Les cinq continents étaient représentés par des délégations et des personnalités. Pour l'Inde, Nehru ; pour l'Indonésie, Mohamed Hatta ; pour la Syrie, El Bacri ; pour le Japon, Katamaya ; pour le Sénégal, Lamine Senghor et pour la Chine une délégation de généraux venus de la Mandchourie. Ce sont ces mêmes généraux qui écraseront la Révolution chinoise deux mois plus tard. Parmi les personnalités, on pouvait relever les noms d'Albert Einstein et d'Henri Barbusse.

Dès son arrivée, Messali s'étonna du luxe du Palais d'Egmont où se tenait le Congrès: "Cela ne cadre pas avec la modestie des communistes et des révolutionnaires", et s'attira la réponse suivante d'Hadj Ali : "Ne t'inquiète pas, les communistes savent ce qu'ils font, ils sont psychologues et diplomates." Mais Messali, décidément peu habitué aux fastes d'une telle rencontre, n'en continuait pas moins ses remarques. Hadj Ali agacé, et quelque peu irrité, coupa net : "Nous en reparlerons après le Congrès[1]." Au moment où Messali s'avança pour prendre la parole, une surprise l'attendait : sa documentation personnelle et ses papiers préparatifs à son discours avaient disparu. S'appuyant sur des brouillons qu'il avait conservés, impressionné par l'auditoire, Messali fit front. Il évita soigneusement dans son intervention l'emphase et les abstractions, dressa méthodiquement le bilan de la colonisation et énuméra ce qui deviendra le programme définitif de l'Etoile en 1933.

Ecouté avec attention, son discours dura environ 15 minutes et fut vigoureusement applaudi dans la partie où il fut question des revendications immédiates et du programme politique :

LES REVENDICATIONS IMMEDIATES :

1 — Abolition immédiate de l'odieux Code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exception.

2 — Amnistie pour tous ceux qui sont emprison-

---

1. Les réflexions de Messali à Bruxelles, les conclusions qu'il en tire, le programme énoncé par lui lors du congrès, sont extraits de ses *Mémoires*.

nés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction au Code de l'indigénat ou pour délit politique.

3 — Liberté de voyage absolue pour la France et l'étranger.

4 — Liberté de presse, d'association, de réunions, droits politiques et syndicaux.

5 — Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint, par un parlement national algérien élu au suffrage universel.

6 — Suppression des communes mixtes et des territoires militaires, remplacement de ces organismes par des assemblées municipales élues au suffrage universel.

7 — Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction, fonction égale, traitement égal pour tous.

8 — L'instruction obligatoire en langue arabe ; accession à l'enseignement à tous les degrés; création de nouvelles écoles arabes. Tous les actes officiels doivent être simultanément rédigés dans les deux langues.

9 — Application des lois sociales et ouvrières. Droit au secours de chômage aux familles algériennes en Algérie et aux allocations familiales.

LE PROGRAMME POLITIQUE :

1 — L'indépendance totale de l'Algérie.

2 — Le retrait total des troupes d'occupation.

3 — Constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une assemblée constituante élue au suffrage universel ;

— Le suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité dans toutes les assemblées pour tous les habitants de l'Algérie ;

— La langue arabe considérée comme langue officielle.

4 — La remise en totalité à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des forts et services publics accaparés par les conquérants.

5 — La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et la restitution aux paysans des terres confisquées. Le respect de la moyen-

ne et petite propriété. Le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français.

6 — L'instruction gratuite obligatoire à tous les degrés en langue arabe.

7 — La reconnaissance par l'Etat algérien du droit syndical, de coalition et de grève, l'élaboration des lois sociales.

8 — Aide immédiate aux fellahs pour l'affectation à l'agriculture de crédits sans intérêts pour l'achat de machines, de semences, d'engrais ; organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communications etc..."

Le discours fit sensation. D'un coup, Messali fut promu au rang de dirigeant politique. A l'issue du Congrès, il figurait au comité exécutif provisoire du présidium de la Ligue anti-impérialiste.

Tout au long de sa vie militante, il fera référence à ce Congrès de Bruxelles qui avait pour lui marqué son engagement définitif.

LA RUPTURE AVEC LE PCF — L'ECLIPSE

La portée du discours que prononça Messali à Bruxelles fut très grande. Le programme ainsi énoncé frappait par la nouveauté de ses thèmes, notamment celui de l'indépendance de l'Algérie, que Messali était le premier à revendiquer. Sitôt rentrés à Paris, les délégués de l'Etoile rendirent compte des travaux du Congrès, à la Maison des syndicats devant 1 200 travailleurs coloniaux... Chedly et Hadj Ali prirent la parole, mais ce fut, une nouvelle fois, Messali qui s'imposa dans sa relation des faits, la rigueur de son raisonnement, la concision de l'expression liées à une ironie dénonciatrice du colonialisme. Toutefois, curieusement, le compte rendu que donnait le journal *l'Humanité* du lendemain, n'accordait qu'une place très minime à l'intervention de Messali[2]. Dans le même temps, *La Lutte Sociale* reproduisait le discours de Messali à Bruxelles

2. *L'Humanité* du 7 mars 1927.

en omettant ce qui constituait l'essentiel : le programme de revendications[3].

Il y avait là, manifestement, un "malaise" entre le PCF et les dirigeants de l'Etoile, et Messali tout particulièrement ; malaise que Messali fait remonter dans ses *Mémoires* à 1925-1926. S'il existait un "malaise", ce fut incontestablement au congrès de Bruxelles qu'il se cristallisa. Messali dérangeait, irritait, parce qu'il travaillait seul. Il apparaissait comme un homme en insurrection permanente contre la servitude, peu enclin à une docilité d'appareil. Messali, à ce moment inconscient des conséquences politiques que cela entraînait, poursuivait son offensive politique en plaçant l'ENA sur le terrain du nationalisme révolutionnaire, indépendamment du PCF. Dans une lettre adressée en mai 1927 aux parlementaires et à la grande presse pour protester contre un arrêt du Conseil d'Etat annulant l'élection d'"indigènes" comme adjoints aux Maires, les dirigeants de l'ENA affirmaient :

> "Nous avons entrepris de développer chez le peuple algérien l'idée qu'il n'aura les libertés et la meilleure existence auxquelles il a droit qu'en luttant pour les obtenir et en s'organisant pour cette lutte, à la tête de laquelle, comme en Chine, comme aux Indes, comme en Indonésie, devrait être un parti national populaire[4]."

Messali, tout empreint des rencontres et de l'expérience de Bruxelles, s'imposait de plus en plus, non comme un partenaire du PCF, mais comme un dirigeant politique faisant preuve d'audace et d'initiatives. Il s'affirmait non sur le plan théorique, mais surtout, sur le plan organisationnel, dans sa capacité à bâtir l'Etoile comme une organisation de masse. L'*Ikdam* tirait à 8 000 exemplaires, et commençait à être acheminée en Afrique du Nord. Le recrutement s'intensifiait, les adhésions se multipliaient : en février 1927, l'ENA groupait

3. *La Lutte Sociale* de février 1927.
4. Rapport mai 1927. En ce qui concerne le recrutement, le journal, l'implantation pour l'année 1927, nous nous sommes appuyés sur les rapports de police du 10 février, 15 mars et 20 mai 1927.

3 000 personnes, elle en comptera 3 500 à la fin de cette même année. Dans cette tâche de recrutement, se distinguaient particulièrement les Kabyles, Meziani Tahar et Meziani Saïd qui tenaient un café au 33, rue Galande à Paris, et Lemou Mohamed, un autre Kabyle originaire du Douar Iraten (commune mixte de Fort National) qui exploitait un vin-restaurant à Levallois-Perret. En ce printemps 1927, alors que l'Etoile connaissait un certain succès, les réactions gouvernementales se précisèrent. Les cafés nord-africains, lieux de rencontre et de réunion, furent contrôlés par les indicateurs. Certains cafetiers qui commençaient à trouver les clients de l'ENA trop envahissants (clients parlant sans cesse, consommant peu et ne jouant plus aux cartes ni aux dominos), les expulsèrent. Pour Messali, il était clair que "l'on intimidait, on menaçait, on divisait, on cherchait à désagréger le Parti"[5]. Il constatait que la répression n'épargnait pas non plus le PC et que si l'on en parlait dans la grande presse, jamais n'étaient mentionnées les "tracasseries" faites aux nationalistes. C'était dans ce contexte, où se mêlaient les succès et les difficultés, que le Parti Communiste décida de réduire son aide matérielle à l'ENA. Le premier à être touché par ces mesures fut Messali lui-même.

Hadj Ali, son compagnon, son interlocuteur politique, fut chargé de lui annoncer la nouvelle. "A présent, lui dit-il, tu peux disposer de toi-même pour chercher du travail". Messali, qui avait volontairement et provisoirement abandonné son travail pour se consacrer pleinement à l'Etoile, était payé par le PCF. Désormais, il lui fallait faire face. Sa première réaction fut la surprise et l'interrogation.

Il attendait et cherchait à comprendre. Lorsque la bataille s'engagea entre les militants nationalistes et ceux du PC lors d'une assemblée générale, en novembre 1927, tenue au 11 rue Gracieuse à Paris, il se tint sur une prudente réserve, et démissionna de son poste de secrétaire général. Il se repliait sur lui-même, ne recevait aucune visite à son domicile et son courrier n'avait trait qu'à son commerce[6]. Il était absent du tournant que l'ENA commençait d'opérer. Il désirait ne plus être occupé à parer constamment au plus pressé, submergé par

5. *Mémoires* de Messali Hadj.
6. Rapport du 30 décembre 1927.

les demandes de l'action militante. Messali voulait saisir l'occasion pour réfléchir et tirer jusqu'au bout le bilan sur le plan théorique de l'attitude du PCF.

Il avait fait preuve de naïveté. Il lui fallait désormais ajouter à la sensibilité, l'émotion, l'enthousiasme de son engagement, les fondements théoriques indispensables pour passer ces nouveaux obstacles. La manœuvre des dirigeants du PCF était fort simple : il suffisait de couper les vivres à Messali, obligé de travailler plusieurs heures par jour ; ce dernier serait, dans les faits, écarté de toutes les décisions à prendre. En bref, cela signifiait que ne plus être "permanent" empêchait de devenir dirigeant. Ce genre de manœuvres commençaient à sévir dans les rangs du PCF lui-même.[7]

Les ouvriers algériens qui se lançaient dans l'action révolutionnaire n'avaient que faire de ces "carrières", de "l'avancement" au sein d'un appareil. Ils s'appuyaient, pour la plupart d'entre eux sur la nécessité d'accomplir une tâche indispensa-le : celle de l'indépendance de leur pays. Leur seule ambition ait la réalisation de cette tâche. La jeunesse de cette généra-on révolutionnaire coïncidait avec celle du mouvement uvrier. C'était l'époque des hommes de 18 à 30 ans. Ce ouvement ignorait l'arrivisme, il vivait de la foi en l'avenir et de l'esprit de sacrifice. Les militants, les responsables vivaient pour le mouvement et non du mouvement. Il n'y avait ni formule conventionnelle, ni routine et le pathétique naissant était timide et maladroit. Le mot même "d'Etoile-Nord-Africaine" avait pour ces jeunes gens une résonnance attirante et troublante. L'Etoile était une école de sentiment de camaraderie. Celui qui entrait dans l'organisation savait que les tracas répressifs l'attendaient pour le logement, le travail... On mettait son point d'honneur à se comporter avec fermeté en présence de la police, à seconder le plus possible des camarades en difficulté. Messali croyait à ce qu'il entreprenait, à ce qu'il enseignait... Tout en faisant partie de ces "révolutionnaires

---

7. A cette même époque, le PCF rompt avec des nationalistes vietnamiens, tel Ta-Thu-Thau, qui vont évoluer vers l'opposition de gauche française — Voir article de D. Hemery "Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930." in *le Mouvement Social* n° 90, pp. 3 à 54.

professionnels", il supportait sans peine la comparaison avec ces jeunes gens qui se donnaient tout entier au mouvement sans rien lui demander.

REFAIRE SURFACE

Au début de l'année 1928, l'Etoile renonçait aux grands meetings donnés dans des salles importantes (Ingénieurs civils, Sociétés savantes) et qui entraînaient de gros frais, tant par la location des locaux que pour l'impression et la diffusion des tracts. Elle multipliait, au contraire, les petites réunions de quartier, comptant chacune une centaine d'auditeurs. Celles-ci se tenaient principalement dans de petits établissements, restaurants ou cafés, qui appartenaient en général à des commerçants nord-africains. Les réunions avaient lieu notamment dans le 13e arrondissement, le 15e, à Levallois-Perret, à Clichy, à Puteaux, à Boulogne. En mai 1928, l'*Ikdam* habituellement tiré sur les presses de la CGTU, à la 20e Union régionale cessait sa parution par manque de fonds. Ces éléments constituaient la preuve de la détérioration des rapports entre le PCF et l'Etoile. Pour Messali, l'heure du choix avait sonné.

Confronté avec de nouveaux facteurs, il décida de ne plus attendre, de ne plus se taire, de ne plus se tenir à l'écart. Sommé de choisir entre ses idées et "l'appareil" du PC, il pencha du côté des idées qui étaient les siennes.

Refusant la voie de moindre résistance, il devenait l'inverse d'un opportuniste capable d'accomplir une "carrière" dans l'appareil du PC. Il opta pour la fermeté et la ténacité. Pour lui, la rupture était consommée avec le Parti Communiste. Il n'en était pas de même pour l'Etoile-Nord-Africaine, car Messali avait bien conscience de la fragilité de son existence. Il sentait, il voyait, que si la direction de l'organisation était à peu près partagée entre communistes et nationalistes, il n'en était pas de même pour la base, largement nationaliste. En l'espace de seulement deux ans, le petit noyau de militants sympathisants ou militants du PCF, était submergé par la masse des nouveaux adhérents, acquis essentiellement à l'idée d'indépendance. Il ne pouvait s'agir pour lui de prendre la tête de ce courant et de trahir les engagements pris à l'égard du PCF, engagements qu'il n'avait d'ailleurs jamais contractés. Simplement, l'expérience

de ce travail militant de deux ans lui avait enseigné, de manière très empirique encore, quelle attitude il fallait adopter : "Nous ne pouvions croire un seul instant que des gens qui se déclaraient pour l'indépendance des peuples colonisés puissent nourrir de mauvais sentiments.[8]"

Le coup de semonce constitué par la décision prise par le PC de lui couper toute aide matérielle lui avait démontré dans quelle dépendance évoluait l'Etoile. Il fallait désormais, coûte que coûte, que l'ENA puisse être libre de toute attache. Elle y gagnerait en intransigance sur le plan politique.

Contre ce que l'on appelle aujourd'hui les manœuvres d'appareil, constituées par la gamme des pressions administratives, financières, morales, ainsi que les méthodes les plus anti-démocratiques, Messali appuyé sur la base des militants de l'Etoile, décida de réagir.

Ce furent les statuts de 1928, car, tout autant que la pratique politique, les formes d'organisation étaient importantes pour déterminer la nature de l'Etoile. Préparés pour 'Assemblée générale annuelle, qui devait se tenir le 19 février 928 au 49 rue de Bretagne, les statuts de 1928 permettaient 'appréhender l'équilibre des forces en présence et de dégager orientation générale du mouvement[9]. D'entrée de jeu, le rojet de 1928 donna le ton en affirmant (article 3) que l'ENA ne se contentait pas de prendre en main la défense des intérêts matériels, moraux, politiques, sociaux des populations nord-africaines, mais qu'elle avait pour but fondamental l'organisation de la lutte pour "l'indépendance des trois pays de l'Afrique du Nord". L'unité du Maghreb (article 4) était définie par un plan de revendications immédiates pour chaque pays en tenant compte de ses conditions géographiques, historiques, économiques, politiques particulières et prévoyant l'indépendance totale pour tous. Après avoir réaffirmé ces principes, l'Etoile se prononça pour la création d'organisations nationales révolutionnaires (article 5) et "l'unité du mouvement national révolutionnaire nord-africain" (article 6).

L'ENA déclarait soutenir les revendications démocratiques présentées par toutes les organisations nord-africaines, à

---

8. *Mémoires* de Messali Hadj.
9. Rapport du 14 février 1928.

condition, toutefois, que ces revendications cadrent avec le but qu'elle s'était assignée (article 7). Jusque-là, dans l'Assemblée générale, un consensus tendait à se dégager. Arrivé à la formulation de l'article 9 ("Au cours de son activité, l'association n'admet aucune compromission avec l'impérialisme ou ses représentants"), le ton commença à changer. Avec l'article 10, la bataille commença :

> "L'Association ne se recommande d'aucun parti ou d'homme politique. Néanmoins, elle appellera l'un ou l'autre de ceux-ci qui aura, par son action publique, appuyé son programme de revendications et aidé à la réalisation de son but."

C'était le Parti Communiste qui se trouvait implicitement désigné dans la première partie de l'article 10 ; c'était Hadj Ali qui était visé dans la dernière partie. La défiance à l'égard du PCF et de "ses hommes de confiance" était manifeste. Les résolutions concernant les adhésions, l'organisation intérieure, la tenue du congrès, le rôle du comité directeur, les sanctions et la discipline allaient entièrement dans ce sens.

Messali se rendait compte, sans en détenir les preuves, qu'il existait un véritable "bicéphalisme" à la tête de l'Etoile : fraction communiste d'un côté et de l'autre, le reste de la direction.

> "Il y avait des communiste algériens, orthodoxes qui n'assistaient pas aux réunions de l'ENA. Ils nous regardaient de haut et passaient pour des érudits et des purs. Ils étaient les chouchous du PC. Mes amis et moi vivions un tournant sans nous en rendre compte.[10]"

Nous savons aujourd'hui que la fraction communiste qui recevait ses directives du PCF tenait ses réunions au siège même de cette organisation, au 120 rue Lafayette à Paris et disposait même d'un secrétaire particulier. En général, les questions étaient étudiées et les décisions prises à la veille des délibérations projetées par le comité directeur de l'ENA[11].

---

10. *Mémoires* de Messali Hadj.
11. Rapport du 13 février 1928.

Ainsi, pour prévenir le "noyautage" de l'ENA et l'accaparement de sa direction par des hommes politiques voulant se servir d'elle à des fins autres que les siennes (fin clairement définie par l'article 9 et qui était l'organisation de la lutte pour l'indépendance des trois pays de l'Afrique du Nord), l'article 2 des statuts de 1928 stipula que "les adhésions collectives et celles d'hommes politiques seront soumises directement au Comité Directeur". Dans le même sens, l'article 24 bis prévoyait le remplacement des membres défectueux du comité directeur par d'autres choisis parmi les plus qualifiés de l'association. Le souci de Messali et de ses camarades était évident : se prémunir contre tout changement de majorité capable de remettre en cause les orientations définies. A l'Assemblée générale du 19 février 1928, les positions et les convictions de Messali s'établirent nettement, mais les ponts avec le PCF n'étaient pas coupés. C'est pourquoi, le 20 janvier 1929, on retrouva côte à côte une dernière fois, Messali et Hadj Ali, dans un meeting à la "Grange aux Belles", meeting réunissant plusieurs milliers de personnes[12]. Toutefois, en dépit de cette relance unitaire, des notes discordantes s'élevèrent. Messali ne renonçait nullement à l'objectif qu'il s'était fixé. Il déclara d'une voix forte, à la tribune de ce meeting : "Seule l'indépendance totale donnera satisfaction aux populations opprimées". Hadj Ali affirma, de son côté : "La seule solution, c'est l'institution d'un parlement indigène, première étape vers l'indépendance de l'Algérie[13]." Leur routes divergeaient et cette fois de manière irréversible. Messali n'oubliera pas Hadj Ali, son premier compagnon de combat qui disparaîtra de la scène politique.

MESSALI AU MOMENT DE LA DISSOLUTION DE L'ETOILE

Dans les premiers mois de 1929, suite à l'impulsion donnée par l'Assemblée de 1928, l'activité de l'Etoile battait son plein. Elle atteignait son maximum de rendement et comptait plus de

---

12. 2 000 selon *l'Humanité*, 1 200 selon la police (rapport 1934, p. 15).
13. Rapport 1934, p. 15.

4 000 membres. Des mesures furent prises par le gouvernement pour arrêter la distribution de tracts et empêcher les souscriptions ouvertes au profit de l'Association. Mais cela n'arrêta en rien l'élan de l'Etoile. Des poursuites furent alors engagées contre celle-ci. Différents faits furent retenus. L'Etoile avait distribué des tracts et avait usé d'un papier à lettre dont l'en-tête mentionnait comme but de l'association "l'indépendance de l'Afrique du Nord". Elle avait imprimé en manchette de son journal, la mention suivante : "Contre l'impérialisme français, pour l'indépendance de l'Afrique du Nord." Enfin, elle avait publié des articles "prêchant la révolte des indigènes nord-africains contre la domination française". Le tribunal retenant ces faits estima qu'il était établi que "l'Association se proposait bien de porter atteinte à l'intégrité du territoire national". La dissolution de l'Etoile fut, en conséquence, prononcée en novembre 1929. Convoqué par le tribunal, sur l'ordre du président du Conseil français Tardieu, pour lui signifier la dissolution de l'Etoile, Messali refusa de se présenter. Aucune suite ne fut donnée à cette affaire.

Au moment de la dissolution, Messali avait 31 ans. En quatre années, il s'était imposé dans l'Etoile, à titre de porte-parole, d'antenne, de mandataire. L'épreuve du combat politique interne et externe l'avait dépouillé de toute espèce de naïveté et d'inconscience. Désormais, il intimidait, son autorité était reconnue, y compris et surtout parmi ses adversaires qui l'avaient sous-estimé. Membre du comité directeur, il avait contribué à isoler politiquement les militants en fraction du PCF. Mais cela allait l'obliger à faire cavalier seul, car s'il lui fallait continuer la coopération avec le PCF, ce serait sur une base différente et pour des objectifs définis. Chedly, expulsé de France en 1928, c'est sur ses épaules qu'allait retomber cette tâche redoutable. Disposait-il pour cela d'une capacité politique propre à faire avancer l'Etoile ?

Certes, il avait maintenant une solide expérience militante. Mais son bagage théorique reflétait toutes les insuffisances d'une formation d'autodidacte, où l'empirisme primait avant tout. Ainsi la question nationale, essentielle dans sa formulation, était prise en elle-même sans critère de classe. Cela transparaissait nettement dans les discours, textes politiques et articles de Messali : ni le discours de Bruxelles, ni les statuts de 1928, ni les articles de l'*Ikdam* ne faisaient mention des antagonismes de classe en Algérie, des intérêts distincts du

prolétariat algérien, de son rôle dans le mouvement de libération nationale. La responsabilité de ces insuffisances incombait-elle à Messali ou à ceux dont le rôle était précisément d'éduquer ce jeune prolétariat s'éveillant à la lutte révolutionnaire ? La direction du PCF avait choisi d'opérer à l'inverse. Les communistes algériens, par l'intermédiaire de Claza, secrétaire du bureau régional d'Alger, se défendaient d'avoir rien de commun avec "les organisations nationales des coloniaux"[14], et les recommandations du VI[e] Congrès de l'Internationale Communiste enjoignaient au PCF de veiller à ce que l'ENA ne se développe pas sous la forme d'un parti[15].

LES ANNEES DIFFICILES. *EL OUMA*

Le 20 novembre 1929, la première chambre du Tribunal Correctionnel de la Seine prononçait la dissolution de l'Etoile-Nord-Africaine. L'impression produite par cette condamnation fut très grande sur l'ensemble des militants. Pendant près de dix mois, l'ENA cessa d'exister. Certains membres du comité directeur d'alors, Chabila Djilali, Maarouf Mohamed, Isaad Hacene étaient déconcertés. Hadj Ali se faisait de plus en plus rare. Il est indéniable qu'il souffrait terriblement de la mesure prise par le PCF à l'encontre de Messali. Il ne s'était pas engagé comme il l'avait fait pour devenir un bon fonctionnaire. La dissolution de 1929, la tournure des rapports prise entre les nationalistes et le PCF le jetèrent hors de la vie qu'il s'était tracée. Au début de l'année 1930, Messali vint lui apprendre son exclusion du PCF. L'information était contenue dans *l'Humanité*.. Hadj Ali était exclu du PCF pour s'être présenté aux élections municipales sans avoir consulté la direction du Parti Communiste. Messali "l'assura de toute son amitié" et lui proposa de rejoindre l'ENA. Hadj Ali refusa. Il préférait désormais s'occuper de sa quincaillerie et de son lotissement de Brunoy.

La démoralisation gagnait du terrain ; la masse des adhérents se dispersait. Pour ceux qui restaient, ils se trou-

---

14. Bulletin du CAF, 1927.
15. *La Vague rouge*, février 1929.

vaient paralysés et attendaient. Ceux qui voulaient agir, se heurtaient à toutes sortes de difficultés. Une organisation illégale a besoin d'un milieu sympathique autour d'elle et de réserves en hommes qui se renouvellent constamment. Dans cette atmosphère de dépression, il était difficile, presque impossible, d'observer les mesures indispensables de l'association, du maintien des liaisons. Messali, qui avait surgi au premier plan dans une période d'essor où s'éveillaient chez les Nord-Africains les meilleures qualités, l'esprit de sacrifice, de courage, se sentit mal à l'aise dans cette phase de reflux. La crise économique des années 1930-1931 était aussi responsable du changement quantitatif survenu en milieu émigré : 30 000 salariés retournèrent en Algérie, affaiblissant ainsi l'Association. Faisant face avec une étonnante énergie, s'appuyant sur une confiance intacte dans l'objectif poursuivi, il décida d'avancer.

Dès le mois de janvier 1930[16], il s'attela à la rédaction d'un Mémoire qu'il désirait envoyer à la Société des Nations à l'occasion du centenaire de l'occupation de l'Algérie par la France. C'était son premier travail d'élaboration politique. Pour le mener à bien, il se mit à la lecture d'ouvrages de l'époque vantant les mérites de la colonisation. Il nota soigneusement les chiffres, les statistiques pour arriver à la conclusion inverse de celle que donnaient ces ouvrages. La colonisation signifiait la dépersonnalisation de l'Algérie, l'exploitation économique et sociale, l'oppression politique et culturelle[17]. Ce Mémoire, qui dénonçait la situation dans laquelle se trouvait l'Algérie en 1930 et qui faisait connaître les revendications de l'Etoile-Nord-Africaine, Messali le voulait comme un véritable pavé jeté dans la mare de la célébration des fêtes du Centenaire. Au milieu des discours d'élus musulmans rivalisant d'éloges pour la France[18], le document à la SDN allait faire publiquement le procès de la colonisation française. Il fallait le faire connaître, le diffuser. Messali avait appris, au contact du mouvement ouvrier français, qu'une organisation ne pouvait vivre politiquement qu'au travers de son journal. L'*Ikdam* avait

16. *Mémoires* de Messali Hadj.

17. In *la Voix du peuple*, organe du MNA, mai 1962.

18. Ainsi le bâchaghâ Bengana : "Si les Arabes avaient connu les français en 1830, ils auraient changé leurs fusils avec des fleurs".

disparu. Comment faire, où trouver de l'argent, sur qui s'appuyer pour se livrer à une telle entreprise ? Les relations avec le PC, comme nous le verrons plus loin, s'étaient encore dégradées, pour ne pas dire plus. L'isolement était total vis-à-vis de ceux qui pouvaient aider l'Etoile matériellement et intellectuellement. Décidant de ne pas se dérober devant l'obstacle que constituait cet isolement, Messali plaida auprès de ses camarades la nécessité pour l'organisation de disposer d'un moyen d'expression.

Le premier numéro, *El Ouma* (La Nation), parut en octobre 1930. Messali en devenait le directeur, et prit le pseudonyme de Tlemçani pour la rédaction de ses articles. Le journal, qui connut de graves difficultés liées à la répression et aux sources de financement, énonça et réaffirma les principes de l'Etoile : indépendance de l'Algérie, anti-colonialisme farouche, goût pour l'action directe. Dans le premier numéro, Messali mit l'accent sur le problème de l'organisation :"Nos frères doivent s'organiser pour arracher par la force des droits sociaux et secouer le joug de l'esclavage." Dans le deuxième numéro, paru près d'un an après, en septembre 1931, il développa le thème de la solidarité inter-maghrébine : "L'union et l'entente de ces trois éléments (Algériens, Tunisiens, Marocains) révolutionnaires, nationalistes conduiront le Maroc, l'Algérie et la Tunisie dans la voie de la libération." En novembre-décembre 1931, la référence à l'Islam apparut clairement. Le journal portait en manchette une citation de Cheikh Abdu : "Le vrai patriotisme dans l'Islam est celui qui se manifeste dans l'action." Messali, pour la première fois, se lançait dans l'utilisation de la religion à des fins essentiellement politiques[19]. Messali était d'abord et avant tout un tribun, un homme préférant l'usage de la parole et, s'il prit la plume, ce fut uniquement au début, comme mode de contact avec les masses, donc par nécessité.

Cette nécessité apparaît dans ses articles, où l'on trouve un penchant à l'exposé systématique du sujet ; penchant qui se traduit surtout par la disposition scolastique des matériaux, par l'énumération des arguments et par de pesantes répétitions

---

19. Les références à *El Ouma* de cette période sont citées dans le rapport de police de 1934 – p. 140-141.

à la manière des prédicateurs. Néanmoins, exprimant franchement ses idées, des images vivantes et des formules originales apparaissaient. Ainsi, dans *El Ouma* de janvier 1934 : "Si l'homme est né libre, il doit se gouverner, si l'homme a des tyrans, il doit les détrôner." On aurait tort, cependant, de croire à l'inefficacité de semblables articles. Ils étaient nécessaires car ils correspondaient à un besoin. Leur force était d'exprimer les idées et les mots d'ordre de la marche à l'indépendance. Pour le travailleur immigré, il ne manquait ni de nouveauté, ni de fraîcheur car la presse qu'il lisait (s'il en avait la possibilité) ne lui apprenait rien de comparable.

Fort du succès constitué par la parution du journal, Messali proposa de ne pas s'en tenir là. Ce journal devait traverser la Méditerranée, car rompre l'isolement, c'était aussi faire connaître l'Etoile en Algérie même. *El Ouma* fit sensation. A Alger, Boufarik, Sidi Bel Abbes, Setif, Biskra, Bougie, Tlemcen, Philippeville, Constantine, des volontaires s'offraient pour le diffuser, des lettres parvenaient à Paris pour réclamer des conférences, des Comités d'aide et de défense d'*El Ouma* apparaissaient[20]. S'implantant sur le sol algérien, *El Ouma* ne se contenta plus de développer les idées-forces du mouvement. Une polémique s'instaura avec les organes de la bourgeoisie algérienne et les "agents du colonialisme français". Le gouvernement français ayant désigné le bourgeois Djelloul B. Lakhdar à la tête de la caravane de pèlerinage, en lui conférant le titre de Khalifa, Messali railla ainsi le personnage :

> "Djelloul B. Lakhdar est Kalifat de qui, de quoi ? De sable ou de sauterelles ? "[21]

Cette activité, somme toute très modeste, avait cependant le mérite de maintenir vive la flamme du nationalisme algérien. Grâce à elle, l'ENA qui ne s'était pas encore développée en Algérie, arrivait à se faire connaître.

LA CONTINUITE DES GENERATIONS

Mais, malgré ses premiers succès, Messali continuait à se

20.In *la Voix du peuple* de mars 1961 et *le Problème algérien*, brochure du MTLD, 1951.
21.Témoignage de B. Akli — cité par M. Mathlouti : *le Messalisme*.

battre contre le désarroi et la démobilisation qui sévissaient dans l'Etoile. A Paris, *El Ouma* était saisi dans les rues et dans les kiosques. Au printemps 1931, l'organisation exsangue, n'avait pratiquement rien pu entreprendre contre la gigantesque exposition coloniale qui faisait la part belle au pavillon de l'Algérie[22]. A la tête d'une organisation qui vacillait, Messali commençait à posséder cette vertu politique cardinale qui s'appelle la persévérance, héritage de la constance de son caractère et des méthodes acquises au contact du PCF. Il s'entêtait à vouloir maintenir les structures organisationnelles, qu'il savait pourtant vidées de leurs militants. Il s'entêtait à vouloir un journal. Il s'obstinait à vouloir une vie de l'ENA, qui se traduisait notamment par le recrutement. Il s'acharnait donc à convaincre, former, recruter pour l'Etoile. Le métier de marchand ambulant qu'il avait repris lui laissait du temps de libre. Il passait ses après-midi à effectuer des visites au domicile des contacts de l'Etoile ou à faire de longues stations dans les cafés nord-africains. Il cherchait constamment l'occasion de développer ses thèmes, apportant dans ses conversations son goût de la controverse qu'il concevait comme une pédagogie. Ce travail militant inlassable avait un unique objectif : former des cadres politiques capables de conduire le peuple algérien à l'indépendance : "Il est nécessaire de former une équipe d'hommes, de l'instruire et de la documenter, afin qu'elle puisse ensuite donner au mouvement nationaliste toute son ampleur[23]." Ce fut dans cette période difficile qu'allait se lever une deuxième génération de cadres qui allait faire de l'Etoile une organisation de masse. Chabane Ali, originaire de la commune du Fort National (Alger) allait faire partie du comité directeur de l'Etoile ainsi que Abdelkader Ben Messaoud de Biskra, Bourenane Mohand d'Alger, Yahiaoui Ahmed de Fort National, Bensak Mohamed Tayeb d'Akbou, Embarak Ben Lakhar de Djelfa, Kehal Arezki de la région de Constantine, Moussaoui Rabah d'Alger, Rouifed Ali de Fort National, Kessaci

---

22. "Le pavillon a la place de la reine mère par ses propositions monumentales, autant que par l'importance de son contenu. Son palais apparaît vraiment comme un palais de centenaire" —. In *l'Illustration* — 23 mai 1931 — N° 4 603.

23. Rapport 1934 — Tous les renseignements qui suivent sur la nouvelle génération de l'ENA sont extraits de ce rapport, p. 149-168.

Ahmed d'Alger, Aissa Ben Cheriet de Gardaïa, Daoudi Ben Mohamed de Tizi-Ouzou, Koumad Ramdane de Fort National... Messali avait recruté ses amis d'enfance de Tlemcen, comme Zaoui Ahmed, Benachenhou Hocine, Benachenou Mustapha, Talek, Bachir...

Tous ces hommes étaient nés entre 1897 et 1905, c'est-à-dire, qu'ils avaient entre trente et trente cinq ans au moment de leur adhésion à l'ENA. Ils avaient, par conséquent, le même âge que Messali, sans disposer pour autant de la même expérience politique que lui. Ils étaient moins jeunes que la première génération de militants venus à l'Etoile entre 1926 et 1929. Leur engagement était moins sentimental, plus réfléchi. Il nous faut nous arrêter sur deux d'entre eux, qui allaient devenir les véritables "lieutenants" de Messali : Imache Amar et Radjef Belkacem. Imache Amar, originaire de Tizi-Ouzou, était venu en France vers la fin de la guerre comme travailleur colonial. Il se mit à travailler à la parfumerie Roger Gallet à Levallois-Perret, devint chef d'équipe en 1926. En 1931, il entra en contact avec l'ENA et, en 1932, il abandonna son travail pour devenir rédacteur en chef d'*El Ouma*, puis, à partir de mai 1933, devint secrétaire général de l'Etoile. Il était aussi violent dans ses écrits que dans ses discours, au niveau des attaques portées contre le colonialisme. Le 26 novembre 1933 au cours d'une réunion, il déclara "que son association n'aurait accompli l'œuvre qu'elle s'était tracée que le jour où les Français auraient été jetés à la mer". Esprit indépendant, grand orateur, il sera condamné avec Messali en 1934 et en 1935. Il passera plusieurs mois en prison. Radjef Belkacem, originaire de Fort National, arriva en France en 1928, exerça la profession de menuisier et de garçon de lavoir à Levallois-Perret. A partir d'avril 1932, il devint marchand de quatre saisons. Ce fut à ce moment qu'il adhéra à l'ENA. Après l'Assemblée générale de mai 1933, il fut chargé de l'administration des abonnements et de la propagande d'*El Ouma*; et pour mener à bien cette tâche, il s'installa au 19, rue Daguerre, dans une pièce attenante au bureau du siège de l'Etoile-Nord-Africaine. Menant une activité inlassable, il était de toutes les réunions de l'Etoile. En novembre 1934, il est inculpé et condamné pour reconstitution de ligue dissoute. Condamné en novembre et mai 1934, il sera incarcéré en décembre de la même année et restera en prison jusqu'en juin 1936.

AVEC LE PCF : UNE TENSION GRANDISSANTE

En dépit des échecs enregistrés depuis 1927-1928, la direction du PCF ne désespérait pas de regrouper directement sous son égide les Nord-Africains. Cette conviction était d'autant plus motivée, qu'il régnait dans l'Etoile un désarroi certain, consécutif à la mesure de dissolution. Pour contrecarrer *El Ouma*, le PCF publia donc un journal en langue arabe : *El Amel* (l'Action) et créa un Parti National Révolutionnaire (PNR). L'indifférence et le peu d'écho rencontré par cette organisation doublés de la désaffection totale des ouvriers nord-africains aux différentes réunions organisées par le PCF[24], contraignirent ce dernier à revenir à une tactique déjà employée : réorganiser l'ENA à son profit.

Au début de l'année 1931, le PC confia au bureau de la 20e région de la main-d'œuvre coloniale, le soin de réorganiser l'ENA et de faire reparaître son journal : *El Ouma*. Maarouf fut chargé d'impulser ce travail. Le 6 juin 1931, il convoqua une réunion à la rue Mathurin Moreau, à laquelle assistèrent 60 personnes seulement. Il annonça que les fonds étaient réunis et qu'ils serviraient à la mise en place de l'Etoile. Il fit adopter "un vœu selon lequel les membres musulmans du PC et de la CGTU devaient obligatoirement s'affilier à l'ENA". Les représentants du PC se mirent à l'œuvre à l'intérieur de l'Etoile, en faisant alterner les pressions et les manœuvres de séduction. Ils faisaient jouer les sentiments d'attachement au niveau de l'histoire commune (notamment la guerre du Rif) ; mettaient en avant l'immense attraction de la Révolution russe ; tentaient de profiter du manque d'information et de la faible expérience politique des ouvriers algériens pour les entraîner sur le terrain des rivalités personnelles.

L'Etoile, qui avait conquis le droit de cité sur l'arène internationale avec le Congrès anti-impérialiste de Bruxelles, se voyait empêcher en 1931, 1932 d'assister à des congrès internationaux où des problèmes coloniaux étaient débattus. Ce fut notamment le cas des congrès "Amsterdam-Pleyel" : "Notre

---

24. Les seuls ouvriers algériens à fréquenter le PNR et les meetings du PCF seront les appointés du PCF – Rapport 1934 p. 29-30, qui traite dans le détail une réunion avec Maarouf.

participation à ces activités internationales nous a été interdite parce que nous avons osé proclamer l'indépendance de l'Etoile-Nord-Africaine, diriger nous-mêmes notre association et discuter d'égal à égal avec les communistes[25]." En 1932, le PC essaya, au nom de l'Etoile, d'organiser des meetings. Une vingtaine de personnes y assistaient à chaque fois. Les réunions les plus importantes eurent lieu le 20 mai à la Grange aux Belles et le 25 juin à Clichy, et attirèrent, respectivement, 30 et 60 auditeurs. En vain, Maarouf s'efforça de regrouper autour de lui quelques militants nord-africains et de "satelliser" l'ENA autour du PCF. Tous ses efforts aboutissaient à l'échec. Le coup de grâce donné à cette "rénovation" de l'Etoile, allait être donné par Messali au cours d'un meeting tenu par Maurice Thorez à la fin de l'année 1932.

Ce meeting avait pour but de faire un compte rendu de la tournée effectuée par M. Thorez en Algérie. Messali, informé de sa venue par le journal *l'Humanité,* décida d'y assister. A l'entrée de la salle, la vente d'*El Ouma* par les militants de l'ENA provoqua une violente réaction de la part du service d'ordre composé d'Algériens communistes : le journal fut déchiré, les militants de l'Etoile repoussés, des cris hostiles s'élevaient à l'adresse de Messali : "Voilà le meneur ; A bas les provocateurs ! " L'affaire semblait entendue, lorsque, à la surprise générale, Thorez ordonna au service d'ordre de laisser passer les militants de l'Etoile et pria Messali de monter à la tribune.

Après s'être concerté avec ses camarades présents, Messali prit la parole. Il expliqua qu'il était "venu là pour entendre le camarade Thorez de retour d'Algérie. Mais puisqu'on l'invitait à prendre la parole", il la prendrait pour bien faire savoir qu'il "ne craint rien et que la tribune ne lui fait pas peur[26]." Il dressa l'inventaire des divergences qui existaient entre le PCF et l'Etoile, dénonça l'injustice qui consistait à écarter l'ENA des travaux des congrès internationaux. Il termina son intervention en élevant la voix : "Nous ne sommes ni des meneurs, ni des provocateurs. Nous sommes des patriotes algériens luttant pour la liberté, le travail et le pain comme nos camarades français. Nous luttons aussi pour l'indépendance de l'Afrique

---

25. *Mémoires* de Messali Hadj.
26. *Mémoires* de Messali Hadj.

du Nord et son unité. Nous n'avons aucun différend avec le peuple français avec qui nous collaborons depuis la création de l'ENA." Après l'intervention de Messali, Maurice Thorez prit la parole, fit le compte rendu de son voyage en Algérie. Son discours ne comporta pas la moindre allusion aux incidents provoqués par la présence des militants de l'ENA et aux griefs portés par Messali. De fait, il reconnaissait l'échec de la politique poursuivie par son parti : échec de la tentative de création du Parti national révolutionnaire, échec dans le lancement du journal *El Amel*, échec dans la réorganisation de l'Etoile sous son égide, échec enfin, pour l'implantation en Algérie même, où l'on pouvait estimer le nombre d'adhérents de la région algérienne du PCF à 130, dont 75 dans le rayon d'Alger avec huit cellules et 80 membres à la JC.

Plus significatif encore : il n'y avait pratiquement plus d'Algériens authentiques dans le PCF[27]. Emmanuel Sivan, dans sa remarquable étude, *Communisme et nationalisme en Algérie*, rend compte de l'affaiblissement organisationnel du Parti communiste en Algérie, lors de la période du "classe ontre classe". Le tirage de *la Lutte sociale* était tombé à ıoins de 200 exemplaires en 1932 et la courbe des effectifs :cusait la même tendance : 280 adhérents en 1923, 200 en 931, 130 en 1932 comme nous l'avons indiqué plus haut. En ıvril 1931, le bureau politique du PCF, contraint de faire son autocritique devant l'exécutif de l'IC, devait confesser "une quasi-liquidation du travail anti colonial et anti-impérialiste du PCF[28].

A la fin de l'année 1932, Messali estima que l'Etoile avait atteint son premier objectif : elle devenait libre et indépendante, tout en maintenant des "liens amicaux avec le PCF". Il lui restait un dernier effort à accomplir pour sortir de "cette traversée du désert" : doter l'Etoile d'un programme et d'une charpente organisationnelle qui lui permettraient de résister de manière définitive, de se déployer largement. De janvier à juin 1933, il se mit à l'ouvrage. En mai 1933, l'Etoile redémarrait avec force. Elle put le faire parce qu'il avait existé une activité antérieure, aussi réduite soit-elle.

---

27. *Les Cahiers du bolchévisme*, mars 1932, N° 5.
28. E. Sivan *Communisme et nationalisme en Algérie* (1920-1962) – pp. 54-55.

UN DIRIGEANT POLITIQUE – LA GENERATION DES PIONNIERS

En juin 1933, la personnalité et le talent de Messali s'étaient imposés à tous les observateurs politiques. Désormais, il fallait compter avec lui. Le PCF le craignait, le redoutait. Il allait constituer l'obstacle majeur sur lequel allait buter sa politique coloniale, notamment au moment du Front Populaire. Messali avait acquis, par sa propre expérience, allant du Congrès de Bruxelles à l'Assemblée de juin 1933, la certitude qu'il fallait combattre toute politique de dépendance. Avec des flux et des reflux dans la bataille politique, sa conviction était définitivement établie quant à l'attitude à adopter vis-à-vis du PCF :

> "L'attitude du PC nous a posé des problèmes aussi difficiles que ceux du colonialisme français. On peut dire qu'à cette époque, les attaques des communistes nous faisaient plus de mal que celles du colonialisme. Eh bien ! nous avons relevé le défi, accepté le combat en poursuivant nos activités avec le même courage et la même confiance. Avec les communistes, nous avions décidé de leur appliquer la loi du talion : dent pour dent, œil pour œil et pour un coup, toute la gueule ![29]."

Quant aux gouvernements de l'époque, ils avaient vu naître plus qu'un simple agitateur, un véritable dirigeant politique. Le rapport de police demandé en 1934 sur ordre du gouvernement, relatif à l'activité de l'Etoile, consacre un quart de ses pages au seul Messali. On y lit que, sans ce dernier, "l'Etoile n'aurait jamais pu renaître de ses cendres", qu'il est le seul de l'association à disposer d'une influence réelle :

> "En fait, l'Etoile-Nord-Africaine se confond avec la personnalité de Messali Hadj. Seul, il l'a réorganisée. Seul, il a su lui donner, utilisant pour cela avec une

---

29. *Mémoires* de Messali Hadj.

grande adresse les circonstances actuelles, le regain de popularité qu'elle a connu."

Nous savons que Messali n'a pas été seul dans sa volonté de bâtir l'Etoile. Il y a dans cette observation du rapport de police, une personnalisation excessive. Toutefois, le travail effectué par Messali au cours des années 1928-1933 avait réussi à établir un lien entre l'ancienne et la nouvelle génération de l'Etoile, et à lui transmettre l'héritage politique.

Désormais, il incarnait pour nombre de militants, la continuité du mouvement national algérien, dans sa volonté tendue pour l'indépendance de l'Algérie, dans son refus de se plier à toutes les attaques d'où qu'elles viennent, entravant la constitution d'une organisation nationaliste indépendante. C'était cela sa force. Avancer vers l'indépendance, en préparer les moyens, former les acteurs : voilà ce qui faisait le fond de sa nature politique. Homme de "terrain", tribun, homme d'action, ses lacunes apparaissaient au plan théorique. La relecture, aujourd'hui, des textes des années 1930 de Messali, donne une impression de slogans assemblés plus que celle d'un programme. Ce qui compte, bien sûr, avant tout, ce qui symbolise la revendication majeure, c'est l'indépendance. Mais les propositions qui sont accolées à ce but paraissent dérisoires et presque sans rapport direct avec lui. La fin est très claire, mais les moyens pour y parvenir qui composent un catalogue, sont nullement constitués en système cohérent de réalisation pratique. Cette absence de formulation politique précise, que nous retrouverons dans le programme de 1933, a laissé dans le souvenir des militants, l'impression d'une époque qui fut celle de contrats à maintenir, de tracts à distribuer, d'argent à récolter, d'individus à rencontrer et à convaincre, d'adhérents à recruter, d'avocats à engager[30].

Ces militants constituaient la génération de ceux que l'on appellera les "pionniers". L'essentiel du travail politique reposait sur eux. Par un processus essentiellement volontariste, ce

---

30. Evoqués lors d'interviews ou de direction d'études de Science Politique tenues à la faculté de Droit et des Sciences Economiques d'Alger, au Printemps 1973. Témoignages de MM. Maarouf, Guénanèche, Radjef, Rebouh, notamment. Cités dans *l'Algérie politique — Histoire et Société*, J.C. Vatin, Editions Colin, 1974, p. 204.

groupe s'imposait comme le noyau-départ de l'ENA. Créer une organisation, un parti, devenait par lui possible. L'activité débordante de ces volontaires, poignée d'hommes prenant en charge les intérêts de la collectivité dont ils se réclamaient, allait imprimer le mode de fonctionnement de l'Etoile. Ce volontarisme engendra l'activisme. Et Messali ne fit jamais rien pour corriger ce trait. Il le considérait comme normal car fondé sur l'existence d'un nombre très limité de cadres, qui, par conséquent, devaient effectuer toutes les tâches, être présents partout, sur tous les fronts. Contraint sans cesse de parer au plus pressé, Messali ne perçut pas le risque d'une telle situation. Si un cadre devait travailler comme dix, ne se substituait-il pas à dix militants ?

Chapitre IV

1933 - 1935
L'AFFIRMATION D'UN DIRIGEANT



STRUCTURE ET DOCTRINE

En 1933, la conjoncture était particulièrement favorable pour une reprise à une échelle importante, de l'activité de l'ENA. En France, la crise économique qui avait été, à ses débuts, profondément ressentie par la main-d'œuvre nord-africaine, continuait à l'éprouver encore. Le nombre de chômeurs augmentait. L'industrie automobile licenciait, et des centaines d'ouvriers d'Afrique du Nord étaient mis au chômage. Pendant ce temps, les trois pays du Maghreb connaissaient une grande effervescence : en Tunisie, des émeutes éclataient consécutives à la campagne menée par le Destour contre les musulmans naturalisés ; au Maroc, des manifestations avaient lieu à Fez et à Rabat ; enfin, en Algérie, la circulaire Michel, interdisant de prêcher dans les mosquées, provoqua une vive réaction dans les milieux musulmans. Tous ces événements avaient une répercussion immédiate chez les Nord-Africains et provoquaient une "certaine exaltation chez eux"[1].

Pour Messali, expérimenté et formé par sept années de dures batailles politiques, l'heure était à l'action et à la réorganisation de l'Étoile. Les années 1933-1935 allaient le voir affermir toutes ses positions pratiques et théoriques : indépendance de l'Algérie et unité du Maghreb, rapports à la religion,

---

1. Rapport 1934 et rapport du 6 septembre 1935. Les circulaires Michel (du nom du secrétaire général de la Préfecture d'Alger) du 16 au 18 février, interdisaient les mosquées officielles aux prédicateurs oulémas, organisaient la surveillance des agents de la propagande réformiste et suspendaient la presse des oulémas (à l'exception de *Al-Chihab* animé par Ben Badis).

position sur les minorités et particulièrement la question juive, lutte contre le fascisme et relations avec le mouvement ouvrier (notamment le PCF), attitude à adopter vis-à-vis des élus indigènes et les commerçants... Il se devait de répondre à l'ensemble de ces problèmes que la vie politique soulevait. Il le fit toujours dans l'objectif de bâtir son organisation. L'expérience des "années difficiles" avait appris à Messali à ne jamais séparer les questions politiques des questions d'organisation, car à quoi bon avoir un point de vue, s'il n'était pas possible de le faire passer dans les faits ? Sa hantise était de voir l'instrument qu'il avait su préserver, l'Etoile-Nord-Africaine, désarticulée, détruite ou passée aux mains d'autres que celles des nationalistes eux-mêmes. Son objectif immédiat était de trouver un siège central, "pour se présenter à l'opinion publique en tant que parti politique libre et indépendant de quiconque"[2]. Grâce à Banoune Akli[3], le local fut trouvé au 19 rue Daguerre dans le 14e arrondissement. Banoune Akli, locataire de l'immeuble, Radjef Belakacem, et Imache Amar tinrent les permanences de l'Etoile à tour de rôle. Le 28 mai 1933, au 49 rue de Bretagne, Messali, l'inventeur du drapeau algérien, donnait le coup d'envoi au redémarrage de l'Etoile, en la dotant d'un programme et de statuts. Nous allons d'abord nous attacher à voir comment il conçut et propagea ce programme, pour ensuite nous attarder sur la façon dont il structura et implanta l'Etoile.

Ce programme ne constituait pas un tournant mais bien plutôt un aboutissement de la bataille entreprise depuis le Congrès de Bruxelles. Des revendications de 1927 jusqu'au programme de 1933, en passant par les statuts de 1928, Messali n'avait cessé d'exiger l'indépendance de l'Afrique du Nord comme but fondamental. En mai 1933, tout comme en février 1927, il envisageait deux plans politiques : celui d'une Algérie prise dans le contexte colonial et celui d'une Algérie indépendante. Au premier plan, étaient présentées un certain nombre

---

2. *Mémoires* de Messali Hadj.
3. Banoune Akli : né en 1889 au Douar M'zala, commune mixte de la Soumam. A l'époque, marchand de quatre saisons avec sa compagne, Melle Lapersonne.

de revendications économiques, politiques et sociales, les lignes d'action à suivre par le futur gouvernement de l'Algérie souveraine étaient reléguées au second plan. Deux faits nouveaux, toutefois, faisaient leur apparition et qui ne manquèrent pas d'avoir des conséquences : la référence à l'Islam (point 9 : "En ce qui concerne le service militaire, respect intégral du verset du Coran : celui qui tue délibérément un musulman est voué à l'enfer durant l'éternité et mérite la colère et la damnation divine") et le respect de la petite et moyenne propriété (point 5 du gouvernement national révolutionnaire).

La première partie du programme de 1933 comportait les revendications que l'ENA voulait obtenir des autorités. On y trouvait, notamment : l'abolition du Code de l'Indigénat et de toutes les mesures d'exception ; l'amnistie pour tous les emprisonnés politiques ; la liberté de voyager pour la France et l'étranger ; la liberté de presse, d'association, et de réunion. A côté de ces revendications démocratiques, on pouvait en relever d'autres, d'ordre politique et social. Ainsi, l'ENA demandait-elle : le remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un parlement algérien élu au suffrage universel.

Comme en 1927, le programme de 1933 définissait les objectifs à long terme et comportait un certain nombre de mesures à réaliser par le "gouvernement national révolutionnaire" d'une Algérie indépendante. La séparation entre les deux plans politiques était très nette et les objectifs fixés plus précis. Les tâches assignées au futur "gouvernement national révolutionnaire" étaient les suivantes : assemblée constituante élue au suffrage universel ; suffrage universel à tous les degrés et éligibilité dans toutes les assemblées, pour tous les Algériens ; instruction gratuite, obligatoire, à tous les degrés, en langue arabe ; instruction de l'arabe comme langue officielle ; remise en toute propriété à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics accaparés par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et remise de la terre confisquée aux paysans ; respect de la petite et moyenne propriété; retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français ; reconnaissance par l'Etat algérien du droit syndical, de coalition et de grève, élaboration par lui des lois sociales ; aide immédiate aux fellahs par l'affectation à

l'agriculture de crédits sans intérêts pour l'achat de machines, de semences et d'engrais ; organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communication...[4] Messali rassemblait dans ce programme (qui allait constituer le corps doctrinal du mouvement national algérien jusqu'en 1954), les matériaux épars surgis dans le développement de l'Etoile depuis 1927. Mais il n'avait pas réussi à dépasser les insuffisances et les faiblesses contenues dans son discours de Bruxelles. Le reproche principal que l'on peut lui adresser porte sur l'industrialisation et la place du prolétariat.

L'Algérie dans ce document, semblait définitivement vouée à l'agriculture et nulle référence n'était faite concernant l'équilibre entre une production agricole et industrielle, équilibre capable de satisfaire les besoins des Algériens. Par voie de conséquence, le rôle attribué au prolétariat industriel était inexistant, la capacité des paysans était surestimée. Or, il nous semble que le sort de la révolution paysanne se décide à la ville et non dans les campagnes. Survivance amorphe du Moyen Age dans la société moderne, la paysannerie ne saurait avoir de politique à elle ; il lui faut un chef en dehors d'elle. Deux classes nouvelles prétendent à la diriger.Si la paysannerie suit la bourgeoisie libérale, la révolution s'arrêtera à mi-chemin, pour reculer ensuite. Si la paysannerie prend le prolétariat (même embryonnaire) pour chef, la révolution dépassera inévitablement les limites que lui assignerait la bourgeoisie. C'est ce rapport particulier entre les classes d'une société coloniale, que Messali ne posait pas. C'est pourquoi, le reste des revendications politiques et économiques émises (étatisation, expropriation, etc...) apparaissaient comme "greffées", même si elles semblaient correspondre à une continuité avec le programme mis en avant par l'Internationale Communiste en 1924-1925. Messali était et devait rester, au niveau de la doctrine, un homme qui puisait son inspiration et son assurance politiques uniquement au plan de la question nationale.

Ce programme adopté, il convenait désormais de le propager. A chacune des manifestations politiques du mouvement, quelles que fussent les exigences et les circonstances du mo-

---

4. Le programme de 1933 — In *le Problème algérien* — op. cit.

ment, le plaidoyer pour l'indépendance de l'Algérie, l'unité du Maghreb, revenaient comme un leitmotiv dans toutes les interventions de Messali : "Il ne manque pas de tirer parti de chaque incident de notre vie nationale afin de discréditer nos institutions et nos pouvoirs publics" notaient les rapports de police qui lui étaient consacrés à cette époque. Au cours des années 1933-1935, de meetings en meetings, devant des assistances nombreuses ou clairsemées, Messali expliquait la nécessité de l'indépendance, en tenant un langage que la réunion tenue le 6 juin 1933, peut à notre sens, résumer le mieux. Comparant la situation de l'Algérie par rapport à la France, à celle de l'Irlande par rapport à l'Angleterre, il démontra comment "sous prétexte de civiliser un peuple déjà civilisé", la France accomplissait une œuvre de destruction à l'égard des musulmans. Puis, avec des mots simples, il argumentait comme suit :

> "Les terres qui appartenaient aux Algériens ont été données aux colons. Ceux-ci ont volé tout ce qu'ils pouvaient. Ils ont dépossédé les musulmans. Le point capital de la colonisation française consiste d'ailleurs à appauvrir l'Algérien par tous les moyens, au profit des usuriers et des colons. Les Algériens sont ainsi devenus des serfs sur la terre qui leur appartenait autrefois. En même temps, le gouvernement français a tout fait pour les plonger peu à peu dans l'ignorance de leur propre religion. Il a infecté l'Afrique du Nord de milliers de missionnaires qui ont tenté de christianiser le peuple. Au nom du 19^{e} Corps d'armée, il espère pouvoir indéfiniment imposer au peuple algérien, toutes les horreurs du colonialisme. Mais le peuple animé d'une force morale, ne ploie pas devant la force matérielle. Les Algériens relèvent aujourd'hui la tête, ils veulent lutter contre l'impérialisme français, ils veulent leur indépendance."

Et Messali concluait ainsi :

> "Beaucoup d'entre vous ont servi dans l'armée impérialiste, celle qui massacre vos parents et qui combat encore aujourd'hui vos frères marocains. Au moins que

l'enseignement que vous avez acquis puisse vous servir bientôt contre ceux qui vous l'ont de force enseigné."

Cet appel à retourner ses armes contre la France pour appuyer l'indépendance de l'Algérie et du Maghreb, Messali allait ensuite l'utiliser fréquemment. Il ne faisait que poursuivre une tradition héritée de la Campagne du Rif. Ainsi dans un meeting tenu le 15 septembre 1934, il se tourna vers trois militaires venus l'écouter, les convia à refuser de frapper leurs coreligionnaires en les conjurant de "retourner leurs armes contre leur véritable ennemie, la France impérialiste"[5]. Cette véritable profession de foi anti-impérialiste s'amplifia notamment à l'occasion des événements du Maroc à la fin de l'année 1933. Le 25 novembre, de cette même année, Messali préconisa l'union des peuples arabes qui "souffrent sous le joug de l'impérialisme français", dénonça l'envoi de troupes algériennes au Maroc et invita les musulmans à refuser de combattre leurs frères dans les termes suivants :

> "Les Nord-Africains ne doivent plus se battre pour la France, pas plus en Algérie, au Maroc ou sur le Rhin. S'ils doivent mourir en combattant, que ce soit au moins pour leur pays, en luttant pour leur indépendance et pour leur religion"[6].

La violence de tels propos, ce goût marqué pour l'action directe, ne manquaient pas de disposer l'Etoile en état de mobilisation permanente.

Manifestement, et l'étude de tous les discours qu'il prononçait en ces années le démontre, Messali souhaitait une organisation évoluant en marge, en rupture ouverte avec toutes les institutions du colonialisme. L'armée était la cible de choix dans les bastilles à abattre parce qu'elle constituait le pivot de la domination française. Et dans les réflexions qui avaient conduit à l'élaboration du programme de 1933, il prit soin

---

5. Ce meeting se tint rue Cambronne en présence de 600 Algériens. Trois ordonnances d'officiers supérieurs, originaires de Constantine y participaient. Rapport 1934, p. 102-107.

6. Rapport 1934, p. 66-67.

de mentionner le retrait total des troupes d'occupation en même temps que la constitution d'une armée nationale, seule garantie pour l'indépendance effective et totale de l'Algérie. Messali se consacra donc à la diffusion de ce programme, mais ce fut surtout dans la situation interne de l'Etoile, et le développement de son implantation, dans toutes les couches sociales, qu'il consacra le plus de temps et d'énergie.

Pour faire jouer à l'Etoile un rôle objectif dans la vie politique, pour rompre avec la conception d'une organisation se contentant d'évoluer dans le sillage du mouvement ouvrier français, Messali décida une restructuration interne pour homogénéiser l'ENA, introduire la discussion d'orientation et d'exécution. Le fil conducteur qui traverse l'élaboration des statuts était l'affirmation de l'affranchissement de toute tutelle à l'égard d'autres partis politiques. D'abord au niveau financier : l'article 5, consacré aux ressources, mentionna que l'association ne vivait que des cotisations de ses membres ("l'association ne reçoit pas de subventions"). Et surtout au niveau politique, à l'initiative de Messali un amendement fut adopté interdisant la double appartenance : article 9 :

> "Tous les membres de l'Etoile-nord-africaine et en particulier les membres dirigeants, ne peuvent appartenir à d'autres organisations que par autorisation du Comité Directeur, et ces derniers doivent informer le Comité Directeur de toutes leurs actions extérieures."

Pour plus de clarté encore, Messali fit ajouter un article 9 bis : "L'Association ne se recommande d'aucun parti politique."

Cette réorganisation était en fait calquée sur le modèle de fonctionnement du PCF, seule l'appellation des structures changeait : comité directeur à la place de bureau politique ; sections à la place de cellules. Certes, il était fait référence à la possibilité d'existence de "majorité et de minorité", véritable droit de tendance que le PCF, dans sa phase de centralisation bureaucratique, ne pouvait tolérer. Mais, d'une part, le rôle attribué au président, (dont l'article 8 stipulait que la "voix du président était prépondérante en cas de partage des voix au comité directeur") et d'autre part, que le Comité Central devait

être élu sur liste unique par le Congrès[7], n'étaient pas les meilleurs moyens pour donner à l'Etoile, une vie politique intérieure. Messali assura d'emblée la direction et la responsabilité principale, sinon exclusive même, de l'orientation politique et idéologique du groupe, du journal *El Ouma,* et de la petite organisation qui naissait. Il exerçait les responsabilités qu'occupe en fait le secrétaire général dans les organisations ouvrières. Au centre de tout le dispositif de travail, tout passait par lui, si tout ne lui revenait pas exclusivement. A la fois premier orateur et premier journaliste (seul Imache le secondera véritablement dans cette tâche), il était aussi et surtout au centre de toutes les décisions essentielles, de toutes les positions tactiques : alliances, contacts, missions, problèmes financiers et matériels, formation politique, tout cela était contrôlé par lui et parfois décidé par lui seul. Ayant assuré la réalisation et la continuité du travail qui permirent de résister aux périodes de recul et de répression, il s'estima progressivement comme le seul capable de doter l'organisation, par un travail quotidien et constant, d'une véritable base sociale ouvrière de masse. Incontestablement, sa pratique très volontariste introduisait une conception substitutiste de direction.

Dès qu'il eut réorganisé l'Etoile et regroupé autour de lui ceux qui allaient être les militants actifs du mouvement, Messali se préoccupa d'implanter l'Etoile. Dans l'organisation de fêtes arabes avec musique et danses, dans les cercles d'éducation de l'Etoile, il prit souvent la parole. Au milieu de l'exaltation provoquée par les succès croissants qu'allait connaître l'Association, il ne manquait jamais d'appeler à rejoindre l'Etoile : "Organise-toi, groupe-toi et lutte pour ton existence, pour l'émancipation de ton pays, et sache que c'est le seul moyen d'y parvenir." En 1934, à ses camarades satisfaits de l'implantation de l'Etoile en France, il fit valoir que c'était encore bien insuffisant. Pour étayer sa démonstration, il opposa le développement des sections algériennes (notamment celle de Tlemcen), au piétinement de l'organisation de la Seine[8].

---

7. Les statuts de 1933 – In rapport 1934, p. 50-56.
8. Selon le rapport de 1934 (p. 120-134), le nombre de militants de l'ENA s'établit comme suit : 174 à Paris, 195 en banlieue 35 en province. Ces chiffres sont très

Quelque soit l'efficacité de la propagande de l'ENA, Messali avait quand même conscience qu'elle restait bien relative. Son optique consista donc à gonfler les noyaux solides là où ils existaient et à en créer là où ils étaient absents. Pour surmonter les disparités organisationnelles entre Paris et la province, il se déplaça en août et septembre 1934 à Lyon, Saint-Etienne, Lille. L'accueil qu'il reçut, entre autres à Lyon, où près de mille Nord-Africains étaient venus l'écouter, le renforça dans sa conviction d'asseoir l'Etoile partout où vivaient, travaillaient les travailleurs immigrés. La colonie nord-africaine commençait à se répandre à travers l'Europe. Il fallait donc élargir encore le cadre d'implantation de l'Etoile. Messali s'efforça de s'assurer des correspondants à l'étranger. Il entretint une correspondance avec la Belgique, la Suisse, L'Allemagne, l'Espagne. Il tenta même d'organiser une section à New York par l'intermédiaire d'un certain Hanoui, dit "René Hanan", habitant 147, west 55th à New York[9]. Usant de patience et de persuasion, il se montrait attentif à la progression de l'ENA, ne manquait pas de s'informer quotidiennement de son développement.

Vers qui se tournait donc l'ENA, à qui parlait-elle, à qui vendait-elle son journal ? Pour Messali, il ne s'agissait pas de pratiquer une politique élitiste. L'Etoile ne se devait nullement d'être une association corporatiste des immigrés algériens titulaires du certificat d'études ou sachant lire et écrire en telle ou telle langue. L'ENA s'adressa et progressa en direction des chômeurs, des chômeurs déguisés, aux pseudo-commerçants nombreux qui, sans travail, ou refusant le dur travail d'usine, cherchaient d'autres moyens pour vivre. Parmi ces derniers, quelques-uns réussissaient, qui dans le vrai commerce, qui dans la restauration ou même en restant marchand forain. A tous, l'Etoile expliqua qu'ils étaient victimes de la crise parce qu'ils étaient victimes du colonialisme. Elle s'adressa aux chauffeurs de taxi et laveurs de voitures. Mais aussi aux manœuvres et

---

en dessous de la réalité pour certaines sections comme Montreuil, Nanterre, Bagnolet, Vitry, Bagneux, le Perreux où le chiffre avancé est de 1 à chaque fois. Pour la province, les chiffres avancés pour Lille, Saint-Etienne, sont très faibles lorsque l'on examine les succès rencontrés par Messali dans ces villes lors de ses tournées. La section de Tlemcen comptait 70 militants (p. 133 – Rapport 1934).

9. Rapport 1934, p. 119.

ouvriers d'usines, aux mineurs de l'Est, du Nord et du Centre, ainsi qu'aux quelques petits employés, petits artisans, et surtout aux petits commerçants, gargotiers et restaurateurs situés dans sa mouvance. Issue elle-même dès le départ de ces couches sociales, elle se tourna vers elles. L'ENA ne cherche donc pas à recruter principalement les commerçants, fonctionnaires, intellectuels et étudiants se définissant comme français algériens, et encore moins les "élus". Messali chercha pourtant le contact avec eux pour rompre son isolement financier ou organisationnel. Ces "alliés", il avait besoin de leur plume, de leur savoir, de leurs ressources matérielles pour les mettre au service d'une cause, que le peuple seul, selon lui, pouvait assumer et mener à bien.

LA RECHERCHE D'ALLIES

En 1933, une délégation de la "Fédération des Elus" constituée en septembre 1927, se rendit à Paris pour soumettre un certain nombre de revendications. Ces élus ne revendiquaient pas l'indépendance pour l'Algérie et se bornaient à demander "une représentation des indigènes au Parlement". Ils désiraient "entrer dans la cité française et y travailler en collaborant avec les collègues européens"[10]. Les autorités françaises (Parlement et gouvernement) refusèrent de les recevoir. A la suite de quoi, 950 élus indigènes démissionnèrent. Messali prit très violemment à parti, aussi bien dans les réunions publiques que dans *El Ouma* les membres de cette délégation : Zerouk Mehiedinne, Bendjelloul, le professeur Bahloul. Que s'était-il passé? Messali raconta dans *El Ouma* qu'il avait eu "la naïveté de compter sur leur appui lorsque le ministre de l'Intérieur refusa de les recevoir". Il avait espéré qu'un grand effort pouvait être fait afin de tirer profit de cet incident.

Il prépara à ce moment-là (juillet 1933) une série de réunions pour inviter les élus indigènes. Non seulement, il n'obtint rien d'eux, mais après une vive discussion, ils le firent presque jeter dehors quand il se rendit à leur hôtel. "Nous agissons en bons Français" lui dirent-ils.

---

10. A. Nouschi, op. cit., p. 63.

"J'eus l'impression, que malgré tout le bruit fait autour de leurs revendications, ces hommes n'avaient pas d'autre but que de servir leurs intérêts personnels. L'administration en dispose comme elle veut, avec des promesses de médailles et de concessions"[11].

Autant dire que l'échec enregistré allait rendre quasiment impossible la pénétration de l'Etoile dans les milieux d'"élus" en Algérie. Entre 1933 et 1936, on pouvait relever les noms de quatre conseillers municipaux de Tlemcen et de deux caïds de Fort National comme abonnés à *El Ouma.* Le seul fait marquant fut la liaison de Messali avec Ferhat Abbas qui venait de terminer la rédaction du *Jeune Algérien.* Il fit sa connaissance chez son ami Si Ahmed Belghoul, qui avait un café-restaurant rue Monsieur-le-Prince, Le "Hoggar". C'était là que se retrouvaient les sympathisants intellectuels de l'ENA[12]. F. Abbas s'abonna au journal et entretint, par la suite, jusqu'en 1936, une correspondance régulière avec Messali. Messali se donna comme objectif de le gagner au combat pour l'indépendance par la polémique, la contradiction qu'il concevait comme une pédagogie politique. Il ne pouvait alors deviner que Abbas, arrivant à Sétif, allait se lier avec le maire de la ville (M. de Luca), épouser la fille d'un riche propriétaire de la région de Djidjelli, et entreprendre une carrière politique rêvée par tous les bourgeois musulmans d'Algérie : Conseiller général du Constantinois, Conseiller municipal de Sétif, Délégué financier à Alger.

En direction des commerçants, Messali ne fit que reprendre une activité commencée en 1926. En octobre 1926, déjà, un meeting organisé par l'ENA à la salle des Sociétés savantes, avait réuni une cinquantaine de restaurateurs, de commerçants,

---

11. Rapport de police 1934 et *Mémoires* de Messali Hadj.
12. Dans un récent livre, *Autopsie d'une guerre,* F. Abbas relate cette rencontre et établit les divergences qui existèrent d'emblée, entre lui et Messali : "Notre vision de l'avenir était différente. Lui voyait l'Algérie à travers l'atmosphère parisienne et les lois qui protégeaient les libertés en France. Moi, je la voyais dans le cadre du douar où j'étais né, celui des communes mixtes et des territoires du sud. Je mesurais le poids des lois d'exception qui pesaient sur mes semblables" p. 59.

de notables. Messali avait cherché à entraîner les commerçants dans l'action pour des objectifs bien précis : la défense des Nord-Africains et la lutte contre le Code de l'Indigénat. Ce premier contact resta sans lendemain, mais les cafés et restaurants nord-africains hébergèrent les réunions de l'ENA, jusqu'à sa dissolution en 1929. Avec la reprise de l'ENA en 1933, Messali se tourna vers les commerçants, parce qu'il savait que chaque débit de boissons pouvait constituer un local, un lieu de réunion et de regroupement, cela à moindre frais et sans risque de répression.

Le 26 octobre 1933, une réunion se tint au siège de l'ENA rue Daguerre, entre le comité directeur de l'ENA et celui d'une ligue de commerçants qui venait de se constituer pour protester contre la création dans la région parisienne de foyers ouvriers. La ligue se proposait de lutter contre ces foyers qui concurrençaient les hôteliers arabes et Kabyles. Les conversations engagées entre les deux parties ne donnèrent rien. Mansouri, président de la ligue, "effrayé par le programme extrémiste" de l'ENA refusa de s'associer à son action[13]. Messali ne pouvait rester sur ce constat d'échec. Il lui fallait coûte que coûte le réseau que formaient ces cafés, hôtels, restaurants. Il ne relâcha pas son effort et, à partir de 1934, il usa tantôt de la menace (boycott des commerçants hostiles), tantôt de la négociation.

Le 24 mai 1934, au café de Mansouri, situé 189 boulevard de la Gare, il invita ce dernier à faire front commun et pour mener à bien la négociation, décida d'écarter provisoirement la question de l'indépendance[14].

Le 20 juin, une nouvelle rencontre eut lieu entre les principaux dirigeants de la "Ligue de Défense des Musulmans Nord-Africains" et ceux de l'ENA dans une salle du café Abdelkrim, 27 rue de la Huchette à Paris[15]. Messali suggéra la fusion des deux groupements. Mansouri et ses amis demandèrent un désaveu des propos portés contre eux dans *El Ouma*. Aucune entente ne put se réaliser, Messali refusant de se plier à ces exigences. Passant outre l'existence de la Ligue, et s'appuyant sur le fait que plusieurs commerçants donnaient l'hospitalité

---

13. Rapport 1934, p. 64.
14. Rapport du 28 mai 1934.
15. Rapport du 29 juin 1934.

aux réunions et aux militants de l'ENA, Messali pensa que le moment était venu pour organiser sous l'égide de l'Etoile, les commerçants.

Le 25 juin, il convoqua les commerçants algériens de la région parisienne à une Assemblée Générale qui se tint rue du Marjolin à Levallois-Perret. Ce fut un échec total. Six commerçants avaient répondu à l'appel de l'ENA. Messali, après avoir déploré le petit nombre de présents, prononça, contrairement à son habitude, un discours assez modéré. Il critiqua l'organisation des foyers nord-africains, mit les commerçants en garde contre la politique de l'administration "qui risque de les ruiner" et les invita à se grouper au sein de l'Etoile pour lutter contre la création des foyers.

La souplesse dont fit preuve Messali en la circonstance peut s'expliquer facilement. D'emblée, il avait mesuré qu'une tendance à l'hégémonie traduite par une succession d'affirmations politiques pouvait conduire l'Etoile à l'isolement et, de là, à l'échec. Ses craintes étaient fondées. Le lendemain de la réunion du 25 juin la polémique éclata. Mansouri reprocha à Messali d'avoir convoqué les commerçants au nom de l'ENA. Appréciant l'erreur commise, ce dernier fit machine arrière ; il se déclara partisan d'une Amicale centrée sur un seul objectif : la lutte contre les foyers de la rue Lecomte. Sa proposition fut adoptée, mais jamais mise en application. En définitive, pour les commerçants, comme d'une certaine manière pour les "élus", Messali avait vérifié les limites à ne pas franchir à l'égard d'une fraction de la bourgeoisie algérienne émigrée. Allait-il tirer un bilan quant à la place, au rôle, à la fonction de cette bourgeoisie (très faible encore sur le plan numérique et politique) pour la marche à l'indépendance ? L'avenir nous montre, au contraire, que cet éclaircissement indispensable n'est pas venu.

C'est dans une petite partie de la jeunesse intellectuelle que Messali trouva les meilleurs appuis. Les jeunes intellectuels du Maroc établissaient, en 1933, un va-et-vient continu entre leur pays et la France. Il s'agissait d'organiser à Paris, pour la fin de l'année, le Congrès des Etudiants qui devait avoir lieu à Fez et qui avait été interdit dans cette ville. Ils se mirent en rapport avec "l'Association des Etudiants Nord-Africains en France", foyer actif d'agitation panislamique que les rares militants étudiants de l'Etoile fréquentaient. Le 4 juin 1933, un banquet

fut organisé, 16 rue Ledru-Rollin. Messali y prit la parole pour "célébrer l'union des intellectuels et des manuels"[16].

Désormais, les étudiants nord-africains et les dirigeants de l'Etoile prirent l'habitude de se concerter chaque fois qu'un événement important venait à se produire : événements de Tlemcen, manifestations de Fez, incidents de Constantine en 1934... Ce renfort des intellectuels à l'ENA, Messali l'apprécia. D'abord pour une raison politique : le mouvement nationaliste, comme nous l'avons vu, était jusqu'alors composé d'ouvriers et de chômeurs, la plupart illettrés, anciens paysans déracinés. Messali comprit tout de suite l'importance que pouvait avoir l'arrivée de ces jeunes hommes instruits, capables de confectionner un journal, rédiger des tracts, tenir des cercles d'éducation[17].

LES RAPPORTS A LA RELIGION

Les circulaires Michel du 16 au 18 février 1933, relatives à l'interdiction des mosquées officielles aux prédicateurs oulémas, avaient contribué, par l'agitation qu'elles provoquèrent, à relancer en France l'Etoile-Nord-Africaine. Messali et ses compagnons ne pouvaient ignorer ce retour à l'Islam, fait majeur des années 1930-1935 dans la vie de la société algérienne. L'action menée en Tunisie et au Maroc par les oppositions, le prestige de certains sanctuaires maghrébins (la Zitouna de Tunis, la Karawyine de Fez), la fondation par Ben Badis de "l'Association des Oulémas réformistes d'Algérie", étaient autant d'éléments propres à influencer l'action politique de Messali. Cette importance sans cesse croissante de l'arabisme dans la vie internationale venait aussi s'enraciner dans ses convictions religieuses. Il était un musulman convaincu, formé à l'école de Confrérie des Derkaouas. Le Ramadan, mois de réclusion, de retour à Dieu et à l'Islam, nous donne le meilleur exemple du sens, de la signification de sa pratique religieuse.

---

16. Rapport 1934, p. 57-59.
17. C'est ainsi que Kholti signe des articles dans *El Ouma* sous le pseudonyme de El-Ançari et El Ouazani sous celui de El Idrissi – Rapport 1934, p. 138.

Dans le Paris de 1930, pendant le mois du Ramadan, le cœur n'y était pas. Dans les cafés, Algériens, Marocains, Tunisiens laissaient tous percer le même regret. Celui du pays, où le Ramadan était aussi une fête avec les réjouissances de l'*Aïd*. Pour Messali, ce n'est qu'une occasion (une de plus), de mesurer la grande solitude des travailleurs immigrés.

Cette référence à l'Islam, étroitement liée à l'objectif politique, avait émergé de manière nette dans sa démarche politique au cours des années 1930-1933. Parlant devant l'Assemblée Générale des militants de mai 1933, Messali y insista à plusieurs reprises :

> "La France a laissé les Algériens dans l'ignorance de leur propre religion. Elle a infesté l'Afrique du Nord de milliers de missionnaires qui ont essayé de christianiser son peuple. Heureusement, le peuple arabe, inspiré par une foi ardente, possède une force morale indestructible ; il ne pliera jamais devant la force matérielle."

Le 23 décembre, à la Maison Commune de Levallois-Perret, rue Cavé, devant 200 personnes, Messali déclara que la distance qui séparait les pays musulmans, pas plus que les divergences de leurs intérêts, ne devaient être un obstacle "à l'unité islamique". C'est disait-il, à la suite du fractionnement de sa puissance que les Européens convoitèrent et conquirent l'empire musulman. Il ajouta :

> "Les mots humanité et civilisation ne sont aux yeux des chrétiens qu'un prétexte.Si une grande partie du monde musulman se trouve sous la domination étrangère, c'est en raison de son défaut total d'organisation. Pour se libérer du joug, les musulmans doivent donc s'organiser. L'Etoile-Nord-Africaine est là pour les guider et les conduire à la victoire[18]."

Messali avait été un témoin attentif aux transformations

---

18. Rapport 1934, p. 69.

politiques du Proche-Orient consécutives à l'effondrement de l'Empire Ottoman et à la Révolution kémaliste.

En correspondance épistolaire avec Chekib Arslan,[19] l'utilisation de la notion "d'unité islamique", pour résister au fractionnement et à la domination étrangère, était empruntée aux théories apparaissant en 1930 sur "la conscience nationale arabe". En 1932, dans le périodique *Al Arabi,* patronné par Chekib Arslan et Abdel Er Rahman Azzan on pouvait lire ceci :

> "Les Arabes occupent en propre la moitié du cercle méditerranéen. Ils jettent leurs regards dans l'Océan Atlantique d'un côté et dans l'Océan Indien de l'autre. L'unité arabe est donc une réalité actuelle et une réalité historique."

C'est à notre avis, l'aspect le plus confus des relations reprises par Messali entre Islam, "Nation Arabe", et revendications politiques, notamment "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes." L'aspiration à l'unité des masses arabes au Proche-Orient était une réalité. Mais comment pouvait-elle se réaliser ? Par le respect du droit des minorités à l'indépendance, en rupture avec l'impérialisme et les bourgeoisies arabes compradores, ou, par la réalisation de "l'unité islamique", toutes classes confondues ?

En décembre 1933, le comité directeur décida d'organiser des cours d'arabe pour les militants, tous les mercredi, au siège de l'ENA, à la rue Daguerre. En même temps, il fut décidé que ces cours seraient précédés, toutes les semaines, par une discussion faite par Messali "pour enseigner aux adhérents la force de l'Islam"[20]. Le 6 janvier 1934, Messali inaugura le cycle de conférences sur l'Islam, par une causerie sur le culte musulman qu'il acheva par un appel à la révolte[21]. Dans le même ordre

---

19. Le rapport de police de 1934 signale que Messali aurait commencé son échange de lettres avec Chekib Arslan dès 1932. Sur l'itinéraire politique de Chekib Arslan, on peut se référer au très intéressant article de Juliette Bessis, "Chekib Arslan et les mouvements nationalistes au Maghreb". In *Revue Historique* CCLIX/2, pp. 467 à 489.
20. Rapport de décembre 1933.
21. Rapport de 1934, p. 71.

d'idée, Messali préconisa l'organisation de soirées dansantes avec musique orientale permettant de recréer un univers culturel au même titre que la religion. Cadre de référence, l'Islam imprégnait le langage politique de Messali : il traitait les ennemis et les amis de l'ENA en termes religieux. Ainsi, au cours de son intervention à l'Assemblée Générale de l'ENA tenue le 4 février 1934, expliquant la nécessité pour l'Algérie d'une Constituante, Messali dénonça "la représentation des Algériens au Parlement français demandée par les *renégats*"[22].

A quoi correspondait dans l'esprit de Messali, l'utilisation de concepts empruntés à l'Islam ? Un pieux retour en arrière, une solution aux grands mouvements de l'humanité intervenant par la "grâce" de l'Islam ? Pour évaluer la valeur des arguments religieux, leur place, leur fonction, il est nécessaire de comprendre et de revenir sur l'irruption du colonialisme dans l'organisation de la société algérienne. Cette irruption a déchiqueté le tissu de la croyance religieuse des Algériens en même temps qu'elle désarticulait leur mode de production et qu'elle ébranlait jusqu'à la conscience qu'ils avaient d'eux-mêmes. Dans ce mouvement où vacillaient leurs certitudes essentielles, le rythme de leur vie et leurs instruments de pensée, les Algériens voyaient se désagréger les cellules communautaires de la société traditionnelle. Avec l'émigration, ce caractère ne pouvait que se renforcer. En France, ils étaient projetés dans un paysage social inconnu (propriété privée, prolétariat), où les fonctions se personnalisaient, où les gestes productifs se morcelaient, où chacun se retrouvait de plus en plus seul.

Pour Messali, la responsabilité individuelle a d'abord été vécue comme un déracinement. Mais plus encore que la majorité des Algériens émigrés, il restait l'homme marqué par la Confrérie des Derkaouas. Cette confrérie prescrivait le désintéressement des biens de ce monde et la distance à l'égard d'hommes exerçant le pouvoir. Les idées, les formes d'action, qui avaient marqué sa jeunesse dans la Confrérie des Derkaouas, resurgissaient plus vivantes que jamais. Cette prédiction de Sidi Tahar Ben Bouteb, Oukil de la Zaouia Tidjania de Tlemcen, nourrissait à des décennies de distance sa propagande :

---

22. Rapport du 5 février 1934.

> "O gens sincères, ne restez pas avec les oppresseurs et les traîtres; celui qui opprime est un mécréant ; ne le fréquentez pas car le feu vous dévorerait ; ne leur adressez pas la parole ; n'allez pas à leur rencontre ; ne leur dîtes pas que le salut soit sur vous! Suivez la voie qui nous a été tracée par le Coran; n'aimez plus vos pères et mères s'ils vont aux mécréants..."

A la relecture des discours de Messali de l'époque, on reste frappé par le fait que l'élaboration politique reste circonscrite par le développement antérieur. Le mot d'ordre politique prend la forme du mandement religieux, le but final devient une prophétie, le propagandiste a l'allure du prédicateur. Alors que la démarche réformiste incitait au respect de la légalité, les discours de Messali sacralisaient la violence, là encore en empruntant à la tradition. La confiance éprouvée pour le peuple, les "basses classes de la société," comme représentants de la personnification de la vertu, les discours prononcés dans un rythme haché, faits de petites phrases et d'affirmations se renvoyant les unes aux autres, étaient autant de traits trouvant leur origine dans l'enseignement reçu par la confrérie des Derkaouas.

L'utilisation de l'Islam ne constituait pas pour autant devant les épreuves, un refuge, un palliatif ou un "cri de l'oppressé". Messali estimait que la supériorité des Français n'était que matérielle ; le combat pour la préservation de l'identité spirituelle pouvait par contre constituer un puissant levier dans la marche à l'indépendance :

> "Il y a plus de 30 ans, je disais à mes compatriotes : vous êtes capables d'obéir dans le domaine religieux à de nombreux préceptes, alors faites-en autant dans le domaine national. Prouvez-le, montrez-le lorsque le Mouvement national vous appelle à vous discipliner, à vous organiser, à vous libérer. Cela aussi c'est la religion.
> Ainsi, donc, il est bien que les Algériens, les Tunisiens ou les Marocains étudient l'histoire de leur pays ou apprennent leur religion. Ils trouveront toujours quantité d'enseignements ayant trait à la fois à la

religion, la nation, la liberté, la science. Quant à nous, Algériens, il nous suffit de revenir aux sources vives de la Nation algérienne qui a déjà existé. Celle-ci est un fait. Elle a été et demeure une réalité. Nous voulons simplement le retour à cette Nation algérienne[23]."

La religion enracinée dans l'histoire, est là pour justifier la nécessité du combat de l'organisation contre les occupants, contre le colonialisme. Il n'y avait d'autre part, dans cette exploitation du sentiment religieux, aucun signe de fanatisme ou de xénophobie, dont Messali s'est toujours défendu.

Il recherchait sans cesse l'unité avec le peuple français, excluant par là même toute forme de fanatisme religieux : "Puisque depuis plus de 40 ans, disait-il dans un discours à Chantilly le 1er février 1959, nous sommes au sein de ce peuple de France, soyez à côté de lui des amis, soyez compréhensifs. Cherchez à le convaincre car dans le cœur du Français, il y a une liberté toujours en mouvement[24]."

Messali n'eut pas, lors des événements du 5 août 1934 qui mirent aux prises en de sanglants affrontements les populations arabes et juives de Constantine[25], la tentative d'établir une explication religieuse, visant à assurer la "suprématie" d'une religion sur l'autre. Lui qui ne s'était jamais senti très concerné par l'antisémitisme, se rendit compte du dangereux usage que l'on pouvait en faire : division des masses, refuge pour les classes dirigeantes, abri derrière lequel le colonialisme résistait aux attaques.

C'était là une importante leçon, car l'antisémitisme, comme un terrible virus, infectait aussi bien la France que l'Algérie[26]. En effet, certains Algériens, sous l'effet d'une propagande bien orchestrée, et privés de prérogatives politi-

---

23. Discours de Messali du 8 mars 1959.
24. Discours de Messali – 1er février 1959.
25. C.R. Ageron dans son *Histoire de l'Algérie contemporaine* (1871-1954), PUF, 1979, dresse la synthèse des différentes versions sur les émeutes de Constantine d'août 1934, p. 424.
26. Sur la réfutation de la "coloration antisémite" du courant messaliste, voir : J. Paul Chagnollaud, *Maghreb et Palestine*, Editions Sindbad, 259 pages, 1977, p. 61-62.

ques, se tournaient contre la communauté juive qui s'était vue reconnaître la citoyenneté française depuis le décret Crémieux[27]. Pour Messali, donner une "explication juive" à tous les problèmes était trop superficiel, et l'antisémitisme, surtout quand il atteignait le mouvement national révolutionnaire, était une dangereuse erreur. "Le drame sanglant qui vient de se dérouler à Constantine, répéta Messali tout au long des meetings de l'été 1934, est une provocation préparée par le colonialisme et ses serviteurs. L'impérialisme, après avoir préparé cette provocation afin de détourner nos frères de la lutte pour notre revendication et la libération nationale, a poussé les troupes sénégalaises, la Légion étrangère et la Gendarmerie au massacre de nos compatriotes[28]." Et la réponse, ce n'était "pas l'extermination pour les Juifs", mais, l'appel "à l'union de tous les musulmans pour secouer le joug de l'impérialisme français. Il faut que les musulmans s'organisent au sein de l'Etoile afin qu'un jour, Algériens, Marocains et Tunisiens, chassent l'envahisseur et recouvrent avec leur honneur, leur indépendance[29]".

La religion, c'était aussi, une façon de rester lié à la culture, à la langue, la résistance à la dépersonnalisation. Messali aimait chaque jour rédiger trois ou quatre pages en arabe[30].

Dans le courant de mai 1934, la préparation de lois prévues par la commission des affaires musulmanes, portant sur la prédication dans les mosquées, la liberté de l'enseignement de la langue arabe et le contrôle de la presse arabe, suscitèrent une vive émotion en Algérie. Les deux derniers points en particulier étaient considérés comme une brimade

27. Les événements du 5 août 1934 furent exploités par la presse coloniale pour obtenir un soutien des israélites, naturalisés d'office par le décret Crémieux, à la politique des colons. Voir à ce propos le *Bulletin du comité de l'Afrique française.*

28. Extrait du tract rédigé par Messali appelant à un meeting de la "Glorieuse Etoile-Nord-Africaine" le 26 août 1934 à Lyon – In Rapport de 1934, p. 97-98.

29. Discours de Messali du 10 août 1934 rue Cambronne devant 700 Algériens – In rapport, de 1934, p. 92.

30. Témoignage de Mme Benkelfat, fille de Messali Hadj.

contre l'Islam. A Paris, Messali s'empara de suite de l'événement. Avec la domination économique et sociale, cette oppression morale constituait une atteinte à la dignité, une entrave à l'exercice d'une liberté élémentaire. Il rédigea un tract appelant les "musulmans nord-africains et ceux des autres pays à venir protester en masse contre cette infamie"[31]. Le meeting se tint le 26 mai, après maintes péripéties dues aux interdictions de salles. Plusieurs associations musulmanes qui avaient dans le passé refusé les offres de collaboration de l'ENA, se virent obligées de se faire représenter à cette réunion. En revanche, le PCF ne se déplaça pas, ce que Messali ne manqua pas de relever en ouvrant la réunion. Six cents personnes remplissaient la salle. Le discours prononcé le 26 mai, donne toute la mesure des rapports de Messali à la religion, comme défense et reconquête de l'identité nationale. Il protesta d'abord avec force contre l'attitude du gouvernement qui s'était efforcé d'empêcher cette réunion. Puis, il présenta les mesures recommandées par la commission interministérielle. Il déclara :

> "En voulant s'assurer les moyens de supprimer la presse arabe de langue française, le gouvernement ne fait que préciser et accentuer sa politique d'oppression. Plus grave encore, la réglementation de l'enseignement coranique tend à faire disparaître les traditions de la culture musulmane. Quant à l'interdiction faite aux Oulamas de prêcher dans les mosquées, une telle décision est une véritable provocation à l'Islam."

Il invoqua ensuite l'exemple des musulmans d'Algérie, en faisant le récit des manifestations qui eurent lieu à Tlemcen et à Constantine. A ce moment de son discours, des questions fusèrent de la salle, en arabe : "Que faut-il faire?" Messali haussa le ton. S'enflammant lui-même pour enflammer les autres, il répondit en arabe. Il déclara que les musulmans avaient le droit de recourir pour défendre leur foi, à tous les moyens, au besoin même à la violence et qu'ils devaient s'il le fallait «protéger leurs Mosquées, les armes à la main».

---

31. Les discours, tracts de Messali de cette période, relatifs à la religion et au Congrès islamo-européen sont extraits des rapports de 1934 (pp. 80 à 83), des rapports des 6 et 30 septembre 1935.

L'attitude de Messali par rapport à la religion, et ce discours de 1934 le démontre, ne signifiait nullement la présentation d'un statu-quo au nom de la loi et de l'ordre, signifiant ainsi que le colonialisme était intouchable. Elle appelait la transformation au nom de l'égalité et de la justice sociale à seule fin que la majorité puisse accéder à ses droits politiques, économiques, sociaux. Et cela, encore une fois, seul le peuple pouvait l'accomplir : "La tâche de nous défendre n'appartient qu'au peuple qui, lui, souffre". Voilà pourquoi les "Elus", partisans de l'assimilation, étaient attaqués avec vigueur, ainsi que les «marabouts comme traîtres à la cause islamique» et comme mystificateurs. Prenant vivement à parti le Cheikh El Okbi qui avait déclaré au cours d'un discours que les musulmans algériens étaient heureux de vivre à l'ombre du drapeau tricolore, un article de Messali dans *El Ouma,* , intitulé : "L'Algérie n'est pas française", concluait :

> "Cheikh Tayeb El Okbi, pas de déguisements trompeurs, pas d'égarements voulus qui pourraient tromper le peuple encore mal éduqué et l'écarter de sa véritable voie. De plus, pénétrez-vous de cette vérité immuable : l'Algérie ne fut jamais française, elle n'est pas française, elle ne sera jamais française de par la volonté de ses enfants."

L'aboutissement au plan des rapports entre Messali et la religion s'était enfin traduit par la recherche d'alliés au sein du "monde arabo-islamique".

Le Congrès de Genève de septembre 1935 allait lui donner l'occasion de vérifier la notion "d'unité islamique". Messali s'était rendu à Genève en septembre 1935 pour une double raison. La première était sa participation en tant que président de l'ENA à une délégation du Front Populaire venue à Genève pour déposer une protestation auprès de la Société des Nations au sujet de l'Ethiopie. Le second événement qui nous intéresse ici, était la tenue de la Conférence islamo-européenne. Ce fut à cette occasion qu'il rencontra l'Emir Chekib Arslan, le 7 septembre à l'hôtel Victoria. Ce dernier l'avait assuré de son appui pour la conférence. Appui qui ne se manifesta guère lorsque les choses tournèrent mal pour Messali et ses compagnons Amar Imache et Bedek.

Banoune Akli, qui participait à la délégation explique :

> "Le congrès avait duré du 12 au 17 septembre 1935. Ce jour-là, Imache Amar prit la parole pour dire l'objet de notre retard et dénonça les mesures prises contre nous. Deux émissaires d'origine algérienne, envoyés par la France, l'un de Paris, l'autre d'Alger, voulurent faire l'éloge de la France pour son œuvre en Algérie. A cet instant, Messali leur dit : "Si vous essayez de faire l'éloge de la France, nous vous mettrons à nu devant l'opinion mondiale". Ces émissaires ont dit aux Algériens : "Si vous parlez de la France, nous allons vous contredire."[32]

Messali revint déçu de ce congrès. Cette déception transparaît dans les comptes rendus qu'il fit de ses travaux à Genève, lors du meeting du 30 septembre 1935 à Clichy. Il s'attarda volontiers sur son discours prononcé à la Société des Nations "contre le fascisme italien en Ethiopie" et où il présenta "les doléances des peuples coloniaux" en faisant ressortir "les misères dont ils souffrent". Mais pour ce qui concerne le Congrès islamo-européen, il expliqua :

> "En raison de l'abondance des travaux du Congrès et aussi d'un défaut d'organisation, je ne peux que vous résumer les travaux accomplis au Congrès. Les questions politiques ont été soigneusement écourtées, le Congrès n'acceptant que les questions d'ordre économique, de religion, et d'organisation. Toutefois, la question de la Mosquée de Paris et du café y attenant, ont été minutieusement traitées, attendu que l'accès de ces établissements est défendu aux travailleurs indigènes, par suite de leur médiocre tenue vestimentaire."

Bien maigres résultats en vérité. Messali s'était heurté à l'indifférence et même à l'hostilité de délégués pour qui la religion était un champ clos, hors des contingences et des applications politiques. Il touchait là du doigt la réalité de

32. Témoignage de B. Akli cité par Mathlouti : *le Messalisme*.

"l'unité islamique" timorée et loyaliste à l'égard des autorités occupantes. Mais il ne se découragea pas. A Genève, il avait donné rendez-vous aux délégués européens dans des cafés, et avec eux il avait mis sur pied un bureau permettant, le cas échéant, de convoquer les musulmans résidant en Europe. Ce bureau n'eut jamais l'occasion d'agir réellement.

Que retenir donc des rapports de Messali à la religion ? Les interprétations les plus invraisemblables ont circulé quant à sa tenue vestimentaire (djellaba et chéchia), son aspect physique (sa barbe), pour expliquer son "fanatisme religieux".[33] Il ne désirait nullement le processus de rupture ou d'un changement sans prise en charge vraiment critique de cette tradition où la pensée arabe s'était repliée plusieurs siècles, sous l'effet du colonialisme dans la théologie, la mystique et la langue. Formé par la Confrérie des Derkaouas, il voyait la force des Algériens, non dans "la recherche des biens et des richesses matérielles", mais dans "la richesse spirituelle" permettant d'assurer la cohésion du groupe pour l'indépendance. En même temps qu'il était habité par son passé, par l'arabisme, par l'Islam, il accédait à une connaissance du combat révolutionnaire par le mouvement ouvrier organisé. Il se devait donc de dégager cette multiple identité, ce qu'il fit par une recherche permanente avec le peuple français. La mise en avant de cette identité multiple introduisait une pensée de la différence, véritable danger pour la théologie elle-même, (parce que fondée sur le principe d'une unité nécessaire entre tous les croyants). En agissant ainsi, nous pouvons dire que Messali donnait à l'utilisation de la religion, un contenu politique en rupture ouverte avec le colonialisme. A une époque où la solidarité était fondamentale, l'appel à une forme religieuse de la conscience nationale pouvait paraître efficace. Néanmoins, cette incarnation partielle dans la religion retardait, évitait une clarification politique en profondeur et pouvait par là même compromettre l'avenir.

---

33. Citons 2 clichés, parmi d'autres, qui ont servi pendant des années à décrire Messali : "Le geste onctueux, le sourire engageant, la lourde bague d'ivoire, plus proche disait-on du pontife que du terroriste..." (in Lacouture, *Le Monde*, 29.1.1959) et Courrière dans *Les Fils de la Toussaint* : "C'est un grand marabout, qui séduit plus que le chef politique, car il possède à fond le don de mêler avec une subtilité toute algérienne versets du Coran et appels au peuple." (p. 33).

Les succès croissants enregistrés par l'Etoile-Nord-Africaine ne manquèrent pas d'attirer l'attention du gouvernement français. Au lendemain du meeting du 26 mai 1934, relatif à l'interdiction faite aux Oulémas de prêcher dans les mosquées, la police fit irruption chez les principaux dirigeants de l'ENA, entre autres Messali et Banoune Akli, ainsi qu'au siège de l'association rue Daguerre. Les perquisitions entreprises ne donnèrent rien. Seul, un bulletin intérieur expliquant que la "minorité doit s'incliner devant la majorité" fut emmené. Il servira de pièce à conviction lors du procès de Messali, six mois plus tard, le 5 novembre 1934.

Au même moment, une campagne de presse dirigée contre l'ENA était déclenchée, sous l'égide d'une feuille d'extrême-droite : *L'Ami du peuple.* On pouvait y lire les choses suivantes, dans le numéro du 17 mai 1934 :

> "Messali Hadj, habitant Paris où il dirige le journal *El Ouma,* a tenu le 28 avril 1934, rue Cavé à Levallois-Perret, une abominable réunion contre les Français qui lui donnent l'hospitalité. C'est ainsi qu'on a pu assister à l'inimaginable spectacle de six cents Musulmans déchaînés. Ils ne parlaient de rien moins en effet, que sur l'heure, et si Messali Hadj leur en donnait l'ordre, d'égorger les premiers passants rencontrés.
> Cet indigène fait métier de colporteur et de propagandiste révolutionnaire (...) Des poignards dégainés étaient brandis tandis que Messali Hadj désignait les chefs de parti qui devaient "opérer" au premier signal et sans se soucier des conséquences (...). *L'Ami du Peuple* pose les deux questions précises : qu'attend-on pour expulser Messali Hadj et pour supprimer ou interdire l'Etoile-Nord-Africaine et son journal *El Ouma* ?"[34]

Les perquisitions de mai et la campagne de presse réveillèrent chez Messali le réflexe d'autoprotection de son organisa-

---

34. Plusieurs coupures de presse de journaux d'extrême-droite sur Messali se trouvent dans le dossier sur l'ENA aux archives de la Préfecture de Police de Paris.

tion. Il aimait sentir un sol ferme sous ses pieds et la préservation de l'Etoile, si durement acquise, avait pour lui autant de prix que les idées qu'il défendait. Prévoyant des mesures répressives de la part des autorités, en raison de l'ampleur que commençait à prendre l'Etoile, il se préoccupa de réorganiser l'association pour tenter de contrer d'éventuelles décisions judiciaires.

En juillet 1934, il décida de modifier le nom de l'ENA et lui donna comme appellation : "La Glorieuse Etoile-Nord-Africaine". La composition du bureau n'était pas modifiée, le siège restait le même. L'Assemblée Générale du 5 août permit à Messali de faire le point sur l'état de l'association, en pleine ascension : doublement du format d'*El Ouma* dont le tirage était passé de 12000 exemplaires en 1932-1933, à 44000 en 1933-1934 ; création de nouvelles sections dans les principales villes de France et d'Algérie (notamment à Tlemcen et à Alger) ; bonne situation financière. Après les événements de Constantine, les meetings de l'ENA groupaient des affluences record : 700 personnes le 10 août à la salle de la rue Cambronne, chiffre jamais atteint depuis 1929 ; 1800 personnes à la Grange aux Belles le 19 août, 3000 personnes le 15 septembre à la Rue Cambronne[35] . L'Etoile tournait à plein régime, Messali se dépensait sans compter. Il recevait à son domicile la visite de nombreux maghrébins ainsi qu'une importante correspondance en provenance de la Métropole, de l'Afrique du Nord, de la Suisse et de divers pays étrangers. Il lui parvenait également les cotisations des membres de l'Etoile-Nord-Africaine qu'il retransmettait à Radjef, le trésorier. Il sortait tous les soirs vers vingt heures, pour ne rentrer que vers deux heures du matin...[36] Il avait, à ce moment, atteint la plénitude de ses dons oratoires. Sa force était de pouvoir s'enthousiasmer pour chaque événement, s'élever au-dessus de la vie quotidienne, établir un vivant contact avec les auditeurs.

Pourtant, comme l'ont constaté de nombreux témoins,[37] les discours de Messali n'étaient pas le résultat d'un entraîne-

---

35. Sur l'activité de la "Glorieuse Etoile", rapports du 21 août et 17 septembre 1934.
36. Rapport du 27 août 1934.
37. Mme Benkelfat – Yves Dechezelles – M. Aklouf.

ment régulier, ou d'une application assidue. La puissance de ce tribun venait de l'unité existant entre les questions immédiates et les principes généraux, donnant cette impression où chaque argument s'enchaînait l'un dans l'autre. Mais aussi, au-delà de ce pouvoir d'impressionner, son discours avait le pouvoir d'établir un lien entre l'orateur et un auditoire bien plus vaste que celui qui effectivement l'entendait parler. Chaque allocution était pour lui l'occassion d'un engagement physique intense. Il lui arrivait quelquefois de changer de chemise, entièrement trempée, au cours d'une même réunion. Messali s'exprimait très souvent en français. Cette langue "étrangère", il ne l'apprit point simplement dans l'air renfermé d'une bibliothèque, mais au travers des dialogues constants et multiples. L'expression orale constituait pour lui la représentation naturelle, inhérente à l'homme, de la pensée et des sentiments personnels. La parole n'était pas un moyen de dissimulation ou de travestissement de ses pensées, de la réalité. Elle servait une cause, elle était l'expression de cette cause. Aussi la langue française ne resta pas pour lui une langue "demi-étrangère", approximative, conventionnnelle et forcée :

> "Il est une autre langue que nous avons apprise. Celle-là aussi est précieuse. Elle nous a fait connaître une grande civilisation, un grand passé. Elle nous a fait comprendre la Révolution de 1789 et la pensée française, Lamartine et Victor Hugo. Elle nous livre avec Balzac et tant d'autres grands écrivains français, certains secrets de l'âme humaine nouveaux pour nous. A ces sources nouvelles pour nous, nous avons puisé beaucoup[38]."

La flamme et la force de ses discours allaient de pair avec l'extrême méticulosité des questions d'organisation. Déjà, il avait vu poindre le danger en juin 1934.

Les réussites d'août et septembre le renforcèrent dans ses convictions. Plus que jamais la vigilance s'imposait, car tout ce qui était conquis pouvait d'un moment à l'autre, être reconquis par l'ennemi. La suite des événements lui donna raison.

---

38. Discours de Messali du 22 février 1959.

Le 18 octobre, l'ENA décida d'organiser un meeting pour rendre compte de la mission de Maître Jean Longuet, qui avait effectué une enquête à Constantine sur les événements du 5 août 1934. Le meeting fut interdit le 13 octobre. Dans les deux semaines qui suivirent cette interdiction, Messali décida un repli de l'organisation.

Au cours d'une séance du comité directeur qui se tint le 14 octobre, il expliqua son plan. Afin d'éviter une mesure analogue à celle dont l'Etoile venait d'être frappée, il proposa de ne faire connaître que le plus tard possible la date et le lieu des prochaines réunions. Le prochain meeting pouvait ainsi être préparé en quarante huit heures grâce aux chauffeurs de taxi musulmans. En application de cette décision, ce fut le 16 octobre seulement que les militants de l'Etoile commencèrent à distribuer des tracts annonçant que le meeting qui devait se tenir quinze jours auparavant au Palais de la Mutualité, était reporté au dimanche 28 octobre, 14 h30, 30 rue Grange-aux-Belles.

Le dimanche 28 octobre, à 12 h., le meeting était interdit. A 14h 30, heure à laquelle il devait se tenir, plus de 600 travailleurs nord-africains se pressaient aux portes de la salle fermée. Messali, présent sur place, tenta de transporter l'auditoire dans les locaux du Secours Rouge International. En vain, de nouveaux barrages établis à cet endroit empêchèrent cette seconde tentative de réunion. Messali convoqua le comité directeur pour tirer le bilan de la journée et prendre les décisions qui s'imposaient. Dans les locaux de la rue Daguerre, se mêlait un sentiment d'exaspération et de lassitude :

> "Sans Messali Hadj qui entraîna par sa détermination, ceux qui l'entouraient, ranimant sans cesse leur courage et leur espoir, on peut être sûr que le comité directeur de l'Etoile se serait laissé aller dès ce moment à un complet découragement." note le rapport de police de 1934.[39]

Le 31 octobre, un mandat d'amener était délivré contre

---

39. Toute l'activité de l'ENA, suite à l'interdiction de son meeting, est décrite minutieusement dans le rapport 1934 qui décrit aussi les réactions de Messali et des militants, (pp. 110-115).

Messali, Imache et Radjef. Le lendemain matin, à l'aube, Messali était incarcéré à la Santé. Dès la nouvelle connue, les militants de l'Etoile organisèrent de manière spontanée des manifestations de rue et des petites réunions notamment dans la banlieue Nord. Le 5 novembre, Messali comparut avec Imache et Radjef, ces deux derniers en prévenus libres, devant la 14e Chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine, pour reconstitution d'association dissoute, infraction à l'article 8 de la loi du 1er juillet 1901. Messali était de plus prévenu pour «provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste».

PREMIER PROCES – PREMIER SEJOUR EN PRISON

Il apparut devant ses juges comme un homme de santé solide, de courage physique impavide et de ferme volonté, un homme qui, une fois ses résolutions prises s'y maintenait jusqu'à l'entêtement. Le président, M. Teilhard de Nozerolle, donna la parole au substitut du Procureur de la République. Dans son réquisitoire, ce dernier accusa Messali et ses compagnons "de préconiser dans l'Afrique du Nord, l'expulsion des Européens par le meurtre et l'incendie"[40], puis, il expliqua en quoi, les trois prévenus et principalement Messali, "avaient reconstitué une société dissoute par ordre de la Cour de Paris, l'Etoile-Nord-Africaine, créée par des communistes». Messali prit alors la parole et démontra que "jamais l'arrêt de dissolution ne leur avait été notifié et qu'au surplus, c'était une autre société qu'ils avaient en réalité constituée, puisque la première était en quelque sorte une filiale du Parti Communiste, tandis que la société actuelle était complètement indépendante"[41]. Puis, il présenta son organisation comme une "société analogue à toutes les sociétés régionales qui se forment à Paris : Auvergnats de Paris, gens normands..." A ce moment de l'exposé, M. Teilhard de Nozerolles, coupa net. Non, la comparaison n'était pas possible, impensable même. Il se mit à brandir le bulletin intérieur saisi six mois plus tôt, et s'exclama : "Une minorité

40. *Le Populaire* du 6 novembre 1934.
41. *Ibid.*

qui doit s'incliner devant la majorité de l'ENA, cela reflète un caractère fasciste ! "[42] Maître Jean Longuet, chargé de défendre les trois inculpés, commença alors sa plaidoirie, en citant les témoignages de Jules Moch et Louis Roubaud. Ces témoignages décrivaient le sort du prolétariat en Afrique du Nord "tenu dans une indicible misère physique et morale, moins d'ailleurs du fait de la domination française que de celle des riches colons qui donnent le ton et exploitent les indigènes". Jean Longuet, qui fit état de sa visite à Constantine, expliqua que le régime imposé aux Nord-Africains devrait être modifié : "Ils ont combattu pour la France et la France n'a pas fait d'eux des citoyens; le droit de vote leur est refusé."[43]

Cet effort devait laisser indifférent le tribunal et les trois inculpés furent condamnés à six mois de prison et mille francs d'amende, somme énorme pour l'époque car frappant des travailleurs sans fortune et qui pouvait se traduire par des années de contrainte par corps. Sitôt l'audience levée, Messali fut séparé de ses deux camarades, et emmené devant le juge Belon pour répondre d'une autre accusation : incitation militaire à la désobéissance. Le juge décida de traiter l'affaire en mars 1935. Messali fut alors dirigé vers la prison de la Santé. Au même moment, aux alentours du Palais de Justice, cent Nord-Africains étaient dispersés sans ménagement par le service d'ordre policier. Dans les rues adjacentes, pour la première fois, un cri s'éleva : "Libérez Messali".

Le 5 novembre au soir, Messali affronta l'univers carcéral dans lequel il allait vivre tant d'années de son existence militante : humiliation de la fouille, retrait des papiers personnels, flash aveuglant du photographe. Puis, après être passé de guichet en guichet, de toise en fouille, de fouille en douche, la porte de la cellule se referma. Marqué par la multiplication des séjours effectués en prison ou en résidence surveillée, Messali allait garder l'habitude d'évoluer dans un espace restreint, même lorsqu'il n'y était pas contraint : gestes rapprochés, objets utiles à portée de la main... Sa cellule était celle des droits communs. A Messali qui demandait le régime politique, le directeur de la Santé répondit : "Vous êtes Arabe, vous

42. Témoignage de Banoune Akli cité par Mathlouti — op. cit.
43. *Le Populaire* du 6 novembre 1934.

n'avez pas le droit au régime politique." Dans la vie quotidienne de la prison dont la monotonie éprouvait les nerfs, il fit preuve de sang-froid et s'efforça à la camaraderie pour maintenir son moral. Face aux représentants de la justice, il se fit respecter par une attitude de politesse glacée. Aux insultes racistes des gardiens, il rappela toujours sèchement les règles de la courtoisie et du droit. S'il éleva sa voix, de temps en temps, ce fut uniquement par souci de garder en état ses cordes vocales, qui étaient pour lui un véritable instrument de travail. Les gardiens, surpris, lui intimaient alors l'ordre de se taire[44].

A propos de ce séjour passé en prison en 1934 Messali raconte dans ses *Mémoires* l'impression très forte que lui avait procuré cette "Conciergerie". Et pensant aux hommes de la révolution française qui étaient passés par là, cela lui inspira les réflexions suivantes :

> "La Révolution de 1789 a eu certes sa grandeur, mais elle a été aussi sanglante et hideuse. Révolution d'hier ou révolution d'aujourd'hui restent les mêmes. Peuvent-elles changer un jour ?"

Messali ne se laissa pas décourager, sa disposition à la lutte n'était pas brisée. Bien au contraire. L'obstination demeurait pour lui sa règle de conduite fondamentale. Il concentrait sa pensée sur les problèmes de l'heure, s'informait, par la visite des militants et de son avocat, maître Longuet, de l'état de l'ENA. Il se rendit compte ainsi de la vitalité de l'association, qui, après un flottement de deux mois, reprit en janvier 1935 sa propagande et son agitation. Grâce à la forte organisation qu'il avait su imprimer, à son implantation assez puissante, aux efforts inlassables de ses militants et de ses dirigeants, l'ENA résistait à la répression et parvenait même à créer de nouvelles sections à Noisy-le-Sec, les Lilas, Montreuil, Bobigny et Bagnolet[45].

La cause de ce regain d'activité résidait dans le fait qu'en janvier 1935, Messali avec Imache et Radjef, s'était pourvu

---

44. Témoignage de Mme Benkelfat.
45. Sur l'activité de l'ENA et son implantation, après sa dissolution, nous nous sommes appuyés sur le rapport du 6 septembre 1935.

en cassation contre l'arrêt de la 10e Chambre des appels correctionnels, rendu le 24 janvier 1935 et qui confirmait avec de légères modifications, les peines de prison, et d'amende, prononcées en première instance. Ce pourvoi redonna confiance et espoir aux militants comme aux dirigeants du mouvement. Des bruits circulèrent dans les milieux nord-africains, assurant que les sanctions ne seraient pas maintenues. Cet état d'esprit détermina une reprise d'activité. S'appuyant sur cet état de fait, et toujours soucieux de préserver ce qui était acquis, Messali proposa de redonner une nouvelle appellation à l'association : "L'Union Nationale des Musulmans Nord-Africains."

La nouvelle association déposa donc ses statuts à la préfecture de police le 6 février 1935, où elle fut enregistrée sous le numéro 79.501.2263. En fait, il était clair que l'ENA renaissait encore une fois de ses cendres, que la nouvelle association n'était qu'une troisième forme de l'Etoile. En effet, aussi bien les cartes d'adhésion que les tracts diffusés par l'Union nationale des musulmans nord-africains reproduisaient l'insigne qui se trouvait apposé sur les imprimés de l'ENA. Par ailleurs, la plupart des membres de l'ancien comité directeur notamment Si Djilani, gérant d'*El Ouma*, Rebouh, Kehal Arezki et Messali firent partie du nouveau. Messali fut élu président et le siège demeura au 19 rue Daguerre. La même organisation, avec les mêmes hommes et les mêmes idées, repartait une fois de plus à l'action.

La répression s'était abattue, les dirigeants étaient emprisonnés, mais à la différence des années 30, Messali en l'espace de deux années, avait réussi à modifier la capacité de résistance de l'ENA, à l'affermir profondément. Le 21 mars 1935, elle retrouva son audience, son mordant ; 600 travailleurs participèrent à la première réunion publique de l'Union nationale des musulmans nord-africains. L'activité reprenait avec autant de force que par le passé et ce d'autant plus que deux événements se produisirent au mois d'avril qui vinrent redonner confiance aux militants et stimuler leur ardeur. Le 16 avril, la Cour de Cassation cassa les jugements des 5 novembre 1934 et 24 janvier 1935, la dissolution de l'ENA en 1929, n'ayant pas été exécutée dans les formes voulues.

Le 1er mai 1935, Messali était libre. Le 7 mai, il comparaissait devant le tribunal d'Amiens. A l'audience, le juge

s'adressa aux inculpés : "Vous êtes poursuivis pour reconstitution de ligue dissoute, désobéissance et menées anarchistes". Messali, calmement, répondit : "Vous êtes en train de nous juger par des lois scélérates". Le juge rétorqua : "Je ne veux pas entendre la vérité de la bouche d'un Arabe." Messali s'exclama alors : "Puisqu'il en est ainsi, nous ne répondrons plus aux questions posées !" Le procès fut une nouvelle fois renvoyé[46].

Le 9 juin 1935, soit quatre mois après sa constitution, l'Union nationale des musulmans nord-africains, tint sa première Assemblée Générale à la "Maison Commune" de Levallois-Perret. Ovationné par plus de mille militants qui assistaient à l'assemblée, Messali présenta le rapport moral. Il résuma l'activité politique du mouvement depuis 1933 et rappela les différentes phases par lesquelles était passée l'ENA, sa constitution, sa dissolution, sa reconstitution. A l'issue des débats, un nouveau comité directeur fut élu à l'unanimité sur liste présentée par Messali. Le 3 juillet, coup de théâtre. La 1re section de la chambre du tribunal de la Seine, appelée à statuer, à la suite de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation sur les poursuites engagées contre l'Etoile-Nord-Africaine, pour reconstitution illégale, prononça l'annulation des jugements du 5 novembre 1934 et du 24 janvier 1935. L'ENA revenait donc à sa première forme. Encouragé, Messali allait pouvoir intensifier la propagande en faveur des objectifs du mouvement. Entre juillet et septembre, il participa à près de trente réunions organisées par l'Etoile. Alors qu'en 1934, seuls quelques centres (5e – 13e – 15e à Paris ; Levallois-Clichy et Puteaux en banlieue) étaient particulièrement actifs, les autres fonctionnaient avec une certaine irrégularité. Désormais, toutes les sections que comptait l'ENA dans la région parisienne (Alfortville, Asnières, Bagnolet, Bobigny, Boulogne-Billancourt, Choisy-le-Roi, Clichy, Ivry, Issy-les-Moulineaux, Saint-Denis, Vitry), s'activaient au maximum. L'ENA, en septembre 1935, comptait dans ses rangs 2 500 personnes.

Les succès remportés par l'Etoile, la libération de Messali, le retour de l'ENA à sa première forme, les hésitations de la

---

46. Témoignage de Banoune Akli.

Justice française, s'inscrivaient dans le cadre d'une situation politique particulière : la crise politique de la droite se traduisant par une succession de gouvernements (Chautemps, Daladier, Doumergue, Flandin, Laval...), le front unique réalisé le 12 février 1934 contre le péril fasciste, les combats de la classe ouvrière contre les décrets Laval... Cette poussée du mouvement ouvrier, s'était traduite aux élections municipales de mai 1935, par un succès des socialistes et des communistes et un recul des radicaux. Plus que jamais, la nécessité s'imposait pour Messali de réaliser l'unité avec le mouvement ouvrier français. Ce sont les conditions de cette recherche de 1933 à 1936 qu'il nous faut maintenant examiner.

AVANT LE FRONT POPULAIRE, LES RAPPORTS AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER.

En mai 1933, Messali s'était efforcé de donner à l'Etoile une vie indépendante. Dans sa démarche, il n'y avait pourtant nulle volonté de s'enfermer dans un isolement politique vis-à-vis du mouvement ouvrier. Il désirait simplement la reconnaissance de l'émergence du mouvement national algérien naissant, avec ses particularités spécifiques. Le 30 juin 1933, Messali se rendit donc avec une délégation de l'Etoile à une réunion organisée par le rayon communiste du 15e arrondissement, au 16 rue Cambronne. La discussion tourna court. Maarouf, secrétaire de la main-d'œuvre coloniale, reprocha à Messali "de faire appel aussi bien aux travailleurs qu'à la bourgeoisie et de chercher à grouper le plus grand nombre possible d'ouvriers, afin de les jeter ensuite dans les rangs du capitalisme". Messali protesta de sa sincérité et répondit que «les Algériens désiraient l'indépendance de leur pays et non la tutelle communiste". Il ajouta : "le communisme que tu pratiques là, fait à la cause indigène plus de mal que de bien".[47] Le dialogue était une nouvelle fois rompu. Messali était pourtant conscient de l'importance qu'il y avait à réaliser l'unité avec le peuple français et ses organisations.

Sa pensée évoluait aussi en cette année 1933, en fonction

---

47. Rapport 1934.

de la montée de la menace fasciste, qu'il avait vite perçue et fermement dénoncée. Il n'avait jamais cessé depuis 1930 de donner la priorité à la pureté et à la cohésion du parti, ce «dépôt sacré» qu'il fallait garder des tentations opportunistes et des missions à court terme pour le tenir prêt à l'accomplissement des tâches globales, mais il en venait à se demander si les exigences de la défense démocratique ne devaient pas entrer en ligne de compte. A quoi servirait un beau parti bien pur et bien uni, détruit par le fascisme ? Coincé entre la montée du péril fasciste et l'existence quotidiennement vécue du colonialisme, la levée du mouvement ouvrier français fut un véritable appel d'air pour Messali. Immédiatement, il convoqua le comité directeur de l'Etoile pour décider du choix et des options à prendre devant les nouveaux événements.

Aucun n'hésita : "La place de l'ENA se trouve à côté du peuple français, avec le prolétariat dans le combat pour les libertés démocratiques, le travail, le pain, la dignité. Sa place se trouve donc au milieu de la gauche, du mouvement socialiste démocratique"[48]. L'ENA se rallia donc à la grève générale décidée par la CGT et la CGTU le 12 février 34. Dans presque toutes les grandes villes, le pourcentage de grévistes immigrés fut important. A Alger, de douze à quinze mille travailleurs, dont près de la moitié d'Algériens, défilèrent ce jour là, chantant l'*Internationale,* mais aussi précédés du symbole de leur aspiration fondamentale et principale, leur drapeau national, le drapeau vert et blanc frappé du croissant rouge. Des manifestations similaires furent également organisées à Oran, Sidi Bel-Abbès, Constantine, Perrégaux. Ces Algériens répondaient à l'appel du PCF et de la CGTU. Mais déjà se faisait sentir l'influence des militants de l'Etoile, contraints de rentrer au pays pour raison économique.

A Paris, la manifestation du 12 février fut inoubliable. Aux cris de "Unité ! Unité ! " les deux cortèges, socialiste et communiste, se rejoignirent pour ensuite avancer en rangs serrés sur toute la largeur du cours de Vincennes. Pour la

48. Les réflexions de Messali à l'égard du Front Populaire, du PCF, d'A. Ferrat sont extraites de *ses Mémoires*. Sur la politique du Front Populaire et les organisations nationalistes, voir notre article, in *Cahiers de l'Institut de la Presse et de l'Opinion,* N° 5, pp. 195-214 : «L'Etoile Nord-Africaine et le Front populaire».

première fois depuis des années, travailleurs socialistes et communistes défilaient côte à côte. L'ENA retrouvait sa place au sein du mouvement ouvrier, le jour même de la réalisation du front unique des principaux partis ouvriers. Le lendemain, Messali prit contact avec la Ligue des Droits de l'Homme, la SFIO, rencontra son futur avocat, Maître Longuet, et fit la connaissance d'intellectuels, dont Daniel Guérin :

> "Notre champ d'action s'est élargi profondément et nous a ouvert de nouvelles perspectives. Aussi le tête à tête avec les communistes a pris fin et dès lors nous traitions d'égal à égal avec les différents groupements de la gauche française."

Daniel Guérin raconte sa rencontre avec Messali :

> "A l'occasion de l'émeute fasciste du 6 février 1934, je fis la connaissance de l'Algérien Messali Hadj, l'animateur de l'Etoile-Nord-Africaine, venu offrir à la Fédération de la Seine son concours pour contrecarrer la propagande des "ligues" auprès des travailleurs nord-africains.
> Messali était alors un grand jeune homme un peu osseux, vêtu à l'européenne et portant un soupçon de moustache noire."[49]

Dans les semaines qui suivirent le 12 février 1934, la direction du PCF opéra un tournant qui se traduisit par l'adoption de la stratégie du Front Populaire. Cette politique s'opéra sous l'influence directe de la III^{e} Internationale stalinisée. Le journal l'*Humanité* dans son numéro du 13 mai reproduisit un article de la *Pravda*, donnant le signal du départ de la nouvelle stratégie :

> "L'IC estime que l'appel au front unique devant la menace fasciste (...) est nécessaire dans certaines conditions (...)

---

49. D. Guérin, *Ci-gît le colonialisme*, éd. Mouton, 1973, pp. 14-15.

Un pareil appel est possible en France, où la social-démocratie n'a pas encore été au pouvoir, où (...) les ouvriers socialistes pensent que leur parti ne suivra pas le chemin de la social-démocratie allemande."

La conséquence de cette attitude nouvelle se manifesta lors de la conférence nationale du PC, réunie le 23 juin, qui donna mandat au bureau politique pour proposer à la SFIO "un pacte d'unité d'action pour la lutte contre le fascisme et la guerre." Le 2 juillet, à la salle Bullier, les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine et Oise et la région parisienne du PCF organisèrent en commun un meeting.

C'était dans ce contexte politique, qu'intervint la démarche d'André Ferrat, responsable de la Commission coloniale du PCF, en direction de l'Etoile. A la mi-juillet 1934, Ferrat se présenta au 19 de la rue Daguerre, et demanda à s'entretenir avec Messali. La conversation fut longue et courtoise. Ferrat parla "de la situation internationale, de la menace du nazisme, et de l'importance de l'union de toutes les forces démocratiques". Sa démonstration appelait une proposition : l'adhésion de l'ENA "au grand courant des forces démocratiques qui s'engageait dans le combat anti fasciste". Messali demanda à réfléchir. Il venait juste de prendre connaissance du pacte d'unité d'action signé entre la SFIO et le PCF. Dans ce document, établi par M. Thorez, aucune référence n'était faite concernant les luttes des peuples des colonies contre le colonialisme français. Les événements d'août 1934 de Constantine précipitèrent le rapprochement entre Messali et le PCF. Mais avant qu'il ne s'opéra, Messali voulut préciser, faire le point des rapports avec PCF. Ce qu'il fit le 10 août 1934 :

"1 — Le Parti Communiste et la Ligue contre l'oppression coloniale ont essayé de dénigrer la glorieuse ENA.
2 – L'*Humanité* et le journal de la ligue anti-impérialiste n'ont pas inséré l'ordre du jour voté lors de la dernière Assemblée Générale de l'Association.
3 – Lors de la grève des laveurs de voiture, les «unitaires» n'ont pas apporté l'appui désirable aux grévistes.
Donc, si les communistes veulent notre collaboration, il faut qu'ils laissent notre organisation faire son travail

> en paix, car nous, nous laissons nos compatriotes militer librement[50]."

Le 15 août 1934, A. Ferrat publiait un article sur les événements de Constantine disant notamment :

> "Les communistes français d'Algérie ne doivent pas se laisser impressionner par le caractère national, inévitable, normal de cette révolution.
> Ils doivent plus que jamais aider avec le dévouement et l'abnégation les plus absolus à l'arabisation du parti et des syndicats unitaires.
> Ils doivent comprendre le retard énorme que notre Parti a encore en Algérie sur le mouvement révolutionnaire anti-impérialiste des masses[51]."

Par cet article, Ferrat se signalait à l'intention de Messali. Celui-ci le tenait pour le dirigeant le plus sincère du PCF, mais pris dans les mailles d'un appareil pratiquant une politique non conforme aux intérêts et aspirations du peuple algérien. A la réunion du 21 août 1934, Ferrat parvenait à conclure un accord avec Messali. Il annonça que le PC, le Secours Rouge International, la Ligue française contre l'impérialisme et l'ENA, s'étaient entendus pour désigner une délégation, dirigée par Maître Longuet, chargée de se rendre à Constantine en mission d'enquête. La répression qui s'abattait sur l'ENA en novembre 1934, l'arrestation de Messali, n'atténuèrent pas les rancœurs et les griefs, entre le PCF et l'ENA. Le parti Communiste tenta une fois de plus de profiter de l'absence de Messali. Les différentes réunions tenues pour protester contre l'emprisonnement des leaders de l'ENA, étaient à chaque fois l'occasion pour le PCF de ramener à lui les adhérents, les militants de l'ENA[52].

Messali fut libéré en mai 1935 dans un contexte politique marqué par deux événements majeurs : les élections municipa-

---

50. Rapport du 11 août 1934.
51. "Que signifient les événements de Constantine?" par A. Ferrat. Article paru dans *Les Cahiers du Bolchévisme* n° 16, 15 août 1934.
52. *Mémoires* de Messali Hadj.

les et le pacte Laval-Staline. Les élections municipales reflétaient un net glissement à gauche. Le parti communiste en mai, voyait ses suffrages progresser de 75 000 à 139 000 et celui de ses élus passer de 4 à 25, dans le seul département de la Seine. Le parti radical, discrédité par sa participation aux différents gouvernements précédents, s'effondrait. Sa seule planche de salut résidait dans la réalisation du Front Populaire, tant espéré par les dirigeants du PCF. Le pacte Laval-Staline du 15 mai 1935 devait le renforcer dans ses convictions : "A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité."

Pressé par les dirigeants du PCF, Messali, quoique très réticent, finit par donner son adhésion au Front Populaire. A la tête d'un cortège de 10 000 personnes, il participa à la manifestation du 14 juillet 1935. Derrière le drapeau vert et blanc frappé du croissant rouge, le cortège de l'Etoile, par ses cris, ses chants, clama son espoir et sa confiance en la justice sociale, en la libération du "Maghreb, de la Syrie, du monde arabe". Le 6 juillet, Messali avait expliqué en ces termes le sens de ce ralliement :

> "Il ne s'agit pas pour les Nord-Africains de devenir français, mais de rester nationalistes nord-africains[53]."

Le 14 août 1935, dans un meeting organisé par le comité local du Secours Rouge International à Boulogne-Billancourt, il prononça devant six cents travailleurs nord-africains, un très violent réquisitoire contre l'impérialisme français :

> "Nous qui venons en France pour essayer de gagner quelques sous afin de nous libérer des dettes monstrueuses dont nous sommes accablés par les colons capitalistes exploitant notre pays, nous n'avons aucun droit et nous sommes considérés comme des animaux, comme des bicots, nom que nous donnent les bourgeois.

53. Pour la période de l'été 1935 (discours de Messali, réunions de l'ENA, procès...) nous nous sommes appuyés sur les rapports du 30 juillet, 6 août, 14 août, 26 août, 6 septembre 1935.

Le Code de l'Indigénat pour la suppression duquel nous luttons de toutes nos forces, nous brime non seulement là-bas, de l'autre côté de la mer, mais également ici, dans ce Paris, ville révolutionnaire.
Car il y a dans la capitale, une officine abjecte qui se trouve rue Lecomte et où 40 sbires sont chargés de nous espionner, et même de nous donner la bastonnade.
Je vous demande, camarades, d'étudier de près, les revendications de nos compatriotes, car elles sont étroitement liées aux vôtres.
Comme le prouvent les événements de Brest et de Toulon, le gouvernement impérialiste français n'ayant plus confiance en ses troupes envoie contre vous des tirailleurs marocains et sénégalais.
A cet effet, il a encaserné dans la région parisienne plusieurs régiments de troupes coloniales dont les balles vous sont destinées.
Ouvrez donc les yeux et efforcez-vous à soutenir la lutte des Arabes et par là même vous déjouerez les plans criminels de Monsieur Laval et donnerez un peu de bien-être à ceux qui à Oran, Casablanca ou Fez, disputent aux chiens pour pouvoir subsister, leur pitance dans les poubelles."

La violence de ce discours annonçait en quels termes allaient se passer dans l'avenir les rapports entre Messali et le Front Populaire : il ne cessait pas d'attaquer l'impérialisme français, soutenait le mouvement de Brest et de Toulon désavoué par les futurs dirigeants du Front Populaire, appelait à la fraternisation des troupes et du prolétariat. Seule, la revendication d'indépendance, comme prix à payer du ralliement, restait provisoirement en veilleuse (malgré l'avis d'Imache Amar). L'été 1935 voyait également Messali se lancer dans une vigoureuse campagne contre l'occupation de l'Ethiopie par l'Italie. Une série de meetings furent organisés, certains par l'ENA seule, d'autres en collaboration avec la "Ligue de défense de la race nègre."

Le 22 août, les deux associations organisèrent un premier meeting. Six cents Nord-Africains et une centaine de travailleurs noirs étaient présents dans la salle. Imache, pour l'Etoile-Nord-Africaine prit la parole le premier, en déclarant que

"tous les Africains sans distinction de religion doivent manifester contre le fascisme italien. Tous les Africains doivent s'unir pour combattre l'impérialisme en Afrique". Puis, Léo Wanner de la Ligue anti-impérialiste, H. Nouira, tunisien de l'ENA, Ova Raoul, président de la Ligue de Défense de la Race noire, Faure, Zimmerman du Secours Rouge International, Mahieddine, communiste algérien, prirent la parole pour s'élever contre l'impérialisme français "qui favorise l'Italie dans sa lutte contre l'Ethiopie". Ils se déclarèrent prêts à soutenir par tous les moyens le peuple éthiopien. Une fois de plus, ce fut l'intervention de Messali qui fut la plus écoutée, applaudie. Il fit appel à ses compatriotes pour leur conseiller "en cas de conflit mondial de retourner leurs armes contre leurs dominateurs respectifs pour conquérir leur indépendance".

Le 2 septembre, dans un nouveau meeting au 10 rue de Lancry, il dénonça violemment "l'impérialisme italien qui se prétend champion de la cause musulmane et engage contre l'Ethiopie des soldats musulmans." Il appela, dans son intervention, "tous les peuples coloniaux à s'unir au prolétariat français, victime lui aussi du capitalisme". Il adressa un avertissement "aux chefs des partis ouvriers qui, s'ils veulent mériter la confiance de la classe laborieuse, doivent mener une action efficace contre la guerre italo-éthiopienne".

En 1934, à la même époque, le langage employé par Messali était quelque peu différent. Jusqu'ici il s'était plus référé à l'unité avec les peuples musulmans qu'avec le prolétariat français. Cette modification était le résultat d'une situation objective qui voyait les conflits de classe s'aiguiser au sein de la société française.

Messali, à sa sortie de prison en mai 1935, avait ressenti à quel point le paysage politique s'était transformé, préfigurant de grands bouleversements. L'alliance avec le prolétariat français devenait de plus en plus nécessaire. Mais la seule issue, la seule réponse à cette question qui s'offrait à lui, était celle du Front Populaire. Il n'avait, ne voyait, aucune autre alternative. Son soutien au Front Populaire ne pouvait qu'être critique, parsemé d'avertissements adressés aux "chefs des partis ouvriers". La suite des événements l'amena à modifier radicalement sa position, et à entrer en opposition ouverte. La radicalisation que cette situation politique exigeait, lui imposait un surcroît de tâches. L'Etoile, depuis sa stabilisation opérée en mai 1933, se

tournait de plus en plus exclusivement vers les milieux algériens.

En juillet 1935, Messali amorça "l'algérianisation" de l'ENA.

LA FUITE

Le prestige acquis par l'ENA en septembre 1935 à Genève, ne manquait pas d'inquiéter les autorités. Si l'on en juge par les rapports de police, cette organisation devenait un sujet sérieux de préoccupation, comme le souligne le rapport du 6 septembre 1935.

> "A l'heure actuelle, les résultats qu'elle (l'ENA) a obtenus constituent de très fâcheux indices et il ne faut pas se dissimuler que ses dirigeants mettront tout en œuvre, dans les mois qui viennent, afin d'acquérir à leur groupement un prestige moral et des moyens matériels suffisants pour exercer une influence au delà-même de la Méditerranée et contribuer à y semer le désordre."

De cette appréciation découlait une conclusion simple : sévir.

> "De ce point de vue, toute action entreprise contre eux et leur association constituera pour les éléments sains qui forment la majorité de la population nord-africaine de Paris, un véritable soulagement."

Effectivement, la répression ne tarda pas à s'abattre de nouveau. Déjà le 30 juillet, Messali s'était rendu devant la 14e Chambre correctionnelle de Paris. Moins d'un mois après l'arrêt redonnant une existence légale à l'Etoile, quatre Nord-Africains étaient arrêtés suite à l'interdiction d'une réunion organisée par l'ENA. Au début d'août 1935, Si Djilani était visé à son tour. A l'issue d'un concert oriental qui rassemblait mille Nord-Africains environ, Messali prit la parole et termina son discours "en invitant tous les Nord-Africains et en particulier les chômeurs à venir nombreux manifester leur solidarité

au camarade Si Djilani qui comparaîtra le vendredi 9 août courant, devant la 13e Chambre correctionnelle. Il leur recommanda de ne pas s'y rendre armés, car cela porterait préjudice à l'Etoile-Nord-Africaine.» Le 9 août 1935, Si Djilani fut condamné à trois mois de prison et deux cents francs d'amende. A la fin de l'année, c'était au tour de Imache et Radjef d'être incarcérés après le rejet de leur pourvoi en cassation. Cette nouvelle vague de répression obligea l'Etoile à recourir à une nouvelle tactique : la préservation du noyau de direction. Il fut donc décidé de la fuite de Messali.

En décembre 1935, Messali arriva à Genève et fut accueilli par Chekib Arslan. Sur cet épisode de Genève, on a beaucoup parlé d'une "conversion" de Messali par Chekib Arslan. Citons, entre autres, la version que donne J. Ganiage dans son cours de Sorbonne sur *Les Affaires d'Afrique du Nord :*

> "Messali lui-même serait sans doute demeuré un obscur militant marxiste s'il n'avait dû se réfugier à Genève, au début de 1936, pour échapper à des poursuites judiciaires.
> Il y rencontra Chekib Arslan qui le convertit au panarabisme[54]."

En fait, s'il y eut une influence, il faut la situer sur un autre plan. Messali explique dans ses *Mémoires* :

> "Il est certain que le nouvel appui de Chekib Arslan à l'ENA est déterminant dans l'évolution du mouvement qui au-delà de l'appui du mouvement ouvrier français peut désormais compter sur le soutien du monde arabo-islamique."

Il y a dans cette remarque de Messali une première explication, que nous jugerons pour notre part insuffisante, car

---

54. P. 95 de l'ouvrage. Il est vrai que l'auteur ne semble guère porter Messali dans son cœur à en juger par les lignes suivantes : «A peine sorti de prison en août 1939, Messali publiait dans son journal un réquisitoire haineux contre la France."

la simple recherche d'alliance n'explique pas tout. Messali, comme nous l'avons vu, utilisait souvent le démonstration politique au plan religieux. La reprise de ces thèmes à Genève, renforce selon nous, la religiosité de Messali. En 1935, l'ENA doit faire face à des besoins nouveaux. En effet son influence gagne des couches d'émigrés de plus en plus profondes. Pour Messali, placer la démonstration sur le plan religieux, c'est la situer exactement là où elle a le plus de chance d'être comprise. Il sent qu'il doit adapter ses méthodes aux populations auxquelles il veut s'adresser. A Genève, Messali collabora au "Comité syro-palestinien" et à sa revue *La Nation arabe*.

A LA VEILLE DU FRONT POPULAIRE...

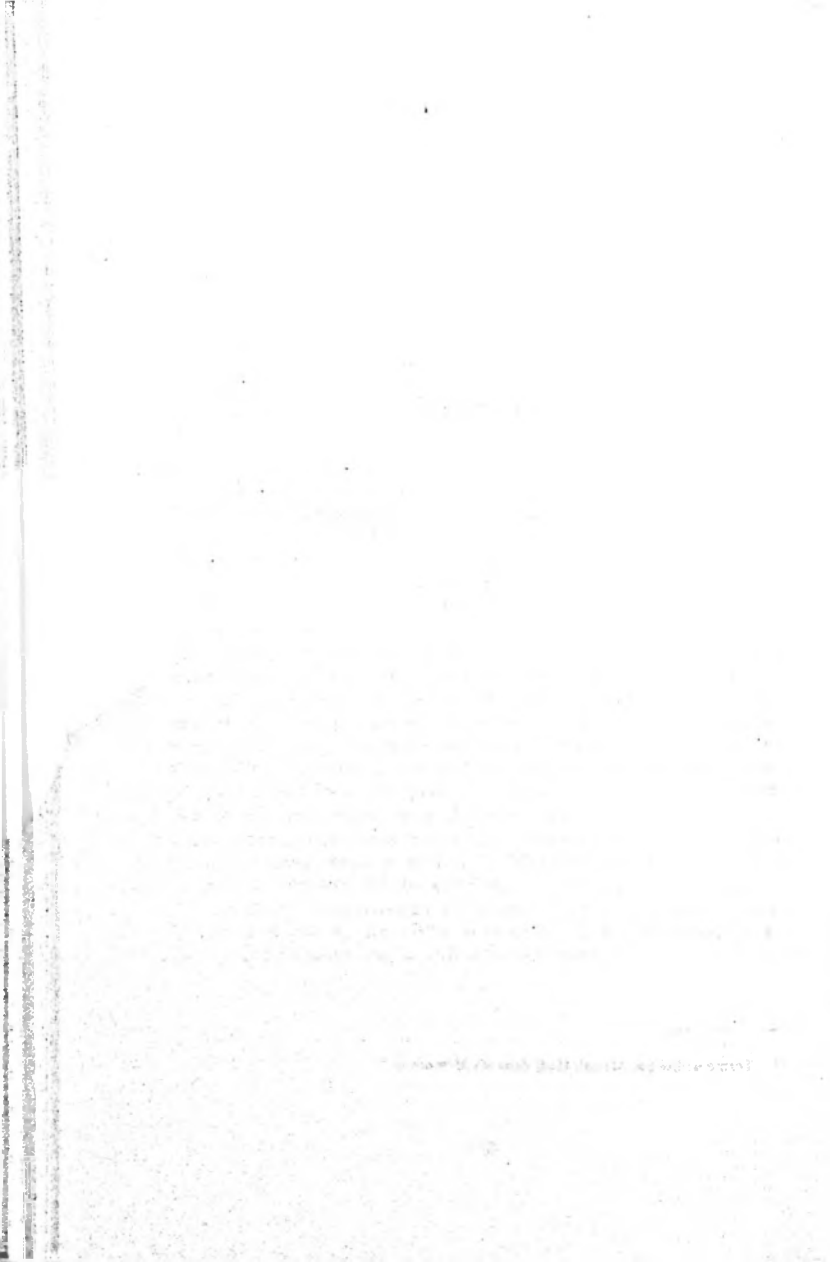
A la différence de 1927, la croissance de l'Etoile coïncidait non pas avec le déclin du mouvement des masses en France, mais avec son essor. Etant contraint de réfléchir aux tâches, Messali le fit avec une volonté que crée seul le sens de la responsabilité immédiate. Ce qui le préoccupait avant tout, c'était que l'association arriva à faire face aussi résolument que possible au nouveau rapport de forces. Et pour cela, il recourait à une exagération délibérée : sous-estimer la force de l'adversaire est plus dangereux que la surestimer, notion qu'il n'aura cessée de faire appliquer tout au long de son combat.

Pendant ces trois années, de 1933 à 1935, son rôle fut décisif dans l'élaboration des principes. Désormais, l'association fonctionnait, s'était structurée, transformée depuis sa naissance officielle en 1926. Le milieu émigré, atomisé, commençait à posséder une homogénéité de base, grâce au souffle donné par ce simple mot d'ordre : indépendance. Tous ses compagnons s'accordaient à lui reconnaître des capacités d'organisation exceptionnelle. Et Messali commençait aussi à avoir une cohorte d'amis et d'ennemis (l'origine et le niveau des inimitiés témoignaient pour lui mieux encore que la hauteur des fidélités). En 1936, à la veille du Front Populaire et du Congrès Musulman, le «Messalisme» était né.

Chapitre V

1936 - 1937
"L'EPOQUE HEROIQUE"*

* Terme utilisé par Messali Hadj dans ses *Mémoires.*



L'ABSENCE DE MESSALI ET L'ETOILE

En l'absence de Messali, l'ENA était dirigée par Si Djilani, Yahiaoui, Banoune Akli, Bournane et Khider Amar[1]. En fait, il semble que la direction réelle de l'organisation durant l'absence de Messali était assurée en liaison avec Yahiaoui, par les Tunisiens Ben Slimane et Hedi Nouira. Jusqu'en juin 1936, date à laquelle Messali fut autorisé à regagner la France, l'ENA connut toutes sortes de difficultés et parut vaciller : problèmes financiers, perte d'influence, dissensions entre les responsables. Un rapport de police daté du 4 mars 1936 signalait que "depuis quinze jours les chefs de section ne se sont pas réunis". A Puteaux, des querelles internes apparaissaient entre les dirigeants de section. A la réunion du 29 février 1936, Yahiaoui lançait un cri d'alarme : "La situation financière de l'organisation est critique!" Sur le plan politique, les Messalistes se montraient assez modérés. Ils délaissaient la demande d'indépendance pour ne s'en tenir qu'aux revendications immédiates. L'aboutissement logique d'une telle politique était donné par le discours de Khider du 1er février 1936 : "L'Afrique du Nord n'est pas encore mûre pour la rébellion. Préparons-nous aux luttes futures."

Dans cette phase de désagrégation, le parti communiste envisagea de reprendre le contrôle de l'Etoile en avril. Il décida

---

1. Sur le fonctionnement de l'Etoile pendant l'absence de Messali, nos sources ont été les *Mémoires* de Messali et les rapports du 15 décembre 1935, 12 février, 11 mars et 24 avril 1936.

de mettre l'ENA sous sa tutelle effective, mais tout en lui conservant sa dénomination. La proposition faite aux dirigeants de l'Etoile de subventionner l'ENA avait comme contrepartie l'exigence dans la modération des revendications concernant l'indépendance. De Genève, Messali demanda que l'on coupe court à toutes ces tractations. Il se tenait informé de l'activité de l'Etoile, notamment par sa compagne, Emilie, qui avait rejoint le comité directeur. L'absence de Messali posait le problème de la brèche existant entre lui et ses collaborateurs.

Cela ne signifiait pourtant pas que Messali était tout et que sans lui, l'Etoile n'était rien. Sans une organisation, Messali aurait été impuissant ou coupé de toute pratique collective. Le facteur temps, surtout dans cette période d'ébullition en 1936, jouait en politique un rôle décisif. Le déroulement des événements n'offrait nullement à une direction politique un délai illimité pour trouver une orientation juste. A son retour, l'importance de Messali allait être précisément d'abréger les leçons données par l'expérience elle-même, d'offrir à l'Etoile la possibilité d'intervenir dans les événements au moment voulu. Plus les tensions de la situation politique française s'exacerbaient et s'approfondissaient, plus il devenait difficile aux membres du comité directeur de maîtriser le mouvement. Plus la colonie nord-africaine subissait l'influence des mots d'ordre du Front Populaire, moins l'appareil de l'Etoile réussissait à trouver sa place. Tel était l'un des paradoxes de mai 1936, qui voyait la victoire du Front Populaire aux élections législatives.

Le 10 juin 1936, Messali, amnistié, rentrait à Paris.

CONGRES MUSULMAN ET PROJET BLUM-VIOLLETTE

C'est donc dans une France gouvernée par le Front populaire que Messali, amnistié, retourna de son exil genevois. Tout de suite, sa présence redonna à l'ENA un regain de vigueur, comme le note un rapport de police du 26 janvier 1937 :

> "Au mois de juin dernier, lorsque Messali Hadj, qui s'était enfui à Genève à la suite d'un jugement le condamnant pour provocation de militaires à la désobéissance et provocation au meurtre, revint à Paris, l'Etoile-Nord-Africaine était en sérieux déclin. La plupart des adhérents avaient quitté l'association et malgré

les efforts de quelques membres du Comité Central aidé par deux nationalistes tunisiens Nouira et Ben Slimane, les réunions n'attiraient plus qu'un nombre très restreint d'auditeurs. Certaines mêmes n'avaient pu avoir lieu faute d'assistance.
Le retour de Messali, dont l'influence sur ses coreligionnaires est indéniable, donna un regain de vigueur à l'Etoile-Nord-Africaine.
Des réunions s'organisèrent et grâce à une propagande active dans les cafés musulmans, les Nord-Africains y assistèrent en nombre croissant.
Les insignes de l'Etoile reparurent aux boutonnières des adhérents."

Dès son arrivée, Messali donna sa position sur le premier congrès musulman qui rassemblait la Fédération des Elus, les Oulémas et le Parti communiste algérien[2] :

> "Ce Congrès demandait en somme d'abord des réformes, puis la francisation de l'Algérie, et le rattachement à la France.
> Cette activité du congrès avait trouvé écho dans les masses algériennes fortement exploitées et opprimées, mais qui en réalité ne comprenaient exactement le sens de ces revendications qui allaient jusqu'à la francisation du pays[3]."

Pour répliquer à la Charte du Congrès Musulman, Messali rédigea un "Cahier de revendications."

Le 20 juin, en délégation avec Imache, Djilani, Banoune Akli, il se rendit au ministère de l'Intérieur pour remettre ce "Cahier". La délégation fut reçue par Raoul Aubaud, secrétaire d'Etat à l'intérieur. Elle ne donna rien. Par ce "Cahier", Messali gommait tous les événements antérieurs et renouait avec le programme de 1933, notamment pour ce qui concerne la question du parlement algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race, ni de religion. Il est donc erroné de

---

2. En janvier 1936, le parti communiste français avait décidé au congrès de Villeurbanne, la transformation de sa section algérienne en parti communiste algérien.
3. Messali : *le Cri du peuple algérien* – n° 6.

croire que "Messali et ses camarades du Comité Central s'emploient à modérer l'ardeur des militants et à les dissuader de demander des réformes profondes[4]." Pour Messali, à ce moment précis, la revendication d'indépendance se concentrait sur la question du parlement algérien. C'est ce qui apparaît nettement dans le numéro de mai-juin d'*El Ouma*. Après avoir exposé la nécessité de remplacer les délégations financières par un parlement algérien (revendication contradictoire à celle avancée par le Congrès musulman[5],) Messali ajoutait :

> "A ce moment-là seulement, nous pouvons dire que justice nous est rendue ; car de la sorte, nous participerons effectivement aux affaires de notre pays, et ce jour là, nous dirons que la France démocratique de 89, de 48... aura réalisé une œuvre civilisatrice en affranchissant le peuple algérien de l'exploitation, de la servitude, de l'injustice[6]."

Ce fut sur le projet Blum-Viollette que s'exprima clairement l'attitude de Messali. Viollette avait été en 1924 gouverneur général de l'Algérie. L. Blum fit avec lui un projet d'assimilation qui donnait la citoyenneté française, sans renonciation au statut coranique, à environ 20 000 indigènes ou gens instruits. Accueilli favorablement par les "Elus", avec réserve par les Oulémas, le projet fut catégoriquement rejeté et combattu par Messali qui y voyait "un nouvel instrument du colonialisme, appelé selon les méthodes habituelles de la France, à diviser le peuple algérien, en séparant l'élite de la masse[7]." Quant au PCF qui jusque-là avait traité le projet Viollette de pot-de-vin de l'impérialisme pour acheter les élus, il l'appuya fermement, le considérant comme "le premier pas dans la voie des libertés politiques plus grandes pour les peuples coloniaux[8]."

---

4. Zagoria – Thèse – *The rise and fall of the movement of Messali Hadj in Algeria – 1923-1954.* Thèse soutenue en 1973 à l'université de Columbia. 381 p. Ronéo.
5. La Charte du Congrès Musulman demandait : "le rattachement pur et simple à la France avec suppression des rouages spéciaux : délégations financières, communes mixtes, gouvernement général."
6. *El Ouma* N° 40 — mai-juin 1936.
7. Julien C. A. — *Histoire de l'Afrique du Nord,* p. 114.
8. *Les Cahiers du Bolchévisme* du 20 mai 1937.

Le 14 juillet, 30 000 travailleurs nord-africains, selon *El Ouma* 6 000 selon la police[9] défilèrent, Messali en tête, portant des pancartes qui disaient : "Libérez l'Afrique du Nord, libérez la Syrie, libérez le monde arabe[10]." Le lendemain de cette manifestation, une nouvelle fois, la tension monta entre le PCF et Messali qui prenait fermement position contre l'assimilation et pour l'indépendance. C'est le début d'une nouvelle campagne du PCF contre Messali et l'Etoile. Les partisans de l'indépendance étaient accusés de faire le lit du fascisme :

> "Les circonstances actuelles, mettent les peuples coloniaux comme leurs frères de la Métropole, devant une nécessité immédiate : barrer la route au fascisme ! (...) Ceux qui, n'ayant rien compris ou rien voulu comprendre à la situation politique en France, et dans le monde, voudraient voir se dresser, aujourd'hui même, les peuples coloniaux, dans une lutte violente contre la démocratie française, *sous le prétexte de l'indépendance, travaillent en réalité à la victoire du fascisme et au renforcement de l'esclavage des peuples coloniaux.*" (souligné par nous)[11].

Sentant l'isolement politique poindre, Messali tenta une ultime démarche en direction des représentants du Congrès Musulman algérien, qui s'étaient rendus à Paris pour présenter leur charte revendicative adoptée le 7 juin.

Le 22 juillet, veille de l'entrevue avec le gouvernement, Messali se porta à leur rencontre. L'entrevue se solda par un échec. le 23 juillet, les délégués étaient reçus par Léon Blum, Viollette, et Jules Moch. A leur sortie, la présidence du Conseil diffusa un communiqué qui exprima "la joie que des Français reçoivent d'autres Français" et concluant par : "Il les examinera (les mesures) dans un esprit de justice, d'équité, d'amitié, de fraternité véritables".

Espérant que l'énorme déception de cette rencontre vien-

---

9. Rapport de juillet 1936.

10. *Le Problème Algérien* -- brochure du MTLD 1951 – p. 18.

11. Deloche "Le Pain, la paix, la liberté aux peuples coloniaux" *Cahiers du Bolchévisme* du 20 mai 1937.

drait les éclairer, Messali invita les délégués rue St.-Beuve. Seuls Abbas, Ben Badis, et Tahrat répondirent à l'invitation. Une âpre discussion s'engagea entre eux et Imache, Messali, Banoune, Djilali, représentants de l'ENA. Messali leur reprocha d'avoir demandé le rattachement de l'Algérie à la France. Ils répondirent que "c'étaient une bonne politique, seul moyen de permettre aux Algériens de bénéficier des droits français. Seul Ben Badis reconnut, après avoir été éclairé sur la signification du rattachement, avoir rejeté cela et a pu se dissocier du groupe à partir de ce moment (ce qui a d'ailleurs été à l'origine de la séparation entre Ben Badis et Okbi)[12]."

En ce mois de juillet 1936, Messali avait devant ses yeux une situation politique française marquée par la fin de la grève générale de mai-juin. Après les accords Matignon qui étaient loin d'avoir "apaisé" le mouvement, les grèves s'étaient durcies à Lyon, Bordeaux, Marseille. Le 11 juin, Maurice Thorez, au gymnase Jean Jaurès, devant une assemblée de militants de la région parisienne, avait alors lancé le fameux "Il faut savoir terminer une grève". A la mi-juillet, il avait réussi à faire rentrer le fleuve populaire dans son lit. Echec de la grève générale, refus de toute satisfaction de revendications concernant les colonies... Révolution trahie ? Pour Messali, encore une fois, le peuple algérien ne devait compter que sur lui-même. Il ne voyait plus qu'une solution : aller en Algérie pour y développer le programme de l'Etoile, pour contrecarrer l'influence du Congrès Musulman, qu'il savait grandissante. Pour éviter tout risque d'interdiction, de répression, le voyage se prépara dans le secret. Le vendredi 31 juillet, il prit la parole normalement dans un meeting à la Mutualité. Tout de suite après, il s'éclipsa et s'en alla, seul, prendre le train.

LE RETOUR EN ALGERIE

Le 2 août 1936, Messali arriva au port d'Alger. Il retrouvait sa terre natale après treize années d'absence. Mohamed

---

12. Témoignage de Banoune Akli cité par Mathlouti : *le Messalisme, op. cit.*

Mestoul l'accueillit. Il était le seul responsable qu'il connaissait personnellement pour l'avoir reçu en mission à Paris. Il l'avait notamment chargé de créer la première section officielle de l'ENA à Alger[13]. Le 2 août, c'était précisément le jour du compte rendu donné au stade d'Alger par les délégués du Congrès Musulman de retour de France. Messali décida de s'y rendre. S'il est vrai que tout homme connaît une fois dans son existence une expérience cruciale qui ne cesse ensuite de lui servir de référence et d'échelle de valeurs, on croit pouvoir supposer que l'expérience cruciale de Messali fut celle qu'il vécut au stade d'Alger.

> "A Alger, que je ne connaissais pas encore, il y avait une poignée de militants qui travaillaient dans la clandestinité.
> Ensemble, nous nous sommes rendus à ce Congrès très important par le nombre puisque 20 000 Algériens environ y étaient venus de tous les coins de l'Algérie. Nous avons difficilement obtenu deux ou trois minutes pour saluer le peuple, peut-être parce qu'on connaissait notre programme, et peut-être en avait-on peur[14]."

Il vint au meeting, prit la parole, décidé conformément à ses habitudes, à défendre une idée, même si elle ne promettait pas de succès immédiat. Après avoir salué l'assistance en langue arabe, Messali présenta en français l'historique de l'Etoile-Nord-Africaine et précisa la politique de son organisation[15] :

> "Il faut bien vous organiser, vous unir au sein de vos organisations pour être respectés, et pour que votre voix puissante puisse se faire entendre de l'autre côté de la Méditerranée.
> Pour la liberté et la renaissance de l'Algérie, groupez-vous en masse autour de votre organisation nationale, l'Etoile-Nord-Africaine, qui saura vous défendre et vous conduira dans le chemin de l'émancipation.

---

13. Témoignage de Madame Benkelfat.
14. Discours de Messali du 8 mars 1959.
15. Texte du discours dans *la Vie politique à Alger de 1919 à 1939*, M. Kaddache, SNED, 1970.

> Je termine en criant : "A bas le code de l'indigénat ! A bas la loi d'exception et la haine des races ! Vive le peuple algérien ! Vive la fraternité des peuples et vive l'Etoile-Nord-Africaine ! "

A peine le discours était-il terminé, que Messali, emporté par sa fougue, se baissa et prit une poignée de terre :

> "Je me suis alors baissé, et j'ai dit que cette terre ne se vendait pas, tout un peuple en était l'héritier. On ne vend pas son pays ! On n'assimile pas son pays ! [16]"

Messali Hadj fut enlevé du micro, porté en triomphe plusieurs fois. C'est dans cet enthousiasme qu'il fut conduit jusqu'au centre de la capitale.

Lorsque Messali évoque ce moment dans ses discours ultérieurs, dans ses souvenirs, il faut naturellement faire la part des embellissements poétiques qui enjolivent peut-être un peu la réalité. Mais il est certain qu'il était porté par un courant de souffrance et d'espoir : "Ce discours, s'il gêna les organisateurs du Congrès fit une profonde impression sur la population et surtout sur la jeunesse algérienne" écrit M. Kaddache dans *la Vie politique à Alger*. L'activité officielle de l'Etoile-Nord-Africaine commençait à Alger.

De nombreux tracts furent distribués dans la capitale, les uns pour affirmer que l'Etoile soutenait les revendications immédiates du Congrès à l'exception de deux points, ceux concernant la représentation parlementaire et le rattachement de l'Algérie à la France, les autres pour protester contre l'arrestation d'El Okbi, et dénoncer le régime colonial[17]. Les succès foudroyants remportés par l'Etoile allaient apporter aussi, comme à l'habitude, leurs flots de rancunes, de jalousies. Le docteur Bendjelloul, qui avait conduit à Paris la délégation du congrès, écrivit dans *la Dépêche d'Alger* du 4 août au sujet "d'un certain Messali el Hadj, porte-parole de l'Etoile" :

---

16. Discours de Messali du 8 mars 1959.
17. M. Kaddache, op. cit., p. 304.

"Je sais que l'on peut faire allusion à certains incidents, à certains défilés, certains discours... l'Internationale ! "Les Soviets partout", ... le poing fermé... Ma position, à certains moments, a pu être mal comprise ou mal interprétée.
En attendant après le discours de Messali, je crie : "Assez ! Assez de propagande sacrilège, de promesses inconsidérées et de folles excitations ! Assez de bobards communo-nationalistes : l'Algérie est française et le restera."

Messali resta en Algérie trois mois. Réunions, conférences, invitations privées : c'est pour lui la course de ville en ville, cette plongée chaque jour dans la foule enthousiaste et exigeante.

A l'automne 1936, au moment de son départ, l'ENA affirmait compter, en Algérie 30 sections constituées et 31 en voie de constitution. Le nombre de ses adhérents, pour la France et l'Algérie, atteignait alors 7 000 membres[18].

"On peut dire que cette réunion du stade municipal, cette tournée de propagande à travers le pays ont marqué le premier départ vers le nationalisme algérien et les premiers frémissements de la conscience nationale[19]."

Le 27 novembre 1936, Messali fit à Paris le compte rendu de son voyage en Algérie. Dans sa langue maternelle, entrecoupée de phrases en français, il commença par démentir les propos tenus par Bendjelloul "qui s'est efforcé de dénaturer le sens de mon discours du 2 août", puis il s'écria, sous les applaudissements: "L'Etoile-Nord-Africaine peut être fière d'avoir démontré qu'elle ne voulait pas du rattachement de l'Algérie à la France." Il raconta l'enthousiasme qu'il avait

18. Sur l'implantation du messalisme en Algérie, outre les ouvrages classiques français (C.A. Julien, A. Nouschi, C.R. Ageron, R. Le Tourneau) ou algériens (M. Kaddache) qui en font abondamment mention, il faut citer une étude longuement documentée de C. Collot. "Le Parti du peuple algérien (mars 1937-février 1947)" in *Revue Algérienne,* 1, 1971, pp. 133-204, à laquelle il convient de se reporter.
19. Messali, *le Cri du peuple algérien,* N° 6.

rencontré partout où il allait parler au nom de l'Etoile "malgré l'opposition de certains éléments qui cherchaient à l'éliminer". Il s'étonna "que des communistes et des socialistes aient pu prendre la parole dans des meetings, alors que moi, je n'y étais pas autorisé"[20]. Pour justifier son argumentation, il déclara qu'il était sous le coup de poursuites pour atteinte à la sûreté de l'Etat, lors de son passage à Tlemcen. Il affirma être sûr des paroles qu'il avait prononcées et assura qu'il saurait se défendre le cas échéant, "Quant à ma mission, elle n'aura pas été inutile, puisqu'elle m'a permis de faire une active propagande pour l'Etoile-Nord-Africaine." Messali parla enfin des revendications de l'Etoile :

> "Contre la motion Viollette, suffrage universel pour les six millions d'Algériens, parlement national d'Algérie, et abrogation des lois qui pèsent sur le peuple."

Il termina son exposé en s'écriant :

> "Si vous voulez être libres comme vos frères d'Egypte qui font face aux mitrailleuses anglaises ; comme ceux de Syrie, groupez-vous autour de l'Etoile-Nord-Africaine, seule organisation qui sauvera le peuple algérien."

Un algérien se leva alors et se mit à chanter "l'hymne national algérien" qui avait été composé à Alger en octobre par Moufdi Zakaria. Cette traversée de la Méditerranée des idées de l'Etoile-Nord-Africaine, son implantation sur le sol algérien, renforçait davantage encore aux yeux des militants le prestige de Messali.

PREMIERES LUTTES INTERNES

En août 1936, pendant la tournée que Messali effectuait en Algérie, un conflit éclata au sein du comité directeur de

---

20. Rapport du 28 novembre 1936 et *Mémoires* de Messali Hadj.

l'Etoile-Nord-Africaine, entre Imache Amar, Radjef Belkacem et Yahiaoui. La divergence portait sur l'attitude à adopter à l'égard de la révolution espagnole. En juin et juillet, l'activité de Messali et de l'ENA avait fait peu cas des immenses événements qui secouaient alors l'Europe : montée du fascisme et des fronts populaires, procès de Moscou...

Dans la nuit du 17 au 18 juillet, au Maroc, les généraux contre-révolutionnaires espagnols, décidés à payer le prix nécessaire pour écraser le mouvement ouvrier et révolutionnaire, "régénérer" l'Espagne et exorciser définitivement le spectre de la révolution, passaient à l'offensive : "la guerre civile commençait, à l'initiative de l'oligarchie, pour écraser cette révolution que les révolutionnaires n'avaient pas encore organisée pour la victoire[21]." Au sein du comité directeur de l'Etoile, Radjef et Yahiaoui reprochèrent à Imache de s'être opposé à l'envoi de Nord-Africains en Espagne pour soutenir les milices du Front populaire espagnol. Entre la position de Imache, faite d'un nationalisme intransigeant se désintéressant des questions internationales, et celle de Radjef et Yahiaoui, de soutien au Front populaire, Messali adopta le point de vue suivant :

> "Nous lançons un appel aux Marocains de la zone espagnole afin de les exhorter non seulement à ne pas s'enrôler sous la bannière des rebelles mais à prendre les armes contre eux pour les chasser du Rif[22]."

Cet épisode relatif à la révolution espagnole voyait l'apparition de trois tendances, non encore cristallisées à l'intérieur de l'ENA: une tendance que nous qualifierons de sectaire, représentée par Imache, hostile à toute alliance avec les partis politiques français et déterminé à lutter par ses propres moyens jusqu'à l'indépendance totale de l'Afrique du Nord; celle des partisans du soutien au Front populaire, représentée par Yahiaoui, qui espère aboutir à l'émancipation de l'indépendance, par la voie de réformes progressives; celle, enfin, des partisans de l'unité avec le mouvement ouvrier

---

21. Pierre Broué, *La Révolution Espagnole*, Ed. Flammarion, 1975, p. 65.
22. Rapport du 24 août 1936.

français mais contre la politique de Front populaire, sur des objectifs limités et précis. Cette tendance, représentée par Messali, se donne comme objectif l'indépendance totale de l'Afrique du Nord[23].

Le 27 décembre 1936, à la Grange-aux-Belles, devant 500 militants, l'Assemblée Générale annuelle de l'ENA voyait la bataille s'ouvrir[24]. Après le rapport financier présenté par le trésorier Kehal Arezki, qui ne donna lieu à aucune discussion, Messali prit la parole et reprocha "au gouvernement du Front Populaire de n'avoir pas tenu les promesses qu'il avait faites aux indigènes" et de continuer ainsi "la politique impérialiste suivie par ses prédécesseurs". Il critiqua "le projet Viollette qui accorde le droit de vote à 25 000 bourgeois indigènes, en laissant dans l'ignorance et la misère six millions de fellahs". Puis, un responsable de l'Etoile, dont nous ignorons le nom (le rapport de police ne mentionne pas là le nom de Messali), retraça l'activité de l'organisation, pendant les années 1935 et 1936, et mit en relief les points suivants :

— Adhésion de l'ENA au Comité du rassemblement populaire et sa participation aux diverses manifestations qu'il a organisées.

— Intervention en faveur des nationalistes tunisiens et marocains.

— Lutte contre le code de l'indigénat.

— Défense du Cheikh El Okbi[25].

— Voyage de propagande de Messali en Algérie.

— Appui moral donné au gouvernement du Front Populaire espagnol.

— Activités des sections de l'ENA.

— Protestation contre l'inculpation de Messali à la suite de son voyage en Algérie et contre l'arrestation des deux dirigeants de la section de Mascara.

Comme on peut le voir, ce rapport moral était un véritable compromis passé entre les trois tendances (ainsi la men-

---

23. Rapport du 11 janvier 1937.
24. Nous nous sommes appuyés sur le rapport du 5 janvier 1937 pour la relation de cette assemblée générale.
25. Le Cheikh El Okbi fut arrêté pour assassinat du Grand Muphti, Bendali Mahmoud.

tion faite à "l'appui moral donné au gouvernement du Front Populaire espagnol"). Mais évitant de se prononcer sur le fond politique, Imache et Yahiaoui, attaquèrent sous l'angle de la trop grande place donnée à Messali. D'emblée, c'était eux qui "personnalisaient" le débat. C'est à notre connaissance, la première manifestation de ce genre portée contre Messali, et qui ne cessera dans l'avenir de se perpétuer. Ils protestèrent donc contre le rôle attribué à Messali et le silence du rapport sur l'activité des militants qui l'avaient remplacé pendant son séjour à Genève. Imache précisa les contours de cette attaque. Dans son intervention, il se plaignit que "le Comité Central lui ait interdit l'accès de ses réunions, depuis le retour d'Algérie de Messali". Il rappela qu'il était "l'un des fondateurs de l'ENA, que son activité politique lui avait valu plusieurs condamnations, qu'il avait donné assez de gages de sincérité pour avoir le droit de n'être pas suspect". Il s'était ainsi posé lui aussi en victime de la répression. Il comptait pouvoir alors s'en prendre à Messali, accusé par lui "de s'être soustrait à l'emprisonnement en 1935". A ce moment de son intervention, la salle se mit à crier : "Vive Messali". Il rétorqua "qu'il avait bien poussé ce cri devant eux, mais une association doit suivre un programme et non pas se mettre à la remorque d'un seul homme". A la tribune, Messali, impassible, prenait des notes. Reprenant la parole, il plaça le débat sur le terrain politique, proposa à Imache de faire partie du comité directeur. Celui-ci accepta mais le conflit entre les deux hommes allait rebondir. Yahiaoui, sur proposition de Messali, ne fut pas réélu.

Le 2 janvier 1937, Imache intervint à une réunion organisée par la section de Nanterre pour "stigmatiser l'attitude de certains membres de l'ENA qui avaient conçu le dessein de l'éliminer de l'association[26]". Se faisant plus précis, il désigna nommément Messali, lui reprochant son manque de modestie. "Les membres de l'ENA, déclara Imache pour terminer, devraient se conformer à un programme et non suivre un homme." De leur côté, Yahiaoui et les autres membres non-réélus du comité directeur, menaient une campagne

26. Sur l'activité de l'Etoile en janvier 1937, au lendemain de cette assemblée, nous nous sommes appuyés sur les rapports des 11, 16, 18, 19 janvier 1937.

active contre le Président de l'ENA, l'accusant notamment de vivre aux dépens des militants : "Si Messali nous a évincés c'est pour être assuré de conserver la direction de l'ENA et de rencontrer aucune opposition." Messali qui jusqu'alors avait obstinément refusé de situer le combat politique dans ce cadre, fut contraint de répliquer. Il contre-attaqua en accusant Yahiaoui et Djilani d'avoir vendu à leur profit des timbres de cartes d'adhérents et des exemplaires d'*El Ouma.* Parallèlement, militants et dirigeants faisaient bloc autour de Messali. Le 14 janvier 1937, Yennek, président de la section du 15e arrondissement prononça une allocution dans laquelle il mit en relief le rôle de Messali et celui du nouveau Comité Central.

Le 16 janvier, devant la section de Genevilliers, un orateur kabyle exalta le rôle de Messali, "seul défenseur désintéressé des musulmans nord-africains". Etaient-ce là les signes naissants de ce "culte de la personnalité" avancé par les adversaires de Messali ? Il est sûr toutefois, qu'au travers de cette bataille, sont contenus en germe tous les développements qui surgiront plus tard contre Messali, à une échelle plus importante. Les griefs, les reproches, les arguments polémiques seront les mêmes : atteinte au fonctionnement démocratique, "culte de la personnalité"...

Près de quarante années plus tard, dans la rédaction de ses *Mémoires,* Messali ne parle pas du conflit qui l'opposa à Imache dans cette Assemblée Générale. Alors y avait-il dans les rapports de police, sur lesquels nous nous sommes appuyés, surestimation du conflit ? Cela est vrai pour une bonne part, mais n'explique pas tout. Messali refuse le débat au plan des méthodes. Il met l'accent sur l'accord politique unanime pour la satisfaction des revendications et aspirations. Mais quoiqu'il s'en défende, un processus de personnification du combat livré pour l'indépendance est en cours dans l'Etoile à partir de 1936. Son prestige tout neuf conforte sans doute Messali dans son ambition et accentue son "intransigeance souple". Même s'il ne se présente jamais comme un "Zaïm", ses deux condamnations, le séjour en prison, l'exil à Genève, et surtout le discours d'Alger, l'ont imposé définitivement aux yeux des militants dans une "dimension héroïque". Messali va rentrer progressivement dans ce rôle par le truchement de photos dont la fonction dans la propagande ira s'amplifiant, surtout après

l'arrestation de 1937, aboutissant à l'équation Messali = ENA, Messali = Indépendance. La photo-image diffusée, vendue sous le manteau, sert de base aux souscriptions, aux collectes de soutien, à la vente du journal, au recrutement. Après 1936, apparaîtront les cravates, les bagues, et les badges...

Dans le début de l'année 1937, l'Etoile devait faire face encore plus directement à la politique du Front Populaire. La dissolution de l'association allait, pour un temps, résorber de fait les divergences existantes.

LE FRONT POPULAIRE DISSOUT L'ETOILE

A la fin de l'année 1936, après le succès remporté par Messali en Algérie et l'hostilité de l'Etoile au projet Blum-Viollette, la répression reprenait. Dès son retour d'Algérie, en novembre 1936, Messali fut convoqué par le juge d'instruction, M. Verdier. Il se voyait signifier plusieurs inculpations pour des délits qu'il avait commis à Tlemcen, à Mostaganem lors de sa tournée de propagande. L'objet des délits ? "Atteinte à l'autorité et à la souveraineté française par des discours créant des désordres, incitant les Arabes à résister activement et passivement aux lois, aux ordres de l'autorité publique". Cette convocation était bien la marque d'un tournant qui commençait à s'opérer à l'encontre de l'Etoile. A la fin de l'année 1936, et au début de 1937, une violente campagne de presse, orchestrée par des journaux de droite, commença. Dans *le Figaro* du 14 décembre 1936, A. Bernard écrivait :

> "Dans toutes les villes de l'Algérie, il existe maintenant des cellules communistes méthodiquement organisées, qui comptent une très forte proportion d'indigènes et qui ne reculent devant rien pour saper ce qu'ils appelent l'impérialisme colonial (...)
> C'est un groupement parisien, ou d'origine parisienne, l'ENA qui mène la campagne anti-française.
> Son président, condamné à un an de prison ferme en 1935 pour provocation de militaires à la désobéissance n'a pas purgé sa peine ; d'abord réfugié en Suisse, il a reparu en France en juin 1936, puis s'est rendu en

Algérie où il a tenu des réunions et groupé des adhérents."

Le lendemain, le journaliste du *Figaro* A. Bernard ajoutait :

> "La crise algérienne est avant tout une crise d'autorité. Ce qui est supportable en France ne l'est pas en Algérie, où la population n'est pas homogène et où les Français sont une faible minorité.
> C'est à Paris qu'il appartient de donner aux autorités algériennes des directives énergiques."

En janvier 1937, la campagne se fit plus précise, plus menaçante et haussa le ton. A la une du journal *le Jour* du 1er janvier 1937, s'étalait le titre suivant : "Reconstituée, mais toujours illégale, "l'Etoile-Nord-Africaine" contrôle à Paris 45,000 Arabes." Le sous-titre ("l'intolérable activité d'un agitateur professionnel") annonçait ce qui allait constituer la trame de l'article : une attaque en règle contre l'ENA. Dans le même esprit, mais dans une démarche qui se voulait toute empreinte de dignité, l'ancien batonnier, Fernand Dulout écrivit, dans *la Liberté* du 8 janvier 1937 un article intitulé : "L'incendie révolutionnaire préparé via Paris par des moyens étrangers." L'article disait entre autres :

> "En 1936, Messali Hadj est venu en Algérie, protégé par ceux-là mêmes qui avaient pour mission de l'arrêter. Il se fit ouvertement le porte-parole de Moscou, et Alger eut la honte d'entendre un discours qui ternit une page de son histoire.
> Messali Hadj préconisait la création d'une "nation d'Algérie repoussant tout rattachement à la France, ce rattachement n'ayant été que le fait de la force auquel le peuple algérien n'a jamais consenti."
> On comprend pourquoi, dès 1934, ce même individu (qui n'est ni Algérien, ni Tunisien, ni Marocain) traitait les musulmans admis à la qualité de citoyens de "m'tourni", c'est-à-dire de renégats ! "

Que ces attaques viennent d'une presse déterminée à combattre le mouvement ouvrier et révolutionnaire, rien

d'étonnant à cela. A dire vrai, ces différents articles ne faisaient que préparer le terrain à une dissolution de l'Etoile par le gouvernement du Front Populaire. En fait, pour Messali, ce n'est pas d'eux que pouvait venir le danger.

Pour ce qui concerne les Oulémas, Messali s'était efforcé jusqu'en novembre 1936, de ne pas entrer en conflit avec eux. Il avait même jugé opportun, non seulement de ne pas contrecarrer le mouvement lancé en France, mais même de lui accorder son appui[27]. C'est ainsi qu'en août 1936, les militants de l'ENA acceptèrent de rentrer dans le "Cercle de l'Education", créé à l'instigation de Ben Badis. Très vite, l'ENA occupa des positions de direction dans la composition du bureau du cercle, ce qui ne manquait pas d'inquiéter les Oulémas et entraîna la rupture[28]. En novembre 1936, lors de son retour à Paris, Messali qui rencontrait "presque partout porte close"[29], décida d'écrire aux Oulémas une lettre pour "les adjurer de renoncer à la politique de francisation qui sera la honte de l'association des Oulémas". Mais, "ces démarches et ce désintéressement n'ont trouvé aucun écho auprès des dirigeants et des militants de cette association. Au contraire, ces derniers s'acharnaient de plus en plus à dénigrer systématiquement les nationalistes algériens"[30].

Le Parti communiste constituait pour lui un obstacle beaucoup plus redoutable par son acharnement à défendre le projet Viollette et était véritablement le fer de lance de la bataille livrée contre l'Etoile. A leur égard, le ton du journal *El Ouma* n'en était pas moins violent. Dans un article signé, "la direction de l'Etoile-Nord-Africaine" et intitulé : "Peuple Algérien dresse-toi contre le projet Viollette", *El Ouma* de janvier 1937 écrivait :

"L'Etoile-Nord-Africaine est contre le projet Viollette,

---

27. Rapport du 2 février 1937.
28. Rapport du 2 février 1937 : Si Djilani occupait le poste de président, Aknoun Saïd, dit "Artouf", celui de 1er vice-président et Belghoul, celui de 2e vice-président.
29. Messali – *le Cri du peuple Algérien* – n° 6.
30. *Mémoires* de Messali Hadj.

parce qu'elle voit un grand danger en lui. Le peuple algérien est indivisible et ne doit pas se laisser diviser par fraction de 20 000, car non seulement le projet Viollette est un commencement "D'El Endimadj"[31] mais aussi un instrument de division et de discorde entre les habitants du pays.
Le peuple algérien ne peut accepter son effacement, sa disparition par assimilation.
Uni par la même langue, la même religion, les mêmes coutumes et les mêmes traditions islamiques, il n'abdiquera pas sa nationalité pour un bulletin de vote, il restera un bloc compact et, ensemble, il mènera la lutte organisée pour arracher sa libération nationale[32]."

Pour toute réponse politique, le PCA entreprit le débat sur le terrain "physique". Le 24 janvier 1937, le service d'ordre du PCA expulsait les militants de l'ENA d'un meeting organisé par le Congrès Musulman, parce qu'ils avaient entonné l'hymne de l'indépendance. Cet incident ne fut qu'un prétexte facile pour les autorités, "le coup d'éventail" en quelque sorte.

Le 26 janvier 1937, le gouverneur général Lebeau obtenait sans peine du gouvernement français, un décret de dissolution de l'Etoile en application de la loi sur les milices et les ligues paramilitaires. Le 29 janvier, une édition spéciale d'*El Ouma* paraissait avec pour titre barrant toute la première page : «Ils nous ont trahis ! Le Front Populaire est parjure ! Le Front Populaire a immolé un de ses membres avec l'appui des communistes !» [33]. Cette dissolution de l'Etoile était la préfiguration de la répression qui allait toucher la classe ouvrière française elle-même. Deux mois plus tard, le 16 mars 1937, la police tirait sur une manifestation d'ouvriers voulant empêcher un meeting du PSF du colonel de La Rocque. Il y eut cinq morts et plus de deux cents blessés (l'un d'eux, une jeune militante de la gauche socialiste, mourut peu après à l'hôpital). Cette dis-

---

31. Mot arabe pour dire assimilation.
32. *El Ouma* n° 45 – janvier 1937.
33. Cité dans les *Mémoires* de Messali Hadj.

solution de l'Etoile nous amène à nous poser la question des rapports et des illusions que Messali entretenait à l'égard du Front Populaire.

Certes, il avait combattu avec acharnement le projet Blum-Viollette. Certes, il avait toujours préconisé à travers l'élaboration du mot d'ordre de parlement algérien, la nécessité de l'indépendance pour l'Algérie. Il avait rejeté la position d'Imache vouant le mouvement algérien à l'isolement vis-à-vis du mouvement ouvrier français. Mais avait-il pour autant compris le rôle et la nature du gouvernement du Front Populaire ? L'article qu'il écrivit le 1er mars 1937 pour *la Gauche révolutionnaire*, établit sans équivoque le fait que Messali pensait qu'il était possible de se servir du Front Populaire, de placer sa confiance en lui, pour l'attirer vers des positions conformes aux intérêts et aspirations du peuple algérien. En d'autres termes, Messali pensait pouvoir "gauchir" le Front Populaire. Cette position, que nous qualifions pour notre part de "front populaire de combat", s'exprime comme suit :

> "(...) Nous avons adhéré au Rassemblement du Front Populaire, nous avons été fidèles au serment et, malgré la dissolution, nous restons au Front Populaire. Cependant, la dissolution de l'Etoile, que rien ne justifie et qui a soulevé un grand mécontentement dans les masses arabes, peut être exploitée par les fascistes pour tenter d'enrôler dans leurs rangs les aigris et les mécontents.
> Qu'il me soit permis de souligner aux camarades de la Gauche Révolutionnaire, que cette mesure inique, injuste, et qui a été prise avec tant de désinvolture, est grave.
> Les Nord-Africains se demandent comment un gouvernement de Front Populaire peut nous frapper, alors que nous avons placé notre confiance et notre espoir en lui"[34].

Dès l'annonce de la dissolution, les militants passèrent dans les cafés pour annoncer que l'ENA allait renaître sous un

---

34. Article de Messali "La dissolution de l'Etoile-Nord-Africaine" dans *La Gauche Révolutionnaire* N° 15 – 1er mars 1937.

autre nom. Les chefs de section reçurent des circulaires leur donnant des instructions précises sur l'action qu'ils devaient mener. Des réunions étaient organisées, des cartes de solidarité distribuées. Peu à peu, il se forma, dans toutes les localités, où se trouvaient des sections de l'ENA, des groupes "d'Amis d'El Ouma", constitués généralement avec les anciens militants de l'association. Le slogan lancé par Messali était : "El Ouma partout ! " "Il faut créer partout, dans les villes comme dans les Douars les plus reculés des groupes d'Amis d'El Ouma." Cette mesure de dissolution permit à Messali de dresser l'inventaire de ses véritables amis dans le mouvement ouvrier français :

> "Tous nos amis du Parti Socialiste, nos avocats, Maître Berthon, Jean Longuet, Depreux, nous sont restés fidèles. André Ferrat du PCF a désapprouvé la dissolution de notre association.
> Les organisations noires et asiatiques se sont réunies immédiatement pour préparer un grand meeting de protestation contre la mesure qui vient de nous frapper. Marceau Pivert, Daniel Guérin et d'autres de juin 1936 se sont réunis pour examiner la situation et élever une vigoureuse protestation.
> Gaston Bergery, député, fondateur du Front Commun et directeur du journal *La Flèche* a protesté et publié un article dans son journal.
> Bref, nous avons frappé à toutes les portes et tiré toutes les sonnettes, pour ameuter tous nos amis, et les convier à augmenter le nombre de protestations.
> En effet, de jour en jour le nombre de protestations parmi nos amis Algériens, Français, Africains, Asiatiques et d'anciens militants augmenta considérablement. Nos amis de La Ligue des Droits de l'Homme ont formé le carré autour de nous pour mieux défendre la liberté de réunion et d'association.
> Nos activités se multiplient et entraînent de nombreux sympathisants dans tous les milieux"[35].

L'objectif assigné par Messali aux "Amis d'El Ouma"

---

35. *Mémoires* de Messali Hadj.

était manifestement d'assurer la continuation de l'activité et des structures de l'organisation dissoute.

LA FONDATION DU PPA

Au travers de l'activité des "Amis d'*El Ouma*", Messali songeait à remettre sur pied son organisation. Le temps des associations était révolu. L'heure était à la constitution d'un Parti structuré. N'était-il pas trop en avance, alors précisément que le mouvement se relevait à peine du coup qu'on lui avait assené ? Ses camarades et lui en discutèrent longuement au bureau politique. Tous estimèrent qu'il s'agissait là "d'un événement extraordinaire et audacieux" mais qu'il fallait tenter[36]. Ayant décidé la constitution d'un parti nouveau, ils examinèrent le nom qu'il allait prendre. Le souci d'éviter une dissolution immédiate, les amena à de longues recherches :

> "Après maintes réflexions, nous avons créé le "Parti National Algérien", sur lequel nous sommes revenus. Certains de nos amis ont vu que ce nom sonnait très mal dans certains milieux.
> Aussi avons-nous opté pour le "Parti du Peuple Algérien" qui a été créé le 11 mars à Paris"[37]

Dès sa création, le Parti du peuple algérien (PPA) était attaqué au niveau... du sigle. Systématiquement, ses adversaires s'acharnèrent à le dénommer "Parti Populaire Algérien". L'allusion était claire : PPA = PPF (Parti Populaire Français de Doriot). Sur quoi se fondait donc cette affirmation qui fut lancée dès 1937 ? Y avait-il réellement des liens entre Messali et les fascistes, des hommes comme de La Rocque ou Doriot du PPF ? Citons, dans son intégralité, un rapport de police en date du 6 mars 1937, à propos de ces "liens".

> "Les divers partis de droite ont à maintes reprises et sans grand succès, cherché à enrôler dans leurs rangs les Nord-Africains de la région parisienne, afin de les

36. *Mémoires* de Messali Hadj.
37. Ibid.

affecter à des tâches courantes, telles que protection de vendeurs de journaux, service d'ordre dans les réunions et manifestations, distributions de tracts, etc... A la suite de la dissolution, en janvier dernier de "l'Etoile-Nord-Africaine" — on sait que cette organisation groupait la grosse majorité des Nord-Africains s'occupant de politique — certains militants des mêmes partis, notamment du "Parti Populaire Français", désireux d'exploiter le mécontentement suscité par cette mesure, ont à nouveau tenté, surtout dans les usines, de recruter des anciens adhérents de l'association dissoute. Or, cette propagande, menée d'ailleurs discrètement, ne semble pas avoir donné de résultats appréciables. On estime, tout au plus, à une cinquantaine, le nombre de ceux qui auraient donné leur adhésion à la section de Saint-Denis du "Parti Populaire Français".
Il ne s'agirait en général que de quelques isolés attirés par des promesses plus ou moins fallacieuses. Il convient enfin de rappeler que les ex-militants de "l'Etoile-Nord-Africaine" ont mis en garde leurs camarades contre la propagande des "fascistes".
Il leur est recommandé de suivre leurs conceptions politiques et de rester fidèles au serment du 14 juillet 1935 afin de suivre le peuple français pour protester contre la dissolution et pour l'octroi des libertés démocratiques"[38].

Ce rapport de police, que l'on ne peut accuser de sympathie pour l'Etoile, détruit de manière catégorique cette légende. Qui donc en cette année 1937, avait lancé cela ? Qui donc pouvait en profiter ?

Messali rédigea le document de création du PPA. Ce travail terminé, il se rendit, avec Embarek Filali, à la Préfecture de Police pour déclarer le nouveau parti conformément à la loi

---

38. Au sujet du passage de quelques militants et dirigeants du PPA au PPF, on peut consulter l'article de C. R. Ageron : "Contribution à l'étude de la propagande allemande au Maghreb pendant la Deuxième Guerre mondiale" in *les Cahiers de l'Institut d'Histoire de la Presse et de l'opinion* — p. 195-225. M. Ageron cite les noms de Radjef Belkacem ; Foudil Si Larabi, A. Belghoul.

de 1901. Le siège du PPA fut fixé au 53 rue Henri Barbusse à Nanterre. Le comité directeur était composé de Embarek Filali, Mouaouya Abdelkrim, Messali et Ghandi.

Tous ces hommes, à qui il faut ajouter Kehal Arezki, Amar Khider, Belkacem Radjef pour le rôle qu'ils allaient tenir au sein de l'exécutif du PPA, appartenaient à la deuxième génération de l'Etoile, levée dans les années 1930-1933. Le 11 mars 1937, à 20 h 30, à la salle du Cosmos, rue de la Mairie à Nanterre, devant 300 Algériens,[39] Messali annonça officiellement la création du PPA.

L'ORGANISATION ET LE PROGRAMME : CONTINUITE-RUPTURE

Plus de dix ans d'expériences, faites de combats, d'arrestations, de dissolutions avaient permis à Messali de vérifier la solidité des structures du mouvement nationaliste. Il reprit pour le nouveau parti les schémas d'organisation qui avaient fait leurs preuves. Les sections territoriales restaient l'élément de base, mais la tendance s'affirma dans la subdivision en sous-sections et cellules de quartiers ou d'usines, relayées par les fédérations régionales. Une modification de taille cependant : l'implantation du nouveau parti en Algérie se reflétait au niveau des organes locaux. Alors qu'auparavant le mouvement messaliste ne comptait en Algérie qu'une seule fédération (celle d'Alger), les statuts du PPA (article 10) prévoyaient la création de trois fédérations, une par département. Mais, jusqu'au début 1939 le nombre de sections et d'adhérents resta assez proche de celui de l'ENA. Quantitativement, ce ne fut qu'en 1939 que l'on recensa environ quarante sections et 2 500 militants ; l'Algérois à lui seul regroupa les 3/5ᵉ de l'ensemble[40]. Au sommet de l'organisation, l'assemblée générale faisait figure de congrès. Organe principal en théorie, les circonstances politiques ne permirent sa réunion qu'une seule

39. Rapport du 7 avril 1937.
40. Sur l'organisation – Cf. Collot – article cité pp. 138-147 qui a recoupé les renseignements obtenus de la lecture attentive d'*El Ouma* et des rapports mensuels des "Centres d'Information et d'étude" (CIE), services de police du gouvernement général.

fois, et à Paris où les membres algériens ne purent se rendre, en août 1938. Le comité directeur assisté d'un bureau politique en était l'émanation, toujours selon la lettre des textes. Et c'était à lui qu'incombait la direction du mouvement entre les réunions de l'assemblée générale. Ici aussi, les difficultés rencontrées pour la rassembler avait abouti à concentrer le pouvoir entre les mêmes mains, à déplacer les structures du pouvoir réel de France en Algérie, à conférer plus d'influence à Messali, président du comité directeur de la fédération d'Alger, à partir de juin 1937.

Au plan doctrinal, Messali mit en avant la devise suivante pour le PPA : "Ni assimilation, ni séparation, mais émancipation." Si le rejet de l'assimilation restait une idée force de Messali, idée qu'il avait constamment défendue, en revanche, le refus de la séparation était un thème apparaissant pour la première fois. En repoussant l'assimilation, Messali abandonnait-il le mot d'ordre d'indépendance? La déclaration, parue dans *El Ouma* n° 49 d'avril 1937, pouvait le laisser supposer :

> "Le Parti du Peuple Algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie, sans pour cela se séparer de la France."

Quelle était donc la troisième solution préconisée par Messali ? La lecture de la même déclaration indique davantage le but poursuivi :

> "L'Algérie émancipée en jouissant des libertés démocratiques qu'elle aura conquises au cours de son action, ayant ainsi une autonomie administrative, politique, économique à l'intérieur, elle s'intégrera librement dans le système de sécurité collectif français de la Méditerranée"[41].

En résumé, c'était en une espèce de "dominion" que le PPA voulait transformer l'Algérie. Le mot était d'ailleurs employé par Messali, dans un article publié par le journal tunisien *Az Zohra* en date du 5 juin 1937 :

---

41. *El Ouma* – n° 49 du 10 avril 1937.

"Je ne suis pas anti-français, je suis anti-impérialiste ; je suis pour l'émancipation totale de l'Algérie... Les principes du PPA tendent à faire de l'Algérie un dominion, à amener le gouvernement français à reconnaître au peuple algérien son individualité, à la doter d'une constitution et d'un parlement où la majorité sera acquise aux musulmans."

Comme en 1933 et en 1936, la même question revient : Y-a-t-il donc abandon de l'objectif d'indépendance? L'indépendance passait toujours pour Messali par le canal préalable d'une assemblée constituante, d'un parlement algérien. Il restait en cela fidèle au principe établi depuis 1926. Le futur journal du PPA portait comme titre *Le Parlement Algérien*. La suppression des différences entre communautés, en matière de régime, chances et droits, signifiait l'émancipation de la tutelle française. Abolition du Code de l'Indigénat et toute loi plaçant l'Algérien en position d'infériorité, octroi des libertés, dont jouissaient les citoyens d'un Etat démocratique, telles étaient les composantes accompagnées de nécessaires réformes économiques. Et c'était justement là (les réformes économiques) que commençaient les différences avec le programme de l'ENA. Si l'on fait retour aux revendications de 1933, on trouvait au point cinq :

"La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, des colons et les sociétés financières et la remise de la terre confisquée aux paysans ; le respect de la moyenne et de la petite propriété ; le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français."

La seconde phase avait beau amortir l'effet de la première, elle ne l'annulait pas. En comparaison, les propositions d'Ibnou Jala, dans son introduction au livre tiré du *Procès de Messali*, paraissait en retrait :

"Jamais l'équilibre ne pourrait être réalisé sans une profonde réforme agraire. Par une distribution des terres domaniales qui sont actuellement en friche, sous

forme de petites propriétés familiales, il convient de fixer le paysan à sa terre nourricière, de lui donner des moyens de consommer et de faire revivre le petit commerce et l'artisanat morts d'épuisement ; d'alléger la petite propriété et l'élevage des charges écrasantes qui pèsent sur eux, alors que la production agricole est à peine grevée ; de résorber par un programme de grands travaux la main-d'œuvre en chômage"[42].

Dans ces quelques lignes, "la profonde réforme agraire" ne passait plus par une redistribution des grandes propriétés mais simplement des terres domaniales. Les premières, ne payaient seulement pas assez d'impôts eu égard aux profits qu'elles monopolisaient. L'exemple choisi aurait pu être pris ailleurs : la déclaration du 10 avril, le manifeste électoral de 1937, le programme de 1938, mais surtout dans la charte économique votée par l'Assemblée Générale du 24 août 1938. Cette charte constituait une altération doctrinale certaine par rapport à 1933, en donnant comme contenu au mot "peuple" le sens suivant : toutes classes sociales confondues dans la lutte pour l'indépendance.

Cette charte, qui porte l'empreinte de Messali, présentait un catalogue de revendications "pour l'agriculture", "pour les commerçants", "pour les ouvriers agricoles", "pour l'élevage", "pour l'artisan". Première absence de taille : aucune mention n'était faite aux travailleurs de l'industrie, au prolétariat. Concernant l'agriculture, nous avons déjà examiné les propositions, résumées dans l'introduction au "Procès de Messali". Pour les commerçants, la charte demandait, notamment : une plus large admission des commerçants musulmans dans les organismes consulaires et une diminution des charges fiscales pour le petit commerce des villes et des campagnes[43].

Les revendications pour l'artisan, non dénuées de démagogie, révélaient un esprit avant tout penché sur le passé. Le PPA demandait en effet, à la population musulmane d'apporter "sa part d'encouragement à la conservation de nos traditions de notre patrimoine artistique, en lui donnant la

---

42. *Le Procès de Messali* – préface de F. Challaye – Edition El Ouma – 1938 – pp. 26-27.
43. *El Ouma* du 27 août 1938.

préférence sur les produits manufacturés et en cherchant, par tous les moyens, à en répandre autour d'eux le goût et l'usage".

Les "revendications générales" semblaient faites pour attirer la bourgeoisie algérienne. Le PPA réclamait "la participation des indigènes par le moyen des obligations et actions nominatives au porteur, à la gestion et à l'exploitation des entreprises forestières et minières monopolisées par les trusts étrangers ou métropolitains", ainsi que "leur participation, également par la voie des actions, à la gestion de tous les organismes de crédit et notamment de l'organisme de la Banque d'Algérie".

Dans ses *Mémoires*, Messali justifia le choix du PPA. Pour lui, le clivage ne s'opérait pas par une différenciation sociale au sein du peuple, mais bien entre ceux qui étaient pour ou contre l'indépendance.

Enfin, le dernier exemple relatif au glissement par rapport à 1933 concernait la religion. Le programme de 1933 mentionnait bien un verset du Coran. Mais, dans le programme de l'Etoile, si l'enseignement devait se faire en arabe, il passait sous le contrôle d'un Etat fort, laïque de conception.

Après le franchissement de la Méditerranée, l'argumentation de Messali n'hésita pas à produire systématiquement des arguments religieux au nom du fond culturel arabo-musulman. Ainsi *Le Parlement Algérien* utilisait le même terme que les Oulémas pour fustiger toute assimilation au cadre français : "La naturalisation constitue du point de vue religieux et conformément à la lettre et à l'esprit du Coran, une apostasie..."[44]. Récupération des termes mobilisateurs lancés par les Oulémas ? Concordance des analyses sur les moteurs des comportements en Algérie ? Toujours est-il que si Messali, comme les Oulémas confond la nation algérienne et la communauté musulmane ; si, comme eux, il affirme l'antériorité de son existence par rapport au fait colonial, là s'arrête la ressemblance. Lorsque Ben Badis emploie le mot nation, Messali utilise plus volontiers celui de peuple. Par delà l'usage d'un vocabulaire identique se différencie donc une version "Ouléma", unitaire, globalisante, abstraite de la nation algé-

---

44. *Le Parlement Algérien* – 17 juin 1939.

rienne irréductible et en voie de résurrection, et de l'autre côté un ensemble vivant, prenant conscience de son identité et de sa cohésion, luttant pour évincer le maître colonisateur, en d'autres termes, le peuple, toutes couches sociales confondues.

Messali fait du peuple-classe, pris dans sa totalité, le héros-acteur de la libération annoncée. Sa vision de la société doit davantage à l'expérience concrète, à l'imaginaire social des classes populaires qu'à l'élaboration théorique. Ses conceptions faisaient du PPA, un parti plébéien, exprimant l'univers des paysans et des sous-prolétaires des villes, qui, condamnés par le colonialisme à vivre en marge de la société, étaient moins sensibles que toutes les autres classes de la société, au "gradualisme" pour l'indépendance. Comment donc expliquer, au niveau programmatique, les positions de Messali qui faisaient dire au PPA le 10 avril 1937 : "l'action du Parti du Peuple Algérien ne sera ni lutte de race, ni lutte de classes" ? [45] Serait-ce simplement le fait que Messali, en traversant la Méditerranée, dût adapter ses thèmes et ses méthodes aux populations algériennes auxquelles désormais il comptait s'adresser ? Cette explication signifierait qu'à "Paris le milieu émigré véhiculait plus naturellement les mots d'ordre de la socialisation", alors "qu'à Alger, pour gagner soutiens politiques et voix électorales", Messali aurait éprouvé "le besoin de s'adapter aux conditions spécifiques du pays"[46]. Cette démonstration visant à relater l'écartèlement entre lutte sociale et lutte nationale, ne tient pas compte de l'essentiel.

Dès 1937, la petite bourgeoisie, qui s'était progressivement subordonnée le parti plébéien en voie de constitution, n'avait fait qu'exploiter à son profit, en les systématisant, des notions que la société algérienne transmettait par tous ses pores : poids de la domination française, apparence d'une société peu différenciée socialement d'où la bourgeoisie algérienne serait absente, apologie des structures traditionnelles préalablement vidées de leur contenu social. La petite bourgeoisie avait donc pris possession de la scène politique pour l'indépendance, que le parti de la bourgeoisie algérienne (pour des raisons structurelles), que le parti ouvrier, pour des

---

45. *El Ouma* – n° 49 du 10 avril 1937.
46. J. C. Vatin – opus cité – p. 211.

raisons politiques, avaient refusé de semer. Cette dernière explication est à notre avis la plus décisive. *Pendant le Front Populaire, les dirigeants ouvriers et en particulier ceux du PCF et du PCA, sont largement responsables de l'isolement de l'Etoile et de Messali du prolétariat français, et en Algérie de la coupure entre les travailleurs européens des travailleurs musulmans, exclus des syndicats qu'ils contrôlaient.* Cette politique (et ses implications que nous examinerons au chapitre suivant) a également amené Messali à centrer son programme sur la personnalité algérienne, sur l'Islam, la question nationale prise indépendamment du contenu social.

DERNIERS PREPARATIFS AVANT LE RETOUR EN ALGERIE

Le parti était remis sur pied. Messali décida de franchir à nouveau la Méditerranée. Les lettres qui lui parvenaient d'Algérie, attestaient de l'ampleur des attaques livrées contre le PPA. Le PCF avait dépêché en Algérie des orateurs qui parcouraient villes et villages pour contrecarrer l'influence grandissante du Parti du Peuple Algérien. Pour la mise en œuvre de tels exercices, s'illustrait particulièrement Amar Ouzegane, un des leaders du PCA. Dans un meeting qui eut lieu à la Mairie de Tlemcen en avril 1937, Ouzegane s'en prit personnellement à Messali l'accusant d'être "un agent de Franco et Mussolini". Madame Benkelfat, fille de Messali Hadj, raconte le meeting :

> "Un meeting du PCA sur l'Espagne s'est tenu à Tlemcen. Madame Messali était à Tlemcen. Elle a tenu à participer à ce meeting pour se solidariser avec le peuple espagnol en lutte.
> Quelle ne fut pas sa surprise lorsque Amar Ouzegane ouvrit la séance par cette déclaration : "Messali est la première marche de l'impérialisme et du colonialisme." Madame Messali a demandé la parole qui lui fut refusée et c'est par la force que les militants du parti ont imposé sa présence sur la tribune ce qui déclencha une bagarre violente avec le service d'ordre du PCA."

Ces échos de batailles politiques, ce flot de calomnies

déversées contre le PPA incitèrent Messali à revenir rapidement sur le sol natal. Il prit contact avec ses amis tunisiens. Il leur expliqua qu'il comptait passer par Tunis pour revenir à Alger. Ces derniers lui déconseillèrent ce crochet qu'ils jugeaient inopportun. Les militants du Néo-Destour avaient à ce moment placé tous leurs espoirs sur M. Vienot, sous-secrétaire d'Etat du gouvernement Blum, qui venait de rentrer en contact avec eux.

Il écrivit à sa femme et lui demanda de venir le rejoindre à Alger le 18 juin 1937. Il lui restait alors une quinzaine de jours pour préparer son départ. Messali utilisa pleinement ce laps de temps. Les réunions se succédèrent à une cadence accélérée avec ses camarades membres du bureau politique ou du comité directeur : Si Djilani, Imache, Radjef, Yahiaoui, Rebouh, Krim Mouaouya, Banoune, Baghdadi, Filali Embarek, Kehal Arezki, Khider Amar[47]. Son départ pour Alger avait fait l'objet de plusieurs débats, souvent animés. Ensemble, ils examinèrent tout ce qui pouvait surgir d'un moment à l'autre, l'imprévu, les difficultés, la répression, les arrestations, une éventuelle dissolution du PPA. Collectivement, cette direction tenta de tracer l'avenir de l'organisation. Ils ignoraient que c'était là leur dernière élaboration politique commune : la répression, la déflagration de la Deuxième Guerre mondiale, la crise du MTLD allaient les séparer. Après avoir reçu tous les dirigeants de section de Paris et de la région parisienne, Messali entreprit une ultime tournée de propagande en province. Il parcourut le Nord et les Ardennes, puis se rendit en Belgique, à Liège, Charleroi. Dès son retour à Paris, il reprit contact avec tous les dirigeants de l'organisation, mais cette fois, de manière individuelle. Il quitta avec émotion sa petite chambre de la rue du Repos, au 6e étage, prit le train à la gare de Lyon et embarqua à Marseille, le 18 juin 1937 à bord du bateau, "La Ville d'Alger". La traversée dura deux jours. Du bateau, Messali pouvait apercevoir sur les quais d'Alger sa femme et son fils Ali, et deux militants, Mestoul et Gharafa Brahim.

L'ETE ALGEROIS DE 1937

Un an après, Messali reprenait contact avec le sol de

---

47. Les préparatifs, l'activité de Messali sont relatés dans les *Mémoires*.

l'Algérie, avec le peuple algérien. Ce peuple en 1937, quel est-il, comment vit-il? De retards en délais, de bonnes paroles en ajournements, et de conférences ministérielles en commissions parlementaires, le projet Viollette refusé par le Sénat, est doucement poussé vers l'enterrement de première classe dans les archives poussiéreuses où dorment les dossiers enfouis. Les crédits d'équipement et d'assistance pour la population musulmane sont réduits et on abandonne par exemple en 1938, le plan d'urbanisme lançé en 1935 pour "la construction de gourbis amélioré". L'analphabétisme ne cesse de progresser (sur 1.250 000 enfants de 6 à 14 ans, 110 000 seulement sont scolarisés). La sous-alimentation fait des ravages notamment dans les campagnes : "Les monographies des communes mixtes, établies à la demande du gouvernement général au cours de l'année 1937 font ressortir que les trois quarts de la population sont pratiquement privés de lait, de viande, d'œuf, et de matières grasses de bonne qualité"[48]. Les cours mondiaux qui s'effondrent (le quintal de blé tombe de 230 à 100 francs entre 1929 et 1934) n'améliorent guère le sort des quelques exportateurs. La vigne elle-même qui couvre 271 000 hectares est en difficulté. Renforcés des chômeurs du secteur minier et industriel chassés par le marasme, les fellahs n'ont plus l'ultime ressource de la vie en circuit fermé. D'autant plus que les impôts augmentent : "Si grossières que soient nos évaluations, on voit aisément que la valeur des récoltes diminuait d'un tiers tandis que la somme des impositions directes augmentait de 40% entre 1928 et 1932[49]." Ruinés par l'usure, préoccupés des seuls problèmes de la survie journalière, la plupart sortent de "l'entre-deux-guerres" comme d'un lent processus de décadence, d'où naîtrait le lumpen-prolétariat, le déracinement, la clochardisation futurs. Les déshérités des villes ne sont pas mieux servis. Ainsi, l'image de ces habitants de *La Grande Maison,* le Dar Sbitar de Tlemcen, et de son jeune héros, Omar, décrits par Mohamed Dib en 1939 sont préoccupés de la seule subsistance journalière et vivent dans un dénuement absolu.

---

48. L. Chevallier "Le Problème nord-africain" – cité par A. P. Lentin dans un article des *Cahiers Internationaux* – N° 82 : "L'Algérie sous le signe des Ultras" – pp. 61-62.
49. C. R. Ageron "Fiscalité française et contribuables musulmans dans le constantinois (1920-1935)" in *Revue d'histoire moderne et contemporaine du Maghreb* – juillet 1970 – pp. 79-94, pp. 87-92.

Albert Camus dans une série d'articles parus dans *Alger Républicain* du 5 au 15 juin 1939 à la suite d'un reportage en Kabylie, illustre ainsi sous le titre évocateur de "Misère en Kabylie", les problèmes d'une région en proie aux difficultés économiques. Ajoutons que les travailleurs algériens sont de plus en plus nombreux à émigrer en France. De 100 000 en 1924, ils sont 300 000 en 1936. Dans ce contexte, le Front Populaire durcit sa position. Les forces de l'ordre font un mort et des dizaines de blessés à Oran, fin juin 1936, cinq morts et des dizaines de blessés chez les mineurs du Kouif en grève, le 10 mars 1937. Un décret du 8 mars 1938 assimile l'arabe comme langue d'enseignement "aux langues vivantes étrangères", autant dire une langue seulement parlée, documentaire... folklorique. Un décret-loi du 24 mai 1938, théoriquement pris pour combattre l'autonomisme breton, rédige l'article 80, paragraphe premier du code pénal, de manière à pouvoir frapper tous ceux qui "portent atteinte à l'intégrité du territoire français". Ajouté à l'article 10 du code d'instruction criminelle, abrogé en 1933, et rétabli par Laval, ce texte très général justifie l'arbitraire le plus total[50].

Messali redécouvrait Alger dans ce contexte fait d'exaspération, de politisation, d'exacerbation des conflits entre le PPA t tous les autres courants. Dans les cafés, au souk, dans les bains Maures, les confréries, les arrière-boutiques d'artisans, les discussions allaient bon train. On s'interrogeait toujours sur les circonstances de l'assassinat de Kahoul. Mais désormais ce qui était à l'ordre du jour des discussions, c'était la présence de Messali à Alger. Quelle attitude allait adopter le PPA pour les prochaines élections municipales ?

> "Moyens pré-révolutionnaires ou révolutionnaires sont des instruments avec lesquels il ne faut pas jouer. Aussi, avant d'en arriver là, il faut être prêt et en avoir les moyens.
> A la vérité, nous étions encore loin de passer à l'action directe.

50. Cf. *la Revue progressiste du droit français* numéros 2 et 3 — Pierre Stibbe "Le délit d'atteinte à l'intégrité du territoire français" — cité par A. P. Lentin, *op. cit.*, p. 61.

Aussi, en attendant d'arriver à ce stade, revenons donc aux élections et poursuivons nos expériences (...).
Nous avons montré au cours de ces élections municipales, que nous avons employées comme tribune pour la défense de notre programme politique, qui lui, va bien plus loin qu'un siège au Conseil municipal d'Alger.
En somme, ces élections, nous les avons abordées comme moyen et non comme fin[51]".

Messali ne fut pas candidat. Il participa comme "aide-orateur" à la campagne du PPA dont la liste comprenait douze candidats (tels Moufdi Zakaria, Lahouel et Mezerna). Au deuxième tour, les communistes mirent Lamoudi en tête de leur liste. Celui-ci fit campagne "contre les non-valeurs intellectuelles et sociales". Son journal, *la Défense* du 2 juillet 1937 précisa : "Les électeurs ont donc devant eux deux programmes, celui du rassemblement populaire et celui du PPA." La "liste d'Union populaire" triompha largement et tous ses candidats furent élus. Mais cette victoire avait un goût étrange. Pour la première fois, contrairement à l'habitude, le PCA dut combattre de jeunes militants nationalistes qui participaient à tous les meetings, prenaient la parole, développaient le thème de l'indépendance. Si les communistes avaient confiance dans leur triomphe sur les notables et les intellectuels sans parti, ils doutaient de leur succès sur les jeunes militants du PPA, symbolisant un avenir menaçant pour eux.

Malgré son score (moyenne 320 voix), le PPA s'affirmait comme une force politique avec laquelle il fallait compter. Et Viollette avait bien compris le sens profond de ces élections. Dans *l'Echo d'Alger* du 9 juillet 1937, il constata le succès communiste, et regretta surtout qu'on n'ait pas souligné un fait plus impressionnant encore :

"Le grand nombre de voix obtenues par la liste du PPA et son maintien au second tour de scrutin même contre les communistes.
Et il ne me paraît pas douteux que le mouvement qui s'est produit à Alger est un mouvement en profondeur."

51. *Mémoires* de Messali Hadj.

La tenue du 2e Congrès Musulman le 9 juillet 1937, donna à Messali l'occasion d'aller plus avant dans ses critiques contre tous les courants réformistes. Messali redoubla de violence contre les organisateurs du Congrès qui l'avaient empêché de faire partie de ce "vaste rassemblement de musulmans". Il décida le transfert à Alger du siège du PPA.

Dans le début du mois de juillet 1937, le PPA se lança dans l'organisation de meetings et réunions publiques. Le plan d'organisation de meetings du PPA s'acheva avec les réunions du cinéma Mondial et celle de la rue du petit casino d'Alger. Messali était épuisé. Depuis son arrivée, le 20 juin, il n'avait cessé de parler, convaincre, organiser, recruter.

Le 10 juillet, il apprit que le Parti Communiste Algérien se préparait à organiser la manifestation du 14 juillet au nom du Front Populaire. La nouvelle lui parvint alors qu'il discutait avec ses camarades dans un café, non loin de la grande Mosquée. C'est donc là, sur-le-champ, que la décision fut prise de participer à cette manifestation. Messali rédigea le tract de convocation et le tendit à Gharafa Brahim qui se dépêcha d'aller le porter à la petite imprimerie arabe du Cheikh Abou El Yakdane, rue Rovigo. Au siège du Parti, rue du Liban, il allait faire vite pour la préparation de la manifestation.

Mais une chose manquait. Une chose essentielle : le drapeau. L'épouse de Messali fit alors savoir qu'elle avait confectionné un drapeau durant son séjour à Tlemcen. "Où est-il ce drapeau? ," demandèrent les militants. "Caché chez ma sœur Kheïra, à Tlemcen". Un instant le découragement s'installa. Le temps manquait, il était hors de question de l'envoyer par la poste. Messali décrocha le téléphone et demanda à ses amis tlemcéniens de faire l'impossible. Le 12 juillet, aucune nouvelle. Le 13 dans la soirée, enfin, un militant arriva portant le drapeau, plié et serré sous son bras, précieusement[52]. Combien d'Algériens savent aujourd'hui que leur drapeau, national a été confectionné par Madame Messali, à Tlemcen? Le 14 juillet, à 7 heures du matin, les premiers groupes du service d'ordre du PPA se disposèrent place Belcourt. La tension commençait à monter avec le PCA qui intimait l'ordre au PPA de dissoudre le cortège qui commençait à se former derrière les banderoles.

---

52. La manifestation et l'activité à Oran sont relatées par Messali dans ses *Mémoires*.

Discussions, puis menaces, puis intimidation... Rien n'y fit. Messali leur rétorqua :

> "Nous avons décidé de participer à cette manifestation dans notre propre cortège, avec notre drapeau, nos chants, nos mots d'ordre, sous le nom du Parti du Peuple Algérien."

La manifestation s'ébranla à neuf heures et demi. En tête du cortège du PPA, Messali était entouré de tous les dirigeants de l'organisation nationaliste. Et il y avait le drapeau vert, et blanc frappé du croissant et l'Etoile rouge, porté par Abderrahmane.

> "Notre cortège augmente en nombre à la vue du drapeau vert de l'Islam et du drapeau algérien.
> Femmes, hommes, jeunes gens, jeunes filles se joignent à nous et chantent l'hymne national du PPA, tandis que les femmes lancent des you-you qui grisent les Algériens, qui pour la première fois assistent à une telle manifestation."

"Vive le PPA", "vive la liberté", "vive la démocratie", "vive l'indépendance de l'Algérie", "vive l'Islam", tels étaient les slogans lancés et repris tout au long du parcours, entrecoupés par le chant du PPA "Fidaou el Djazaïr". Devant la préfecture, les manifestants scandèrent : "A bas le code de l'indigénat et les lois d'exception ! ", devant la chambre de l'agriculture : "La terre aux fellahs ! " et à l'approche de la place du gouvernement : "dissolution des délégations financières, parlement algérien élu au suffrage universel ! " Dans la première quinzaine du mois d'août 1937, Messali entreprit une tournée dans l'Ouest algérien. Les sections du PPA de Relizane, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Aïn-Temouchen, Tlemcen, convergèrent vers Oran. Là, Messali prononça un important discours, polémiqua avec les militants communistes venus le contredire.[53] Puis, il se rendit sur le port pour discuter avec les

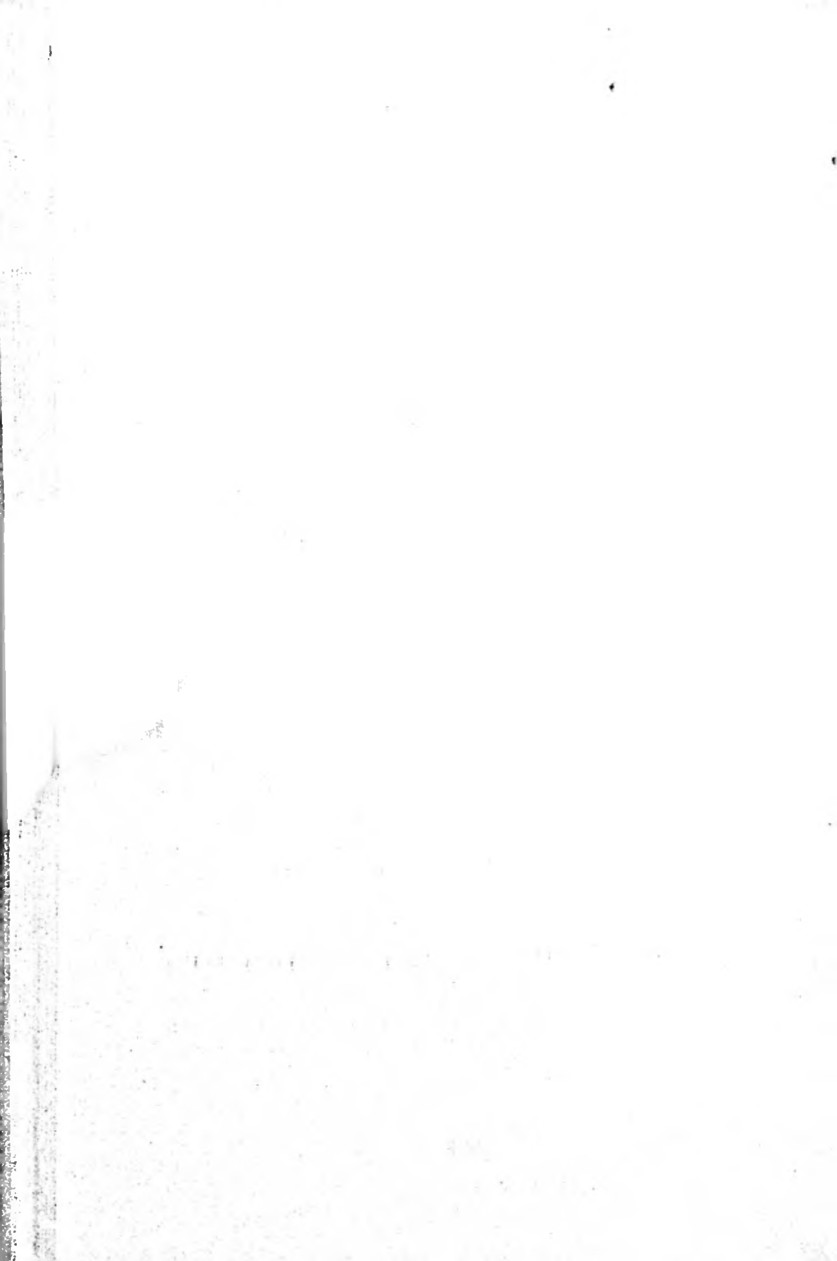
53. Sur les rapports entre le PCF et les nationalistes maghrébins citons principalement : J. Monéta, *le PCF et la question coloniale*, Maspéro, 1971. G. Madjarian, *la Question Coloniale et le PCF*, Maspéro, 1977. J. Jurquet, *la Révolution nationale algérienne et le PCF*, 3 tomes aux éditions du Centenaire.

dockers : "A Oran, nous avons ainsi enterré le projet Viollette et planté le drapeau algérien de l'indépendance." A Maison-carrée, il y eut un nouveau meeting de masse. Cette tournée était le signe de l'implantation profonde du PPA et de ses idées sur le sol algérien même.

Au moment où Messali s'apprêtait à partir pour le Sud-algérien, la répression commença à s'abattre : perquisitions au domicile des militants, interdictions de réunions, convocation de Messali chez le juge d'instruction... Le 27 août 1937, Messali était arrêté pour reconstitution de ligue dissoute, avec Moufdi Zakaria et Hocine Lahouel. Entre 1926 et 1937, Messali a disposé, sauf pendant une courte période, de sa totale liberté d'action. Il a vécu directement au milieu des militants. Il connaissait leurs tendances et leurs aspirations et pouvait en connaissance de cause choisir ses partenaires et ses collaborateurs. Il n'en ira plus de même à partir d'août 1937. Son itinéraire sera celui d'un proscrit qui agira par l'intermédiaire d'hommes ou appareils dont il ne saisira pas toujours les visées.

Chapitre VI

1937 - 1946
LE PROSCRIT



L'ARRESTATION ET LA LUTTE POUR LE REGIME POLITIQUE

Sitôt les travaux du II[e] Congrès Musulman achevés (congrès qui fut un véritable échec), de l'extrême-droite au Parti communiste, l'accord se réalisa contre le PPA. *l'Echo d'Alger, la Dépêche Algérienne, el Bassaïr, la Lutte Sociale,* et *la Défense* dénoncèrent à Alger, les uns, la politique anti-française du PPA, les autres, son action provocatrice. On essaya de discréditer Messali, pour le détacher de la masse des militants. *La Défense* parla de Messali "méprisable arriviste qui nous insulte et nous fait insulter par des voyous". Au Congrès musulman on avait découvert "Messali, agent provocateur, semeur de haine, de division, prêt à toutes les compromissions, à toutes les besognes malpropres. Messali, par son programme et son action nationaliste réduit les musulmans abusés, fait naître les espérances chimériques et effraye la France". (*la Défense* — 20 juillet 1937). C'est dans ces conditions que le 27 août, Messali fut arrêté avec quatre autres membres du comité directeur. Le 29 août 1937, *l'Humanité* titrait : "Six trotskystes arrêtés à Alger pour reconstitution de ligue dissoute". A cinq heures du matin, ce 27 août, M. Delgof, commissaire divisionnaire de la police judiciaire se présenta au domicile de Messali, rue François-Villon, muni d'un mandat d'arrêt. Messali embrassa sa femme, son fils et sortit. De nombreux policiers, matraques à la main, prêts à intervenir, surveillaient les alentours. Avant de monter dans le taxi, sa femme lui lança : "Ne t'inquiète-pas, on est là". En cours de route, le commissaire lui fit cette remarque : "Maintenant vous allez vivre tranquille, sans payer un centime. Ça sera autant de gagné n'est-ce

pas ? "[1] A Barberousse, séparé de ses compagnons, Messali fut placé avec un détenu algérien qu'il ne connaissait pas. "Son langage, son attitude m'ont donné l'impression que j'avais affaire à un "mouton". Aussi, me suis-je contenté de l'ignorer". Dès l'annonce de l'arrestation des dirigeants du PPA, des manifestations se produisirent à Tlemcen, Guelma, Oran, Blida, Lyon... Les réactions furent aussi très vives en Tunisie et au Maroc. Une échauffourée fit des morts et des blessés à Bizerte. Le 9 septembre, Bourguiba publia dans l'*Action Tunisienne*, un vigoureux article de protestation. A Alger, le PPA rentra dans une semi-clandestinité. Filali Embarek et Kehal Arezki arrivèrent de Paris pour le réorganiser. Sous leur impulsion, l'organisation décida la mise en place de réunions publiques pour la libération de Messali Hadj et des détenus politiques. L'arrestation de Messali, la répression renforcèrent le prestige du PPA aux yeux des masses algériennes.

Depuis son arrivée à la prison de Barberousse, Messali avait été placé au régime de droit commun avec ses autres camarades. Contre cet arbitraire, il alerta ses avocats, ses amis français membres du Front Populaire, écrivit au gouvernement. Toutes ces démarches n'aboutissant pas, il se concerta avec ses camarades et leur proposa l'organisation d'une grève de la faim. Tous, à l'exception d'un seul (Khelifa Ben Omar), acceptèrent. Ils burent donc seulement de l'eau pendant douze jours. La surveillance médicale était exercée par M. Guy Bussonière, par ailleurs conseiller municipal d'Alger. Au treizième jour, ils avaient obtenu satisfaction. La prison de Barberousse ne disposant pas d'un "quartier politique", ils acquirent les avantages suivants : nourriture améliorée, portes de cellules ouvertes ce qui permettait une communication permanente entre les détenus, promenades libres, visites quotidiennes des amis et parents au palais (sous surveillance des gardiens). Toutefois, la lecture de la presse demeurait interdite. Dès l'annonce de la nouvelle, des centaines d'Algériens vinrent par groupe devant les murs de la prison, pour chanter l'hymne du PPA, les encourager et les appeler chacun par leur nom. C'est dire avec quelle attention le peuple d'Alger avait suivi cette grève de la

1. *Mémoires* de Messali Hadj.

faim, la première de ce genre dans l'histoire du mouvement national algérien.

INTERROGATOIRE – PROCES – VIE EN PRISON

A la fin du mois d'octobre 1937, le juge d'instruction, Monsieur Rembert, désirant éviter toute manifestation, décida d'interroger Messali à la prison de Barberousse. Le juge arriva à 9 h. du matin. Messali était assité de son avocat, Maître Hadou. Les militants alertés par le bouche-à-oreille, s'étaient rendus en masse devant la prison. La manifestation tournait à l'émeute. Le juge d'instruction qui avait pris la décision d'arrêter l'interrogatoire fut assailli par les manifestants à la sortie de la prison. L'avocat, Maître Hadou s'interposa. L'interrogatoire reprit le lendemain, les manifestations se succédèrent...

Le 2 novembre 1937, Messali, lors de son procès devant le tribunal correctionnel d'Alger, prononça avec assurance, devant ses juges, un discours marquant la continuité de son engagement :

> "Notre principale revendication politique est certes la création d'un «parlement algérien», mais il ne faut pas oublier que celui-ci existe à travers les délégations financières, malheureusement d'une façon anti-démocratique.
> Nous demandons sa transformation en Assemblée algérienne élue au suffrage universel, sans distinction de race, ni de religion.
> Ce que nous demandons à la France, c'est de nous émanciper. Est-ce parce que nous demandons un parlement national algérien que nous sommes anti-français ?
> Est-ce parce que nous demandons même ***l'indépendance*** que nous sommes anti-français ?[2]"

Il termina son intervention en plaçant sa confiance dans le peuple algérien :

2. *Le Procès de Messali, op. cit.*, pp. 52 et 63.

> "Nous sommes un peuple, Monsieur le Président. Nous avons notre langue, cette langue arabe si riche.
> Nous avons un passé glorieux (...) Nous avons tout pour faire un peuple.
> Et lorsque nous parlons de peuple algérien, nous ne faisons aucune distinction de race et lorsque nous réclamons le suffrage universel, nous y comprenons tous les éléments qui peuplent l'Algérie."

Messali et ses quatre compagnons furent condamnés à deux ans de prison et transférés à la prison de Maison-Carrée. En prison, la vie s'organisa. Au début, ils discutaient de tout, sans ordre. Messali proposa l'adoption d'une ligne de conduite commune vis-à-vis des avocats, de l'administration, des détenus de droit commun. Pour profiter pleinement du temps de libre dont ils disposaient, il suggéra la mise en place d'une école pour apprendre la langue arabe, le français et l'histoire du mouvement nationaliste algérien. Moufdi Zakaria s'occupa donc de l'enseignement en langue arabe, Hocine Lahouel de celui du français. Messali fut désigné pour l'organisation des cours politiques. A l'intérieur de la prison, les bruits de l'extérieur circulaient avec une extraordinaire rapidité. Chaque militant arrêté rapportaient une moisson de faits prouvant la vitalité et la progression du PPA. A la fin du mois de mars 1938, Messali apprit la mort de son père. Cette nouvelle fut compensée par une autre, bien plus heureuse, la naissance de sa fille Djanina. Son fils, Ali, était né à Paris en 1930. Sa fille, elle, naissait sur le sol algérien. Et ses premiers pas, Djanina les fit sur la table du parloir de la prison d'Alger, lorsque sa mère l'emmenait pour voir son père.

IL DIRIGE DE SA PRISON...

Malgré les attaques qu'il subissait, la position du PPA était de plus en plus forte. Messali décida de hisser son parti à un niveau supérieur. Il se présenta, alors qu'il était enfermé, candidat aux élections cantonales d'octobre. Par cette candidature, Messali entendait démontrer que la politique d'assimilation avait "définitivement fait faillite sur le sol musulman", et poser le problème des prisonniers politiques. Il réussit, malgré

les pressions de l'administration à avoir 2 425 voix au premier tour.

Il dépassait de loin les autres concurrents. Les communistes étonnés par ce succès accusèrent l'administration d'avoir arrêté les militants du PPA "ce qui créa pour eux une auréole de martyrs, et amena de nombreuses voix à se porter sur le PPA". Le Conseil de Préfecture annula l'élection. Les élections partielles de deux conseillers municipaux en novembre 1938 allaient encore confirmer le succès du PPA à Alger. Malgré les campagnes d'*Alger Républicain* et de *la Lutte Sociale,* les candidats soutenus par le PPA triomphèrent. De sa prison, Messali suivait toutes les manifestations, enregistrait et classait tous les faits qui pouvaient lui permettre de tâter le pouls du peuple algérien. En dépit de la répression en 1938[3], il pouvait constater la progression du PPA. Après les jeunes, les chômeurs, les travailleurs, le corps électoral était acquis au programme et à la formation politique de Messali.

Le Congrès Musulman était de plus en plus désarmé. En septembre 1938, après le rejet par le Sénat du projet Blum-Viollette, Bendjelloul exclu du Congrès, créa "le Rassemblement franco-musulman algérien" composé des Oulémas, des syndicalistes, d'anciens combattants. F. Abbas quitta le Congrès Musulman pour fonder un nouveau parti : "L'Union Populaire Algérienne." Messali, bien que coupé du monde extérieur, se rendait compte par les visites, le courrier, de l'importance du rôle de la jeunesse pour la consolidation du PPA. Il s'efforça donc de gagner à sa cause les jeunes, les intellectuels. Il avait besoin de ces derniers et combattait dans les rangs du PPA le sentiment de fausse supériorité des praticiens myopes. Mis au courant de la répression qui s'abattait à nouveau sur le PPA à la fin de l'année 1938, du combat livré par les organisations du congrès, du Front Populaire, des partis fascistes contre le PPA, Messali sentit la nécessité de sortir de l'isolement politique. Il protesta contre l'arrestation de Lamoudi "Assez ! Assez de division ! Unissons-nous ! Notre ennemi est commun" titra *el Ouma.* Mais le PPA restait isolé. Messali, de sa prison, décida le lancement d'un nouveau journal : *Le Parlement Algérien.* Le 14 avril 1939, lors de l'enterrement de Kehal Arezki (membre

3. 25 février 1938 : arrestations d'autres membres du comité directeur..

du comité directeur, mort en prison), 15 000 personnes défilèrent à Alger en chantant l'hymne du PPA et, fait exceptionnel, des femmes participèrent au cortège de l'enterrement. Le résultat de l'élection d'avril 1939 confirma l'ascension du PPA. Le militant Douar écrasa tous ses concurrents. En dépit de l'invalidation de l'élection de Douar, rien, désormais, ne pouvait entraver la progression du Parti du Peuple Algérien.

Pour le 14 juillet 1939, le PPA convoqua ses adhérents. 25 000 Algérois répondirent à son appel. Le cortège nationaliste était précédé de pancartes avec les slogans : "Parlement algérien, Liberté pour tous, La terre aux Fellahs, Des écoles arabes, Respect de l'Islam." En passant devant les deux mosquées, les manifestants crièrent : "Respectez nos mosquées." Du haut de leur balcon du Cercle du Progrès, les Oulémas surpris par cette masse populaire se retirèrent devant le cortège nationaliste et ne l'applaudirent pas. Des forces montantes s'annonçaient, des forces qui ne se contentaient pas du verbe mais qui étaient impatientes d'action, et devant qui s'effaçaient les notables, les intellectuels, et les Oulémas. Lorsque Messali sortit de prison le 27 août 1939, les problèmes de politique extérieure dominaient la vie politique européenne à Alger. Un conseiller général du PSF était élu, véritable préfiguration de l'attitude du milieu européen en 1940. Et, pendant ce temps, les représentants "légaux" des musulmans multipliaient les déclarations de loyalisme.

CONTRE VICHY

Trois jours avant l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, le 26 juillet 1939, le PPA était interdit. Les divergences sur l'orientation à suivre à l'égard des "puissances de l'Axe" s'accusèrent au sein de l'organisation comme produit du débat qui traversait le pays. De sa prison, Messali qui continuait à diriger le PPA, appuyait la fraction hostile à toute collaboration avec l'Allemagne hitlérienne. Cette fraction était conduite par Ahmed Bouda, puis par le Docteur Mohamed Lamine Debaghine. L'empressement avec lequel Messali lança de sa prison *le Parlement Algérien,* s'explique aussi par la défiance qu'il éprouvait à l'égard de Si Djilani et Amar Khider, qui sympathisaient avec l'Axe. A peine libéré, Messali se devait de prendre position sur la guerre qui venait d'éclater. A l'inverse

d'Abbas, écrivant dans *l'Entente :* "(...) Ma place est sous les drapeaux aux côtés de mes camarades de régiment", *El Ouma* affirma :

> "L'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment, si ce n'est par la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos cœurs.
> Au nom de la République Française, 60 millions d'êtres humains subissent la plus ignoble servitude.
> Notre patrie est le Maghreb et nous lui sommes dévoués jusqu'à la mort.
> Si, vouloir vivre en hommes libres c'est être anti-français alors nous le sommes et nous le serons toujours.
> Le colonialisme français cessera peut-être d'exister chez nous, sans laisser d'autres traces que le souvenir d'un cauchemar..."

A la suite de cet article, *El Ouma* et le *Parlement Algérien* furent interdits. Trente trois jours après sa libération, Messali était de nouveau arrêté, avec M'Barek Filali, Amar Boudjerida, Khider. Le 4 octobre 1939, il reprenait le chemin des prisons, des bagnes, de l'exil. Il ne devait retrouver sa liberté que sept années plus tard.

En juin 1940, la France était défaite. C'était l'angoisse pour les gouverneurs et la population européenne, et la preuve de la faiblesse de la France pour les masses algériennes. Le 25 juin, la population européenne apprenait avec soulagement que l'intégrité de l'Empire était maintenue. Avec ferveur, elle se rallia au régime du Maréchal Pétain, représentant l'Etat fort, anti-républicain, autoritaire. C'était le retour aux sources: l'Algérie de la Restauration, celle de Bugeaud, de l'armée d'Afrique, de l'Eglise africaine. Dans une interview parue dans *Combat* du 26 juillet 1946, accordée à F. Abbas le 21 décembre 1944, Messali raconte les sollicitations dont il avait été l'objet en 1940 de la part des divers gouvernements.

Il est maintenant établi de manière certaine que Vichy sollicita Messali pour collaborer avec le gouvernement Pétain. Des propositions furent transmises le 17 juin 1940 par l'intermédiaire du commandant militaire de la prison de Maison-Carrée, puis en novembre 1940, par Moufdi Zakaria, et en décembre de la même année par A. Boumendjel, avocat de Messali. C'était le capitaine Shoën du service des liaisons nord-

africaines qui était chargé de mener ces opérations à bien[4] ; Messali défendit fermement ses convictions : "Tu diras à Shoën que ma déclaration, je la ferai devant le tribunal militaire", répondit-il à Boumendjel[5]. Les avances hitlériennes n'eurent pas plus de succès. L'émissaire des Allemands, El Mahdi, s'en retourna bredouille à Berlin. Imperturbable, Messali répétait : "Libérez-moi, libérez mes amis, laissez le peuple algérien vivre libre, nous verrons après." Le témoignage d'Omar Oussedik confirme cela :

> "Pour nous, le rôle de Lamine était de préparer l'insurrection, mais nous, nous reconnaissons d'une manière incontestable, le rôle de leader de Messali. Et cela pour deux raisons : sa perspicacité quant au refus de suivre l'Axe, son accord pour la lutte armée[6]."

Le 17 mars 1941, s'ouvrit le procès de Messali. Pour la troisième fois, en l'espace de huit années, il se retrouvait dans le box des accusés. Il défendait à la fois son honneur, ses convictions de vingt ans de combat : "Je veux ; à travers mon humble personne, réhabiliter le moral d'un peuple avili et méconnu[7]." Aux propositions de collaboration que lui faisaient ses juges, il eut pour toute réponse devant le tribunal stupéfait :

> "Dans ces veines (il retroussa alors une manche de sa chemise et montra son bras) bouillonne un sang arabe et ce sang arabe se refuse à toute humiliation."
>
> Verdict :
>
> "Messali est condamné pour manifestation contre la souveraincté française et atteinte à la sécurité de l'Etat, à seize ans de travaux forcés, vingt ans d'interdiction de séjour, à la dégradation civique, à la confiscation de ses biens présents et à venir[8]."

---

4. Témoignage de M. Memchaoui
5. Interview de Mezerna – cité par Harbi – *Aux origines du FLN*, p. 163.
6. Cité par M Harbi – *Aux origines du FLN*, p. 164.
7. *Le Problème Algérien, op. cit.*
8. *Mémoire sur le cas Messali Hadj*, Edité par le Comité national pour la libération immédiate de Messali Hadj, Paris 1954, p. 4.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est cette condamnation infligée par un tribunal militaire vichyste qui servira de support juridique aux persécutions ultérieures dont Messali sera l'objet.

Le procès de Messali était d'autant mieux devenu celui du colonialisme que les mots prononcés par le président du PPA ne restèrent pas enfermés dans la petite salle d'audience. Dès l'annonce de la condamnation, les murs d'Algérie furent aussitôt couverts d'inscriptions : "Vive le PPA ! Vive la liberté ! Libérez Messali ! " Messali et plusieurs de ses camarades furent transférés au bagne de Lambèze et vécurent là les jours les plus sombres, les plus durs de leur vie. Dans ce bagne Messali fut soumis à un régime d'isolement de jour et de nuit, crâne et sourcils rasés, tenue rayée de bagnard, boulets aux pieds. Il devint vite squelettique. Il effectuait des travaux forcés à l'alfa; la nuit ce travail était défait[9]. De ces deux années terribles de bagne à Lambèze, il dira en 1946 :

> "J'ai passé des années à la prison de Lambèze qui fut construite pour recevoir les communards en 1871 déportés par M. Thiers.
> Les prisons demeurent, la lutte pour la liberté continue, et il est symbolique que dans sa répression, l'impérialisme associe, par ce pélerinage à Lambèze, notre cause à celle des communards dont le souvenir est resté si vivace chez le peuple français[10]."

LES AML : ABBAS – MESSALI

En novembre 1942, les troupes aéro-navales anglo-américaines débarquèrent en Afrique du Nord. Elles infligèrent une sévère défaite à Alger, Oran, Casablanca aux forces de Vichy. C'était la première grande défaite de l'armée coloniale française depuis 1830. Intervenant après celles de juin 1940, de Syrie (1941), d'Indochine, les défaites de novembre 1942 ouvraient

9. Témoignage de Madame Benkelfat.

10. In *La Vérité* – Organe du PCI (trotskyste) – n° 136 – 16 août 1946 – Interview par Marcel Beaufrère de Messali Hadj.

la crise de l'impérialisme français. Le comportement des Américains à l'égard des autorités françaises stimula le sentiment nationaliste algérien. En décembre, à l'initiative de F. Abbas (déçu par le régime de Pétain auquel il s'était adressé[11]), les élus (propriétaires fonciers, bourgeoisie intellectuelle) adressèrent un "Message des représentants algériens aux autorités responsables", c'est-à-dire à la France, à l'Angleterre, aux Etats-Unis. Ce message demandait la définition d'un nouveau statut inspiré par "La Charte de l'Atlantique" par une assemblée purement musulmane. Il acceptait en contrepartie l'effort de guerre.

Le 10 février 1943, F. Abbas publia "Le Manifeste du Peuple Algérien" signé par 56 notables et élus musulmans. Ce texte s'écartait des objectifs d'avant-guerre qui avaient pour but de faire entrer une partie des Algériens dans la cité française. Sa référence au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reprenait les principes wilsonniens. S'il était discret sur la nature réelle de l'Etat algérien, il indiquait que les Algériens voulaient désormais prendre en main le gouvernement de leur pays. Ce que réclamait Abbas par ce "Manifeste", c'était un statut fort hybride, à mi-chemin entre l'indépendance avec l'exemple syrien, et le protectorat avec la référence tunisienne. En fait, c'est au concept d'autonomie interne qu'il faut selon nous se rapporter, fortement coloré des thèmes du PPA.

Le 26 avril 1943 cinq mois et demi après le débarquement des armées alliées en Afrique du Nord, Messali était libéré en même temps et en vertu de la même décision que celle qui libérait les gaullistes, communistes trotskystes, démocrates condamnés par les tribunaux vichystes. En quittant le bagne de Lambèze, il n'avait été fait aucune notification concernant une éventuelle interdiction de séjour de Messali Hadj. Et pourtant, ce dernier fut astreint à résider à Ksar et Boukhari (Boghari), avec la promesse d'être libre, de circuler dans les deux mois[12]. Durant son transfert, il s'arrêta à Sétif. F. Abbas, qui à cette époque avait d'assez nombreux contacts à Constantine avec le leader régional du PPA, le docteur

---

11. Pour le Mémoire de Abbas à Pétain : *Cinq hommes et la France* – J. Lacouture – pp. 278-283.
12. *L'Algérie Libre*, 3 juillet 1953 — n° 71 — compte rendu de "L'Assemblée pour le retour en Algérie de Messali et la libération des détenus algériens".

Debaghine, tint à lui rendre visite. Au cours de cette réception à laquelle assistaient Cheikh Bachir El Ibrahimi (Ouléma) et Maurice Labour (PC), Abbas porta un toast, et, s'adressant à Messali, lui déclara : "Messali, hier j'ai été contre vous. J'étais un chaud partisan de l'assimilation et je vous ai combattu. Les événements vous ont donné raison et m'ont donné tort. Aujourd'hui, j'ai confiance en vous et je vous suis"[13].

Cette première rencontre eut des suites. Les deux hommes se retrouvèrent fin mai. Messali proposa à Abbas un additif au "Manifeste" :

> "A la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en Etat algérien doté d'une constitution propre qui sera élaborée par une Assemblée algérienne constitutive élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie."

Avec Messali, on passait donc de la notion de "nationalité" algérienne mentionnée dans le Manifeste de février, à celle de "nation souveraine", et de l'idée d'une constitution plus ou moins octroyée, prévue dans le premier texte, à celle d'une constituante. Avec l'additif de Messali, le gouverneur général devenait "ambassadeur, haut commissaire", présidant un gouvernement composé de quatre Français et quatre Musulmans algériens, mais aucune précision n'était faite quant aux liens unissant les deux pays... Alors que le Manifeste fut accepté en mars 1943 par le gouvernement "comme base des réformes à venir" étudiée par une "commission d'Etudes des Affaires musulmanes", l'additif de Messali fut rejeté par le Général Catroux en juin 1943. En décembre de la même année, un nouvel entretien eut lieu entre Messali et Abbas, pour laisser au PPA la possibilité d'adhérer: le Manifeste sera un mouvement et non un parti. A cette occasion, Messali affirma à Abbas :

> "Je te fais confiance pour la réalisation d'une République Algérienne associée à la France, par contre, je ne fais pas du tout confiance à la France. La France ne te donnera rien. Elle ne cédera qu'à la force et ne donnera que ce qu'on lui arrachera."

---

13. Témoignage M. Memchaoui.

Les contacts entre les adversaires d'hier n'étaient pas du goût du gouvernement provisoire que présidait le général De Gaulle. Le 10 décembre 1943, Messali fut conduit de force à Aïn-Salah dans le Sahara central, à la limite du Soudan. Dans ce camp, il était surveillé militairement jour et nuit. Le 4 janvier 1944, il fut ramené à Chellala (Reibell) dans le département d'Alger. Là, on lui demanda de venir s'expliquer devant la Commission des réformes musulmanes. A cette occasion, il réaffirma en termes mesurés, son opposition à toute tentative d'assimilation. Il traça un parallèle entre les propositions de Viollette, de Pétain et de De Gaulle. Comme à son habitude, il demanda, comme préalable à l'ouverture de toute négociation, la libération de tous ses camarades emprisonnés et de lui-même. Ce discours annonçait un durcissement de ses positions et préparait le retour au mot d'ordre, sous une forme plus nette, d'indépendance.

Lorsque le 7 mars 1944, la France accorda ce qu'elle refusait en 1936[14], elle se trouva face à un bloc intransigeant dont le PPA seul mouvement organisé, constituait le fer de lance. En effet, durant la période 1939-1944, si le PPA avait été poursuivi et traqué, ses slogans, son organisation, son audience, ses militants, la popularité de Messali avaient élargi sa base et son audience. Messali avait manié le mot brûlant d'indépendance depuis trop longtemps pour ne pas l'avoir répandu.

Le 14 mars 1944, naissait "Les Amis du Manifeste et de la Liberté". Messali décida de soutenir l'association. Le but était de "combattre le concept colonial... défendre le Manifeste, condamner les contraintes du régime colonial, ses violences, ses usurpations, son dogme social et son arbitraire". Le mode d'action consistait à "rendre familière et désirable la formation d'une Nation algérienne et la constitution en Algérie d'une république autonome fédérée à une république française ré-

14. Le 7 mars, une ordonnance accorde :
- la citoyenneté dans leur statut à 60 000 Algériens
- le droit de vote dans le deuxième collège à tous les Algériens musulmans de plus de 21 ans (1 500 000).
- l'augmentation de la représentation musulmane dans les assemblées délibérantes (elle passe de 1/3 à 2/5 de l'effectif total).

novée, anti-coloniale, anti-impérialiste". Dans le domaine social, les statuts des AML proposaient de "faire la guerre aux privilèges des classes dirigeantes, de prêcher l'égalité des hommes et le droit au bien-être et à la vie nationale du peuple algérien, de démasquer les agissements et les manœuvres des forces réactionnaires et des féodaux musulmans et français, et tous ceux qui ont un intérêt quelconque du maintien de l'ordre colonial". En dépit de l'altération doctrinale (autonomie d'une république fédérée à la France), Messali donna l'ordre à tous les militants d'adhérer aux AML. Cette décision correspondait à une préoccupation : tenter de préserver le PPA, ennemi public principal dans cette période. Militants arrêtés, jugés, leaders emprisonnés, meetings interdits, manifestations contrariées, l'appareil répressif variait tout en se répétant contre le PPA. Dès la fin de l'année 1944, devant la grande agitation menée par les militants du PPA qui propageaient le mot d'ordre d'indépendance, Abbas se mit à réagir: "Il nous parvient que certains éléments qui se réclament de notre mouvement parleraient de l'indépendance de l'Algérie... Si cela était exact, ces éléments desserviraient notre mouvement et trahiraient notre idéologie."

Le 2 avril 1945, lors de la conférence centrale des AML, la tendance PPA l'emporta largement. Dans la résolution générale, il n'était plus question de "République autonome fédérée à la République française", mais de la création d'un "Parlement et d'un gouvernement algériens". A une énorme majorité, le Congrès se prononça contre l'indépendance "sous l'égide de la France et dans le cadre du fédéralisme français" et "décide de réserver au futur Etat algérien la faculté de s'intégrer au système qui lui plairait".

8 MAI 1945. LA REVOLUTION MANQUEE

En 1945, une crise économique grave accentuée par une mauvaise récolte toucha l'Algérie et provoqua la famine dans les campagnes. La production céréalière était tombée de 20 millions de quintaux en 1941 à 11,2 en 1942, 15,5 en 1943, 10 en 1944 et seulement 3,6 en 1945. Les troupeaux de moutons passèrent de 6,4 millions de têtes en 1939 à 2,8 millions seulement en 1946. Dans ce contexte, un vaste marché noir se développa au détriment des masses algériennes

démunies : en 1945, le quintal de blé dur taxé à 800 francs était vendu entre 2 000 et 3 000 francs. D'après un journal de l'époque : "Les ouvriers agricoles mangent des ravenelles, sorte d'herbe amère dont les vaches elles-mêmes ne veulent pas (...) Vêtus de haillons, il se traînent faméliques, le long des pistes comme à la recherche d'un mirage." On voit alors affluer vers les villes des milliers de paysans affamés, qui, faute de travail et de moyens, se raccrochent aux soupes populaires.

C'est dans ce contexte, de misère et d'amertume qu'eurent lieu les manifestations du 1er mai en Algérie. La police tira sur les participants à Alger, Oran, Bougie qui défilaient en portant le drapeau algérien. La CGT et le PCA accusèrent Messali d'avoir fomenté "une provocation". Après ces événements, le journal *Action algérienne* du PPA lança dans son numéro 12 (le dernier publié) un appel disant entre autres :

> "(...) Communistes algériens ! Vous n'avez de communiste que le nom ! Votre parti a jeté le masque. Il glorifie l'assassinat. Il se fait le complice de l'administration.
> Messali serait un hitlérien ! Il oublie que le PPA et le PCA ont été dissous par le même décret de Septembre 1939, que Messali et ses amis ont été condamnés au bagne par Vichy, alors que Djenienbou-Rezg, Taïeb, Boualiz, Ouzegane, etc... étaient relativement favorisés par Vichy. Il oublie qu'au moment où Hitler semblait vaincre, Messali n'a jamais répondu aux offres du nazisme qu'il condamne depuis 1937".

Le 8 mai 1945, dans la plupart des villes d'Algérie, des cortèges défilèrent avec des banderolles portant les mots d'ordre suivants : "Vive l'Algérie", "Libérez Messali", "A bas la colonisation et le fascisme", "Vive l'Algérie indépendante". Dans certaines villes, comme à Constantine, la police s'efforça de saisir les banderolles et arrêta les dirigeants fédéraux des AML. Dans d'autres villes, elle tira sur la foule. A Sétif, le porteur du drapeau vert et blanc fut tué. Les manifestants ripostèrent en s'attaquant aux policiers et aux Européens. C'était le début d'un soulèvement spontané. Dans les campagnes, les masses paysannes, à l'annonce de la répression, dirigèrent leurs coups contre les Européens à Sillègue, Chevreuil, Kenata, Guelma. A Sétif, le secrétaire de la section

communiste qui se portait contre les insurgés eut les deux mains tranchées à coup de hache. Le 10 mai, les autorités françaises organisèrent une répression sauvage qui tourna au massacre. Combien y-eut-il de morts ? 45 000 pour le MTLD, 15 000 pour le général Tubert, chargé d'une commission d'enquête dont les travaux ne furent jamais publiés[15]. Dès le 8 mai 1945, dans une déclaration, le PCA demanda "que les émeutiers et les assassins soient châtiés conformément aux lois en vigueur". Le 12 mai 1945, *Alger Républicain* écrivait :

> "Une délégation commune du PCF et du PCA a été reçue par le chef de cabinet du gouvernement général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang. (...)
> La délégation a estimé que ces mesures (de châtiment rapide et impitoyable des provocateurs), appliquées sans délais, contribueraient réellement à ramener le calme."

Le 12 mai 1945, dans *Liberté*, Ouezgane, secrétaire général du PCA, s'en prenait directement à Messali :

> "Les instruments criminels, ce sont les chefs du PPA, tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations pseudo-nationalistes.
> Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute."

---

15. Sur Mai 1945, citons entre autres : E. Vallet, *le Drame Algérien. La Vérité sur les émeutes de mai 1945*, Paris, Les grandes éditions françaises 1948 ; C.A. Julien, *l'Afrique du Nord en marche*, 3e édition — 1972, pp. 262-266, en fait un récit succinct, mais surtout tente une mise au point de tous les travaux s'y rapportant (pp. 378-379) ; Y. Courrière, *Les fils de la Toussaint* — pp. 43-45 pour le document Tubert.

Les tracts du PCA distribués en Algérie, traitaient les dirigeants du MTLD "d'Hitlériens", appliquant "les mots d'ordre venus de Berlin". Kouci et Palomba, chefs du PCA, réclamaient l'exécution de Messali[16]. A ces propos et à ces demandes d'exécution, Messali répliqua en ces termes :

> "Démocrates, nous sommes opposés à toutes les formes de fascisme quelles qu'elles soient, et nous ne sommes donc pas des racistes.
> Nous sommes fiers d'être arabes, mais cela ne nous oblige pas à haïr les autres peuples.
> J'ai été à la fois l'agent de Ibn Saoud, de Staline, de Mussolini, d'Hitler, du panislamisme, de Doriot et du gouvernement général d'Algérie.
> Je pense que cette énumération se dispense de tout commentaire "[17].

Dans la mesure où il existait une caution politique, la répression pouvait se développer. Cela supposait la suppression du mouvement nationaliste, des libertés ouvrières et démocratiques, un changement de régime en France. Mais l'Algérie n'avait pas de base économique pour devenir un Etat sud-africain et les rapports entre les classes à l'échelle mondiale en 1945 interdisaient une France algérienne ou même une France coloniale. De Gaulle s'opposa à la prétention des colons qui voulaient créer "un comité de défense de la souveraineté française en Algérie", la répression était stoppée.

Quel rôle joua Messali dans les événements du 8 mai 1945? Le 19 avril 1945, astreint à résidence à Reibell dans le Sud-algérois, il s'échappa de son domicile et se rendit à un lieu de rendez-vous préalablement fixé. Il n'y trouva personne, retourna à Reibell investi par l'armée à cause des incidents

---

16. Citations et informations extraites de "La correspondance entre socialistes Américains et Belges sur la lutte entre organisations nationalistes algériennes en Algérie et en France". Il s'agit d'une correspondance entre Daniel Faber (correspondant du journal socialiste américain *Labor Action*) et Elysabeth Vogt, déléguée de la "Young Socialist League" avec la rédaction du journal socialiste belge *La Gauche* — pp. 7 et 8 — février 1958.
17. Messali à *La Vérité* — 16 août 1946 — n° 136.

provoqués par les militants du PPA lors de la visite de Luis Perillier, préfet d'Alger. La police l'arrêta, l'interrogea sur son emploi du temps et le transféra à El-Golea avant de le diriger sur Brazzaville le 23 avril 1945. L'évasion de Messali était-elle un élément d'un plan d'insurrection inachevé? Nous ne disposons pas d'éléments pour répondre à cette question. Seule la directive donnée par Embarek Filali à Oran de manifester en armes donne l'idée d'un plan prémédité[18]. Entre 1945 et 1947, les instances dirigeantes du PPA n'examineront pas la question des événements de mai. Celle-ci divisait trop profondément les groupes qui composaient la direction. Ils choisirent de la refouler pour coexister. Dans l'opinion, la thèse de la provocation avait acquis force de loi. Confronté aux partisans de F. Abbas et des Oulémas, ses anciens partenaires au sein des AML qui lui imputaient la responsabilité des événements de mai, le PPA fit bloc. D'après le témoignage de Memchaoui, ancien membre du CC du MTLD : "Se conduire autrement, c'était justifier le jugement des réformistes et donner des arguments au gouvernement français sur le plan national et international." Pour Messali, la thèse de la provocation coloniale n'emporta pas à elle seule son adhésion. Evoquant ce sujet lors du congrès du MTLD à Hornu en juillet 1954, il écrivit :

> "Personnellement, j'ignore jusqu'à ce jour l'historique vrai et objectif de ces événements et de leur déroulement. Dans ces événements qui ont coûté tant de sang, il était indispensable de situer les responsabilités, reconnaître les responsables et tirer au clair tous les aspects de cette semaine sanglante...Est-ce donc un crime d'étudier scientifiquement cette tragédie ?"[19]

En d'autres termes, le PPA avait-il joué avec l'insurrection ? Messali précisa que l'idée d'un soulèvement lui avait été soumise par H. Asselah et L. Debaghine. Des mesures pratiques avaient été prises pour le faire évader et le mettre à l'abri dans

18. Témoignage d'un ancien militant du MNA.
19. Rapport de Messali au Congrès d'Hornu. Document de 48 pages ronéo, pp. 3 et 4. Pour le récit de l'attitude de Messali en avril-mai 1945 nous nous sommes appuyés sur la thèse de M. Harbi : *Une crise chronique : la crise du Front de Libération Nationale.*

une ferme des environs de Sétif appartenant à la famille Maiza. Cette ferme devait servir de siège à un gouvernement provisoire. Un dirigeant du district de Kabylie, Si Bennai Ouali, membre du comité d'organisation, aurait été chargé de l'opération.

Que retenir donc de cette "révolution manquée" de mai 1945 ?

L'idée d'une société "nation en formation" (avancée par Maurice Thorez en 1939) a volé en éclat. Le fossé s'est considérablement élargi entre le peuple algérien et la minorité européenne. Les plébéiens des villes (prolétaires, sous-prolétaires, chômeurs) et la paysannerie algérienne ont compris la puissance des actions collectives. L'affrontement scinde le PCA en deux parties, celui des Algériens, et celui des Européens.

Certains membres du PPA chercheront à renouer avec une pratique qu'ils jugent la seule valable. Ils en viendront à récuser les errements électoralistes et légalistes, symboles de déviations et de retards. Quelques uns ne sortiront plus de la clandestinité dès ce moment. Une nouvelle génération entre en scène.[20]

Mai 1945 accuse l'isolement de Messali au sein de son propre parti. Contraint de diriger par délégation de pouvoir, il ne perçoit pas la transformation du PPA : la clandestinité avait engendré des comportements et des habitudes que les événements de mai 1945 font apparaître brutalement. Le subterfuge remplace l'explication politique. La clandestinité justifie tout. A l'égard des militants, la dissimulation est érigée en principe. Le besoin de discuter et de comprendre pour mieux agir est assimilé à un manque de foi. Cette ambiance nouvelle, caractéristique d'un milieu despotique et autoritaire, comment l'imputer à Messali, perdu, exilé au fin fond de l'Afrique Equatoriale ?

LE RETOUR

Avec la loi du 10 mai 1946 fixant la date de la cessation des hostilités, les mesures de résidence forcée étaient devenues absolument illégales. La situation faite à Messali était une violation du droit si flagrante qu'on tenta de la masquer. Ce

---

20. Tous les textes importants du courant nationaliste ne manquèrent pas de se référer à mai 1945, à commencer par le MTLD dans ses tracts, pamphlets, brochures,... voir : le *génocide de Mai 1945,* brochure n° 3 du MTLD, Alger, 1951.

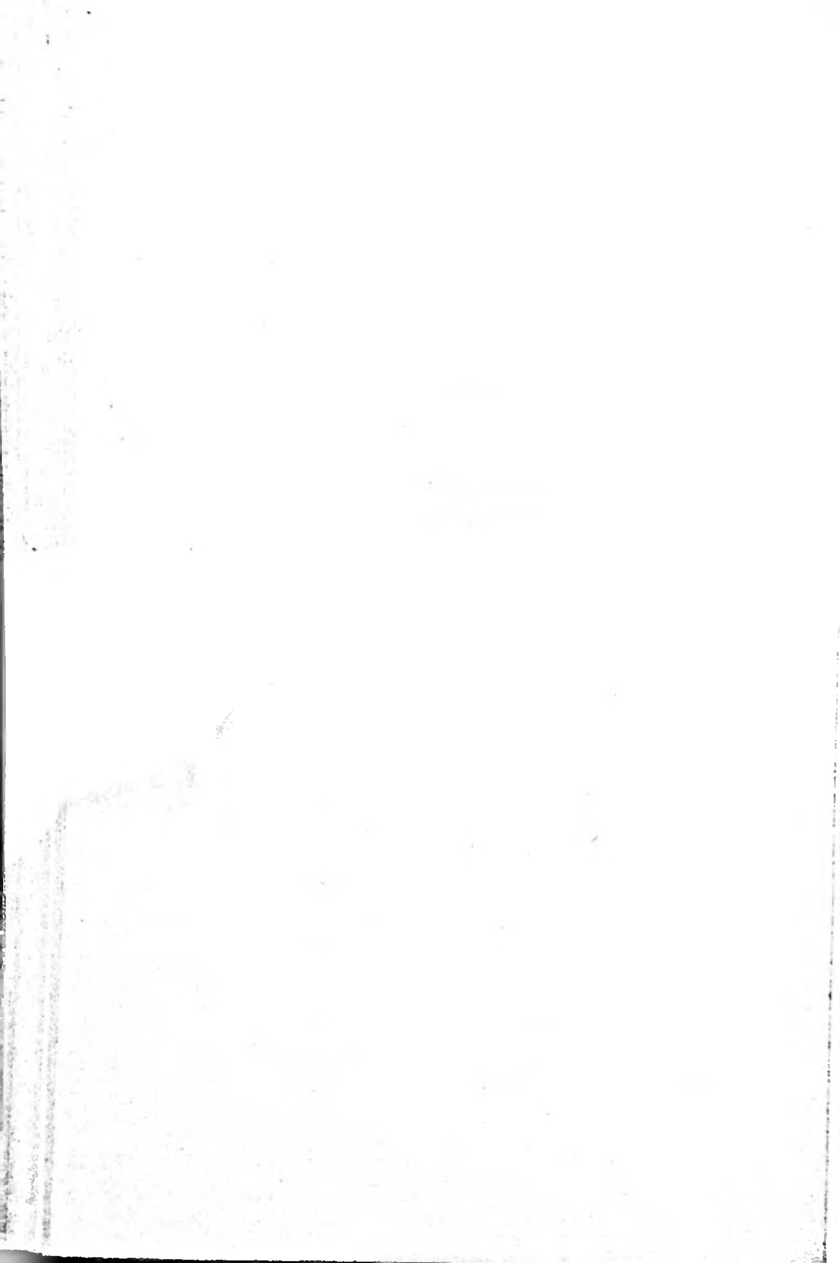
n'est que le 20 juin 1946, plus de trois ans après sa sortie de la Maison Centrale de Lambèze, qu'on se souvint qu'il avait été condamné en 1941 à l'interdiction de séjour et qu'on lui notifia à Bamako un arrêté du préfet de Constantine lui faisant défense de résider ou de paraître dans un certain nombre de départements et de localités.

Le gouvernement général de Brazzaville lui demanda de choisir la résidence qu'il désirait en Algérie, ou en France. Etant bien entendu que pour l'Algérie, Alger et toutes les grandes villes lui étaient interdites, ainsi que leurs banlieues et un certain nombre d'autres régions. Pour la France, il pouvait choisir librement, en dehors de Paris, de la région parisienne, des grandes villes du Nord, de l'Est, du Midi, etc. A la fin du mois de juin, Messali apprit qu'il était libéré et qu'un camion était à sa disposition. Toutefois, afin qu'il ne put rien oublier de son séjour en Afrique noire, le gouvernement lui "offrit" un voyage à travers la forêt vierge qui dura presque deux mois et s'étendit sur 2 500 kilomètres. Messali Hadj, voyageur sans bagage, allait d'étape en étape, tantôt en camion, tantôt en avion. Jusqu'au jour où il fut conduit dans un avion spécial en partance pour Orly.

Messali rejoignit Alger au début d'octobre 1946. Cela ne se fit pas sans difficultés. A Marseille, il fut arrêté et conduit à la préfecture puis à Martigues. Là, il fut embarqué à bord d'un avion qui le largua dans un champ près de Relizane, le gouvernement d'Algérie tenant à éviter tout contact entre le président du PPA et la population d'Alger. Interdit de séjour pour vingt ans dans les grandes villes, Messali s'installa donc à la Bouzaréah, près d'Alger. Deux questions émergeaient dans ses préoccupations : l'action pour la reconnaissance de la légalité de son mouvement et l'attitude à adopter pour les prochaines élections. Il ne connaissait plus les nouveaux dirigeants du PPA clandestin. D'emblée, il allait devoir se plonger dans une bataille politique, après neuf années d'absence.

Chapitre VII

1946 - 1954
LA CRISE



LES ACTIVISTES
LE RESPECT DES PRINCIPES

Le gouvernement s'efforça de donner une apparence légale à la situation de Messali. Par décision du 30 octobre 1946, le ministre de la Justice le graciait pour la peine principale de travaux forcés mais maintenait la peine accessoire d'interdiction de séjour. Peu après, le ministre laissa entendre que la peine d'interdiction de séjour serait également effacée.[1] Messali s'installa donc à la Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger. En reprenant le contact perdu depuis neuf ans avec l'Algérie, il se retrouvait à l'intérieur d'un mouvement qui, dans l'intervalle, s'était élargi et modifié. La longue période de ségrégation qu'il dut subir en prison et en résidence surveillée ne facilitait pas son adaptation. Il lui fallait d'abord connaître les hommes et les problèmes. Les événements de mai 1945 avaient amené les masses paysannes et urbaines (prolétaires, sous-prolétaires, chômeurs) à rejoindre le PPA. Mais l'organisation attira aussi des intellectuels petits-bourgeois (avocats, médecins, professeurs). Ces intellectuels algériens étaient déracinés, rejetés par les colons européens qui les considéraient toujours comme des indigènes. Loin de se tourner vers le peuple dont ils étaient pour la plupart issus, leur ambition pouvait se situer au plan d'une carrière politique à accomplir. La reconstitution du PPA en mouvement légal, "Le Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques" (MTLD) par Messali en vue des élec-

---

1. *Mémoire sur le cas Messali — op. cit.* page 6.

tions législatives, prévues pour le 10 novembre 1946, leur donna l'occasion de s'imposer à la direction. L'affirmation de leur place au sein de cette direction, était dûe au fait, qu'étant cultivés et s'exprimant dans un français correct, ils devinrent élus municipaux, cantonaux. Ils reléguaient au second plan une partie des cadres du PPA et constituaient un corps nouveau, étranger à la lutte que l'Etoile-Nord-Africaine avait menée au sein du prolétariat français, aux méthodes de lutte et au programme du PPA, "le Parti des chômeurs et des misérables".

Mais dans l'immédiat, ce n'était pas contre eux que Messali allait devoir livrer bataille. Sa préoccupation fondamentale restait l'éveil politique des masses et leur organisation, alors que Lamine Debaghine qui s'était imposé à la direction du PPA en l'absence de Messali, songeait à la préparation armée d'une épreuve de force. L'appréciation de la conjoncture dans laquelle se trouvait l'Algérie différait. Messali considérait les appels à l'insurrection comme des "fanfaronnades". Il avait donné en 1945 son accord à Debaghine et à Asselah pour la préparation d'une insurrection qui, pensait-il, obligerait les Alliés à intervenir en Algérie. Non seulement la direction n'avait pas su mener à bien cette tâche, mais par le caractère infantile de ses initiatives, elle avait permis à un colonat préparé de noyer les aspirations populaires dans un bain de sang. Dans son rapport au Congrès d'Hornu, il expliqua : "Des aventuriers ont eu des actes indignes; non seulement il était indispensable de situer les responsabilités, mais il y avait des sanctions à prendre contre de pareils individus." Pour Messali, la tâche de l'heure était de reconstruire le mouvement et de le développer, de s'engouffrer par toutes les brèches que le système laissait ouvertes. La situation était propice pour l'action politique. Messali avait acquis ce réflexe politique au contact du mouvement ouvrier français. Avec Lamine et ses partisans, le conflit de tendances n'allait pas tarder. Il éclata dès novembre 1946 sur les questions de la participation aux élections et la création d'un mouvement légal. Le 23 octobre 1946, au Comité Central, le courant anti-électoraliste dirigé par Debaghine céda. Seul, Hocine Lahouel, qui quelques années plus tard deviendra un farouche partisan des réformes arrachées par les élections, s'opposa jusqu'au bout à la participation aux élections. Le 10 novembre 1946, le docteur Debaghine, Khider, Derdour, Boukadoum, Mezerna

furent élus députés. La décision de participer aux élections désorienta les militants du parti qui faisaient de l'abstention un principe, d'autant plus que les députés élus (contrairement à ce qui avait été annoncé) se rendirent au parlement pour y siéger.

C'est au cours de cette bataille politique, qu'en février 1947 intervint une attaque contre Messali, venant d'Imache, ancien secrétaire général de l'ENA (voir chapitre V). Regagnant l'Algérie début 1947 en compagnie de Si Djilani avec l'intention de créer un parti, Imache rédigea à l'intention des Algériens en France, une lettre d'adieu qui constituait un réquisitoire contre Messali :

> «Nous vous avons libéré du fétichisme et du fanatisme et vous tendez vers un danger plus grand encore. Nous vous avons prévenu contre l'idolâtrie, nous vous avons conseillé de tout voir, de tout comprendre, de tout contrôler et vous tombez en extase à genoux devant de nouvelles idoles. Vous osez voir une vertu divine même dans les poils d'une barbe. Abandonnez les jongleurs de foire qui vous offrent de décevants mirages. Revenez à la réalité[2]."

Le PPA-MTLD condamna unanimement les attaques qu'Imache avait reprises et amplifiées depuis 1936 : contestations des "méthodes", culte de la personnalité... Lors de sa tournée en Kabylie en février, Messali put se rendre compte de l'inefficacité de telles attaques portées contre lui. Mais l'initiative d'Imache fit son chemin à l'intérieur du MTLD. Ses propos furent constamment repris par les oppositions intérieures du Parti (en 1949, 1951, 1954) et extérieures (presse, gouvernement, partis politiques).

Cette première lutte d'envergure livrée par Messali "contre le gauchisme stupide" (selon ses propres termes) se poursuivit au 1er Congrès du MTLD, le 15 février 1947. Ce congrès décida le maintien de l'organisation clandestine (PPA), la créa-

2. Cité par Janet Zagoria, *op. cit.*

tion d'un organisme paramilitaire (l'Organisation Spéciale) et confirma la constitution d'un mouvement légal (le MTLD). L'anti-électoralisme des partisans de Lamine Debaghine choquait profondément Messali. La confusion entre voie de la révolution et forme de lutte lui laissait l'impression d'un manque de maturité. Sa perspective était de créer un mouvement de masse composé de militants conscients et de s'écarter des voies de la conspiration. Mais il n'avait aucune illusion sur la politique française et soutenait constamment que l'indépendance s'arrachait mais ne se donnait pas. Dans les conditions existantes en Algérie, Messali défendait le maintien de comités illégaux pour appuyer l'action légale et permettre au parti de continuer ses activités en cas d'interdiction. Il entraînera derrière lui les anciens du PPA, Lahouel, Mezerna, Boudjerida. Pour des raisons politiques, Messali ne tenait pas Debaghine et ses amis en grande estime. Son appréciation du congrès de 1947 est sévère : "Sortir de la clandestinité pour entreprendre la lutte sur le plan légal nécessitait une analyse extrêmement sérieuse, franche et loyale, car les moyens de lutte et les méthodes d'action ne sont pas les mêmes. Mais ce congrès s'est occupé de tout autre chose : ce fut une scène de grande démagogie, de fanfaronnade, de gauchisme stupide où l'étude objective d'un plan d'action conforme à la période que nous venions de commencer par notre participation aux élections n'avait pas sa place."

Le débat sur l'éventualité d'un passage immédiat à l'action armée allait rebondir lors des travaux du Comité Central de Zeddine en décembre. La victoire du MTLD aux élections municipales d'octobre 1947 avait donné des ailes aux tenants de l'action légale. Le truquage des élections à l'Assemblée algérienne allait les leur rogner. La séance du Comité Central élargi de Zeddine se tient dans un contexte dominé par les retombées des élections du 4 avril 1948.

La brutalité avec laquelle la répression s'abattit sur le parti et les populations fut un choc particulièrement rude pour les militants. La campagne électorale avait été coûteuse : saignée en argent, saignée en hommes. Lahouel Hocine et Hadj Cherchalli arrêtés le 3 avril 1948 au cours d'un meeting à Blida et condamnés à 6 mois de prison diront: "Il faut revoir notre politique. Purger de la prison, d'accord mais au moins que ça en vaille la peine." Ce sentiment était celui de la quasi-totalité des cadres des centres ruraux et des populations qui avaient

suivi les consignes de vote du MTLD : "Ne nous appelez plus aux urnes, donnez-nous des armes". Ce cri traduisait le désenchantement plus qu'il ne prouvait des dispositions immédiates à l'action.

A l'intérieur du MTLD, il allait être repris et amplifié. Le rapport de CC de 1948 rejeta l'idée de Messali et de Bouda qui souhaitaient l'élaboration d'un plan de sécurité pour le MTLD. Il resta centré sur la perspective d'une révolution immédiate et réclama "la priorité...à l'OS dans la ventilation des cadres que la réorganisation rendra disponibles". Le rapport fut adopté à l'unanimité moins deux voix, celles de Derdour qui vota contre et de Messali qui s'abstint. Les deux attitudes s'expliquaient facilement. Derdour ne croyait qu'à l'action légale. Messali, lui, ne situait pas le problème en terme d'action-inaction, légalité-clandestinité. Il était pour l'action, mais subordonnée aux impératifs politiques (on verra de quelle manière il défendra l'OS) et non érigée en principe absolu. Le conflit se dénoua brutalement par l'exclusion, le 2 décembre 1949, de L. Debaghine du MTLD pour indiscipline, inaction volontaire et refus de mettre son indemnité de député à la disposition du parti. Cette exclusion se voulait la conclusion d'une crise dite "berbériste".

Au Congrès d'Hornu en juillet 1954, Messali, se référant à cette période notera dans son rapport "qu'on a éliminé sans discernement des éléments gênants en les taxant de berbéristes". La déroute des activistes s'accentua avec le démantèlement par la police de l'Organisation Spéciale, après le hold-up du 5 avril 1949 de la poste d'Oran[3]. Dans le même temps, s'il dut faire face au courant gauchiste qui faisait son apparition au sein du MTLD, Messali combattit pour le respect des principes qu'il avait contribué à forger : la question de l'indépendance par la Constituante algérienne.

De 1947 à 1950, contre le "statut octroyé" d'août 1947,[4] il rejeta toute idée de front ou d'union ne prenant pas

3. Pour le détail de cette crise et ses conclusions, se reporter à l'ouvrage de M. Harbi, *Aux origines du FLN*.

4. D'après ce statut adopté le 27 août 1947, l'Algérie devient "un groupe de départements" dotés de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation composée d'un pouvoir exécutif dirigé par le gouverneur général d'Algérie, d'une assemblée algérienne de 120 membres (60 pour chaque collège). Ce statut ne sera jamais appliqué.

en charge le mot d'ordre de Constituante. Ainsi le 9 octobre 1947,à l'occasion de la préparation des élections municipales, Messali proposa l'union autour du mot d'ordre : "Constituante algérienne souveraine." Mahmouti pour le PCA et Charef pour l'UDMA de F. Abbas refusèrent.

Le 13 décembre 1947, la direction de l'UDMA proposa à Messali (qui leur avait soumis une déclaration préalable), l'introduction d'un passage relatif à la représentation parlementaire, la renonciation au mot d'ordre d'une Constituante souveraine et la suppression de la condamnation de l'union française, projet du PCA demandant une République algérienne associée à l'Union française.

Le 17 janvier 1948, un tract daté de la Bouzaréah et signé au nom du CC du PPA par Messali, donna les détails des négociations avec l'UDMA et annonça qu'elles étaient dans l'impasse. Messali subordonnait un accord sur les objectifs transitoires à une entente sur le but final :l'indépendance par la Constituante.

En décembre 1949, Messali proposa une action commune au PCA et à L'UDMA sur la base de la déclaration lue au Congrès de la Paix par le professeur Mandouze au nom de 21 organisations algériennes. Cette déclaration énonçait le droit du peuple algérien d'être souverain et indépendant et affirmait : "Tous les peuples coloniaux sont en état de guerre car le colonialisme est un état de guerre chronique". Une nouvelle fois, le PCA rejeta cette proposition.

A la veille d'une nouvelle crise, celle-là beaucoup plus sérieuse, qui allait secouer l'organisation et aboutir à la scission, Messali a adopté au plan politique une attitude fondée sur le respect des principes, à savoir indépendance et constituante. Au plan organisationnel, dans la bataille interne, il a combattu contre les jeunes cadres. Son itinéraire, ses affinités, l'inclinaient à ne se reconnaître que dans la génération des pionniers. Il essaya de prévenir son isolement politique et rétablit son contrôle sur les organismes du Parti en s'entourant de Lahouel Hocine, Mezerna Ahmed, Khider, Cherchalli.

CONTRE LA LIQUIDATION DE L'O.S. L'APPEL AUX MASSES

Avant d'en arriver directement à la crise du MTLD qui se concluera en juillet 1954 par le Congrès d'Hornu, examinons

rapidement de 1946 à 1953 dans quel contexte politique et historique, elle se développa.

Le 19 décembre 1946, la guerre commence en Indochine. En 1949 Mao Tsé Toung entre à Pékin, reconnaît Hô Chi Min et lui fournit des armes. En octobre 1950, lourde défaite française en Indochine, ce qui fera dire à C. Paillat, dans son livre, *Dossiers secrets :*

> "C'est en 1950 que la partie a été jouée et perdue. Le sort de l'Indochine s'est décidé sur la frontière chinoise."

Ces défaites vont nourrir la crise de l'impérialisme français qui se conjugue avec la lutte des classes en France. (grève générale d'août 1953). En Tunisie, dans le cadre de la décomposition de l'empire, les masses se mettent en mouvement pour arracher leurs revendications et obtenir l'indépendance. L'épreuve de force va s'engager au début de l'année 1952 avec l'arrivée du résident de Hautecloque.

En effet, en janvier 1952, c'est l'interdiction du congrès du Néo-Destour, l'arrestation de Bourguiba et des cadres du parti. Le syndicat unique, l'UGTT déclenche la grève générale. En réponse, l'armée ratisse le Cap Bon ; il y a des milliers d'arrestations et de morts. En décembre 1952, Ferhat Hached le secrétaire de l'UGTT est assassiné par l'organisation terroriste européenne, "La main rouge". Le mouvement armé des fellagahs commence, le terrorisme fait son apparition[5].

Au Maroc, depuis 1944, le mouvement nationaliste se développe. Devenu résident général, Juin, l'homme fort des colons du Maghreb, oppose au Sultan sa politique. En 1952, un régime de terreur s'abat sur le Maroc : syndicats supprimés, Istiqlal dissout, suppression des libertés démocratiques et politiques. Le 20 août 1953, le Sultan Mohamed V, est déposé par le général Juin. A Casablanca, les premiers attentats se produisent. C'est le début de la lutte armée.

L'Algérie voit l'apparition sur la scène politique d'un homme qui ne cessera de prendre de l'ascendant : Jacques Chevallier. Partisan de renouer avec le projet Blum-Viollette,

---

5. Voir le "Mouvement ouvrier tunisien" de J. Bessis le *Mouvement Social*, 1974, n° 89, pp. 85-108.

Chevallier veut associer au pouvoir colonial les représentants de la bourgeoisie algérienne. Dans une série d'articles parus entre le 19 et le 26 décembre 1950 il s'élève contre l'alliance entre "un gouvernementalisme béat" et un "béni-oui-ouisme aveugle". "Considérons aujourd'hui qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques" explique-t-il. En 1956, deux ans après le début de l'insurrection, J. Chevallier se montrera encore plus explicite :

> "Quand j'ai été élu pour la première fois en 1946 je me suis trouvé à la Chambre avec six membres du MTLD. Pendant les six premiers mois ils ont été insupportables, ils montaient sans cesse à la tribune, ils insultaient la France, ils se montraient odieux (comme les communistes savent l'être quand ils veulent l'être). Au bout de six mois, ils étaient entrés dans le système. Ils s'étaient transformés en excellents parlementaires, on n'a plus entendu parler d'eux jusqu'à la fin de la législature. Il aurait fallu les cultiver, les garder précieusement, puisqu'on avait là la chance d'avoir des chefs de la rébellion éventuelle, des nationalistes à tout crin, et qu'ils étaient dilués dans le régime.
> Ils avaient été contre tout, mais ils ne venaient plus ; ils touchaient leurs indemnités, ils étaient devenus des commerçants à Paris, tranquilles. On a cherché à tout prix à se débarrasser d'eux aux élections suivantes, en 1951. On les a fait battre, en truquant. Où sont-ils aujourd'hui ? L'un est au Caire, d'où il dirige tous les maquis d'Algérie. Un autre était en Suisse jusqu'à présent : c'est lui qui ramassait les fonds pour le mouvement nationaliste. Je ne sais ce que sont devenus les autres ; mais, ce qui est sûr, c'est que, tant qu'ils défendaient chez nous leurs idées, avec violence, mais verbalement, ils ne dirigeaient pas les commandos pour la libération de leur pays"[6].

C'est dans ce cadre marqué par la crise de l'impérialisme français et la nécessité d'une politique réformiste, que le comi-

---

6. "Entretien avec Jacques Chevallier" Revue *Preuves* n° 61, mars 1956.

té central du MTLD apprit avec stupeur la nouvelle du démantèlement de l'OS. D'après un rapport du Préfet d'Alger, "...les articles de presse sur la participation du MTLD au hold-up de la poste d'Oran ont à nouveau semé l'inquiétude dans les rangs du MTLD et A. Bouda déclarait : "jamais le parti n'avait subi un tel assaut[7]."

Au début septembre 1951, alors que la crise s'ouvrait par le départ de Chawki Mostefai entraînant avec lui trois membres de la direction,[8] Messali décida de partir à la Mecque avec mission de faire une tournée dans les pays arabes et asiatiques. Pour la direction, ce pèlerinage devait être le point de départ d'un périple qui ferait connaître la question algérienne et le parti.

"Après mes obligations religieuses en terre sainte et mon pèlerinage à la Mecque terminés, expliqua Messali en 1954 dans une interview à *l'Algérie Libre*, je me suis rendu au Caire. Là, j'ai consacré tout mon temps à faire connaître le problème sous ses divers aspects, aussi bien aux dirigeants de la Ligue arabe qu'aux représentants des pays arabo-islamiques. Je me suis surtout attaché à préciser les profondes aspirations du peuple algérien. J'ai expliqué notamment à mes nombreux interlocuteurs tous les aspects de la question et surtout insisté sur l'aide morale que nous attendions d'eux"[9].

Après la Mecque, Messali visita l'Egypte, puis, mettant un terme au projet initial, il interrompait son voyage pour se rendre à Paris où se tenait la session de l'ONU. "Dès mon retour de la Mecque et durant tout mon séjour à Chantilly, j'avais reçu en dehors des journalistes et de certaines personnalités politiques, les délégués des Etats arabo-islamiques auxquels j'ai exposé le problème algérien. Cette activité pour informer objectivement l'opinion arabe et islamique sur la question algérienne ***n'est qu'un aspect de la lutte à mener dans ce sens. Cet aspect ne peut donner de résultats que dans la mesure où il est appuyé par d'autres activités.***"(souligné par

---

7. J. Chevallier, *Nous Algériens*, éd. Calmann Levy, 1958, p. 93.
8. Article de M. Harbi dans *Les Africains* – Tome IX – p. 252-253.
9. Messali – Interview à *Algérie Libre* n° 126 du 24 septembre 1954.

nous)[10]. En quoi pouvait donc constituer ces "autres activités" ? Messali reçut à Chantilly la visite de quatre membres de la direction dont Ben Khedda, Bouda et Mezerna. Il les entretint tous de la nécessité d'envoyer d'urgence des militants faire leur préparation militaire au Caire, en coopération avec l'Emir Abdelkrim.[11] Cette version des faits est totalement confirmée par Messali lui-même dans le discours qu'il prononça le 25 janvier 1963 à l'occasion de la mort d'Abdelkrim :

> "En octobre 1951, après mon pèlerinage à la Mecque, j'ai rendu visite à l'Emir Abdelkrim, dans sa résidence du Caire. Nous avons eu plusieurs entrevues au cours desquelles nous avons examiné ensemble l'avenir du Maghreb. *Nous avons aussi parlé de son soulèvement et de certains de ses aspects.*" (souligné par nous)[12]

Messali ne reçut aucune réponse à cette proposition. Il avait également dépêché Moussa Boulkeroua à Alger pour soumettre à Ben Khedda un projet de formation de cadres, dans la perspective d'une action armée. Selon Boulkeroua, Ben Khedda lui demanda de n'en rien dire aux membres du Comité Central.[13] Et effectivement, le Comité Central n'en sut rien. Lorsqu'en mars 1954 il se réunira, il accueillit très mal le compte rendu de Messali sur sa tournée au Moyen-Orient. Cet épisode significatif avait démontré à Messali, toujours obligé d'agir par délégation de pouvoir, intermédiaires et messagers, qu'il était temps de passer par dessus la tête du Comité Central, en faisant appel directement aux masses. C'est ainsi, pensait-il, qu'il pourrait préparer efficacement le II[e] congrès qui allait bientôt avoir lieu. Messali avait proposé et obtenu, à son retour de Chantilly, d'effectuer une tournée en Algérie. Son objectif était clair : plutôt que d'ouvrir une discussion politique au sein du parti, il désirait en appeler aux militants contre la direction. Devinant le danger, le Comité Central avait précisé que Messali devait prendre contact avec "les militants

---

10. Interview à *l'Algérie Libre* de Messali — 24 septembre 1954.
11. Témoignage de Mezerna, cité par Harbi — *op. cit.*, p. 123.
12. Messali — Discours "Une grande figure maghrébine l'Emir Abdelkrim vient de disparaître". *Le cri...*, février 1963.
13. Témoignage de Boulkeroua, cité par Harbi, *op. cit.*, p. 123.

et responsables locaux du parti et certaines personnalités à gagner au mouvement. L'action spectaculaire qui impliquait la participation des foules devait être évitée"[14].

Messali approuva, avec le ferme dessein de ne pas se plier à ces restrictions. Ses déplacements dans le Constantinois, dès le 15 avril 1952, mirent en mouvement de grandes masses d'hommes. "Aucun dirigeant algérien, même après l'indépendance, ne connut une telle ferveur"[15]. Loin de l'inextricable écheveau politique dans lequel il était plongé, il reprenait contact, après 15 ans d'absence, avec les masses algériennes. A nouveau, ses dons d'extraordinaire tribun, firent merveille. Sur l'arène publique, c'étaient toujours ses côtés forts qui se manifestaient. "Voir Messali au milieu d'une foule algérienne avait quelque chose d'extraordinaire. Des hommes, des femmes qui se précipitaient pour baiser sa djellaba. Sans connaître un mot d'arabe, j'étais moi-même emporté, soulevé par cette tension et ces envolées oratoires. J'ai rarement entendu tant d'ovations sortir d'une seule poitrine"[16]. Tour à tour cocasse et solennel, populiste et aristocratique, lyrique et minutieux, Messali expliquait, racontait à ces paysans, chômeurs, sous-prolétaires, ouvriers, venus l'écouter, la nécessité de combattre la misère, l'exploitation, d'arracher l'indépendance, avec un langage aussi acéré que démystifiant. Il tint aussi des propos véritablement "incendiaires" : "Il faudra que le sang coule pour que l'Algérie soit libre ![17]

Cette volonté, cette activité des masses ne favorisaient pas les plans des manœuvriers de coulisses. La direction du MTLD s'inquiétait. A Souk Ahras, Embarek Djilani eut un incident avec Messali. La querelle allait-elle prendre fin avec la décision du préfet de Constantine d'expulser Messali de ce département, le 24 avril ? Contre l'avis de la direction, il reprit sa tournée en mai. Tout le long de son itinéraire, les incidents avec la police se multipliaient. Mais ce fut à Orléansville que l'affrontement fut le plus meurtrier : "A l'entrée de la ville, la population rurale et urbaine de la capitale de Chelif vint accueillir dans

---

14. Rapport du Comité Central — Alger 13-14-15-16 août 1954.
15. Harbi — *op. cit.*, p. 126.
16. Témoignage de M. Beaufrère.
17. Guérin — *op. cit.*, p. 41.

l'enthousiasme son chef et lui témoigner son attachement ainsi que sa volonté de continuer la lutte. Messali les remercia et les exhorta à rejoindre leurs demeures dans le calme et la sécurité, gages d'une maturité politique certaine. Messali parti, la population se dispersa et les citadins voulurent entrer dans la ville afin de vaquer à leurs occupations habituelles. C'est alors que la police s'opposa et tira à plusieurs reprises, tuant sur le coup un jeune Algérien de 22 ans. La ville fut assiégée, des tanks et des auto-mitrailleuses quittèrent les casernes pour semer la panique et tirer sur les ruraux. On enregistre deux morts et plusieurs blessés."[18]

La maison où descendit Messali fut cernée. Un arrêté du Gouverneur Général vint lui signifier que les trois départements et les territoires du sud lui étaient interdits. Quelques heures plus tard, il fut directement transféré à Boufarik, puis à Villacoublay par avion, sans repasser par son domicile et conduit à Niort, lieu de sa nouvelle résidence forcée.

Le 15 mai 1952, un arrêté du ministre de l'Intérieur, lui signifiait l'interdiction de séjour sur l'ensemble du territoire français, à l'exception du département des Deux-Sèvres. Sur cette période, le Comité Central expliqua: "Pour Messali seules comptent les actions spectaculaires, les vociférations et les manifestations verbeuses d'un nationalisme primaire"[19]. Le 23 mai 1952, 300 000 Algériens par la grève, dans la région parisienne, le Nord, l'Est, Marseille, Lyon, le Doubs, St-Etienne, exigeaient la libération immédiate de Messali.[20]

DE NIORT

On l'installa à l'hôtel "Terminus", à Niort, rue de la gare, dans une grande chambre au premier étage. Son emploi du temps était très régulier. Il se levait, lisait les journaux, puis écrivait des articles. L'après-midi, de nombreux militants du MTLD venaient le voir. Vers 17h., il allait se promener en prenant la direction de la campagne environnante. Il commençait à connaître si bien les lieux qu'il sema plus d'une fois les policiers

---

18. *L'Algérie libre* – n° 110 – 14 mai 1954.
19. Rapport du Comité central d'août 1954.
20. In *la Vérité,* organe du PCI, n° 297, 5 juin 1952.

chargés de le filer constamment. Ces mêmes policiers le suivaient partout et ne s'en cachaient pas. Ils stationnaient en permanence en bas de son hôtel. Ses communications téléphoniques étaient écoutées, ses relations familiales et politiques régulièrement suivies. A propos de cette présence policière, D. Guérin raconte :

> "En janvier 1954, je rendis visite à Niort à Messali. La rencontre fut pittoresque. A une table très voisine de celle où nous dînions au restaurant en tête-à-tête s'empiffraient des policiers en civil, plus attentifs d'ailleurs à notre conversation qu'aux mets qu'ils enfournaient. Nous allâmes ensuite nous promener tous deux dans les rues de la petite ville où son tarbouch, sa grande barbe de prophète, sa djellaba noire ne faisaient déjà plus sensation, car la population en avait pris l'habitude. Une conduite intérieure noire de la police nous suivait à courte distance."

Messali recevait à Niort des militants politiques du mouvement ouvrier français (en particulier P. Lambert, J. Rous, Y. Dechezelles, son avocat) et prit contact avec le "Cercle Zimmerwald".

> "Il existait à Niort à l'initiation d'un instituteur Emmanuel Mormiche, un cercle de discussion qui se réunissait chez moi et qui abordait toutes sortes de questions. Dès que nous sûmes que Messali était à Niort, nous l'invitâmes à participer à une réunion sur l'avenir de l'Algérie, qui était à l'ordre du jour de nos débats. Nous attachions beaucoup d'importance à la discussion des problèmes internationaux. Messali nous est apparu comme un homme très cultivé, très au courant de la vie politique française. Il participa très volontiers à nos débats"[21].

Bien entendu, ce qui préoccupait d'abord et avant tout

21 Pour la vie de Messali à Niort, témoignage de Madame Cardinal qui a hébergé les enfants de Messali.

Messali, c'était la situation interne du MTLD, la bataille politique. "Au fond, j'ignorais ce qui se passait à l'intérieur du MTLD, car toutes les discussions restaient circonscrites à l'intérieur de leurs rangs. Mais je voyais Messali dans un très grand état d'exaltation. Sur ce sujet, Mezerna venait le voir, surtout au début. Fillali vint tout le temps. Il était son plus fidèle soutien. Il s'installait secrètement chez moi, puisqu'il était illégal". Son exil, loin d'atténuer les divergences qui l'opposaient à la direction soutenue par le Comité Central, les exacerbait. On voit, dès 1952, à la lecture de son journal, l'impatience le gagner. Désespérant de rallier à ses vues la direction, "véritable bureaucratie avec ses fonctionnaires, ses téléphones, ses pachas, ses chaouchs...", il porta le conflit qui l'opposa à elle devant les militants, à l'occasion du IIe congrès du MTLD tenu du 4 au 6 avril 1953.

De Niort, il fit parvenir un message invitant à la discussion la plus large, "sans soucis du prestige des dirigeants". Il expliqua que le peuple algérien ne devait compter que sur lui-même :

> "(...) la politique de coexistence prônée par Staline et qui vient d'être reprise par Malenko avec plus de précisions, peut se développer dans le sens d'une entente au détriment des peuples coloniaux (...)." "(...) Il ne faut pas compter sur l'aide de l'ONU ou des Etats des pays afro-asiatiques et encore moins sur la Ligue arabe. Il ne faut compter que sur ses propres forces et combattre." "(...) Un parti politique vraiment sérieux ne doit compter que sur lui-même, son esprit de sacrifice et sa volonté de vaincre l'exploiteur par tous les moyens. Nous devons aujourd'hui, nous qui avons créé l'espoir dans le cœur du peuple algérien, regarder la situation dans le monde telle qu'elle se présente, pour éviter de nourrir de dangereuses chimères. ***Il n'existe nulle trace dans l'histoire des peuples libérés par d'autres peuples par amour de l'humanité.*** " (souligné par nous)[22].

Le 4 mai, J. Chevallier devint maire d'Alger. Il proposa

22. Messali – Alger, 4-5-6, avril. IIe Congrès national du MTLD. Brochure éditée par le MTLD – p. 13-14.

à Me Kiouane, leader du CC, une rencontre. Les élus, approuvés par le CC, acceptèrent de collaborer loyalement, "sans faire de politique" (selon leurs propres termes). Le 14 juillet 1953, à Paris, la police tira sur un défilé pacifique; six Algériens furent tués : le CC ne protesta pas. Messali dénonça le silence du CC, son absence de protestation au conseil municipal d'Alger et il lia ce silence au "vote du budget colonialiste" de la ville d'Alger, approuvé par tous les élus du MTLD. A partir de juillet, Messali allait s'appuyer sur la masse des militants pour changer la composition et l'orientation du CC, *mais sans "casser" le Parti.* Tragique erreur que cette volonté de maintenir l'unité d'un parti dont la "direction est passée à l'ennemi"! En décembre 1953, à la réunion annuelle des cadres de la Fédération de France du MTLD, Filali, un des plus remarquables cadres du PPA et de l'OS, lut un message de Messali sur le caractère de la crise qui secouait le MTLD. La discussion s'engagea dans la salle et bientôt, le message qui circulait en France et en Belgique était adressé aux militants d'Algérie.

La crise s'accentuait : un comité de salut public sous la direction de Filali fut constitué pour reprendre en main le parti. Si Messali affirme clairement que l'impérialisme et le stalinisme sont unis contre les peuples coloniaux et que le peuple algérien arrachera par son propre combat son indépendance, il y a néanmoins des "manques" qui permettront à tout le courant du CC de se développer. A savoir : pas d'explication sur la nature de l'Etat algérien, la réforme agraire, le mouvement ouvrier organisé, etc... Nous pouvons relever une autre faiblesse, cette fois dans l'attitude même de Messali. Jusqu'au congrès, il décida de ne pas ouvrir la discussion politique au sein de tous les organismes de son parti.

A l'issue du congrès, une commission "élue", en fait, désignée par le CC, choisissait une nouvelle direction qui conserva au CC, Messali, mais en excluait tous ses partisans. Dès lors, la lutte allait s'engager. Du 16 avril au 3 mai 1953, à Alger, les élections municipales furent faites avec le trucage habituel. Elles propulsèrent au conseil municipal d'Alger un 2e Collège, presque entièrement MTLD[23]. Les

23. Pour le IIe Congrès du MTLD, on peut consulter le *Bulletin d'Informations Coloniales* n° 10 -15 novembre 1953. Ronéo 10 p.

deux fractions étaient devenues si hostiles, que dans toutes les villes d'Algérie allaient éclater des bagarres avec morts et blessés, pour la possession des permanences, des locaux, des journaux et des caisses du parti.

En avril 1954, Messali lança l'ordre aux trésoriers de *Kasmas*, c'est-à-dire de canton, de verser les fonds qu'ils détenaient à un compte en banque qu'il contrôlait en métropole. Le CC réagit immédiatement en donnant l'ordre aux *Kasmas* de bloquer les cotisations. Les militants de base, surtout dans le bled, étaient en fait très déroutés par cette lutte. En général, ils restaient persuadés que les chefs allaient refaire l'unité. En bonne règle, c'était le Congrès de l'été 1954 qui devait trancher le différend. Des deux côtés on s'affaira à sa préparation. Le 10 juillet 1954, le CC convoqua à Alger une conférence préparatoire et les délégués présents votèrent sur un ordre du jour qui était un blâme atténué pour Messali. Il fixa d'autre part la date du Congrès au 15 août. Seuls les centralistes y furent présents, pour une bonne raison : les Messalites étaient en Belgique où Messali avait convoqué un autre congrès, à Hornu, près de Bruxelles.

En effet c'est de Niort que Messali, en sa qualité de président, convoqua ce congrès extraordinaire qui se tint les 13-15 juillet 1954. Pourquoi en Belgique ? Parce que Léon Feix qui s'occupait des questions coloniales à la direction du PCF avait (après l'avoir accordé) refusé une salle dépendant d'une municipalité communiste de la banlieue parisienne. Les assises se déroulèrent dans une atmosphère de tension et d'enthousiasme, sans désemparer, pendant trois jours. Un peu plus de trois cents délégués représentaient les *Kasmas*. Les 5/8ᵉ étaient originaires d'Algérie et toutes les régions étaient représentées ; en particulier les villes du Constantinois et de l'Algérois où s'était menée une lutte sévère contre le CC et où les militants comprenaient mieux la nature de la crise du MTLD. Les douars et les régions périphériques (Aurès, Sud-Oranais) étaient mal représentés et la grande majorité n'avait exercé de responsabilité qu'au niveau local ou régional. L'intégralité de la Fédération de France du MTLD avait envoyé des délégués à Hornu. Alger était largement représentée par les militants et responsables de la commission ouvrière du MTLD qui s'était engagée massivement dans la lutte contre le CC. Autre fait : Krim Belkacem, futur responsable

du FLN, délégua pour la Kabylie Ali Zamoum et Aït Abdesslam au congrès d'Hornu. Le 14 fut consacré à la vérification des mandats. Ne votèrent que les délégués dont les *Kasmas* avaient payé ou qui versaient à ce jour les cotisations. Toutes les grandes villes étaient représentées et généralement par des cadres et des militants ouvriers. Le rapport que Messali adressa à ce congrès, marqua une rupture définitive avec le Comité Central[24].

La masse croissante d'inquiétude et de mécontentement que le renoncement progressif à une politique révolutionnaire avait fait naître chez les militants se cristallisa dans le rapport de Messali. Il expliqua tout haut ce que la plupart pensait en leur for intérieur. Il reprochait aux centralistes de surestimer les divergences au sein des "puissances occidentales", de mener une politique électorale sans principe, d'avoir une vision des alliances à l'intérieur du pays qui mettait le Parti à la remorque des mouvements réformistes et de se refuser à tout engagement dans la lutte aux côtés des peuples tunisiens et marocains. Dans ce sens, intervenant après la défaite de Dien-Bien-Phu, le rapport affirmait :

> "Les problèmes tunisiens et marocains ont connu l'internationalisation de 1950 à nos jours. Pour rappeler en un mot quels sont les moyens pratiques qui ont milité en faveur de cette internationalisation, disons que la situation au Maroc et en Tunisie frise l'insurrection... Au point de vue tactique, le moment est extrêmement favorable pour tenter de lier le problème algérien et celui du Maghreb arabe et, par la même, d'internationaliser le problème algérien. Cela est du domaine de la diplomatie qui, pour réussir doit être appuyée par une politique intérieure révolutionnaire. Il n'y a pas plusieurs façons d'internationaliser un problème, il faut s'y mettre ou se démettre."

24. Sur le Congrès d'Hornu et le rapport de Messali on peut consulter : Harbi : *Aux origines du FLN* p. 216-232 ; Rapport sur le problème algérien d'Yves Dechezelles et Yves Jouffa dans *la Nouvelle gauche* n° 25 – 20 novembre 1956, p. 9 ; Stora Benjamin : *le MNA de Messali Hadj. 13 juillet 1954 – 9 mars 1956.* Mémoire de Maîtrise, 1976,180 p. *Bilan de la Révolution algérienne*– brochure du CLTA. p. 24-27 ; D. Guérin – *Ci-gît le colonialisme* – p. 45-46.

S'attaquant au "règne de la bureaucratie qui a fait faillite parce qu'elle s'est éloignée des principes révolutionnaires", il accusait la direction d'avoir sabordé l'appareil clandestin, l'OS. Messali pour remettre de l'ordre dans un parti gangréné par le réformisme, commet toutefois l'impair de se laisser nommer président à vie, sur la proposition d'un militant du nom de Mustapha Stambouli, lequel d'ailleurs, devait ensuite passer au FLN. Le Congrès décida l'organisation d'un "Comité National de la Révolution", dirigé d'Alger par un ouvrier responsable de l'OS et responsable de la commission ouvrière du MTLD à Alger. L'objectif du CNR ? Récupérer l'argent, les locaux et les armes en possession du CC, réorganiser le parti et déclencher la lutte armée.

En continuant d'adopter le programme de l'ENA, Hornu représentait un moment capital dans l'histoire du mouvement nationaliste. A un moment où Mendès-France signait les Accords de Genève (20-21 juillet 1954), où il s'apprêtait à négocier l'autonomie interne pour la Tunisie, Hornu affirmait que le peuple algérien devait arracher et, dans les plus brefs délais, son indépendance par la voie de la lutte armée, liée au mouvement des masses. Le 17 août 1954, le colonel Schöen, qui dirigeait les renseignements généraux, écrit en tête de son bulletin politique remis au gouverneur général Léonard :

> "Le schisme du MTLD paraît définitif ; les deux clans se sont excommuniés ; ils ont chacun "leur Comité Central" et menacent d'en venir aux mains. Le clan Messali, plus "prolétarien" et plus au fait des réactions des militants, pourrait l'emporter malgré l'habileté politique des "lahoueliste."

Et, dans la rubrique 11 : "MTLD, clan Messali", le colonel Schoen écrivit :

> "Messali aurait décidé d'orienter le parti vers la clandestinité et mis sur pied un "plan d'action directe" avec constitution de groupes de combat ; voués à l'action terroriste[25]."

---

25. Y. Courrière, *les Fils de la Toussaint* – p. 172.

Un drame personnel vint bouleverser la vie de Messali durant ces deux années de dur combat politique. Sa femme, Emilie, qu'il aimait et qui avait été pour lui une collaboratrice incomparable, se mourait dans de pénibles souffrances, atteinte d'une hémiplégie. Alerté durant l'été 1953, Messali demanda à pouvoir se rendre à son chevet. Le gouvernement Laniel et son ministre de l'Intérieur Martinaud-Deplat voulurent lui faire signer une déclaration selon laquelle son retour provisoire "ne serait pas exploité à des fins politiques"[26]. Messali refusa de signer ce document. Tout déplacement lui fut interdit. Le vendredi 2 octobre 1953, à la clinique des Glycines, Emilie mourut, entre les bras de ses deux enfants, Djanina et Ali. Le chagrin de Messali fut profond. A Alger, 10 000 personnes vinrent se recueillir devant le cercueil recouvert du drapeau algérien. On l'autorisa à quitter Niort pour aller assister le 9 octobre aux obsèques à Neuves-Maisons, en Lorraine. En dépit des actes d'inhumanité et de mesquinerie perpétrés contre lui par le gouvernement français, il prononça devant la tombe de sa femme, un admirable discours adressé aux peuples algérien et français.

> "Par delà la tombe de celle qui fut mon épouse, je m'adresse au peuple français et je lui dis : Cette française qui était lorraine m'écrivait dans les moments les plus difficiles, dans le noir et le secret des prisons : "Messali, tu es sur la bonne voie. Dans mon cœur de Française je sens qu'il n'y a pas de frontière pour la liberté." Par delà la tombe de celle qui fut mon épouse, je m'adresse au peuple algérien et je lui dis : Vois, il y a des Français, travailleurs et démocrates qui sont avec toi dans la lutte contre les oppresseurs. Par delà la tombe de celle qui fut mon épouse, je m'adresse aux peuples algérien et français et je leur dis : ensemble, nous construirons une société plus humaine, plus juste où la liberté ne sera pas un vain mot[27]."

---

26. *L'Algérie libre.* N° 81 – 3 octobre 1953. Sous le titre : "Madame Messali n'est plus" en première page.
27. *La Vérité* – n° 332 – 23 octobre 1953.

A LA VEILLE DU 1er NOVEMBRE : MESSALI ET LE CRUA

Dans le conflit qui opposait Messali au Comité Central, les illégaux, maquisards et anciens cadres de l'OS présents en Algérie prirent position pour Messali. De France, Mashas écrivit à Aït Ahmed, Ben Bella et Khider pour leur demander d'appuyer Messali[28]. La polarisation en deux forces, l'une entraînant l'écrasante majorité du parti avec Messali, l'autre s'appuyant sur les cadres en place semblait acquise, quand en mars 1954, Mohamed Boudiaf, lança l'idée d'une troisième force, le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA).

L'initiative de Boudiaf, sans aboutir à un bouleversement immédiat du rapport de forces, allait imprimer un autre cours aux événements. La démarche de Boudiaf fut concertée avec le Comité Central. La tactique de celui-ci se fondait sur l'illusion que Messali mènerait exclusivement la bataille dans les cercles dirigeants. Cette logique fut prise en défaut, à partir du moment où Messali avait agi sans se préoccuper des répercussions de la bataille sur l'appareil de l'organisation. Le calcul du CC trouvait un écho chez Boudiaf, réagissant en sa qualité de membre de l'appareil. Il le fit savoir à Messali :

> "Très inquiets de ce qui se passait et réagissant en tant que responsables de l'organisation, nous lui fîmes savoir par Filali, qu'en notre qualité de militants du rang (par opposition aux membres des organismes de direction) nous resterions à nos postes, sans prendre parti, si Messali, de son côté, s'engageait à circonscrire le conflit aux sphères dirigeantes (...) Enfin, ce parti était notre parti, nous avions beaucoup sacrifié pour son existence. Nous sentions que Messali, pour rétablir son autorité, était prêt à tout casser[29]."

---

28. Harbi : *Une crise chronique...* ouvrage cité p. 45. Harbi ajoute : "Aït Ahmed nous a assuré avoir fait à Mashas une réponse négative au nom de la délégation MTLD au Caire."
29. Boudiaf – "La préparation du 1er novembre" *El Jarida* n° 18 novembre-décembre 1974 p. 9.

Compagnon de route temporaire du Comité Central, adversaire farouche de Messali, Boudiaf échoua dans sa tentative d'unifier les deux tendances : "Il faut que l'on sache que le CRUA s'est dissout de lui-même quelques jours avant la réunion du Congrès organisée par Messali en Belgique. Il a estimé qu'il avait perdu sa raison d'être puisqu'il n'avait pas réussi à sauver le parti de la scission[30]."

Et pourtant, en juillet 1954, il obtenait l'accord de la délégation MTLD au Caire pour préparer l'insurrection. En août il ralliait à son point de vue les cadres de la Grande Kabylie. Quelle était donc la composition de ce CRUA ?

Ils sont jeunes (en 1945, Krim a 23 ans, Boudiaf 26 ans, Ben Tobbal 28 ans, etc.) et n'ont pas connu les luttes menées par l'ENA et le PPA au sein du prolétariat français. Ils ont presque tous vécu dans leur douar ou leur petite ville et possèdent une mentalité provinciale. Ils sont pour la plupart originaires du Constantinois, la région à la fois la plus pauvre et la plus attachée à la tradition arabo-musulmane (celle où les Oulémas réformistes avaient la plus grande facilité à faire vivre les medersas). En dehors du Constantinois, les cadres viennent de l'Aurès, de Kabylie ou des Oasis, c'est-à-dire des régions où les structures sociales traditionnelles n'ont pas été complètement désintégrées. Ils sont souvent issus de la classe des petits propriétaires fonciers ou des fellahs sans terre, ou encore de la petite bourgeoisie urbaine. Vivant dans la clandestinité, ils n'ont ni suivi, ni compris les divergences (mis à part Boudiaf) qui existaient au sein du MTLD, d'autant que le CC qui dispose des locaux, des permanents, des liaisons et qui siège à Alger, sait brouiller les cartes. Ces militants sont désorientés, ils veulent que le parti s'engage dans la lutte armée comme en Tunisie et au Maroc. Leur courant n'est pas homogène. Krim et Ouamrane n'ont pas rompu avec Messali ; Didouche a soutenu les positions du CC ; A. Mashas, après avoir appelé à la neutralité entre les tendances, côtoiera le mouvement messaliste avec le dessein non dissimulé d'en débaucher les militants le moment venu. Les militants de l'Aurès et du Constantinois adoptent une position centriste (Ben Boulaid). Pour tous, *le contenu social de la crise leur*

30. Boudiaf – *Où va l'Algérie* ? Editions de l'Etoile – 1964 – p. 70.

échappait. En n'abordant pas la crise du parti en termes sociaux mais en critiquant seulement les "méthodes", ils cherchaient à atténuer les divergences au lieu d'en mettre à l'évidence les fondements de classe.

Pourquoi donc le CRUA ne s'était-il pas fondu dans le CNR, puisque le CC avait renoncé à la lutte armée et que les Messalistes s'y préparaient ? A cela plusieurs raisons : les positions centristes de Ben Boulaïd et de Krim, les erreurs de Moulay Merbah émissaire de Messali qui n'était pas parvenu à convaincre Krim de l'entreprise que constituait le CRUA, l'absence de bataille politique livrée par Messali lui-même. Preuve en est le témoignage de D. Guérin, fondé sur des notes inédites de Vincent Monteil et une interview de Mezerna :

> "Le 15 août, Ben Boulaïd quitta les Aurès pour Tripoli afin d'y porter deux lettres dont l'une destinée à un certain "Amined", qui n'était autre que Ben Bella...
> Un centraliste eut vent de l'affaire... Aussi rendit-il visite à un responsable messaliste pour l'informer de ce qui se tramait. Le déclenchement de l'opération était fixé, selon ce rapporteur, à la fin septembre... Mezerna aussitôt prévenu, prit à Alger l'avion afin de rendre visite à Messali, à Niort et de lui relater ces préparatifs, que d'ailleurs *les deux hommes ne prenaient pas trop au sérieux, ni sur la date envisagée, ni sur le fond.*" (Souligné par nous).

Messali ne prit pas au sérieux les hommes du CRUA car il estimait que rien ne pouvait remplacer "l'action des masses organisées pour imposer un problème, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Ni compétence, ni valeurs intellectuelles, ni rang social, ni titre de noblesse, ni éloquence, ni parchemin quelconque ne peuvent remplacer les actions de masses, ni faire quoi que ce soit en dehors d'elles"[31].

Il misait sur les préparatifs d'actions directes décidées par le Congrès d'Hornu. Début septembre, sur ce sujet, il eut avec

---

31. Rapport du Congrès d'Hornu.

Mezerna une conversation décisive. Il lui confia qu'il avait longtemps espéré, soit s'évader de sa résidence forcée et quitter la France, soit obtenir sa liberté du gouvernement français. Il estimait qu'il était préférable que sa personne ne fut pas entre les mains de la puissance colonialiste au moment où éclaterait l'insurrection nationale. Mais ses espoirs dans ce sens avaient été déçus et il en venait maintenant à admettre que l'on ne pouvait pas attendre davantage : il avait résolu que l'insurrection serait déclenchée au plus tard le 15 novembre 1954[32]. Loin donc de défendre le droit abstrait du parti de choisir le moment de frapper, il fixa un terme précis. Deux faits allaient bouleverser cette marche à suivre. D'abord le CNR chargé de préparer l'insurrection n'avait pas respecté totalement les décisions d'Hornu. Les armes manquaient, l'argent aussi. La décomposition de l'impérialisme français fit naître des illusions[33]. L'organisation confrontée à la répression et en butte aux attaques des centralistes, subissait la situation. C'est cet attentisme qui expliquait que les relations avec Krim et Ben Boulaïd, responsables des Aurès et de la Kabylie, n'aient pas été renouées. Cette temporisation aliénera à Messali une grande partie des sympathies acquises, notamment celles des responsables de la Kabylie, qui, dans l'implantation et la consolidation du futur FLN, joueront un rôle principal. Ensuite, le 20 septembre, le ministre de l'Intérieur François Mitterrand assigna à Messali une nouvelle résidence forcée aux Sables d'Olonne (Vendée). Cette mesure avait pour objectif de neutraliser le plus possible Messali dont les intentions d'action directe, qui avaient pu filtrer, inquiétaient fort les autorités colonialistes.

Il fallait aussi le soustraire à ce groupe métropolitain, à ce cercle d'études groupant des syndicalistes révolutionnaires, des anarcho-syndicalistes, des trotskystes dans lequel, aux yeux des gardiens de l'ordre, il s'était par trop enraciné. Ce fut Mezerna qui conduisit Messali en voiture de Niort aux Sables d'Olonne. La Fédération de France du MTLD organisa un meeting à la grande salle de la Mutualité, le 3 octobre pour protester "contre

32. Témoignage de Mezerna in *Ci-gît le colonialisme*, p. 50.
33. A titre d'exemple l'article dans *l'Algérie libre* du 22/10/54 qui évoquait "les moyens moraux et pacifiques" pour parvenir au but recherché.

cette nouvelle mesure d'éloignement"[34]. Une fois de plus, à la veille d'événements qui allaient mettre à l'épreuve les idées, les partis et les hommes, Messali était écarté. Comment dans ces conditions, maîtriser un parti et des militants, marqués par "la crise et les scissions"? Les militants et les cadres cherchaient leur voie à tâtons. Malgré l'âpreté du conflit, nombreux étaient ceux qui considéraient les désaccords comme pas très sérieux. Dans la période qui allait suivre, la différenciation s'opéra lentement, avec des passages d'un camp à l'autre. Fréquemment, les premiers militants du FLN et les Messalistes continuèrent à militer ensemble. Mais il y avait cette atmosphère de confusion et les rivalités personnelles. La politique de l'organisation présentait deux aspects différents : ce qui se disait officiellement dans les congrès et les résolutions, et ce qui se murmurait entre initiés dans les coulisses. A côté des anciennes motivations, surgissaient des nouveaux réflexes : les aspects florentins, véritables jeux de la manœuvre.

Le 15 octobre, Mezerna, envoyé par Messali, partit pour Le Caire, avec un autre dirigeant du MTLD, Embarek Filali. Le comité directeur qui s'était réuni le 15 août 1954 avait décidé l'envoi d'une mission dont le but était de contacter les représentants de la Ligue Arabe en vue du soutien de l'insurrection, et de donner des directives précises à la délégation MTLD du Caire, relatives à l'organisation de la propagande extérieure qui appuierait cette insurrection[35]. En effet, Messali, assigné à résidence surveillée, avait décidé de reporter l'insurrection à janvier 1955[36]. Mais curieusement, le voyage de Mezerna fut considérablement retardé par le man-

---

34. Le 3 octobre des militants ouvriers, des personnalités prenaient l'initiative de lancer un appel pour la constitution du "Comité pour la libération inconditionnelle de Messali Hadj". Le 15 octobre, les représentants de ce Comité prirent la parole, place Nationale, devant l'usine Renault.

35. Archives MNA déposées à Inter Afrique Presse. Confirmé par Guérin — *op. cit.*, p. 51.

36. Citons à ce propos, l'entrevue du directeur de Cabinet du ministre de l'Intérieur, Mr. Nicolay et le préfet Vaujour, aux lendemains du 1er novembre :
"Nicolay confère avec le préfet Vaujour, directeur de la sûreté. Celui-ci dresse un premier bilan des événements de la Toussaint : une centaine de terroristes seulement à son estimation. Le MTLD n'était pas dans le secret. *Mais certains de ses dirigeants envisageraient de leur côté une action pour janvier 1955. Tôt ou tard, on aurait donc eu des troubles* (souligné par nous)" (In Chaffard Georges, *Carnets secrets de la décolonisation*, p. 57).

que d'empressement que mit la délégation au Caire à lui obtenir un visa égyptien. (Délégation mise en place par le MTLD et comprenant Ben Bella et Khider). C'est précisément pendant ce laps de temps que le CRUA s'activait à organiser le déclenchement de l'insurrection. Finalement, Mezerna et Filali furent informés par Khider du plan de sa mission quelques instants seulement avant le déclenchement des événements du 1er novembre. Messali était en quelque sorte pris de vitesse. Comment expliquer l'attitude de cette délégation extérieure ? Elle était en fait entièrement en accord avec le Colonel Nasser et du chef de son 2e bureau, Fathi el Dib, qui la finançaient et l'approvisionnaient en armes. Nasser prétendait contrôler l'ensemble du Maghreb et était de ce fait fort mal disposé à l'égard de Messali. Il avait besoin en Algérie d'exécutants souples ce que n'était pas Messali par son intransigeance. Par la suite, il aurait même envisagé de le faire enlever en France pour le placer au Caire sous contrôle direct[37]. A la fin octobre 1954, Messali était dans une position inconfortable et contradictoire. Il sentait confusément qu'il fallait modifier complètement le cours du MTLD au plan organisationnel.

37. Sur la disposition de Nasser à l'égard de Messali voir : J.C. Duchemin, *Histoire du FLN*, éd. de la Table Ronde, 1962, p. 81 ; le témoignage de D. Guérin, *op. cit.*, p. 52.

Chapitre VIII

1954 - 1958
A L'EPREUVE DE LA REVOLUTION
LA DEFINITION D'UNE POLITIQUE



CREATION DU MNA
"NON-DIFFERENCIATION SOCIALE"

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, une trentaine d'attentats de nature diverse, éclatèrent en différents points du territoire algérien. Les comptes rendus de la presse des 2 et 3 novembre et surtout les rapports officiels de la police et de la gendarmerie, expédiés au gouverneur général R. Léonard nous permettent de connaître la localisation, la nature et l'ampleur de ces attentats, c'est-à-dire d'apprécier le caractère général de ce "soulèvement" du 1er novembre. De nombreux ouvrages ayant rendu compte en détail de l'événement nous nous dispenserons de le faire[1]. Dès les premiers coups de feu, la tendance centraliste vola en éclats, disparut politiquement. Le PCF expliqua le 9 novembre qu'il ne saurait "approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux". Les communistes algériens emboîtèrent le pas du PCF et condamnèrent l'insurrection. Les religieux algériens, les Oulémas, se réfugièrent prudemment dans l'expectative, et on pouvait lire dans leur journal *El Bassair*, du 5 novembre : "Nous ne pouvons pas faire le moindre commentaire sur ces événements jusqu'à ce que nous apparaisse la vérité". Enfin le parti de F. Abbas, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) se borna à demander "au gouvernement de la République de promouvoir rapidement des réformes consti-

---

1. Voir à ce sujet : J. Dejeux "Essai de bibliographie algérienne – 1er janvier 1961 – 30 juin 1962." in *Cahiers Nord-Africains* – octobre, novembre 1962 – 115 p.

tutionnelles conformes aux aspirations du peuple d'Algérie et aux promesses de la Constitution française..."

Dans une situation où toutes les formations algériennes se taisaient ou désapprouvaient, quelle allait être l'attitude du MTLD ? Si elle devait s'amplifier et se poursuivre, la révolte ne pouvait s'appuyer que sur la grosse masse des militants du MTLD, au nombre de 20 000, et qui avaient rejoint dans leur grande majorité Messali dans le cours de l'été 1954. Plusieurs éléments incitèrent les militants à considérer que c'était Messali qui était à l'origine de ce soulèvement. D'abord l'attitude de la presse et principalement celle d'Algérie. A titre d'exemple, on pouvait lire dans le *Journal d'Alger*, le 2 novembre, "Dans la nuit de dimanche à lundi, le dispositif mis en place depuis trois mois par l'aile extrémiste du PPA entrait en action. On en connaît les résultats : trente attentats, cinq morts, des millions de dégâts, un climat de crainte et de haine qui renaît. Le moment est donc venu d'avoir le dossier MTLD-PPA". Le *Journal d'Alger* ouvrait donc "le dossier secret du PPA" et le 5 novembre, le titre ne laissait plus planer aucun doute : «Messali Hadj, dictateur vieillissant, veut une fin de règne sanglante pour maintenir intact son prestige auprès des troupes ouvrières du parti». Et le 6 novembre 1954, le même journal annonçait fièrement à ses lecteurs que, "C'est en juin que Messali a décidé le passage à l'action directe", en faisant référence au document que Messali rédigea à Niort ce mois-là, pour le Congrès d'Hornu. Le 8 novembre 1954, le *Journal d'Alger*, , titrait en gros : "195 meneurs du PPA sont arrêtés." Le chiffre était nettement minimisé. Plusieurs milliers de militants du MTLD étaient arrêtés dans la première semaine de novembre. Et c'est ce qui allait constituer le deuxième élément d'appréciation des militants. Dès le 3 novembre, le bureau politique du MTLD publia une déclaration, reproduite dans *Alger Républicain* du 4 novembre. "Des événements semblables à ceux de Tunisie et du Maroc viennent de se produire en Algérie. (...) Nul n'ignore que les causes profondes résident, d'une part dans la méconnaissance obstinée des réalités qui posent le même problème, aussi bien en Algérie qu'au Maroc et en Tunisie, et d'autre part dans la politique de force et de répression, opposée brutalement aux aspirations légitimes du peuple nord-africain." Le MTLD ne condamnait donc pas le 1er Novembre. Sa dissolu-

tion, décidée par le Conseil des ministres du 4 novembre, entraîna la rafle de plusieurs centaines de responsables et militants, dans la nuit du 4 au 5 novembre 1954. Ceux qui n'étaient pas arrêtés n'avaient pas le choix : entrer dans la clandestinité ou gagner le maquis. Un dernier indice, propre à entraîner l'appui actif ou pour le moins tacite de la grosse majorité des militants, résidait dans l'attitude de Messali lui-même.

Une révolte d'une telle ampleur ne pouvait pas se poursuivre sans l'appui, partiellement actif et pour le moins tacite de la population. Or, nul ne le conteste, le peuple était avec Messali, dans les grandes villes, dans les montagnes, en Oranie comme dans le Constantinois ainsi que dans le Sud. Les tentatives faites par les centralistes, au cours de l'été 1954, pour "décrocher" à leur profit les sections MTLD, étaient restées sans résultats[2]. A la veille du 1er novembre, *le Monde* écrivait ;

> "Il semble bien qu'en définitive Messali l'a emporté tant en France qu'en Algérie (...) Dirigée par des hommes qui semblent vouloir s'écarter des méthodes violentes et sortis de la clandestinité, elle (la tendance centraliste) risque de se trouver dépassée par le MTLD messaliste dont les racines sont surtout prolétariennes"[3].

Sans le soutien du MTLD, la poursuite de l'insurrection eut été impossible au lendemain du 1er novembre[4]. Cependant Messali ne parla publiquement que le 8 novembre 1954. Ce délai d'une semaine ne s'explique pas seulement par l'aggravation de ses conditions de surveillance (il lui était désormais interdit de sortir de son domicile et de recevoir des visiteurs)[5],

---

2. Témoignage de S. Aklouf et M. Harbi — *op. cit.* : "En 1955, un chef de groupe, Guerkhtouli, raconte qu'il eut des sueurs froides, quand au cours d'une réunion, il entendit un réquisitoire contre Messali, alors qu'il croyait se battre sous la direction d'hommes qui se réclamaient de lui."
3. *Le Monde* — 30 octobre 1954.
4. "On a constaté des retours massifs de métropole. Du 1er février au 20 mars 1955, 23 000 hommes seraient ainsi rentrés et la plupart d'entre eux auraient rejoint la rébellion" : C. Paillat, 2e dossier secret de la guerre d'Algérie — p. 238. Les sources de C. Paillat émanent du gouvernement général d'Algérie.
5. Bulletin du Comité pour la libération de Messali. Décembre 1954.

mais il désirait certainement prendre du recul pour pouvoir apprécier la situation nouvelle ainsi créée.

Deux solutions s'offraient à lui : il pouvait soit désavouer l'action du 1er novembre, soit au contraire s'évader de France, rejoindre Le Caire, pour mener une action commune avec Ben Bella et Khider, comme les hommes du CRUA le lui avaient proposé[6]. Il opta pour une troisième solution. Refusant d'aliéner sa liberté d'action et celle du MTLD en ce qui concernait la marche extérieure de l'insurrection, il ne désavoua pas l'action du 1er novembre et la considéra comme un épisode, somme toute logique, de la lutte du peuple algérien et de son parti. Tel fut le sens de la déclaration de Messali à l'AFP le 8 novembre : "Dès l'annonce des événements survenus en Algérie dans la nuit du 31 au 1er novembre 1954, la surveillance exercée autour de ma personne est gravement renforcée (...) Nous l'avons dit en d'autres temps et nous le répétons aujourd'hui. C'est en mettant fin à ce régime, en faisant droit aux aspirations de notre peuple qu'on mettra fin à ces explosions qui ne sont, en vérité, que des actes de désespoir. C'est là qu'est le remède[7]." Contrairement aux autres mouvements, les Messalistes laissent donc entendre qu'ils étaient partie prenante de l'insurrection. Leur ligne de conduite ne varia pas : le 1er novembre était essentiellement une manifestation du combat livré depuis plusieurs années. A la fin décembre 1954, après la déclaration de constitution de la nouvelle organisation, le MNA, Messali reprit cette argumentation : "Le prolétariat parisien doit savoir qu'avant le 1er novembre, l'Algérie, comme l'Afrique du Nord toute entière, était soumise à un véritable régime de camp de concentration (...). Voilà trente ans que nous dénonçons cette situation"[8]. En agissant de la sorte, Messali pensait qu'il était toujours possible de réintégrer les partisans du 1er Novembre dans la continuité du combat livré par le nationalisme algérien depuis sa création.

Il est un aspect, contenu dans le "document" du 8 novembre 1954 sur lequel il faut nous arrêter. Messali fonde

---

6. Témoignage d'un ancien responsable MNA. Confirmé par archives MNA. Inter Afrique Presse.
7. Déclaration publiée par le Comité pour la libération de Messali.
8. Message de Messali. Publié par *Le Libertaire* — 23 décembre 1954.

son analyse sur le fait qu'en Algérie, la base sociale de la lutte pour l'indépendance est exprimée par un peuple de dix millions d'habitants, tous totalement expropriés, sans autre différenciation essentielle que celle d'une communauté de fellahs sans terre, de petits artisans et commerçants dont les intérêts et les sentiments sont liés de façon décisive à une masse de manœuvres et de chômeurs. Sans que Messali le formule clairement du point de vue théorique, il s'agissait donc d'un peuple de dix millions d'âmes réduit à la condition d'un "peuple-classe". Or s'il est vrai que la différenciation sociale était faible, elle existait néanmoins.

En 1954, l'Algérie possède tous les traits d'une économie sous-développée et dominée, caractérisée essentiellement par un sous-développement industriel. L'agriculture emploie 60 à 70% de la population active et ne représente que 40% de la production nationale, et 22% du revenu national. L'économie est désarticulée, c'est-à-dire que l'industrie ne consomme que 25% de la production agricole (53% pour les pays développés), tandis que la consommation des biens industriels par l'agriculture ne représente que 8% de la valeur de cette production (14% en moyenne pour les pays développés). En outre, seul le littoral a été mis en valeur par le capitalisme colonial.

Dans ce contexte, que représentait la bourgeoisie algérienne ? Si l'on considère sa part dans la production totale, celle-ci n'est pas négligeable. Devant la poussière de petites exploitations paysannes, 8 499 propriétaires musulmans qui possèdent ensemble 1 688 800 hectares avec des exploitations de dimensions souvent comparables à celles des Européens, dominent le secteur musulman. En effet, eux seuls possèdent le bétail et le matériel nécessaire à l'agriculture : chevaux pour le labourage, charriage, dépiquage... Ils prêtent à des taux usuraires les semences, assurent les soudures, autorisent le passage ou le ramassage du bois dans les forêts qu'ils contrôlent, fournissent l'argent pour les mariages, les impôts, les procès... A la récolte, ils accaparent une part importante de la production. Si bien que les petits propriétaires sont dans la dépendance totale de ces propriétaires fonciers. Cette bourgeoisie assure aussi la liaison avec le secteur européen capitaliste. En effet, si elle continue à produire des céréales, elle consacre de plus en plus de terres aux cultures "modernes" : vignes, agrumes..., d'un meilleur rapport, mais qui la rendent totalement dépendante

des banques sur le plan des débouchés, investissements et crédits. Nous pouvons donc dire que cette bourgeoisie est une classe "compradore", dont le sort est lié à celui de la colonisation. Il convient aussi d'examiner les classes moyennes algériennes qui englobent une faible couche de propriétaires fonciers moyens (50 à 100 hectares) et certaines catégories urbaines. L'industrie n'a joué aucun rôle notable dans leur développement. Par contre, c'est le commerce, avec l'accroissement de la circulation des marchandises, qui a permis leur croissance. Intermédiaires entre les douars et la ville, ils circulent sur tous les marchés, deviennent revendeurs de volailles, marchands de légumes, épiciers ou bouchers ambulants, courtiers en bestiaux. D'autres s'installent dans les villes et deviennent revendeurs de tissus, céréales, denrées alimentaires diverses... D'autres deviennent entrepreneurs en transports, tiennent un café, ou deviennent courtiers et agents d'affaires. Dans l'ensemble, ils forment une catégorie peu nombreuse, mais importante sur le plan économique, car elle contrôle les échanges[9]. On peut donc dire que l'Algérie est devenue, malgré ses liens de dépendance vis-à-vis de la métropole, un pays capitaliste, avec des classes sociales de type moderne : la bourgeoisie européenne (grands propriétaires fonciers liés aux banques, exploitant le secteur minier, industriel, armateurs, grands commerçants, etc...) et son appendice, la bourgeoisie musulmane francisée et commerçante, numériquement limitée mais dominant la poussière de misérables fellahs sans terre ou montagnards. Entre cette bourgeoisie toute puissante et un prolétariat urbain à composante européenne dans quelques secteurs (gaz, électricité, transports, petites industries) et musulmane (dans l'agriculture et le secteur minier), une petite bourgeoisie qui se développe dans les grands centres miniers. La bourgeoisie musulmane est donc devenue en Algérie une classe "compradore" dont le sort est lié à celui de la colonisation.

Messali n'a, en fait, tout au long de sa vie militante, jamais établi cette différenciation sociale. Programme de l'Etoile en 1933, programme du PPA en 1937, programme du MNA en 1954 : à chaque fois le "peuple" pris dans sa totalité

9. Sources : R. Gallissot — *"l'Economie d'Afrique du Nord"* — "Que sais-je" PUF.

est promu au rang d'acteur des tâches à accomplir. L'absence de clarification sur les problèmes de la révolution sociale pèsera dans la suite des événements. Il n'y aura jamais une différence tranchée de programme entre le FLN et le MNA. Leur rivalité violente ne portera pas sur les questions relatives à la place, au rôle de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie, du prolétariat dans la conduite de la révolution. Toutefois le Congrès de l'USTA de juin 1957 marquera cette tentative d'établir cette différenciation sociale.

En décembre 1954, dans la clandestinité, le MNA commença ses activités. La première des tâches : la diffusion de son journal *la Voix du Peuple*. Dans les questions les plus épineuses, le journal était contraint de se borner à des allusions et de se faire entendre à demi-mot. Mais les agitateurs (qui avaient l'habitude) et les appels disaient pour lui ce qu'il ne pouvait dire ouvertement. Les travailleurs évoluant dans le sillage du mouvement messaliste, avaient en outre appris à lire entre les lignes. C'est ainsi, qu'autour de la *Voix du peuple,* se regroupèrent les militants en liberté. Mais il y eut une différence avec les années précédentes où à chaque dissolution le mouvement rejaillissait de ses cendres en faisant bloc derrière Messali. Le vieux leader du nationalisme révolutionnaire, âgé de 56 ans, allait retrouver face à lui des hommes l'ayant précédé dans l'action et ne lui laissant d'autre alternative que le ralliement sans condition ou la disparition.

LE REFUS DU FRONT

Dans l'approche du problème des alliances, la démarche de Messali était marquée par l'éducation politique qu'il avait acquise de ses premières années de militantisme au contact du mouvement ouvrier français. Que ce soit au moment du Congrès Musulman en 1936 ou du Front algérien en 1951, il refusa l'unité à tout prix.

De novembre 1954 à mars 1955, Messali allait devoir une fois de plus trancher, au plan extérieur (relation avec la délégation MTLD, du Caire, avec Nasser), au plan intérieur (relation avec les hommes du CRUA, avec les autres formations politiques), pour sa politique d'alliances.

Mezerna et Filali étaient revenus du Caire peu après la nouvelle de l'insurrection du 1er novembre, et, de Suisse avaient repris contact avec Messali. Filali était chargé de diriger la Fédération de France du MNA. Mezerna, lui, retourna en Egypte pour continuer un comité groupant toutes les personnalités pour la défense de la Révolution qui prit d'abord, le nom de "Front National de Libération Algérienne". Un communiqué de "La délégation algérienne au Caire" fut adopté :

> "La plate-forme avancée par les nationalistes algériens depuis la fin de la dernière guerre a rallié l'unanimité des Algériens. Elle est celle qui répond le mieux aux principes démocratiques pour lesquels le peuple algérien a vaillamment combattu dans les rangs alliés. L'Assemblée algérienne constituante et souveraine élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion permettrait la création d'un interlocuteur réellement représentatif pour la définition, sur un plan d'égalité, des rapports avec la France. Cela suppose la création préalable d'un climat de détente par la libération de tous les détenus politiques, la cessation de la répression et des poursuites avec des garanties quant au respect des libertés démocratiques fondamentales. Cela demande des mesures hardies dans lesquelles la France finirait par trouver la sauvegarde de ses intérêts économiques et culturels bien compris et nous savons qu'elles rallieraient l'adhésion de certains démocrates français[10]."

Cette tentative d'unité d'action fut de courte durée. Sa réalisation avait été annoncée par un communiqué daté du Caire le 11 janvier 1955 qui indiquait qu'un "Comité représentant le Front de Libération Nationale s'est constitué au Caire", et qu'il était composé de M. M. Ahmed Mezerna, du MNA, Mohamed Khider du CRUA et Hocine Lahouel, de l'ex-Comité Central. Jusqu'alors Messali approuva l'initiative de Mezerna. Il

10. *Document of the algerian revolution* — Published by Interafrique Press n° 118/119 — of June 27th 1957, 54 p. Annex number six : extracts of a communique published on november 15th 1954 by the "Algerian delegation in Cairo" p. 38.

fit machine arrière lorsque ce front commença à "s'élargir". Sur ordre de Osman Nouri, supérieur hiérarchique de Dib, naquit un comité des "Dix" dans lequel, en plus des éléments déjà groupés dans le front, entrèrent des éléments bourgeois et religieux tels que le Cheikh Brahimi, représentant l'association des Oulémas, et Bayoud, représentant l'UDMA de F. Abbas. Messali accusa Mezerna de "trahison". Refusant cette compromission, il ne faisait qu'anticiper sur l'opportunisme ultérieur du FLN qui absorbera finalement tous les éléments algériens bourgeois et religieux. Mezerna resta fidèle à Messali et fut jeté en prison le 11 juillet 1955 sur l'ordre de Nasser. Jusqu'en 1962, date de sa libération, Messali n'aura de cesse d'avertir l'opinion sur cette détention, d'évoquer le cas de Mezerna auprès des militants.

La première phase de l'insurrection allant de décembre 1954 à août 1955 se caractérisa par l'installation de réseaux qui se mettaient en place. Les hommes qui les composaient avaient une grande expérience de la clandestinité (souvent huit à dix ans pour les cadres supérieurs), une éducation politique, une discipline stricte, une connaissance parfaite du milieu. Ce sont eux qui structurèrent et consolidèrent l'insurrection, constituèrent son armature hiérarchique. Tous ces hommes n'étaient pas le produit d'une "génération spontanée", surgissant comme par hasard au lendemain du 1er novembre 1954. Pour la Kabylie, c'était le cas de Krim Belkacem et Ouamrane. Ils étaient compris dans les effectifs réguliers du MTLD puisque la direction du parti, après le Congrès d'Hornu, ne leur avait pas retiré leurs responsabilités. Ceci leur facilita "la levée en masse" de leur région au bénéfice de la rebellion à laquelle, d'autre part, ils participèrent comme membres du CRUA. Le contact qu'ils avaient avec Messali n'était pas rompu. En voici, pour le moins, une preuve. *La Voix du Peuple,* organe du MNA, du 16 février 1955, publia une lettre "du patriote Krim Belkacem" dans laquelle ce dernier marquait son indignation contre la répression en Kabylie.

Messali n'avait pas rompu le contact avec le responsable des Aurès, Ben Boulaïd. L'attitude de ce dernier lors de son procès le 22 juin 1955 (déclarations exprimant son attachement au programme du MTLD)[11], la campagne engagée par le

11. Débats du procès Ben Boulaïd, *le Monde ouvrier,* 10 septembre 1955.

MNA pour sa libération (campagne non menée par le FLN), et surtout la lettre qu'il transmit à Messali par l'intermédiaire de son avocat, Maître Stibbe[12], sont autant d'indices permettant d'établir une filiation. Ben Boulaid était-il pour autant messaliste ? Rien ne permet cette affirmation catégorique. Le MNA, pour sa part, revendiquera cette appartenance : "Mustapha Ben Boulaïd, grand dirigeant du MNA, ex-commandant en chef de l'Armée de Libération Nationale, plusieurs fois condamné à mort par les tribunaux français, arraché de prison par les troupes du MNA, lâchement assassiné le 27 mars 1956 par les émissaires du FLN qui ont tué, en outre, plusieurs autres chefs de maquis[13]". Les circonstances de la mort de Ben Boulaid restent encore un sujet de controverse[14].

Jusqu'en avril 1955, date à laquelle Abbane Ramdane prit l'initiative d'une rupture définitive, Messali essaya d'enrayer la querelle avec le FLN. Il raidira son attitude en apprenant l'entrée de F. Abbas dans le front, en juin 1955, et la décision prise lors d'une réunion du FLN tenue en Suisse, de l'éliminer par tous les moyens. Un homme fut donc chargé d'assassiner Messali. Arrêté par la police française avant la mise à exécution de sa mission, Messali, pourtant informé de ses activités, décida de faire assurer sa défense. Désormais, MNA et FLN allaient suivre des routes divergentes.

Le MNA disposait de plusieurs atouts : une organisation puissante en Algérie et en France ; il demeurait l'expression d'une entité politique organisée renvoyant à une longue histoire. Et pourtant, en l'espace de quatre ans, le MNA, allait

---

12. Témoignage de Y. Dechezelles, avocat de Messali Hadj. Cette lettre n'a jamais pu être retrouvée. Elle n'est, dans tous les cas, jamais parvenue à son destinataire, Messali.
13. Bulletin d'informations du MNA n° 19/20, 20 juin 1958. Ronéo p. 3.
14. Sur le cas Ben Boulaïd : Y. Courrière, *le Temps des Léopards* et le *11e choc* de E. Huitric, pp. 132-137 (dans ces deux ouvrages, la version présentée est celle de l'explosion d'un poste piégé par les militaires français). Dans leur *Rapport sur le problème algérien*, Y. Dechezelles et Y. Jouffa parlent de "circonstances plus ou moins étranges". S. Bromberger dans les *Rebelles algériens*, évoque l'hypothèse d'une liquidation de Ben Boulaïd par Adjoul-Adjoul, son lieutenant (p. 66) ; thèse reprise par C. Paillat dans ses *Dossiers secrets*..., p. 65 ; le MNA a toujours expliqué que Ben Boulaïd avait été assassiné par le FLN ; *Correspondance entre socialistes*... brochure citée, soutient ce point de vue ; D. Guérin balance entre ces deux hypothèses. *(Ci-gît le colonialisme*, p. 72-75).

progressivement céder puis craquer face au FLN. A cela plusieurs raisons. Entre 1954 et 1956, la répression touchera essentiellement les Messalistes. Dans leur écrasante majorité, ils étaient fichés par la police. En janvier 1955, tous les membres du bureau politique se trouvaient hors-circuit (Messali, Filali, Abdelli, Memchaoui, Mezerna et Merbah). Les cadres connus étaient acheminés sur les camps. 46 responsables des groupes d'action mis en place en Oranie étaient arrêtés en octobre 1955. En définitive, le dispositif de sécurité que Messali reprochait au Comité Central de ne pas mettre en place en 1953, n'existait pas encore dans son organisation en 1954. Les maquis messalistes dans la région de Bouira, de Guenzet, et surtout dans le Sud étaient dirigés par des hommes ne connaissant pas le terrain.

L'armement du FLN était supérieur. Au début, il bénéficia de la prise de possession immédiate du stock d'armes de l'OS. Puis, avec l'aide des pays arabes, les armes affluèrent en nombre considérable. En 1956, 70 tonnes d'armes égyptiennes sont saisies à bord de "l'Athos". "Dans le cas des armes mises par l'Egypte à la disposition du FLN, il s'agit pour une part d'anciens stocks laissés par l'Afrika Korps lors de la Seconde Guerre mondiale, et pour une autre d'éléments en provenance de dépôts britanniques, abandonnés par les Anglais au moment de l'évacuation du Canal de Suez en 1954-1956. A cela, il faut ajouter des achats faits par l'intermédiaire des trafiquants internationaux. En Egypte étaient aussi formés des "élèves-officiers" algériens, à l'école militaire égyptienne, en cours accélérés d'une année"[15]. Pour donner une idée de la contribution financière au FLN, l'Irak inscrivit cette contribution au chapitre de son budget général.

A l'Est et à l'Ouest du pays, le FLN était en rapport avec les Tunisiens et les Marocains. En Tunisie, les hommes du FLN qui franchissaient la frontière étaient ravitaillés et logés. Les blessés étaient soignés dans les hôpitaux et les plus touchés étaient transférés à Tunis. En mai 1956, le ministère tunisien de la Santé diffusa une note interdisant au personnel hospitalier de donner le moindre renseignement sur ses activités et sur les malades qu'il soignait. Les casernes tunisiennes et les bu-

---

15. *Le Monde* 24 avril 1958.

reaux des fédérations destouriennes deviennent des dépôts FLN comme par exemple à Maktar et à Souk-el-Arba. Des points de débarquements étaient choisis au Cap-Bon et au Sahel pour réceptionner les armes venant de l'extérieur. Tunis servait de base de transit pour les travailleurs algériens de la Métropole. Radio-Tunis diffusait chaque jour une émission du FLN : "la Voix de l'Algérie sœur". Au Maroc, dans le courant de l'été 1956, le trafic d'armes de Rabat vers le FLN en Algérie était évalué par l'Etat-major français, à 250 unités par mois, puis à 300 au mois d'août. L'aide marocaine se manifestait aussi par l'activité des camps d'entraînement de Nador et de la région d'Oujda. Des cadres militaires marocains, entraînés par le FLN, servaient dans la région de Tlemcen et dans les Monts de Ksours. Des centres de repos pour l'ALN d'Oranie étaient installés près de Boudeker. Les blessés étaient hospitalisés dans les hôpitaux d'Oujda et de Figuig[16]. Argent, armes, propagande et soutien apportés par l'URSS et les USA au FLN, reconnu comme "seul interlocuteur valable" : tous ces facteurs feront pencher la balance en faveur de ce dernier. Et pourtant dans cet isolement grandissant, Messali se mit à l'ouvrage pour tenter de définir une orientation politique pour son organisation, le MNA. Ce sont, en fait, d'autres facteurs qui le feront plier en 1958 : l'extermination physique de ses partisans, le conflit sanglant avec le FLN.

NEGOCIATIONS ET "TABLE RONDE"

La politique de Messali n'avait de sens que du point de vue de la poursuite de la perspective qu'il s'était tracée pendant 30 années de sa vie militante. Dès mars 1955, contre le ralliement au Front des Oulémas et des centralistes, il reprit le débat engagé depuis 1950, sur le réformisme et la révolution. En réaffirmant ces principes, il désirait prévenir l'ensemble des militants contre une possible réunification avec ceux qu'il avait autrefois combattu et qui n'avaient pas désarmé : "(...) Il faut que le Mouvement National Algérien mette fin à la politique

16. M. Harbi livre de nombreux renseignements sur l'histoire intérieure du FLN de 1954 à 1962, dans son ouvrage, *le FLN, mirage et réalité*. J.A. 1980.

de facilités et de réformettes. La politique des réformes est non seulement une aberration et un non-sens, mais aussi une violation des principes révolutionnaires du Mouvement National. Cela le peuple algérien l'a compris. Il y a longtemps qu'il a retiré toute confiance tant aux élections qu'aux réformistes. La lutte révolutionnaire arrache au passage des réformes, celles-ci ne constituent nullement une solution au problème algérien qui reste entièrement politique, et elles ne doivent jamais être le prix d'un abandon quelconque des principes révolutionnaires, d'une pause ou d'une compromission avec l'impérialisme. Telle a été la seule politique du Mouvement National Algérien depuis sa création. Telle elle restera toujours."[17]

Il resta sur ses positions jusqu'à l'été 1956, date à laquelle s'opéra un véritable tournant politique. Les ralliements désormais ouverts de toutes les fractions de la politique traditionnelle algérienne (UDMA, élus, religieux) et du Parti communiste algérien au FLN, provoquèrent une situation nouvelle. LE MNA demeurait la seule organisation indépendante et Messali allait devoir faire face à une offensive politique de la part du FLN. Sa prise de position intransigeante était un obstacle qu'il fallait lever pour l'ouverture d'éventuelles négociations. Le gouvernement proposa une "Constitution fédérale" au MNA. Devant le refus de Messali, une rencontre eut lieu avec un émissaire de Lacoste, gouverneur général d'Algérie, au début du mois de juillet 1956. Messali commença par exiger l'arrêt de la répression dont étaient victimes ses camarades du MNA. Il demanda la libération de tous les détenus politiques. Il manifesta son hostilité à l'Egypte et rappella que deux de ses collaborateurs étaient toujours en prison, Mezerna et Chaddly. Il prit à partie violemment le FLN qui s'attaquait aux civils. Messali cita en exemple le massacre des civils au col du Sakamody, perpétré en pleine zone MNA, "dans le seul but d'attirer des représailles contre les messalistes". "Nous sommes un parti discipliné et conscient, alors que le FLN n'est qu'un rassemblement. Il est urgent de négocier avec nous. Pour moi, il n'existe aucun préalable à la négociation. Pour moi, il faut parler, tout est là."

Ainsi, Messali ne se prononça pas sur les points d'une

---

17. Messali – *La Voix du Peuple* – mars 1955.

éventuelle négociation. L'essentiel était "de parler". Quelle fut la réponse du gouvernement français ? Dans une longue lettre datée du 13 juillet 1956, envoyée à Guy Mollet, Lacoste aborda ainsi le problème :

> "(...) Le MNA demeure de plus en plus opposé au FLN et au Caire. J'ai permis à un informateur d'aller voir Messali. Il a trouvé ce dernier très féru de sa propre influence, faisant grand cas de ses relations avec des politiciens français (Rosenfeld et J. Rous), méprisant le FLN qui est, d'après lui, un groupement d'éléments très disparates, et niant toute importance à Farès[18]."

Lacoste ne conseilla pas à Guy Mollet l'ouverture de négociations :

> "(...) Ce remue-ménage ne m'incite pas à vous conseiller d'entamer la négociation. Si les interlocuteurs agissent pour l'instant en ordre dispersé, ils se livreront à une surenchère terrible si nous entamons la discussion."

Et surtout, l'approche de Messali avait rendu Lacoste méfiant :

> *Les intentions des gens d'en face ne sont pas encore aussi claires et sincères que nous voudrions raisonnablement qu'elles soient*[19]. (souligné par nous).

A partir de 1956, Messali se fixa une ligne de conduite qu'il adopta deux ans durant : ouverture immédiate de négociations autour "d'une Table Ronde", aucune exclusive à l'égard de tous les partis politiques, Constituante sans distinction de race et de religion, unité avec le mouvement ouvrier français, en finir avec le colonialisme :

> "Nous avons toujours proposé qu'il n'y ait aucune exclusive à l'égard d'un parti politique quelconque. Je

---

18. Porte-parole des "élus" musulmans qui démissionna fin 1955.
19. C. Paillat – *Deuxième Dossier secret de l'Algérie*. P. 250-251.

voudrais préciser la portée de ce problème. Pour nous la démocratie n'est pas une abstraction et c'est pourquoi nous avons demandé que tous les représentants des mouvements nationalistes algériens participent à cette conférence de la Table Ronde, en vue d'exprimer librement et publiquement leurs conceptions, sur la solution du problème algérien. Nous croyons fermement que la souveraineté réside dans le peuple et que celui-ci doit toujours avoir le dernier mot pour juger et apprécier toutes questions touchant à son avenir national. Nous croyons, et nous l'affirmons solennellement, qu'il est absolument inutile de continuer dans la voie de la répression renforcée, qui se développe actuellement, dans l'espoir vain d'abattre le peuple algérien.

Au cours de ces 127 années de régime colonialiste, on a utilisé de tels procédés. Les résultats sont devant nous. Aujourd'hui moins qu'hier le peuple algérien acceptera la servitude, sous quelque forme que ce soit, et par quelques moyens que ce soit. Nous pensons fermement que la paix et l'entente entre les peuples algérien et français sont préférables à la poursuite de la guerre[20] ».

Chacun des participants restant libre de définir son programme, le peuple algérien restait, en dernier ressort l'instance suprême devant se prononcer sur les solutions politiques qui lui seraient proposées. Y avait-il là convergence avec G. Mollet qui proposait des "élections libres" ? Pour Guy Mollet, les élections libres devaient s'effectuer après le cessez-le-feu conçues par lui en fait comme une capitulation des combattants algériens. Pour Messali, les élections consacraient une situation où, après négociations sur le cessez-le-feu, assorties de garanties politiques efficaces (libération de tous les détenus politiques etc...), le peuple algérien se prononcerait librement.

A LA RECHERCHE DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour la réalisation de ces objectifs, Messali ne cessa de

20. Messali – Interview au journal *la Commune* n° 1 avril 1957.

multiplier les appels en direction du mouvement ouvrier français,: "Vieux militant toujours en exil ou en prison pour la cause de la liberté, je reste l'ami du peuple français et je lui tends une main fraternelle pour préparer la paix en Algérie et un avenir franco-maghrébin, voire même africain, que commandent l'histoire, la géographie, l'intérêt commun et la sécurité de tous. Cette conception est mienne depuis trente ans, quelles que soient les circonstances, les souffrances et la répression, je l'ai toujours gardée ; bien que frappé par tous les régimes qui se sont succédés de 1925 à nos jours, je suis resté moi-même[21]." Sur cette fidélité à l'histoire et aux luttes du mouvement ouvrier français, un fait est significatif. Pendant l'été 1955, il y eut à Nantes une grève générale. Dans cette ville en état de siège, les CRS occupèrent les usines, isolèrent la préfecture. Au cours de violents affrontements, le 24 octobre un jeune manifestant fut abattu sur le cours des "Cinquante Otages". A la hâte, les policiers évacuèrent son corps, laissant sur le trottoir une mare de sang qu'inlassablement les travailleurs venaient fleurir. Au milieu des fleurs, une couronne avec un ruban vert aux couleurs nationales de l'Algérie apparaissait : "Proteste contre les violences du colonialisme qui chaque fois se dresse contre le peuple français et le peuple algérien qui luttent pour leur droit à la vie et à la liberté Messali Hadj, en résidence forcée[22]." Cette recherche tendue, cette volonté passionnée de contact et d'unité avec le mouvement ouvrier et le peuple français allaient-elles à l'encontre du terrorisme aveugle pratiqué par le FLN? Messali inlassablement expliquait :

> "Depuis le 1er novembre 1954, le MNA s'est efforcé de plaider la cause algérienne et rendre sympathique la révolution algérienne. Il est indéniable que le peuple français comprend aujourd'hui que l'Algérie n'a été amenée à l'insurrection qu'après avoir désespéré du colonialisme français. *C'est pourquoi il est indispensable de continuer à lutter dans cette voie sans aller au*

---

21. Messali. Appel à la démocratie Française – juin 1957 ; *Demain.*
22. *La Vérité* – n° 370. 2 novembre 1955.

terrorisme et à l'aventure sur le terrain métropolitain. Le peuple français est notre ami et notre devoir en la circonstance est de le mettre au courant de nos souffrances et de nos aspirations pour gagner sa sympathie et préparer pour demain des rapports amicaux avec lui"[23].

Messali se battait pour sortir son parti de l'isolement que le PCF rallié au FLN, entretenait. Il fut donc amené à se rapprocher et à connaître les éléments de la gauche de la SFIO et des syndicats FO et FEN ("Ecole émancipée" surtout). Beaucoup d'instituteurs d'Algérie étaient en sympathie avec les Messalistes. Denis Forestier, secrétaire général du SNI et animateur du PUMSUD, était favorable à Messali Hadj. Le parti Communiste Internationaliste, organisation trotskyste, animé par P. Lambert, D. Renard et G. Bloch multipliait les contacts avec Messali et les militants du MNA. R. Cheramy, dirigeant du SNES se rapprocha de D. Forestier et favorisa la coopération entre les directions du SNI et du MNA. Des hommes comme André Breton, Jean Rous, Daniel Guérin, Maurice Clavel[24], Yves Dechezelles, Pierre Naville, Marceau Pivert, n'acceptaient pas de voir le FLN reconnu "comme seul interlocuteur valable". Mais en fait, avec le PCF, la masse des intellectuels se rangea derrière le FLN, brandissant l'anathème et l'exclusive contre Messali et le MNA.

LE SYNDICALISME – L'USTA

Comme expression de la poursuite des méthodes acquises au contact du mouvement ouvrier, Messali décida la constitution d'une centrale syndicale : l'Union Syndicale des Travailleurs Algériens (l'USTA) :[25]

---

23. Messali. Note interne aux responsables de la Fédération de France. 4 pages dactylographiées.
24. Dans *Combat* du 6 juin 1957, M. Clavel écrit un article intitulé "le MNA... Pourquoi étouffe-t-on la vérité sur le MNA dans la presse de gauche? C'est obscur, extrêmement obscur, pour un peu je dirais suspect."
25. Sur l'USTA, cf. notre article: "la Brève existence du syndicat messaliste" in *le Mouvement Social*, n° 116, pp. 95-122.

"Le passé de lutte syndicale du peuple français que, pour ma part, j'ai suivi avec la plus extrême attention au cours de mon long séjour en France, constitue un grand trésor d'expérience et d'enseignement qu'il nous faut utiliser pour marcher en avant."[26]

Le 14 février 1956, l'USTA était constituée à Alger. Pour la première fois, un syndicalisme algérien, dirigé uniquement par des Algériens faisait son entrée dans l'histoire ouvrière de l'Algérie. Dès sa constitution, l'USTA se proposa de lutter pour la défense des intérêts matériels, moraux, économiques, professionnels des travailleurs algériens, et pour la défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme. La constitution de l'USTA en Algérie devait être suivie rapidement de la création d'une Fédération de France[27]. Création qui rencontra rapidement un réel succès malgré l'opposition parfois violente de la CGT[28].

Pour faire le point et préciser ses revendications, la Fédération de France de l'USTA tint son premier congrès les 28, 29, 30 juin 1957. 300 délégués y participèrent. A. Bekhat, secrétaire général, présenta le rapport d'activité qui aborda les questions relatives au travail (application du principe : à travail égal, salaire égal), à la formation et à la qualification professionnelle pour les travailleurs algériens, au logement, au droit de libre passage pour l'Algérie, à la lutte contre la répression, à l'indépendance du mouvement syndical...[29] Différentes résolutions concernant les revendications des travailleurs algériens immigrés, la liberté de passage, l'éducation syndicale, sur la paix immédiate en Algérie, contre les pouvoirs spéciaux, sur la lutte contre l'analphabétisme, la mise à l'étude d'un plan d'industrialisation de l'Algérie et la question du Sahara, sur le

---

26. Messali. Message au 1er congrès de l'USTA – *la Voix du travailleur algérien* n° 5 (organe de l'USTA).
27. L'UGTA impulsée par le FLN sera créée quelques jours après cf. R. Galissot "Syndicalisme et nationalisme" *in Mouvement Social*, n° 66, pp. 7-57.
28. "La CGT dénonce les scissionnistes qui voudraient vous diviser en faisant à l'UCPMI un syndicat USTA, soit disant algérien et libre. Ces hommes de la direction et de la police insultent la CGT parce qu'ils savent que c'est seule la CGT qui vous défend." Tract CGT diffusé à Hagondanges.
29. *La Voix du Travailleur Algérien* – n° 5 – juillet 1957. Numéro entièrement consacré au compte-rendu du congrès.

programme économique et social de la classe ouvrière algérienne, sur la libération de la femme algérienne, furent adoptées par le congrès[30]. Ce congrès marquait une date importante dans l'histoire du mouvement national algérien. A la différence du programme de l'ENA et du PPA, pour la première fois était fait référence à la place du prolétariat, distinct des autres couches de la société, à son rôle.

Dans un message adressé au congrès, Messali insista sur son importance[31] : "Personnellement, je considère que la création de cette fédération syndicale algérienne au milieu du peuple de Paris et dans les circonstances actuelles est un événement aussi grand et aussi important que la création de l'Etoile-Nord-Africaine". Puis, il expliqua qu'il fallait être vigilant, car un mouvement né d'une longue collaboration avec l'impérialisme se prépare à frustrer le peuple algérien des fruits de sa lutte : "(...) le Caïd, le Bachaga, le Bourgeois voudront sans doute remplacer le colonialisme, c'est pourquoi l'œuvre d'aujourd'hui représente déjà le moyen de défense pour demain." La tâche de l'USTA était donc double. D'abord former les futurs cadres de demain en défendant les intérêts immédiats des immigrés et ensuite préserver l'indépendance à l'égard de tout parti, de tout gouvernement :

> "Comme vieux militant et chef de mouvement national algérien, j'ai toujours estimé l'indépendance syndicale à l'égard de tous les partis et tous les gouvernements comme un principe de base. Aussi je puis d'ores et déjà vous assurer que notre parti et moi-même suivent avec sympathie et confiance l'effort de l'USTA pour développer dans son sein la libre discussion et la fraternelle compréhension de tous les travailleurs algériens sans distinction de race, de religion ou d'opinion. Ce souci permanent chez nous est d'autant plus fort que nous avons vécu tous les déchirements qui ont secoué le mouvement syndical français à la suite de l'immixtion violente des partis politiques et de gouvernements."

30. *Premier Congrès de la Fédération de France de l'USTA* – Résolutions adoptées.
31. Messali – Message au Congrès de l'USTA – *la Voix du Travailleur Algérien*, n° 5 p. 10.

Ce passage du discours de Messali visait implicitement le PCF qui reprochait à l'USTA "de diviser la classe ouvrière." Le message se termina par un salut aux détenus : "Je leur envoie de mon exil mon salut fraternel ; mon salut de vieux militant, mon salut de prisonnier et de proscrit permanent." Quatre mois après la tenue de ce congrès, véritable réussite sur le plan de la représentativité et des résolutions adoptées, l'USTA amorçait un processus de désagrégation. Une des raisons majeures : l'assassinat de A. Bekhat et Filali.

LE MAGHREB ET LE SAHARA

Dans sa recherche d'alliés extérieurs, Messali pouvait légitimement compter sur le soutien du Maroc et de la Tunisie. Le Maghreb était pour lui une entité. Tout au long de sa vie politique, il avait combattu pour l'unité nord-africaine. Le Maroc et la Tunisie, désormais indépendants, étaient en quelque sorte les appuis "naturels" de l'Algérie en lutte pour sa libération. S'il connaissait peu Mohamed V, il avait par contre noué de bonnes relations avec Bourguiba. Les deux hommes se connaissaient de longue date. Depuis le mois de juillet 1926 exactement.

Cette année-là, l'Etoile-Nord-Africaine offrit un banquet aux étudiants algériens, tunisiens, marocains. A la fin du banquet, Habib Bourguiba, jeune étudiant, prononça un discours au nom de tous les étudiants présents[32]. C'est à ce moment que Messali le vit et l'entendit pour la première fois. Juste après la dissolution de l'Etoile-Nord-Africaine par le gouvernement du Front Populaire, en 1937, Habib Bourguiba vint à Paris. Il apporta son soutien à Messali :

> "Nos amis tunisiens de Destour nous ont appris que Habib Bourguiba est arrivé à Paris pour un séjour d'une semaine. Aussitôt, nous nous sommes rencontrés, et avons ensemble arrêté un plan d'action, qui a évolué autour d'un important meeting qui s'est déroulé le 14 février 1937, salle des Sociétés Savantes à Paris. Ce

---

32. Rapport 1934 – p. 11.

meeting a été suivi d'un thé et de quelques interventions au cours desquelles les problèmes nord-africains ont été évoqués dans une ambiance fort sympathique et animée de bonne volonté et de compréhension[33]."

Ils s'écrivaient souvent, s'estimaient. En mai 1954, alors que Bourguiba venait d'être transféré en France à la veille d'élection en Tunisie, Messali lui fit parvenir le télégramme suivant :

> "Occasion votre transfert France — vous souhaite au nom peuple algérien excellente santé — libération immédiate — pleine souveraineté tunisienne — Vous embrasse affectueusement — Messali Hadj — Résidence forcée — Niort[34]."

En octobre 1954, à l'occasion du transfert de Messali aux Sables d'Olonne, Bourguiba envoya un télégramme : "Alors que nous attendions ta libération complète d'un gouvernement qui a donné des preuves de réalisme et de courage, ton simple transfert aux Sables d'Olonne, nous a apporté pénible déception. Je joins ma protestation à celles de mes camarades algériens et démocrates français qui "prend valeur d'un test et qui en galvanisant toutes les énergies ne peut que hâter l'heure de la délivrance[35]."

En 1959, dans des circonstances dramatiques, Bourguiba envoya une lettre à Messali. Il écrivait, entre autres :

> "Je puis témoigner que la liberté de ce peuple a été le but de ta vie, que pour elle, tu as tout sacrifié, que c'est toi qui il y a 35 ans, alors que toute l'Afrique du Nord était plus ou moins résignée à la domination française, que l'immense majorité des Algériens réclamaient le statut français (que l'on appelait alors assimilation et que l'on désigne aujourd'hui par intégration), tu as été le premier à avoir affirmé l'existence de la

---

33. *Mémoires* de Messali Hadj.
34. *Algérie Libre*, 29 mai 1954 — n° 112.
35. Bulletin n° 1 du *Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression*.

Nation algérienne et réclamé pour elle la souveraineté et l'indépendance.
L'histoire dira que tu as été le père du nationalisme algérien. Malgré toutes les répressions, ton action a formé des milliers de militants éprouvés[36]."

Et pourtant le Maroc comme la Tunisie se refermaient inexorablement comme des étaux autour des maquis messalistes en Algérie. L'appui au FLN était total, le MNA catégoriquement rejeté. A la veille de la mise en place des conférences maghrébines de Tanger et Tunis, inlassablement Messali se battait pour la Fédération nord-africaine, contre l'exclusive jetée sur son parti :

> "Le peuple algérien et les peuples frères, pourront discuter librement et se mettre d'accord sur la meilleure méthode pour construire un Maghreb arabe digne de ce nom.
> Cette construction ne peut se faire que dans la démocratie, la justice et le respect de chaque peuple. Il faut éviter toute ingérence d'un pays dans les affaires d'un autre pays, même et surtout à l'occasion d'une offre de médiation[37]."

Messali faisait là allusion aux offres de médiation proposées par Mohamed V et Bourguiba. Le 17 septembre 1957, le roi du Maroc, dans un discours prononcé à Tanger, préconisa une solution au problème algérien par la négociation. Le 7 octobre 1957, M. Bahi Ladgham, vice-président du Conseil tunisien, exposa à l'ONU la proposition de Bourguiba, de réunir, pour régler le problème algérien, une conférence à quatre : France, Tunisie, Maroc, FLN. Le 25 octobre, les principaux dirigeants du FLN se rencontrèrent à Tunis pour la mise en application de cette proposition.

A la conférence de Tanger, le 25 avril 1958, le MNA était définitivement écarté de la compétition pour "la représentation du peuple algérien". Pour la première fois, le FLN siégeait

---

36. **Lettre de Bourguiba du 28 janvier 1959 à Messali Hadj, *Afrique Action* du 3 avril 1961, p.4.**

37. **Messali – Déclaration à *Combat* du 26 novembre 1957.**

comme interlocuteur à part entière. Il était placé sur le même plan que le Néo-Destour et l'Istiqlal. L'argument invoqué ? "Le MNA et Messali sont dépassés".

En ce début d'année 1958, le signal de mise à l'écart du MNA, fut en fait donné à la conférence du Caire du 2 janvier. Ce congrès "des peuples afro-asiatiques" marquait la prépondérance de l'offensive menée par l'URSS qui occupa un siège de vice-président au "conseil de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie". Le FLN obtint l'autre siège de vice-président. Un "Comité d'épuration" fut mis en place avant le congrès. Il rejeta la demande d'une organisation qui se présentait comme porte-parole des musulmans opprimés en URSS. Il rejeta la présence des partisans de Salah Ben Youssef de Tunisie qui demandaient à y assister. Il rejeta enfin la lecture d'un message du MNA. Le congrès décida d'une "journée pour l'Algérie" le 30 mars 1958 et la prise en charge de toute la propagande en faveur du FLN.

Dans la démarche politique de Messali à l'égard du Maghreb, un autre aspect émergeait, prenant de plus en plus d'importance : le Sahara, objet de toutes les convoitises. En janvier 1956, il répondit en ces termes à un questionnaire du "Comité des intellectuels" :

> "(...) Le Sahara et ses richesses ont attiré les capitalistes français et étrangers. La presse et particulièrement les grandes revues lui ont consacré des études approfondies (...) C'est pourquoi le Sahara a pris ces derniers temps une importance qui a conduit le gouvernement et les milieux capitalistes à vouloir détacher cet immense territoire qui fait partie intégrante de l'Algérie pour en faire un territoire français et le rattacher directement à Paris[38]."

Deux ans plus tard, le lancement par Messali du périodique, *le Sahara*, se justifiait pour une autre raison. Les revendications sur le Sahara et certaines de ses villes, sur des rectifications de frontières, venaient cette fois des dirigeants marocains et tunisiens. L'offre de médiation proposée par ces derniers, la

38. Messali — Réponse au questionnaire du "Comité des Intellectuels" janvier 1956. Le *Sahara* — Numéro 1 — mai 1958 — Revue politique et économique du MNA.

reconnaissance du seul FLN., n'avaient-elles pas des contreparties ? Messali le pensait :

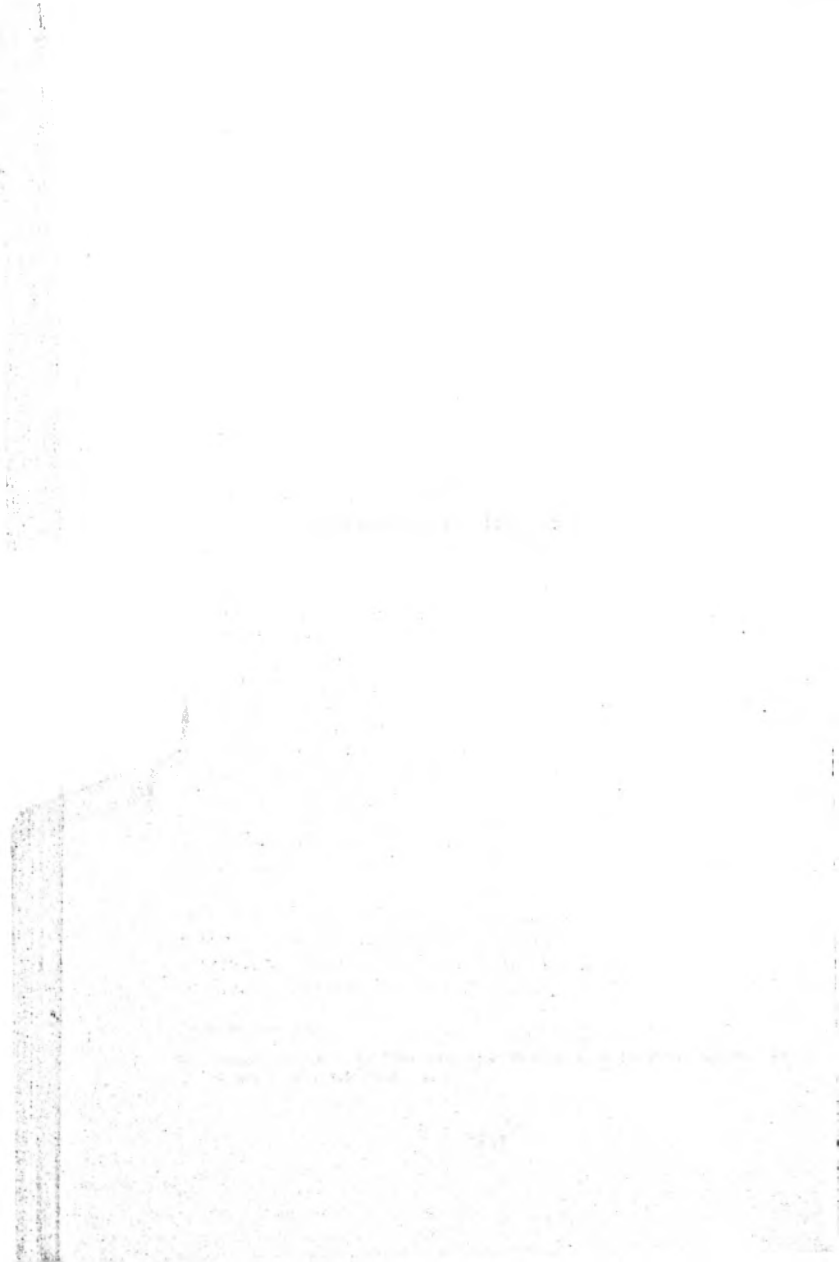
> "Jusqu'à ce jour, nous avions été dévorés par un impérialisme extérieur. Actuellement, nous constatons que la Tunisie et le Maroc sont invités à cette grande "diffa" pour déguster la chair vive de leurs compatriotes. Il y a là quelque chose que la plume ne peut qualifier mais que l'intérêt et l'économie expliquent parfaitement bien. Nos voisins répondront-ils à cette invitation ? L'avenir nous l'apprendra"[39].

---

39. Messali. Article : "Le Plan Gaillard et la solution du problème algérien." ***Le Sahara*** **– n° 1, mai 1958 – p. 4.**

Chapitre IX

1955 - 1958
"L'HEURE DU POIGNARD"



"L'ENFERME"

Le 4 avril 1955, le premier président de la Cour d'Appel de Poitiers rejetait la plainte de Messali Hajd "au motif que de hautes autorités administratives ne pouvaient avoir eu pour intention de violer la loi"[1]. Un nouvel arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 6 avril 1955, lui imposait de résider à Angoulême. Les mesures prises à son encontre dans cette nouvelle ville furent analogues à celles qu'il avait subies aux Sables d'Olonne : interdiction de fait de choisir comme domicile la maison de son choix pour y habiter avec ses deux enfants, occupation par des policiers des pièces voisines de sa chambre d'hôtel, vérification de l'identité de tous ses visiteurs, mise en place d'un dispositif extrêmement important de surveillance autour de l'hôtel, mobilisation permanente de plusieurs camions de CRS. Un pareil déploiement de forces donnait l'impression que le quartier était sous état de siège. A la veille de l'anniversaire de l'insurrection du 1er novembre 1954, les mesures de surveillance s'aggravèrent. En octobre 1955, Messali fit parvenir une lettre à ceux qui se battaient pour sa libération :

> "Chers camarades, Le Commissaire des Renseignements Généraux d'Angoulême m'a fait savoir que sur l'ordre du ministre de l'Intérieur il m'était interdit de recevoir aucune visite, aucune délégation durant la fête de l'an-

---

1. *Comité pour la libération de Messali* n° 12/13 – juin 1957.

niversaire du Prophète. Cette interdiction jusqu'après le 1er novembre est également applicable à mes compatriotes et amis d'Angoulême. Cette mesure stupide et odieuse à la fois caractérise parfaitement bien le colonialisme qui a complètement perdu la tête. Il est évident qu'il poursuivra cette voie jusqu'à ses derniers jours. Cette nouvelle mesure ne peut m'empêcher de vous souhaiter ainsi qu'à tous les révolutionnaires, mes souhaits de bonheur à l'occasion de l'anniversaire du Prophète. Je n'oublie pas d'adresser les mêmes souhaits à la classe ouvrière française et à tous ses martyrs. Sincères salutations Messali Hadj[2]."

Prenant prétexte d'une interview accordée à un journaliste allemand du journal *Die Welt*, le mécanisme de la répression allait se renforcer. Le 23 mai 1956, par arrêté signé de M. Gilbert Jules, ministre de l'Intérieur du gouvernement de M. Guy Mollet, Messali Hadj se voyait assigner une nouvelle résidence. Le ministre avait décidé de le transférer dans la commune de Le Palais (Morbihan), principale bourgade de Belle-Isle-en-Mer, dans l'océan Atlantique, à plusieurs lieues du continent. Quelques heures avant que cet arrêté lui fut notifié, des policiers ordonnèrent à Messali Hadj, alors malade et alité, de se séparer de sa fille et de son fils. Messali refusa de se plier à cet ordre. Une véritable bataille s'engagea. Ses enfants lui furent arrachés des bras et emmenés de force. Messali fit déposer entre les mains du juge d'Instruction d'Angoulême une nouvelle plainte. Par ordre supérieur, les enfants furent rendus à leur père quelques heures après. Tous trois durent préparer sur le champ leurs bagages. Les quatre cents kilomètres qui séparent Angoulême de Quiberon, port d'embarquement pour Belle-Isle, furent parcourus en pleine nuit, par un itinéraire évitant les grandes villes. Messali Hadj dans un véhicule, ses enfants dans un autre étaient accompagnés d'une escorte importante de policiers et de gendarmes en motos. Messali était grippé et fiévreux. Sans que l'on ait égard pour son état de santé, le voyage se fit d'une seule traite, la traversée s'effectuant à bord d'une vedette de la marine par une mer démontée[3].

---

2. Lettre au *Comité pour la libération de Messali...* 27/10/1955.
3. *Comité pour la libération de Messali.* N° spécial – 15 juin 1956.

A Le Palais, Messali habita un pavillon bâti sur pilotis à flanc de coteau, face à la mer. Il était gardé jour et nuit par deux compagnies de CRS équipées de jeeps, voitures-radio, phares... Des guérites en dur avaient été installées tout autour de la maison. Des policiers en civils en occupaient, en permanence, la pièce d'entrée. Tout visiteur n'était admis à s'entretenir avec Messali que sur autorisation de la police après avoir été fouillé minutieusement. Ses lettres étaient interceptées[4]. A ces difficultés venaient s'ajouter des conditions d'habitat insupportables pendant la plus grande partie de l'année. Bâtie sur pilotis, la maison où il résidait était la proie des vents venant du large. Elle était à la fois froide et humide. Les murs ruisselaient d'eau[5]. Il n'y avait pas d'électricité. Le chauffage comme l'éclairage, très précaires, se faisaient au gaz butane :

> "A Belle-Isle, pendant les grands froids, le thermomètre oscille autour de 1 à 2 degrés dans une chambre impossible à réchauffer. L'humidité qui y règne moisit livres et papiers. Cet hiver, pour la première fois de sa vie, Messali Hadj, qui a subi les froids les plus rigoureux du bagne de Lambèze en 1942, a souffert d'angelures lui déformant tous les doigts de la main. Pas de médecin spécialiste d'où impossibilité pour Messali, de passer les examens indispensables à son état de santé[6]."

La situation de Belle-Isle constituait aussi un obstacle pour tous ceux qui désiraient rendre visite à Messali. Belle-Isle était à 18 heures de Paris par le train et le bateau, et à 10 heures de Nantes qui en était pourtant la ville la plus proche. En dépit de toutes ces difficultés, Messali se montrait "un hôte charmant, plein de bonne humeur"[7]. Chaque matin, il faisait lui-même son marché. Il entrait chez le boulanger, l'épicier, le boucher. Au kiosque, il faisait une abondante moisson de journaux[8]. Il était, lorsqu'il sortait, toujours accompagné de

---

4. Témoignage de Y. Dechezelles.
5. *Le Surréalisme, même* – n° 2 – Revue d'André Breton. "Le prisonnier de la mer – Visite à Messali Hadj" – Pierre Massot.
6. *Comité pour la libération de Messali.* 26 février 1957.
7. Témoignage de Y. Dechezelles.
8. *Radar* — n° 487 — 8 juin 1958 — Reportage photographique sur Messali.

cinq gardes du corps, algériens : 1 devant, 1 derrière, 2 sur chaque côté.

Messali vivait ainsi à Belle-Isle, défendu activement par quelques rares militants français, dont Marceau Pivert qui disait à propos de sa détention :

> "(...) Nous avons connu un temps où un écrivain révolutionnaire, déporté par le gouvernement russe à cause de ses idées oppositionnelles, Victor Serge, fut arraché au bagne par la protestation internationale de militants irréprochables, de ceux qu'on ne pouvait pas soupçonner d'être au service de la contre-révolution, particulièrement les syndicalistes de l'enseignement. Pas une réunion, pas un meeting sans que soit lancé le cri "Libérez Victor Serge" à ceux qui devaient l'entendre et le transmettre. Aujourd'hui, à l'égard de "l'Enfermé" algérien, les syndicalistes de l'enseignement sont encore au premier rang d'une campagne qui ne doit pas s'arrêter tant que sa libération n'aura pas été obtenue[9]."

Contraint de diriger son organisation par l'intermédiaire de messagers qui venaient lui rendre visite, soumis à une surveillance policière de tous les instants, Messali était l'objet de toutes sortes d'attaques politiques[10]. Cette situation fit naître en lui la réflexion suivante :

> "La destinée politique m'a conduit à vivre en face de la citadelle où l'intraitable révolutionnaire Auguste Blanqui y a vécu. Je regarde cette citadelle où l'Enfermé continuait sa lutte pour le maintien de ses idées, face à ceux qui faiblissaient devant les puissants de ce monde et qui, ayant mauvaise conscience, le calomniaient. J'y

---

9. *Comité pour la libération de Messali* n° 2 — Lorsque Marceau Pivert décédera le 3 juin 1958, Messali lui rendra un vibrant hommage. ("Marceau Pivert n'est plus" in *Bulletin d'informations du MNA* n° 19/20).

10. Abane Ramdane, dirigeant du FLN traitera, dans un tract en novembre 1955, Messali de "vieillard honteux qui tient le front d'Angoulême à la tête d'une armée de policiers qui assure sa protection contre la colère du peuple" in *Ci-gît le colonialisme*, Guérin, p. 68.

puise un réconfort pour moi-même car cette vie continue à être la mienne aujourd'hui[11]."

"CULTE DE LA PERSONNALITE" ET "DERNIERE CARTE"

En décembre 1955, Francis et Colette Jeanson publiaient un ouvrage : *l'Algérie hors-la-loi.* Les Jeanson mentionnaient en annexe de leur ouvrage de nombreux extraits de documents émanant de l'UDMA, des centralistes, du FLN. Les seuls textes qu'ils ne publiaient pas étaient ceux du MNA. Leur justification ? "Etant donné le rapport de force initial, on peut bien dire que le messalisme est en voie de liquidation. (...) Considérée dans le moment même, et de façon arbitrairement statique, cette quasi-légalité fournit une apparente caution à ceux qui s'efforcent de redorer le blason d'un chef national aujourd'hui dépassé." (p. 264) "Présentement, l'influence messaliste sur le sol algérien n'est plus localisable qu'en certains points de l'Oranie, exception faite peut-être pour quelques foyers d'agitation qu'elle entretenait tout récemment encore dans Alger même *et qui se trouvent d'ailleurs entièrement contrôlés par la police"* (souligné par nous).

Le livre des Jeanson, marqua le début d'une offensive livrée contre Messali et le MNA, accusés "d'être les agents du gouvernement français". Le 20 janvier 1956, Yves Dechezelles, avocat de Messali, publia en réponse, une "lettre ouverte" :

> "Permettez-moi de douter de la valeur de vos informations. (...) Dans un problème si grave, il m'a semblé impossible de ne point souligner votre manque d'objectivité et de laisser passer sans les relever de si grosses atteintes à la vérité. Vous estimiez devoir prendre parti. C'était votre droit. Mais critiquer ne veut point dire calomnier."

En cette fin d'année 1955, le ton était donné. Il ne s'agissait plus de prendre position sur les faits par l'analyse de

---

11. Messali – Interview à *la Commune* – n° 1 avril 1957.

la nature et des objectifs que se traçaient les deux formations en présence. (FLN, MNA). Il était bien plus question de rechercher "le meilleur interlocuteur", de dénoncer "le culte de la personnalité", de démonter les ténébreuses machinations de la police française dont le MNA, selon eux, était l'instrument.

Progressivement, Messali allait être la cible de toutes les attaques. Il était "sectaire", "mégalomane", bref pratiquant "le culte de la personnalité"[12], et surtout, Messali était "la dernière carte" du gouvernement français. Un examen rapide des textes du FLN de l'époque, nous oblige à considérer que cette formation agissait politiquement à l'égard de Messali de cette manière. Le FLN ne procédait pas par critique sur la base d'un programme, mais uniquement au plan de "méthodes". La plate-forme établie par le FLN au Congrès de la Soummam le 20 août 1956 et consacrée au "messalisme", en est le meilleur exemple :

> "(...) La psychologie de Messali s'apparente à la conviction insensée du coq de la fable qui ne se contente pas de constater l'aurore, mais proclame qu'il fait lever le oleil (...) Le soleil se lève sans que le coq y soit pour quelque chose, comme la révolution algérienne triomphe sans que Messali y ait aucun mérite (...) Messali représente, en raison de son orgueil et de son manque de scrupules, l'instrument parfait pour la politique impérialiste. Ce n'est donc pas par hasard que Jacques Soustelle pouvait affirmer en novembre 1955 : "Messali est ma dernière carte."

Sur "le culte de la personnalité", il nous a semblé utile de livrer deux témoignages. Le premier émane d'un militant nationaliste ayant passé sept ans en prison et qui, libre en 1961, jugea bon de livrer ses impressions :

> "Revenons au cas de la présidence octroyée à Messali.

12. Y. Courrière dans *les Fils de la Toussaint* reprend cette affirmation : "Le vieux Messali se prend pour Staline et verse dans le culte de la personnalité"p. 44.

Je ferai remarquer qu'il ne l'a ni sollicitée, ni inspirée. A Hornu, pendant le Congrès qui poussa à la révolution, quand fut posée la question de la présidence du parti, tous les présents, spontanément et d'un geste unanime, élirent Messali Hadj et lui firent confiance pour continuer à guider le parti. Ils jugèrent qu'il avait été et demeurait le gardien vigilant des principes du parti. Pendant que se déroulaient ces débats Messali se trouvait à des centaines de kilomètres, en résidence surveillée à Niort. Voilà pour la présidence[13]."

Le second témoignage est celui de Mohamed Harbi :

"Il est faux de prétendre, comme l'ont fait les membres du CC que Messali concentrait entre ses mains tous les pouvoirs. A la suite de la démission de Lahouel, le CC a mis en place une commission pour diriger le parti, présidée par Mezerna. Cette commission a fait adhérer le MTLD au Front algérien en l'absence de Messali et sans son accord. Ce rappel d'un fait indiscutable remet en cause l'idée d'un Messali despote[14]." En fait, en cherchant uniquement à trouver des réponses au niveau de la psychologie (dont nous ne nions pas l'impact relatif qu'elle peut prendre sur la forme des événements), il s'agissait là d'une reprise. Une reprise des arguments employés en 1953 par les "centralistes" contre Messali, qui visaient à couvrir une politique réformiste.

Au sujet de la fameuse phrase, "Messali est ma dernière carte", il y a le témoignage de Daniel Guérin :

> "(...) Je crus devoir y réfuter, entre autres, la calomnie selon laquelle le gouverneur général Jacques Soustelle aurait confié, en novembre 1955, à Louis Massignon : "Messali est ma dernière carte." Massignon, consulté alors qu'il se trouvait au Caire, avait, par deux fois, démenti avec indignation ce propos empoisonné. Il écrivit d'abord à *France observateur* pour s'élever contre "la citation incorrecte de Jeanson" qui, disait-il, "risque en déformant ma pensée de me faire nuire à un

13. Témoignage paru dans *la Nation socialiste* – n° 43 – mai 1961.
14. M. Harbi, *Aux origines du FLN*, p. 179.

homme (Messali Hadj) qui est un patriote et un croyant convaincu". Quelques mois plus tard, en novembre 1956, dans une circulaire privée adressée à des amis, il protesta contre "le texte odieux publié en mon absence, et sans m'en avoir prévenu, par Colette et Francis Jeanson."

Pourtant, ce "texte odieux", le FLN n'hésita pas à lui accorder une place d'honneur dans la plate-forme de la Soummam, et de nouveau en 1959, sa Fédération de France le reprit dans une brochure de propagande anti-messaliste[15]. A partir de 1955, la quasi-totalité de la presse française garda un silence gêné sur les activités politiques et militaires du MNA. Ce qui fera dire à Maurice Clavel : "Le MNA minoritaire, mais le plus ancien et le plus discipliné de la Résistance algérienne, est si soigneusement étouffé par une certaine presse française, qu'on risque en rétablissant les faits, d'en paraître l'apologiste, le chantre[16]."

"Y D'HONNEUR"

Le 12 avril 1955, Abbane Ramdane écrivit au Caire : 'Nous sommes résolus à abattre tous les chefs messalistes[17]." Tout le printemps et tout l'été, la Kabylie fut jonchée de cadavres en uniformes de l'ALN, abandonnés sur le terrain. C'étaient tous des Messalistes. Les maquis MNA cédèrent du terrain, se replièrent d'abord vers le Djurdjura, puis finalement sur les régions pré-sahariennes. Dans ces territoires où la population était très clairsemée et la surveillance aérienne facile, les maquis furent obligés pour survivre de se diluer. Ils opérèrent dans le triangle Aflou-Berroua Ghia-Touggourt. Au début de 1956, les premiers militants du MNA étaient assassinés à Alger : Si Ahmed, dit "Papillon", Boudjerida Amar, Maadi

15. "De la contre-révolution à la collaboration ou la trahison des Messalistes" Brochure de la Fédération de France du FLN, août 1959.
16. *Combat* – 6 juin 1957.
17. S. Bromberger – *les Rebelles Algériens* – p. 90.

Mohamed[18]. Dans les maquis la bataille continuait de faire rage dans la vallée de la Soummam, la région de Bouira. En 1957, "les règlements de compte" entre FLN et MNA prirent une tournure dramatique. Chaque jour, d'un côté comme de l'autre, des dizaines d'Algériens tombaient.

Le 28 mai 1957, 303 hommes, femmes, enfants étaient massacrés à Mélouza, village contrôlé par les maquis MNA du général Bellounis. Accusé, le FLN protesta de son innocence en estimant que des harkis pouvaient être incriminés[19]. Il est désormais établi de manière certaine que des groupes FLN furent responsables de ce massacre[20]. Le MNA, seul, organisa une grève générale de deuil et de protestation le 5 juin. Messali apprenant la nouvelle à Belle-Isle, décida l'envoi d'un "Mémoire au monde arabo-islamique sur les massacres de Mélouza".

> "Mélouza est bien une région MNA. Bien que torturés et terriblement saccagés et mutilés, les survivants de Mélouza ont déclaré à la presse française et étrangère ainsi qu'à tous les enquêteurs qu'ils étaient tous attachés au MNA (...) Jusqu'à ce jour et chaque fois que nous nous sommes plaint de cette situation tragique, nous avons constaté soit une indifférence ou un appel à l'union. Nous considérons que cette attitude est ni plus ni moins qu'une façon d'esquiver les réalités algériennes. C'est pourquoi nous demandons au groupe afro-asiatique de constituer un jury d'honneur devant lequel viendront s'expliquer les deux parties. D'autre part, nous demandons également la constitution d'une com-

---

18. Lettre ouverte de la Fédération de France du MNA à *France-observateur*, novembre 1957.
19. *Action* publié à Tunis – juin 1957.
20. Sur le massacre de Mélouza : S. Bromberger, *op. cit.*, p. 238-243; Articles de presse : "Contagion de l'anarchie" dans *Réforme* n° 639, 15 juin 1957; le *Monde*, 1er juin 1957; le 31 juillet 1957, la *Gazette de Lausanne* entreprit la publication d'un long reportage de son envoyé spécial en Algérie, René Lombard, sous le titre "L'Algérie aux deux visages". Le 13 août, le titre de l'article était : "En petite Kabylie, il y a eu d'autres Mélouza"; *la Commune* — juin 1957 "La gauche française et les divisions de la Résistance algérienne" par Y. Dechezelles; la *Vérité* 6/57 qui publia un appel du MNA 5/6/57 à une grève générale de protestation.

mission internationale pour se rendre en Algérie afin d'entendre le peuple algérien lui-même[21]."

Cette proposition de Messali ne fut jamais mise en œuvre. Règlements de compte, asssassinats, enlèvements continuèrent. Au Maroc, Larbi Oulebsir, Mohamed Belbegra, responsables du MNA furent assassinés[22]. Dans cette biographie consacrée à Messali, il ne nous a pas été possible d'examiner dans le détail la part de responsabilités des deux formations dans le déclenchement de ces luttes fratricides. Faut-il donc renvoyer dos à dos FLN et MNA ? Constatons simplement que seul Messali a fait la proposition "d'un jury d'honneur" après Mélouza. Que seul, il lança un appel à la trêve avec le FLN le 1er septembre 1957 comme nous le verrons plus loin. Que seul, enfin, il affirma la nécessité d'une "table ronde" (ouverte sans exclusive à tous les représentants du nationalisme algérien), refusant par la même de se situer comme seul et unique "interlocuteur valable". Il existe, à notre connaissance, aucun texte du FLN de l'époque faisant état de semblables propositions.

EXTERMINATION : FILALI ET LES AUTRES...

Le 1er septembre 1957, Messali lançait de Belle-Isle un appel au peuple algérien contre "les règlements de compte" entre Algériens. "En France et au delà, il y a tous les jours des morts, des blessés parmi nos frères. La liste des victimes s'allonge et frappe nos ouvriers, nos petits commerçants et nos étudiants. La presse colonialiste ravie de cette aubaine étale ces crimes dans ses colonnes avec des commentaires qui touchent notre dignité et injurient nos combattants qui ne marchandent rien à la Liberté de notre peuple. C'est un fait : ces assassinats et ces crimes se multiplient tous les jours, alors que tous nos compatriotes luttent pour le même objectif. C'est un fait : il y a un danger qui menace notre avenir et la cause algérienne elle-même. C'est un fait : cette tragique situation est considérée comme un bonheur pour tous ceux qui misent sur notre désaccord et notre désunion pour justifier le maintien du

21. Messali, "Mémoire au monde arabo-islamique...", juin 1957. Document de 15 pages dactylographiées.
22. Bulletin d'information du MNA n° 19/20 : "Qui gouverne au Maroc?"

colonialisme et de ses privilèges. Ces "règlements de compte", en France et en Belgique, sont malheureusement la suite des drames sanglants de la Vallée de la Soummam et de Mélouza. Il faut dire nettement : cette situation risque de soulever contre la cause algérienne de la liberté, l'opinion française et internationale. Le peuple algérien, fier de sa conscience, certain de la justice de ses aspirations, appelle de tous ses vœux la fin de l'effusion de sang en Algérie qui forgera cette situation de liberté où, avec nos compatriotes non-musulmans et dans cet esprit de coopération qui a toujours été nôtre, sera édifié l'Etat algérien démocratique et fraternel à tous qui émerveillera le monde[23]." Messali reprit son appel dans le premier numéro du "Bulletin d'Informations" du MNA, le 12 septembre 1957[24].

Le 20 septembre, Ahmed Semmache, responsable de la région parisienne de l'USTA était assassiné. Il avait été l'un des promoteurs de la Centrale Syndicale. Le 24 septembre, Mellouli Said, responsable de la section USTA à la Régie Renault était à son tour assassiné. Le même jour, Hocine Maroc, frère de Mohamed Maroc, dirigeant du MNA, tombait sous les balles d'un commando.

Le 26 octobre, Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'USTA, était trouvé assassiné dans un terrain vague à Colombes. Mutilé, il avait ensuite été abattu de deux balles dans la nuque. Apprenant la nouvelle en prison, Ben Bella s'exclama devant ses avocats : "C'est idiot ! Des militants comme Bekhat, il n'y en avait pas deux pareils dans le FLN ![25]" Lors de son enterrement, Messali envoya un message : "Le meurtre d'Ahmed Bekhat est un geste vain car la classe ouvrière algérienne, sûre de sa force, fera triompher son idéal d'émancipation (...) La meilleure façon de venger Ahmed Bekhat et tous ses camarades de l'USTA est de poursuivre la lutte pour libérer le peuple algérien de la misère, de l'obscurantisme et de l'exploitation. Tous ensemble, faisons le serment de continuer cette lutte pour la véritable libération de l'Algérie. Vos camarades

---

23. Appel publié dans *la Commune,* 5 novembre 1957.
24. Messali : "Sur les principes du Mouvement National Algérien" – BI du MNA n° 1 – septembre 1957.
25. Rapporté par Fred Zeller dans *la Nation Socialiste* – mai 1962.

tombent, victimes des mêmes procédés fascistes que d'autres valeureux militants ouvriers, comme Matteoti en Italie, Ferhat Hached en Tunisie. C'est le peuple algérien lui-même qui jugera les assassins." Par ce texte, Messali plaçait toute sa confiance dans le peuple algérien. Et pourtant, au moment où ce message était lu devant la tombe de Bekhat, Messali savait que son compagnon le plus cher, Embarek Filali, luttait contre la mort.

Le 7 octobre 1957, Embarek Filali tomba, rue d'Enghien, frappé de quatre balles dans le dos. Il mourut après 48 heures d'agonie à l'hôpital de la Salpétrière, disant de celui qui lui avait tiré quatre balles dans son dos : "C'est un pauvre type. S'il m'avait connu, il ne m'aurait pas frappé. Je lui pardonne, ce n'est pas lui qui est responsable[26]." La mort de Filali ébranla Messali. Son dernier camarade de "l'époque héroïque" disparaissait. La direction du MNA était décapitée: "La mort de Filali a été pour le parti un cas presque mortel" écrira-t-il en avril 1958 dans son rapport à la conférence de cadres du MNA. En octobre 1957, contre les assassinats dont furent victimes Filali et ses camarades, un "appel à l'opinion" fut lancé par André Breton, Marcel Beaufrère, Jean Cassou, Maurice Clavel, Robert Cheramy, Yves Dechezelles, Jean Duvignaud, Daniel Guérin, Alexandre Hébert, Jacques Danos, Pierre Lambert, Clara Malraux, Edgar Morin, Benjamin Perêt, Marceau Pivert, Jean Rous... l'appel se terminait ainsi :

> "(...) Seuls les ultra-colonialistes peuvent se réjouir de tels actes, grâce auxquels sont supprimés des hommes que la répression n'avait pas abattus. Quant à ceux, militants et organisations, qui ont toujours eu à cœur de lutter contre le colonialisme et de manifester leur sympathie au peuple algérien, il leur importe de crier leur indignation. Le silence deviendrait complicité."[27]

Ceux qui avaient décidé d'adopter le silence avaient, entre temps, trouvé une justification : l'affaire Bellounis.

---

26. *La Voix du Travailleur Algérien* – n° spécial – novembre 1957 : "Abdallah Filali mort au combat le 24/11/57." 4 p.
27. Appel publié dans *la Vérité*, n° 473, 17 octobre 1957.

MESSALI ET L'AFFAIRE BELLOUNIS

C'est en Indochine que l'armée française expérimenta la guerre psychologique, les tentatives d'intoxication, l'édification de contre-maquis, l'utilisation d'organisations rivales pour les opposer entre elles. Malgré l'échec enregistré en Indochine, ces mêmes méthodes furent mises en application en Algérie : opérations "oiseau bleu" et "kobus", utilisation d'indicateurs. L'affaire Bellounis entrait dans ce cadre. Mohamed Ben Lounis (véritable nom de Bellounis) était né en 1912 à Bordj-Ménaïel. Avant la Seconde Guerre mondiale, il entra au PPA et plus tard au MTLD au moment de sa création. En mai 1955, alors qu'il était conseiller municipal de Bordj-Ménaïel, Messali lui confia le commandement des groupes armés (Djichs) du MNA en Kabylie. Le FLN ayant pris le dessus dans cette région, Bellounis s'installa alors dans le sud et mit en place son quartier général à Dar-el-Chiouk près de Djelfa. En avril 1957, quatre de ses lieutenants (Boucherit, Haouès, Amor Driss, Ziane) à court d'armement et tentés par la promesse de commandement plus vaste, passèrent au FLN. Bellounis restait avec 300 hommes, cernés par tous les maquis FLN. C'est dans la région où il se trouvait qu'intervint le massacre de Mélouza. Se sentant voué à la destruction, Bellounis accepta de collaborer avec les autorités françaises. De juin à novembre 1957, il continua à agir en se référant politiquement au MNA. Tous les tracts que l'armée nationale du peuple algérien (ANPA) de Bellounis distribuait dans la région, se terminaient invariablement par : "Vive le Mouvement National Algérien ! Vive Messali Hadj ![28]" Espérait-il ainsi jouer double jeu ? Manœuvrer les autorités françaises ? Gagner du temps ?

En novembre 1957, sa tentative de jongler avec les forces adverses, de ruser avec la réalité, se retourna contre lui. C'est une position nette et sans ambiguité que désiraient les autorités militaires. Les troupes de l'ANPA reçurent des Français des subsides réguliers et un appui sous forme de matériel de guerre, et opérèrent de façon autonome sans se concerter avec les troupes de "pacification" sur le détail des opérations. En retour, Bellounis abjura, au cours d'un entretien à la radio

28. Tracts du 1er juin, 2 septembre, 3 septembre, – Lettre à C. Gérard de septembre 1957.

française le 3 décembre 1957, toute appartenance au parti de Messali et déclara que l'Algérie devait dans tous les cas rester liée à la France. Malgré cette prise de position de Bellounis, Messali hésita. Il attendait les conclusions d'un émissaire, Si Larbi, qu'il avait envoyé sur place. De décembre 1957 à mars 1958, Si Larbi n'envoya aucun rapport à Messali, laissant ce dernier dans l'expectative. Expectative qui transparaît dans le rapport que Messali transmit à la conférence des cadres du MNA d'avril 1958 :

> "Jusqu'à nos jours, le parti ignore les réalités qui ont créé l'affaire Bellounis (...) Si l'on s'en tient aux déclarations de la presse, on est obligé de convenir que Bellounis a été joué par les services du Bureau Arabe du gouvernement général d'Algérie. Par ailleurs Bellounis lui-même se défend énergiquement d'être un Bao-Daï (...) Est-ce là une tactique ? "

Messali avait placé l'affaire Bellounis dans le premier point du plan d'action que le MNA devait développer. Et pour cause. L'offensive livrée par ses adversaires politiques à la faveur de cette affaire, accélérait le processus de décomposition du MNA. Ayant opéré une volte-face après les événements de mai 1958, Bellounis mourut les armes à la main contre l'armée française en juillet 1958. Pour le MNA et Messali, l'affaire Bellounis se terminait comme elle avait commencé : par un point d'interrogation. Elle révélait une perte de contrôle du mouvement messaliste sur les maquisards combattants sur le sol algérien, et part voie de conséquence, entraînait un désarroi politique certain en France.

LE DESARROI

Loin de s'apaiser, les "règlements de compte" redoublèrent au début de l'année 1958. Dans la région parisienne, à Lyon, dans le Nord et l'Est, groupes de chocs du MNA et du FLN s'entre-tuaient. Peu à peu le MNA céda du terrain. Le "triangle" de l'Est passa au FLN, ainsi que la région lyonnaise. Du 20 mars au 20 avril 1958, durant le mois du Ramadan, 119

militants du MNA furent arrêtés en France[29]. Le jeudi 24 avril, Abdel Kader Turqui, vieux cadre du PPA, condamné aux travaux forcés sous le régime de Vichy, fut abattu par le FLN[30]. Le 29 avril et le 3 mai, à Alger, le Tribunal permanent des forces armées, condamna à mort Seghir Mohamed, responsable du MNA d'Alger, et prononça à l'encontre de 17 autres militants messalistes des peines de prison allant de 5 à 20 ans[31]. Le vendredi 18 avril, les USA proposèrent "de traiter le groupement FLN en interlocuteur valable pour la France[32]. En ce mois d'avril 1958, lorsque Messali se mit à rédiger son rapport destiné à une conférence de cadres du MNA, la cause semblait entendue.

Le MNA, désarticulé, était au bord du gouffre. Le passage de militants et de dirigeants de son organisation au FLN commençait à prendre de l'importance. Dans une dépêche de l'Associated-Press, diffusée le 18 mars 1958, Benghazi Cheikh, ex-secrétaire général adjoint de l'USTA, qualifia "de trahison la création à Paris d'une Fédération de l'USTA" et invita "les Algériens à rejoindre les rangs de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA)".

Au moment où s'accumulaient les ombres et les déceptions, quelle attitude allait prendre Messali ? Il reprit l'offensive politique pour tenter, une fois de plus, de redresser la barre d'un navire en perdition. Il s'attaqua à "la République des Camarades" et à la bureaucratie au sein du parti, fit des propositions pour la remise en ordre des finances, la réduction des dépenses, et surtout critiqua une conception politique où la tentation d'hégémonie prévalait : "Il y a quelque temps, nous croyions fermement que nous étions plus fort que le FLN en France. Il est vrai que nous étions les plus forts, mieux organisés et jouissions de plus de prestige et de confiance parmi les travailleurs nord-africains. Cela a existé. Aujourd'hui, cela n'existe plus[33]."

---

29. *Bulletin d'information du MNA* n° 14-24 avril 1958.
30. *Bulletin d'information du MNA* n° 15-2 mai 1958.
31. *Bulletin d'information du MNA* n° 16-9 mai 1958.
32. *Combat* – samedi 19/dimanche 20 avril 1958.
33. Messali – Rapport avril 1958, – adressé aux cadres du MNA. Cité intégralement en annexe de la thèse de 3e cycle deposée à l'EHESS : "Biographie de Messali". 1978.

Messali comprit donc le nouvel état de forces qui commençait à s'instaurer. Mais son rapport arrivait trop tard. La masse des militants avait été désorientée par l'appel du 1er septembre 1957 et avait cru, trop facilement, à un possible et immédiat apaisement avec le FLN. C'était à ce moment (octobre-novembre 1957) qu'il fallait procéder à un réarmement politique, reconquérir l'organisation de l'intérieur. En l'espace de 6 mois, entre novembre 1957, date de l'exécution de toute la direction de l'USTA, et avril 1958, le MNA s'était effondré.

Dans ces circonstances difficiles, Messali, seul, isolé et affaibli, n'avait pas disposé du temps suffisant pour léguer à une nouvelle couche de militants, les leçons théoriques et politiques. Seuls, Mohamed Maroc et Moulay Merbah représentaient la continuité des générations. "L'Heure du poignard", selon sa propre expression[34], avait contribué à jeter le MNA dans l'isolement vis-à-vis de la jeunesse et des étudiants algériens, des maquis de l'intérieur, du Maroc et de la Tunisie... C'est dans ces conditions qu'intervint le 13 mai 1958.

MESSALI ET LES PROPOSITIONS DU GENERAL DE GAULLE

Quelle était la situation des forces en présence en mai 1958 ? Côté français, une bourgeoisie lasse, divisée contre elle-même, désireuse de jouir d'une prospérité factice que l'ombre de la récession américaine risquait d'atteindre bientôt, observant avec inquiétude la décomposition du régime parlementaire... Côté français, une classe ouvrière avec ses élans de Nantes et Saint-Nazaire en 1955; mais une classe ouvrière, aussi, qui faute de perspectives politiques, avait assisté sans réagir à la répression de l'insurrection algérienne, gardant pourtant intact ses possibilités de combat.

Côté algérien, le million de Français, masse de manœuvre pour les "ultras", l'armée et sa phalange prétorienne, dynamique et ambitieuse, des colonels et des paras. Côté algérien, la rebellion non écrasée mais épuisée. Epuisée par quatre années de guerre et de répression, épuisée aussi par les méthodes du

---

34. Rapport avril 1958. Il faut bien entendu préciser ici que plusieurs milliers de combattants du FLN sont aussi tombés sous les coups du MNA.

terrorisme aveugle qui avaient lassé le peuple, soudé le million d'Européens, affaibli la Résistance. Le 14 mai, à la bourgeoisie française, déchirée par le drame algérien, de Gaulle imposait son arbitrage. Le 1er juin, il devenait président du Conseil. Le 4 juin, de Gaulle partait pour l'Algérie en tournée. Avait-il eu des rencontres entre Messali et des émissaires de de Gaulle avant 1958 ?
Messali l'affirma dans une déclaration qu'il fit le 22 février 1959 à Chantilly: "Un français gaulliste est venu s'entretenir avec moi sur l'avenir et le problème algérien. Par conséquent, j'étais certain que lorsque le Général de Gaulle viendrait au pouvoir, il se pencherait sur le problème algérien. Il n'y a certes pas pour nous tellement de choses positives et tangibles, mais je crois réellement que le Général de Gaulle est profondément préoccupé du problème algérien[35]."

On comprend dans ces conditions l'empressement mis par Messali à publier une déclaration dès le 6 juin 1958 :

> "(...) Dans ses déclarations à Constantine et dans le reste de l'Algérie, on peut voir quelques éclaircissements permettant d'espérer une meilleure compréhension chez le Président du Conseil Français (...) Il est question du courage des combattants algériens, de la rénovation, de la réconciliation. Je considère que tout cela signifie que, dans la pensée du Général de Gaulle, il y a des ouvertures susceptibles de permettre la création de l'Etat algérien, pour aller ensuite à un Commonwealth, du type anglais, France-Maghreb et France-Afrique[36]."

Cette déclaration constituait une remise en cause, de fait, des positions antérieurement défendues par Messali. Jusque-là il avait toujours affirmé : "Sans indépendance, pas de cessez-le-feu ! "

Sur les conditions qui ont amené Messali à adopter cette position, nous disposons du témoignage de Pierre Lambert,

---

35. Messali – Discours du 22 février 1959.
36. *Bulletin d'Informations du MNA* – n° 18-15 juin 1958.

dirigeant de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) :

> "Après sa déclaration de juin 1958, une dernière entrevue eut lieu avec Messali. Nous rappelâmes au vieux combattant qui, durant des années, a connu bagnes, prisons, déportations, résidence forcée, comment, en 1944, à Alger, il avait opposé une fin de non-recevoir aux représentants de l'impérialisme français qui, à la "Commission d'étude des réformes musulmanes" instituée par le gouvernement provisoire du général de Gaulle, lui demandaient d'abandonner les revendications du programme d'indépendance nationale de l'Etoile. Messali fut alors reconduit en déportation. Nous lui proposâmes de déclarer : "Les choses, les événements nous ont échappé. Le FLN veut traiter avec de Gaulle. Qu'il traite. Le peuple algérien établira lui-même les comptes. Je n'ai pour le moment plus rien à dire." Faites ce que vous avez fait en 1944. A peine deux ans après, le MTLD est sorti mille fois renforcé de l'épreuve. Messali nous répondit : "Il y a la guerre, le flot de sang qui coule. La situation d'aujourd'hui n'est pas identique à celle qui existait en 1944. Je ne peux pas... Il faut arrêter la guerre."

Chapitre X

1958 - 1974
LE DECLIN ET L'ISOLEMENT



LIBRE

Après 22 ans passés en prison, dans les bagnes, en exil et en résidence surveillée, Messali était libéré le 15 janvier 1959. Il fut ramené de Belle-Isle à Chantilly, lieu de la résidence qu'il avait choisi pour y avoir séjourné lors de la session de l'ONU à Paris en 1951[1]. Le voyage se fit "par un temps épouvantable, sur des routes verglacées. Une demi-douzaine de motards se relayaient. Nous avons fait un détour pour éviter Paris. Nous sommes arrivés en pleine nuit. Des centaines d'Algériens nous attendaient sous la pluie. Lorsque Messali est descendu de voiture, ils se sont mis spontanément à chanter l'hymne national algérien. Les hommes et les femmes présents pleuraient[2]."

Messali s'installa donc à Gouvieux, près de Chantilly. Là, il se remit au travail. Il répondit d'abord à Bourguiba qui l'adjurait "de rallier, non la personne de F. Abbas, mais le FLN". Il le fit en ces termes, le 12 février :

> "(...) Pourquoi la vie de nombreux militants nationalistes, victimes de règlements de compte, n'a-t-elle pas été épargnée ? Je ne cherche pas pour l'heure à situer les responsabilités de cette tragique situation. Ce que je désire, de toute la force de mon cœur, c'est trouver

---

1. *La voix du Peuple* — Numéro spécial — 11 mars 1959 : "Le chef national algérien enfin libre."
2. Témoignage de Marcel Beaufrère.

une solution pour mettre fin à ce drame, faire triompher les aspirations du peuple algérien et construire cette union maghrébine qui, actuellement, ne repose que d'une manière superficielle sur les deux ailes de l'Afrique du Nord. Pour l'immédiat et en considération de ma situation et de ma liberté relative, je conçois mon rôle comme celui d'un homme de paix et de réconciliation entre tous les Algériens sans distinction aucune pour aborder la solution du problème algérien dans un esprit de bonne volonté et de compréhension réciproques avec le gouvernement français[3]."

En refusant de se prononcer clairement, Messali refusait donc d'apporter son soutien au GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), fondé le 19 septembre 1958 et présidé par F. Abbas.

Il tenta de redonner vie à son mouvement par l'organisation de réunions publiques qui se déroulèrent à Chantilly et Gouvieux. Les 1er et 22 février, 8 mars, 12 avril, 16 mai, il prononça de longs discours devant des centaines d'Algériens, venus par autocar pour l'écouter. Il parla de l'Etat algérien et de sa place dans le monde, de la construction du Maghreb arabe, de la coopération avec le peuple français, de la réconciliation entre les Algériens et la recherche de la paix. Il renouvella sa proposition sur une conférence de la "Table ronde" et fit de nouveau appel au général De Gaulle pour le règlement du conflit : "D'ici, de cette maison de la paix et de la liberté, directement, nous nous adressons à la Zaouïa de Colombey-les-Deux-Eglises, pour lui dire qu'en cette veille de Ramadan nous souffrons de penser que chez nous il y a des prisonniers, des détenus[4]."

Messali avait dépassé la soixantaine. Sa haute taille, sa carrure autant que son élégance un peu étudiée (Djellaba blanche et fez rouge), le signalait dans le monde politique du nationalisme algérien, fait d'hommes plus jeunes et vêtus "à l'européenne". Sa silhouette aristocratique qui agaçait tant, vieillissait bien. La voix qu'il continuait de soigner gardait des profondeurs surprenantes. Sa robustesse était presque intacte.

---

3. *Afrique Action* 3 avril 1961.
4. Messali – Discours du 9 mars 1959.

Sous son impulsion, *la Voix du Travailleur Algérien* revit le jour, après 7 mois d'interruption. L'interview qu'il y donna à l'occasion de sa parution, était le signe d'une tentative de redémarrage de l'USTA, alors animé par Bensid[5]. Efforts couronnés de succès puisque les 27, 28, 29 novembre 1959, le 2e Congrès de l'USTA se tint à la salle des Fêtes de Fives-Lille. Messali prononça un très long discours devant 300 délégués. Il réaffirma les principes d'indépendance de l'organisation syndicale à l'égard des tous partis et Etats et la nécessaire unité avec le mouvement ouvrier français. Il donna libre cours à son émotion lorsqu'il déclara : "Cette réunion, cette atmosphère, la lutte, l'espoir, l'avenir, je ne le vous cache pas, cela m'a manqué dans les prisons et dans les exils, alors même que j'étais avec vous, toujours en pensée[6]." Ce regain d'activité ne manquat pas d'attirer l'attention du FLN. Pour la première fois depuis le début des "règlements de compte", il échappa de peu à un attentat organisé contre sa personne.

C'était en octobre 1959, jour d'ouverture de la chasse. Il se promenait à environ 800 mètres de sa résidence lorsque son attention fut attirée par un fourré. Il devinait des silhouettes qui s'affairaient et cru avoir à faire à des chasseurs. Il fit quelques pas en leur direction. "N'avancez pas, c'est contre nous ! ", cria un militant chargé de sa protection. Un jeune homme émergea du feuillage et braqua un pistolet sur Messali. Un militant du MNA se mit devant Messali et s'effondra mortellement touché. Armes au poing, cinq hommes du MNA s'élancèrent à travers les bois. La course-poursuite ne donna rien. A l'inspecteur de police, qui arriva quelques heures après pour lui proposer une protection des autorités françaises, Messali répliqua, sèchement : "Non ! J'ai ma canne. Cela me suffit[7]."

LE REFUS DE LA CONFERENCE D'EVIAN

En dépit des efforts de Messali, le MNA et l'USTA glissaient lentement dans la voie de la décomposition. Le 4 février

---

5. Messali – Interview à *la Voix du Travailleur Algérien* n° 13, avril 1958.
6. Messali – Discours au 2e Congrès de l'USTA – *le Voix du Travailleur Algérien* – n° 15 – décembre 1959.
7. Témoignage de Madame Benkelfat.

1959, Outaleb Mohand Ouramdane, secrétaire général adjoint et responsable à l'organisation en France de l'USTA, et Mechouch Brahim, trésorier général adjoint du bureau fédéral de l'USTA, passaient au FLN. Ils allaient être suivis par Nesbah Ahmed Ben Ahmed (dit Glaoui Lakhal) membre du bureau politique du MNA, responsable de l'organisation MNA en France, qui, entraînant avec lui un groupe important de responsables messalistes, ralliait le FLN le 25 décembre 1959. Sur le plan militaire, seuls les maquis du Sahara, dirigés par Mohamed El Almi, restaient sous le contrôle politique du MNA[8].

A l'origine de cette hémorragie, il y avait des querelles de cliques, manœuvres en coulisses et ambitions personnelles. Le FLN, désormais reconnu comme "seul interlocuteur valable" sur la scène internationale, pouvait procurer bien des avantages aux hommes venus le rejoindre. Les postes à prendre dans la mise en place du futurEtat algérien n'étaient pas étrangers à la démarche de ralliement au FLN. Mais il y avait surtout le fait que sur le terrain politique, les divergences avec le FLN tendaient à s'estomper aux yeux des militants du MNA. Où était la différence entre les deux organisations ? Quel rôle pouvait à présent jouer le MNA ?

Les règlements de compte continuaient. Messali lança un nouvel appel : "Nous devons tout tenter pour mettre fin aux luttes sanglantes qui déchirent les Algériens entre eux et éloignent d'une cause profondément juste un grand nombre de travailleurs et de démocrates français[9]." En vue de la préparation des accords d'Evian, la campagne contre lui s'intensifia. Dans une conférence de presse tenue le 25 janvier 1961 à Djakarta, F. Abbas déclara : "Messali Hadj est en France. Il a beaucoup d'amis dans la police française. S'il veut négocier, il peut le faire[10]."

Lorsque le 20 mai les négociations débutèrent à Evian, après le putsch d'Alger des généraux Challe, Zeller, Jouhaux, Salan, le MNA ne fut pas admis à y assister. Le 17 juin, les négociations d'Evian furent ajournées. Une difficulté avait

---

8. *La Cité* – Reportage d'André Louis dans les maquis messalistes en juillet-août 1959. "Bivouac avec les Fellagha".
9. Messali. Appel janvier 1960.
10. *Libération* du 25-1-1961.

surgi sur la question du Sahara. C'est à ce moment que Louis Joxe fit appel à Messali, ce dernier refusa :

> "Nous avons refusé des ouvertures faites par M. Joxe, à l'insu et malgré l'hostilité du FLN. C'était au moment où la Conférence d'Evian était en panne sur le Sahara et les bases. Autant nous avons défendu, avant comme après la Conférence d'Evian le principe du MNA aux négociations, autant je persiste à croire que notre entrée en piste à ce moment-là était contre-indiquée. On imagine sans peine quelle carte nous étions destinés à être entre les mains de la France, en pareil moment[11]."

Messali refusa toutes tractations avec l'émissaire envoyé par le gouvernement français, Belhadi[12]. Le même Belhadi avait été membre de la direction du MNA. Si Messali se retirait, il n'en était pas de même de certains dirigeants évoluant dans son entourage et qui entendaient tirer profit de la nouvelle situation ainsi créée. Le 29 juin 1961, Khelifa Ben Amar, Laïd Kheffache, Boulenouar, Bensid et Belhadi furent exclus du MNA. Les exclus devaient constituer le FAAD (front démocratique algérien) qui sombra dans la collaboration avec l'OAS. Et Messali dut livrer sa dernière bataille. On l'accusa d'avoir entamé des pourparlers avec l'OAS, par l'intermédiaire du FAAD[13]. Au moment où s'engagèrent des rencontres entre l'OAS et l'exécutif provisoire, présidé par Abderrahmane Farès du FLN[14], Messali expliqua dans une interview :

> "Ma réponse est précise : *les vrais Messalistes n'ont aucun contact avec l'OAS*. Mais je ne dis pas qu'il n'y en ait pas entre le FAAD et l'OAS. Le FAAD est une formation politique créée de toutes pièces par Matignon au moment où l'on croyait à la troisième force[15]."

---

11. Messali – Interview à *la Cité* – 22 mars 1962.
12. *La Voix du Peuple* de juillet 1961 qui publie également le communiqué du MNA en date du 5 juin 1961 "déclinant l'offre de rencontre entre la délégation MNA et la délégation française".
13. C'est le journal *Minute* (n° 1 – 5 avril 1962 – p. 3 : "Le pacte que Salan a signé à Francfort") qui lança cette nouvelle.
14. Les cahiers Forum-Histoire n° 2-avril 1975. La guerre d'Algérie – p. 31
15. Messali. Interview à *Paris-Presse-l'Intransigeant* – 3 mai 1962.

Le vieux leader que les autorités françaises avaient essayé de "piéger", montrait que ses convictions nationalistes restaient intactes. Il laissa le champ libre aux accords d'Evian signés par le FLN. De 1962 jusqu'à sa mort, Messali, accusé d'avoir toute sa vie été animé "par la soif du pouvoir", abandonna le pouvoir.

L'ISOLEMENT

Le 4 mai 1962, dans une conférence de presse tenue à Gouvieux, Messali réaffirma "de la façon la plus énergique, afin que tout le monde le sache, que ni le MNA ni moi-même n'avons conclu un accord quelconque avec cette organisation fasciste qu'est l'OAS". Puis, il proposa une réunion au sommet FLN-MNA : "Le MNA considère que l'union est une nécessité vitale pour la construction de l'Algérie nouvelle[16]." Le 19 juin 1962, Messali décida de reconstituer son mouvement en lui donnant le vieux sigle de "Parti du Peuple Algérien"[17]. Son nouveau parti n'étant pas admis à participer au scrutin de l'autodétermination le 1er juillet 1962, il refusa de rentrer en Algérie car expliqua-t-il, "la démocratie ne peut s'accommoder d'aucune réserve, ni d'aucune restriction"[18]. Il mit sa confiance dans l'entrée en scène des masses algériennes durant l'été 1962 :

> "Cette descente dans la rue des masses algériennes au ventre creux et en guenilles a toute sa signification sociale (...) Les cris du peuple demandant du travail, du pain et des logements indiquent que les Algériens, réduits jusque-là au silence, ont déchiré le baillon qui les étouffait et clamé leur mécontentement. C'est là un fait nouveau dans la lutte du peuple algérien qu'il faut saluer comme un événement signifiant sa volonté de s'exprimer librement et de revendiquer hautement son droit à la vie et à la promotion sociale. On peut

---

16. *La Voix du Travailleur Algérien*, 5ème année, mai 1962.
17. *Réalités Algériennes.* Edité par le MNA – Bulletin mensuel d'informations sur les problèmes algériens – 4e année n° 23 – juin 1962.
18. *La Nation Socialiste* – juin 1962 – Interview de Messali.

considérer cette entrée en scène de notre peuple comme une force nouvelle avec laquelle il faut compter à l'avenir[19]."

Ce texte constituait son testament politique : confiance dans le peuple et l'avenir. Il créa un mensuel : *le Cri du Peuple Algérien* en octobre 1962. Avec M. Memchaoui, membre du bureau politique du MNA, Messali resta entouré de quelques centaines de partisans. Il se retira à Lamorlaye où il vivait seul avec son fils, Ali, dans un modeste pavillon de trois pièces.

Marqué par ses séjours successifs dans les prisons et les bagnes, il garda l'habitude d'évoluer dans un espace restreint : ses crayons, sa radio, ses journaux étaient toujours à portée de sa main. Grand, fortement charpenté, féru d'effort musculaire, il accomplissait tous les matins durant 3/4 d'heure sa gymnastique, devant sa fenêtre ouverte, le torse nu. Puis il s'adonnait à la lecture du Coran. A partir de 1970, il se mit à la rédaction de ses *Mémoires* : "Les origines du Mouvement nationaliste algérien." Il écrivait, assis en tailleur sur son lit, une valise lui servant de pupitre. Il travailla sur ses *Mémoires* de 1970 à 1972, date à laquelle apparurent les premiers symptômes de la maladie (un cancer) qui devait l'emporter. Yves Dechezelles, avocat et ami de Messali le décrit dans ses dernières années :

> "Le vieil homme suivait toujours avec une attention passionnée le déroulement des événements à travers le monde, bien que le sort l'ait placé si loin du pouvoir. Mais de la grandeur de ses luttes et de ses épreuves, il avait tiré la philosophie. A la bonhomie malicieuse, au détachement ironique, il savait ajouter pour quelques uns de ses visiteurs, le sourire confiant et complice de l'amitié."

L'ENTERREMENT DE MESSALI

En février 1974, son état s'aggrava brusquement. Avant son hospitalisation à la clinique de la rue d'Assas, il déclara à

19.Messali – *Texte à la Nation socialiste* – septembre 1962 – n° 58, reproduit dans *le Cri du Peuple Algérien* – n° 1, octobre 1962.

son gendre : "Il me faudrait encore cinq ans." Pensait-il à une possible reconstitution de son mouvement ? Ou plus simplement, à terminer la rédaction de ses *Mémoires ?* Le lundi 3 juin 1974, jour de la Pentecôte, Messali s'éteignit. La mort, qu'il aborda avec le même courage que les événements auxquels la vie l'avait affronté, l'arrachait enfin à l'exil pour le rendre à Tlemcen, sa ville natale.

Le corps de Messali Hadj parti par convoi automobile, arriva à Marseille le 6 juin. Là, il y avait une délégation de l'Amicale des travailleurs algériens en France. Il y avait aussi le fils de Messali, Ali, son neveu Mohamed Memchaoui, sa fille Djanina, son gendre et les petits enfants de Messali. Parti de Marseille à 17 heures, l'avion qui transportait le corps arriva à 18h 30 à Oran. Les formalités de police et de douane se déroulèrent normalement. Mais, le représentant du service sanitaire étant absent, le convoi qui emmenait le corps de Messali ne put démarrer qu'à 22h 30. Précédé par une voiture de police jusqu'à un carrefour, il se dirigea sur Tlemcen, traversant les communes à une heure où tout était éteint. Il arriva à Tlemcen vers minuit et demi. Le corps fut immédiatement conduit dans une maison où attendaient toute la famille et de nombreux amis. C'est-là qu'il passa la nuit. La maison était décorée du drapeau algérien dont Messali avait été l'inventeur. Le lendemain matin, le corps fut conduit à la Mosquée. Déjà, un cortège nombreux s'était formé. Des jeunes portèrent le cercueil à bout de bras. Avec les prières était aussi chanté l'hymne du PPA. Au milieu d'une très nombreuse assistance, le corps fut déposé à la mosquée, la cérémonie ne devant reprendre qu'en début d'après-midi, à 13h 30. A ce moment, le cercueil fut repris à bout de bras, et rapidement, l'assistance devint très nombreuse. Les prières continuèrent à alterner avec le chant du PPA.

La place était maintenant noire de monde. Le cortège s'ébranla. Le précédant, des centaines de femmes attendaient sur les hauteurs, près du cimetière de Tlemcen. Elles poussèrent des you-you stridents, tandis que le cortège, devenu immense, continuait de chanter le vieil hymne du PPA. Finalement le cortège arriva au cimetière. Le cercueil fut placé à terre, sur une grande place. La foule était partout, des hommes, des femmes et surtout des jeunes qui, de bouche à oreille avaient su très tardivement qu'il s'agissait des obsèques de Messali Hadj. "Un premier discours a été prononcé par un

camarade. Ses amis m'avaient demandé de parler. J'ai parlé, en tant qu'avocat, ami et camarade. j'ai rappelé la lutte que Messali Hadj a mené toute sa vie pour l'indépendance du peuple algérien, en tant que fondateur de l'Etoile-Nord-Africaine et leader du PPA. J'ai souligné aussi le trait important de sa vie politique qui a consisté à associer l'indépendance nationale et la solidarité internationale des travailleurs. Un troisième discours a été prononcé par Memchaoui. Je voudrais souligner quelque chose de très important. En Algérie n'a paru dans la presse qu'un seul entrefilet perdu au milieu d'une page dans *El Moudjahid*: "Messali n'est plus. Il est décédé dans une clinique parisienne le dimanche 2 juin. Rappelons ici qu'il a été le cofondateur du PPA et le président du PPA et du MTLD." La famille n'a pas été autorisée à faire paraître un avis de décès annonçant l'inhumation à Tlemcen. Ainsi, alors que tout était prévu pour que les choses se passent dans la plus stricte intimité, les obsèques de Messali Hadj se sont déroulées devant une foule énorme, devant des jeunes extrêmement nombreux et actifs et un grand nombre de vieux militants algériens[20]."

Ces obsèques grandioses que lui fit sa ville natale, cette présence de la jeunesse, n'est-ce pas le démenti le plus cinglant apporté à ceux qui, imperturbablement, affirmaient depuis des années : "Il a perdu tout crédit auprès des masses qui ont fini par le considérer comme un traître?"[21] Oui, la mémoire du peuple (en qui il avait toujours placé son espoir) et celle de ses rivaux politiques étaient sélectives, mais d'une manière différente.

---

20. Témoignage de Y. Dechezelles.
21. Mohamed Boudiaf in *El Jarida* n° 15. Biographie de Messali p. 24, novembre 1974.

CONCLUSION

De l'intervention du jeune rapporteur de l'Etoile-Nord-Africaine au Congrès de Bruxelles en 1927, au refus du vieux leader déjà vaincu de participer aux négociations d'Evian en 1962, il est aisé de repérer les constantes politiques, intellectuelles, morales de Messali Hadj. Ce qui se dégage d'emblée, c'est le caractère concret de son idée fixe, la confiance en lui-même, la certitude que les temps étaient mûrs pour l'indépendance de l'Algérie. Il était l'homme de cette cause et agissait pour elle. Là est son mérite essentiel. Sur plus de trente années de sa vie militante, le tissu de l'argumentation, le style, l'ardeur à convaincre de la nécessité de "l'indépendance nationale, espoir suprême et – suprême salut" (c'était son mot d'ordre favori), étaient les mêmes. Dans l'histoire du Maghreb des années 1920-1930, il offre l'exemple unique d'un dirigeant politique issu du peuple et plaçant exclusivement sa confiance en lui pour l'accomplissement des tâches nationales. La bataille sur plusieurs fronts lui était familière, lui qui fut l'homme le plus combattu par les différents gouvernements français, le régime de Vichy, le parti communiste, les réformistes et religieux algériens, et à partir de 1954, la cible favorite d'un front rassemblant ses anciens adversaires coalisés contre lui. Préservant l'Etoile-Nord-Africaine de la soumission au PCF qui la vouait à se renier elle-même, la tenant à l'écart des compromissions avec le pouvoir colonial ardemment désirées par d'autres (projet Blum-Viollette), engageant le MTLD contre une orientation réformiste, Messali a agi en stratège réaliste, en constructeur d'un grand parti nationaliste de masse auquel il

s'est identifié. Et c'est là un autre de ses mérites. Entre 1930 et 1940, l'organisation nationaliste a traversé les crises, la répression, le Front Populaire en passant de 1 000 à 10 000 militants et sympathisants à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Homme d'action, authentique tribun, c'est à ce titre que Messali s'imposera aux yeux des plus larges masses algériennes. Alors, pourquoi son éclipse ?

Messali n'aborda jamais de manière nette les assises de classe de sa stratégie indépendantiste et s'adapta à l'évolution spontanée des forces sociales. Ne saisissant pas la différenciation sociale existant au sein du peuple algérien, il faisait du "peuple-classe", toutes classes confondues, le seul acteur de la libération nationale. Or, si le colonialisme français pratiqua une politique d'extermination des cadres politiques et économiques traditionnels (à la différence du Maroc et de la Tunisie), cela signifiait-il que les Algériens étaient réduits à la condition d'un peuple sans différenciation sociale ? La colonisation n'est rien d'autre que l'extension forcée et l'imposition des rapports capitalistes de production aux sociétés dominées par des bourgeoisies étrangères. Ainsi, la colonisation est partie intégrante du processus de création et d'organisation du marché mondial par la bourgeoisie. Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne constituent donc pas un monde à part. Ils sont en fait intégrés comme pays asservis au monde unique qui est celui du marché capitaliste. Les exigences de l'exploitation capitaliste ont précisément fait que, dans les pays en question, se trouvent à la fois des formes économiques archaïques permettant l'exploitation forcenée de la paysannerie pauvre et des formes avancées d'organisation industrielle assurant, par exemple, le fonctionnement d'entreprises minières ou d'entreprises de transport modernes. Tel est, selon nous, le cas de l'Algérie, où la solution des tâches démocratiques, (indépendance nationale, réforme agraire...) incombe au prolétariat, même embryonnaire, s'appuyant sur l'énorme majorité de la population, la paysannerie. L'alliance entre ces deux classes ne se réalise que par l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie libérale nationale. C'est ce que Messali avait dégagé de manière empirique mais sans aller jusqu'au bout des constatations dégagées. En effet, s'il comprit l'importance de l'émigration ouvrière algérienne en France, et son rôle dans la marche en

avant du mouvement national, il ne perçut pas l'émergence en Algérie d'un prolétariat.

L'émigration ouvrière en France était certes importante. Mais c'est en Algérie même que devait s'opérer cette différenciation sociale, pouvant donner un caractère prolétarien à son organisation et non par simple addition, "greffe" de l'émigration ouvrière en France. En d'autres termes, la naissance de l'Etoile au sein du mouvement ouvrier français, ne constituait pas à elle seule un label "d'authenticité prolétarienne". L'abandon en 1958 par Messali des positions qui avaient toujours été les siennes trouve, selon nous, son origine dans ce fait et dans le programme même de l'Etoile, les conditions de sa création. En 1926, l'Etoile-Nord-Africaine préconisait la réforme agraire, les libertés démocratiques, l'indépendance de l'Algérie dans le cadre du Maghreb unifié , mettait au centre de l'action politique la lutte pour les droits nationaux, la Constituante. Incontestablement, l'Etoile-Nord-Africaine subissait à son point de départ l'attraction exercée par la Révolution russe et la création de la III[e] Internationale. Cette "pression" se transmettait au niveau de son programme. L'Etoile pouvait-elle donc devenir un véritable parti ouvrier et être, par conséquent, le Parti Communiste Algérien? Ça ne sera pas le cas, car la période de sa création fut celle de la stalinisation de l'Internationale communiste. Le sort de l'IC et du PCF allait la rejeter sur les positions populistes d'emblée, dès l'origine, et cela se traduisit dans le programme de 1927 et de 1933. C'était le programme de "tous les Algériens" sans différenciation sociale, voulant en finir avec la Conquête. Il y était fait mention du respect de la propriété ; il n'y avait pas un mot sur la laïcité, une absence complète du rôle du prolétariat algérien et des rapports du combat des masses algériennes avec le prolétariat français. Dans ces conditions, la Constituante souveraine et l'indépendance n'étaient qu'un catalogue de mots d'ordre. Amputée d'une question centrale, le lien organique avec le combat des masses à l'échelle internationale, le Parti du peuple algérien allait se situer dans la logique de l'Etoile-Nord-Africaine, lui donner sa physionomie définitive en quelque sorte : une organisation populiste avec un programme radical. Cette situation de fait va avoir plusieurs conséquences sur le comportement de Messali et les organisations qu'il n'aura cesse d'animer.

Une des premières conséquences est le fait que Messali a abordé la "personnalité algérienne" par l'Islam. Dans ses références oratoires, il utilisait fréquemment les grands moments de l'histoire islamique. Musulman, Messali l'était par ses origines. On a dit l'attachement de ses parents à la religion de leurs ancêtres et la part que l'étude de l'Islam eut dans sa jeunesse à la Confrérie des Derkaouas. Il s'agissait là d'un islam primitif, imprégné d'un certain climat égalitaire et communautaire. Sans doute, ces traditions de justice et d'égalité ont pu constituer pour Messali des "légitimations nationales", dont il sentait d'autant plus le besoin qu'il vivait dans un pays dominé et impatient de se libérer. A la fois retour aux sources de la morale ancestrale, revalorisation du passé, cette attitude existait aussi parce qu'elle était une recherche d'alliances dans les pays arabes pour faire face à l'isolement du mouvement nationaliste entretenu par les partis ouvriers traditionnels français. Avec le temps, l'expérience, le poids des réalités et des circonstances, le contact avec le mouvement ouvrier, on peut décrire sa perception sur cette question, comme celle du défi relevé.

Ce qui est à déterminer comme une autre des conséquences, c'est en quoi la rupture avec le PCF a pu influencer sa conception du travail. Immigré en France, s'il connut les lourds inconvénients du déracinement, cela lui permit néanmoins d'élargir sa vision du monde et sa connaissance des hommes ; de dissiper les brouillards des conformismes et des particularismes étouffants. Par sa rencontre avec le PCF dans les années vingt, il accédera à la familiarisation de la grève et de la manifestation, la contradiction et la connaissance des problèmes politiques, les questions de tactique, d'alliance et de compromis...Messali avait approché le marxisme sur la base d'une dimension libératrice de celui-ci, telle qu'elle avait été formulée par Lénine sur le terrain de la question nationale, ou plus exactement telle que celui-ci lui avait été enseignée par Hadj Ali Abdelkader et telle qu'il l'avait comprise. Ayant rompu avec le PCF alors en voie de bureaucratisation, il a quand même été influencé par le mouvement ouvrier et pour longtemps surtout au niveau de la conception de l'organisation politique sous la forme des principes ou des lignes directrices vulgarisées. En introduisant dans la vie politique en Algérie la mobilisation de masse et un certain mode d'organisation calqué

sur les structures des partis ouvriers, le messalisme permettait une résistance plus efficace à l'oppression et à la répression. Mais, privé de boussole théorique, homme d'action d'abord, Messali s'en remettait à l'expérience et se déchargeait sur la spontanéité du mouvement des masses du soin de résoudre les problèmes au fur et à mesure de leur apparition. De son isolement politique par rapport au mouvement ouvrier, il tira comme enseignement la nécessité de mettre en œuvre un processus volontariste pour la construction de son parti. Ce volontarisme de Messali était construit sur l'événement. L'intervention dans une situation politique donnée était une succession de réponses à la conjoncture. En ce sens, l'attitude politique de Messali était une pratique systématique de l'opportunité, de l'événement. Faute d'une ligne politique théoriquement construite et rapportée sans cesse à la pratique sous forme d'ajustement tactique concret et sous domination de la stratégie, la tactique tendait à faire disparaître, lorsqu'elle était réduite à elle-même, l'appréciation du mouvement historique d'ensemble. Ainsi, le travail d'éducation et de formation, Messali ne l'avait jamais clairement posé comme problème. Il y voyait tout au plus l'aspect secondaire d'une tâche plus essentielle et immédiate, la propagande et son efficacité. Il allait, pragmatiquement, au plus efficace, au plus pressé. L'activité des organisations messalistes se résorbait dans l'activisme, avec ses mécanismes répétitifs. Cela permettait d'aller plus vite, tout du moins en apparence, car à force de fonctionner principalement sur l'événement, le caractère incertain et souvent précipité des décisions et actions devint un facteur interne de tension de l'organisation. Que Messali ait craint ou même ait envisagé les conséquences possibles d'une "intellectualisation" de son mouvement en s'attardant sur les tâches de formation était également probable. Il faut rappeler ici la méfiance, nuancée et complexe, vis-à-vis des intellectuels en général. Méfiance justifiée d'ailleurs, lorsque l'on observe les positions sans cesse faites de compromission des intellectuels algériens. C'est en ce sens que Messali inclinait à ne se reconnaître que dans les générations des pionniers de l'Etoile et du PPA. Est-ce là l'erreur, la sous-estimation des jeunes "activistes" qui a provoqué sa perte ? Cette explication est bien insuffisante. Messali avait gardé une confiance dans les masses, un optimisme

sur l'avenir, la préparation à la lutte révolutionnaire pour son parti. Il condamnait le "putchisme", insistait sur l'action des militants, la lente poussée collective. Au congrès d'Hornu, il avait mis en disposition son partie pour le passage à la lutte armée mais il était avant tout soucieux de gagner la bataille en faisant l'économie d'une aventure qui aurait pu s'avérer sanglante. Il reprochait aux jeunes "activistes" leur manque de confiance dans les masses, une inclinaison à suivre une ligne de moindre résistance. Toutefois, le 1er novembre s'étant produit, il soutint sans réserve l'insurrection dans l'espoir que ses initiateurs réintégreraient les rangs de son organisation. Il faut chercher plus profondément les causes de son échec, de ses faiblesses qui tiennent, encore une fois, à la nature même de son parti et à la place qu'il y a occupée.

A l'origine, l'Etoile et le PPA existaient comme organisations populistes exprimant les aspirations des paysans et sous-prolétaires des villes condamnés par le colonialisme à vivre en marge de la société. Dans la période de la Seconde Guerre mondiale des modifications affectèrent les organisations messalistes, au niveau de l'encadrement, de la composition sociale. Diplômés, jeunes étudiants, employés affluèrent dans les rangs du mouvement. L'émigration algérienne ne constitua plus le seul support social lorsque s'opéra l'élargissement vers les couches intermédiaires. De ce fait, l'encadrement changea radicalement, alors que jusqu'en 1939 le réservoir des cadres s'appuyait essentiellement sur l'émigration. Entre la nouvelle génération et leurs devanciers de l'ENA, il y eut discontinuité. Le souvenir des principes tactiques empruntés au mouvement ouvrier s'estompa. Cette nouvelle génération faisait du "soulèvement" et, après le 8 mai 1945, de la lutte armée, un principe absolu. La petite bourgeoisie avait donc pris possession de la scène politique pour l'indépendance, une scène que le parti de la bourgeoisie algérienne (pour des raisons tenant au caractère de l'Etat, de la société algérienne), le parti ouvrier (par suite de la position du PCF) avaient refusée d'occuper. Lorsque s'ouvre la crise du MTLD, Messali en méconnait les causes, attribuant à la crainte de la répression des positions qui ont, en réalité, une base sociale. Les "centralistes" tournaient le dos à la voie révolutionnaire non simplement par peur mais parce qu'ils

étaient devenus des instruments de la politique de la bourgeoisie algérienne commençant à s'affirmer. Là se trouvait la racine de leur résistance à la création de toute organisation militaire. Entre eux et les Messalistes, il n'y avait donc pas de conflit portant sur les "méthodes" de direction et "l'autocratisme" de Messali, mais une lutte politique entre deux orientations antagonistes. Messali, parce qu'il se situait toujours sur le terrain du "parti du peuple entier", différa pendant près de deux années un combat devenu inévitable. Au lieu de débattre de la question dans les instances régulières de l'organisation, il fit, comme à son habitude, directement appel aux militants. Il restait en cela fidèle à la position d'arbitre qu'il avait toujours occupé au sein de son mouvement. Parce qu'il sous-estima les forces sociales qui étaient à l'œuvre derrière l'orientation des "centralistes", il resta partisan d'un simple redressement de son organisation en concluant son appel lors du congrès d'Hornu par "L'unité de notre parti dans la clarté et autour de nos principes révolutionnaires." Il ne perçut pas les profondes modifications qui étaient en cours, se traduisant notamment par l'utilisation des jeunes "activistes", fatigués des luttes de tendances, par les centralistes. Cette sous-estimation lui sera fatale. Instruit par toute l'expérience de son passé, il resta insensible après 1954 à l'idée de l'unité à tout prix et refusa de diluer ses objectifs propres dans un rassemblement. Dès lors, toutes sortes d'attaques s'abattirent sur lui : "sectarisme, mégalomanie, dernière carte du gouvernement français..."

Il est temps de corriger ces jugements que l'on croirait empruntés à un mandat d'arrêt. Messali fut pauvre, le demeura et mourut tel ; il n'a jamais rien gardé pour lui et abandonna le pouvoir à ceux qui, des années durant, l'accusèrent de vouloir s'en emparer. Sitôt que le débat fut porté dans son parti en 1946, l'attention qu'il réservait à chaque objection, à toute interrogation, à la moindre intervention avec toutes les formes de l'intérêt le plus vif, faisait tomber les barrières, les arguments non politiques se situant au plan des "méthodes". Il est faux de prétendre qu'il a courbé le dos. C'est très publiquement qu'il tint devant les gouvernements les plus dangereux discours. Dans l'adversité, il n'avait pas un comportement craintif. Son courage physique (des violentes journées de 1934, veille de la dissolution de l'Etoile à la résistance farouche

opposée aux policiers venus prendre ses enfants à Angoulême en 1955) était aussi évident que son courage politique : discours devant ses juges, acharnement à s'en tenir aux décisions qu'il jugeait bonnes, les ayant faites approuvées par les siens. Très secret sur lui-même, pudique, il pratiquait l'art des relations humaines et savait se montrer chaleureux. Alors, comment expliquer les attaques portées contre lui ? Messali est venu répondre à un rôle dans une situation sociale déterminée. Audience au sein des classes les plus déshéritées, positions radicales (programme de l'ENA), il fallait pour la petite bourgeoisie un tel leader pour prendre la direction du mouvement national et rallier à elle les classes populaires. Aussi, chaque fraction de la petite bourgeoise qui voulait établir son hégémonie sur les autres et faire triompher son orientation devait préalablement lever l'hypothèque Messali[1]. Au début, par l'édification d'un "culte de la personnalité" pour tendre à momifier Messali, le rendre plus inoffensif : c'est le cas de la tendance Lamine Debaghine, "ceux qui glorifiaient ma personne pour pouvoir s'en réclamer et se créer ainsi un prestige qui les a saoulés". (Messali — Congrès d'Hornu). Puis en le combattant au nom des mêmes méthodes qu'ils avaient engendrées.

L'histoire retiendra essentiellement qu'en prenant la responsabilité de la rupture avec les centralistes, en appelant directement la base à se soulever contre ses dirigeants, en mettant un terme à l'évolution réformiste, en formant par son intransigeance des cadres éprouvés, Messali a frayé la voie au déclenchement de la lutte armée. Car, dans le combat livré, l'élément le plus important était que Messali représentait une tradition depuis la création de l'Etoile-Nord-Africaine, pour la Constituante souveraine. Et ce fut à ce titre qu'il constitua un obstacle pour ses adversaires. Par la bataille livrée pour l'indépendance de son pays, l'aspiration au bien collectif, il reste en dépit de l'occultation dont il est encore l'objet, un homme d'une stature exceptionnelle dans l'histoire de l'Algérie contemporaine.

1. Voir M. Harbi, *le FLN, mirage et réalité*, éd. J.A., 1980.

BIBLIOGRAPHIE

A. Sources manuscrites

Mémoires de Messali Hadj, 7 000 pages manuscrites rédigées en français, 17 petits cahiers à spirales, format 17 x 22 cm.

B. Archives de la Préfecture de Police de Paris.

- 2 cartons n° 56 et 57 comportant des dossiers portant respectivement les côtes 10694 A et G et 10694 H et K.
- Rapport des Renseignements Généraux : "Notes sur l'activité de l'Etoile Nord-Africaine depuis sa création jusqu'au 15 novembre 1934." 174 pages dactylographiées.

C. Témoignages

Mesdames, D. BENKELFAT, fille de Messali Hadj.
Cardinal, adhérente du "Cercle Zimmerwald" à Niort en 1952.

Messieurs, S. AKLOUF, ancien militant de l'USTA
M. Beaufrère, responsable du travail colonial pour le PCI (trotskyste) en 1946-1947.
E. Benkelfat, gendre de Messali Hadj.
Y. Dechezelles, avocat de Messali Hadj.
M. Harbi, historien, ex-responsable du FLN.
P. Lambert, dirigeant de l'organisation communiste internationaliste.
Mustapha Ben Mohamed, responsable du MNA.
A. Mezerna, membre du CC du MTLD.
M. Memchaoui, membre du B.P. du MNA.
Témoignage de Banoune Akli, membre du Comité directeur de l'Etoile-Nord-Africaine en 1933-1936 (in Le Messalisme. Itinéraire politique et idéologique. 1926-1939. Mathlouti Mohamed-Salah. Thèse 3e cycle. Histoire — Paris VIII. 1974. 288 pages).

D. Ouvrages, Articles Biographiques consacrés à Messali Hadj.

Algerien News : "Messali, Permanent Prisonner" — March 1957 — vol. 1, n° 1.

C. Gérard : Messali in *Inter Afrique-Press* n° 174, 1959, 6 pages Ronéo.

M. Harbi : Messali, "Pionnier malheureux de la Révolution Algérienne" in Les Africains — Tome IX — p. 227-259.

Informations Ouvrières : Messali Hadj — n° 661 — 12 juin 1974.

C.A. Julien : "Messali Hadj" in *Jeune Afrique* — 15 juin 1974.

"Le Procès de Messali" : Préface de Félicien Challaye — Paris — El Ouma — 1938 — 128 pages.

E. Documents :

Brochures.

MTLD : Le problème algérien – 8 brochures éditées par la Commission centrale d'information et de documentation du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques. Décembre 1951 :

* Considérations générales – 31 pages.
* Le Mouvement National Algérien – 46 pages (où figure une importante biographie de Messali Hadj (pages 11-19).
* Atteintes à l'Islam – 31 pages.
* L'Exploitation économique – 48 pages.
* Politique obscurantiste – 45 pages.
* Atteintes aux droits de l'homme :
  – Violation de la liberté de vote – 30 pages.
  – Violation de la liberté d'expression – 21 pages.
  – Violation des libertés individuelles – 63 pages.

MNA : Document of the Algerien Revolution — Published by Inter-Afrique Press — n° 118/119 of june 27th 1957. 54 pages. Recueil de documents et d'analyses très détaillées sur différents aspects de la Révolution algérienne, en particulier du MNA.

Correspondance Socialiste Internationale. N° 79/80 — décembre 1957/janvier 1958. "Anticolonialisme..., démocratie..., socialisme...," (M. Pivert) — Compte rendu du Congrès anti-colonial d'Athènes, de novembre 1957, où le refus du FLN d'accepter la présence d'un représentant du MNA a donné l'occasion aux délégués d'examiner de près les problèmes que pose la lutte entre les deux organisations nationalistes.

Témoignages et documents sur la Guerre d'Algérie. "Je suis un maquisard". Juillet 1958 – n° 6 – Centre d'information et de coordination pour la défense des libertés et de la paix.

Mémoire sur le cas Messali Hadj – Edité par le Comité national pour la libération immédiate de Messali Hadj – Paris 1954 – 8 p.

Le MNA dans l'insurrection, publié par Inter-Afrique Press — Novembre 1959. 10 pages ronéo.

Brochures du Comité pour la libération immédiate de Messali – n° 1 à 13 – Décembre 1954/Avril 1957.

Premier Congrès de la Fédération de France de l'USTA. Résolutions adoptées. Adressé à Messali Hadj — 15 pages, juillet 1957.

Reportage d'André Louis dans les maquis messalistes en juillet-août 1959 : "Bivouac avec les Fellagha" – 48 pages - Edité par le journal *LA CITE.*

Correspondance entre socialistes américains et belges sur la lutte entre organisations nationalistes algériennes en Algérie et en France – 1958 – 40 pages – ronéo.

Projet de rapport sur la révolution algérienne. Edité par le PCI – Trotskyste – Avril 1958 – 40 pages – Ronéo.

Les tâches du Syndicalisme algérien. Edité par l'USTA pour une session de formation des cadres syndicaux à Paris du 4 au 9 juillet 1960. Brochure de 32 pages.

F. Presse – périodiques

La presse messaliste.

L'IKDAM. Journal de l'ENA à sa création. Interdit le 1/2/1927. Remplacé par *IKDAM NORD-AFRICAIN* – Introuvable. Plusieurs articles reproduits dans les rapports de police.

EL OUMA. Journal de la Glorieuse ENA puis du PPA. Collection incomplète à la Bibliothèque Nationale de Paris (1934-1939).

L'ALGERIE LIBRE. Journal du MTLD. Collection complète 1947-1954.

LA VOIX DU PEUPLE. Journal du MNA. Collection complète de mai 1957 à mai 1962.

LA VOIX DU TRAVAILLEUR ALGERIEN. Journal de l'USTA. Collection complète de mai 1957 à mai 1962.

LE SAHARA. Mensuel économique et politique du MNA. n° 1 mai 1958 – 12 pages ; n° 2 – juin 1958 – 12 pages.

ALGERIEN NEWS. Journal mensuel du MNA publié à New-York. N° 1 mars 1957 ; n° 2 mai 1957;. vol. 2, n° 1 mars 1959.

BULLETIN D'INFORMATIONS DU MNA. Ronéotypé. Collection complète du n° 1 au n° 20. Sept. 57 – juin 58 – Ronéo.

G. Revues – articles.

AL ASSALA : n° 11 – nov-déc. 1972 – Mohamed Guenaneche. L'idéologie révolutionnaire dans le Mouvement national algérien.

BULLETIN DU COMITE DE L'AFRIQUE FRANCAISE : Articles de J. Desparmet – Les Mouvements nationalistes en Algérie de 1932 à 1938 (PARIS – BN).

BULLETIN D'INFORMATIONS COLONIALES : le IIe Congrès du MTLD — n° 10-15 novembre 1953 — 10 pages ronéo. Collection déposée au CERMTRI — 88 rue Saint-Denis — Paris.

LES CAHIERS DU BOLCHEVISME : Les Travailleurs coloniaux en France – n° 36 – 21/1/1926. – pages 183-185. P. CELOR.

LES CAHIERS DU COMMUNISME : La Révolution d'octobre et le mouvement national algérien – Traduction d'un article paru en août 1957 aux éditions politiques d'Etat (Gospolitizdat) in Réalités Algériennes et Marxisme, recueil pages 197-231 par Bouhali (L) in Cahiers du Communisme – XXXIII – Nov. 1957.

LES CAHIERS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE DE LA PRESSE ET DE L'OPINION : C.R. Ageron : Contribution à l'étude de la presse allemande au Maghreb pendant la Deuxième Guerre mondiale. Pages 195-225.

LES CAHIERS DE L'INSTITUT DE LA PRESSE ET DE L'OPINION n° 5 : B. Stora, «l'Etoile-Nord-Africaine et le Front Populaire», pp. 195-215.

LES CAHIERS INTERNATIONAUX : A.P Lentin : De Bugeaud à Borgeaud ou l'Algérie sous le signe des ultras : n° 77 pages 43-60 ; sous le signe des ultras 1929-1939 pages 45-63, n° 82.

LES CAHIERS FORUM-HISTOIRE : La guerre d'Algérie — n° 2 — avril 1976. 40 pages. Points de repères chronologiques p. 22-32.

LES CAHIERS MAGHREBINS : Etude sur l'émigration algérienne pages 19-22. Cahier n° 2 – 1955 – 36 pages.

LES CAHIERS NORD-AFRICAINS : J. Déjeux : Essai de Bibliographie algérienne — (1er janvier 1954 — 30 juin 1962) — Octobre — Novembre 1962 — 115 pages.

DOCUMENTS ALGERIENS : L'émigration en France des musulmans algériens – pages 63-203. Préparé par le service de l'information du Cabinet du Ministre de l'Algérie. Année 1956. 287 p.

EL JARIDA : Chronologie du mouvement nationaliste algérien. N° 15 – Nov.-Déc 1974 – n° 15 – 39 pages.

LA GAZETTE DE LAUSANNE : René Lombard — "L'Algérie aux deux visages." Et, "En Algérie, il y a d'autres Mélouza", 31/7/1957.

Le mouvement social :
— C.R. AGERON : Les communistes français devant la question algérienne de

1921 à 1924 – n° 78 – pages 1 à 37.

- AYACHE (A): Essai sur la vie syndicale en Algérie, l'année du centenaire – N° 78.
- J. Bessis: Le mouvement ouvrier tunisien, n° 89.
- R. GALLISSOT : Syndicalisme ouvrier et question nationale – n° 66.
- R. GALLISSOT : Question nationale – n° 78.
- B. STORA : La brève existence du syndicat messaliste, n° 116.

- SCHWEITZER (TH.A.) : Le PCF, le komintern et l'Algérie dans les années 1930 — n° 78.

H. Thèses, mémoires sur le mouvement nationaliste algérien.

BOUAZZI (R.) : *Du réformisme au nationalisme en Algérie à travers FERHAT ABBAS* — Aix — des sciences politiques. Fac. Droit — 1963 — 129 pages.

CARLIER (J.L.) : *La première Etoile-Nord-Africaine* : 1926-1929 – Paris VIII – 1977.

CHOUKROUN (J.) *Le mouvement syndical en Algérie et la question nationale de 1930 à 1954* – Paris – Mémoire de maîtrise – FLSH 1969.

GHOZALI (N) : *Le Mouvement National Algérien (MNA)* de Messali Hadj – Mémoire de DES – Ronéo – 1971.

HARBI (M) : *Une crise chronique : la crise du Front de Libération nationale* : 1977 – Thèse – Vincennes.

JUVING (A) : *Le socialisme en Algérie : Alger – Thèse 1924* – 298 pages – Côte B.N : 8°F – 30314.

MATHLOUTI (M) : *Le Messalisme – Itinéraire politique et idéologie* 1926-1939 – Thèse 3e cycle Histoire – Paris VIII – 1974 – 288 p.

ROSSIGNOL (P) : *Les partis politiques musulmans algériens de leur origine à 1954* – Thèse – Faculté de droit – Paris 1962.

SOUIDI (H.K) : *Etude du mouvement ouvrier algérien de 1921 à 1930*– DEA IEP de Grenoble – 1977 – 142 pages.

STORA (B) : *Histoire du MNA de Messali Hadj – 13 juillet 1954* – 9 mars 1956 – Mémoire de maîtrise – Paris X – 1976 – 183 pages.

ZAGORIA (J) : *The rise and the fall of the Mouvement of Messali Hadj in 1924-1954* – Colombia – 1973 – 381 pages.

I. Ouvrages généraux

ABBAS (F) : *Autopsie d'une guerre.* Garnier 1980. 346 p.
AGERON (C.R.) : *Les Musulmans algériens et la France.*

(1871-1919) — Paris, PUF, 1968 — 2 volumes, 1298 p.

AGERON (C.R.) : *Histoire de l'Algérie contemporaine.* T. 2. PUF, 1979, 643 p.

ARON (R) : *Les origines de la guerre d'Algérie,* Paris. Fayard — 1962 — 333 pages.

BOUDIAF (M) : *Où va l'Algérie?* Notre révolution — 1re Edition — Librairie de l'Etoile — 1964 — 208 pages.

BOURGUIBA (H) : *La Tunisie et la France* — Vingt-cinq ans de lutte pour une coopération libre — Paris — R. Julliard — 1954 — 463 pages.

BROMBERGER (S) : *Les Rebelles Algériens* — Plon — 1958 — 279 pages.

CHAFFARD (G) : *Carnets secrets de la décolonisation* — France Calmann-Levy — 1967 — 440 pages.

CHALLIAND (G.) et MINCES (J) : *L'Algérie indépendante* – Maspéro – 1972 – 175 p.

CHEVALLIER (J) : *Nous Algériens* – Calmann-Lévy – 1958 – 187 pages.

COLLOT (C) : *La première Etoile-Nord-Africaine*– Dactylographié – Non publié – 1970.

COURRIERE (Y) : *Les Fils de la Toussaint* — Fayard — 1968 — 483 p.

D'ORIENT et LOEW : La question algérienne – Paris – Bureau d'éditions – 1936 – 248 pages. Préface de F. Jourdain.

FERRAT (A) : *Histoire du PCF* – Paris – Réédition Git le Cœur 1970 – Bureau d'éditions – 1931 – 258 pages.

GALLISSOT ET BADIA : *Marxisme et Algérie* – 10/18 – 1976 – 432 pages.

GUERIN (D) : *Ci-gît le colonialisme* – Mouton – 1973. 505 pages.

HAMDANI (A) : *Krim Belkacem, le lion des Djebels* — Balland — 1973 — 350 pages.

HARBI (M) : *Aux origines du FLN* – Bourgois – 1975 – 314 pages.

HARBI (M) : *Le FLN, Mirage et réalité* – J.A. 1980 – 446 pages.

JEANSON (Col-F) : *L'Algérie hors-la-loi* – Paris – Le Seuil – 319 p.

JULIEN (C.A.) : *L'Afrique du Nord en marche – Nationalismes musulmans et souveraineté française* — 2e éd. — Paris — R. Julliard — 1952 — 419 pages.

JURQUET (J) : *La révolution nationale algérienne et le PCF* — Editions du Centenaire — 1974 — Tome 1 : 238 pages. Tome 2 : 603 pages. Tome 3 : 465 p.

KADDACHE (M) : *La vie politique à Alger de 1919 à 1939* – Alger – Sned. 1970 – 390 pages.

LACHERAF (M) : *L'Algérie : Nation et Société* – Paris – Maspero – 1965 – 354 pages.

LACOUTURE (J) : *Cinq hommes et la France* – Seuil 1961 – 370 p.

LAROUI (A) : *Histoire du Maghreb — Essai de synthèse* — Tome 1, Maspero — 1976.

MADJARIAN (G) : *La question coloniale et la politique du PCF 1944-1947.* Maspero – 1977 – 283 pages.

MANDOUZE (A) : *La révolution algérienne par les textes.* Paris – Maspero 1961 – 220 pages.

MARTIN (C) : *Histoire de l'Algérie Française.* Editions des 4 fils Aymon — 1963 — 503 pages.

MONETA (J) : *Le PCF et la question coloniale – 1920-1963.* Paris – Maspero – 1971 – 311 pages.

MURACCIOLE (L) : *L'émigration algérienne — Aspects économiques, sociaux et juridiques* — Alger — Librairie Fenaris, 1950 — 205 pages.

NOUSCHI (A) : *La naissance du nationalisme algérien — 1914-1954* — Paris – Ed. de Minuit – 162 pages.

OPPERMANN (T) : *Le problème algérien* – Maspero – 1960 – 320 p.

OUZEGANE (A) : *Le meilleur combat* – Paris – Julliard 1962-309p.

PAILLAT (C) : *Dossiers secrets de l'Algérie* — Paris — Presse de la Cité — 1971 — Tome I : 1958-1961 — 538 pages — Tome II : 1954-1958 — 545 pages.

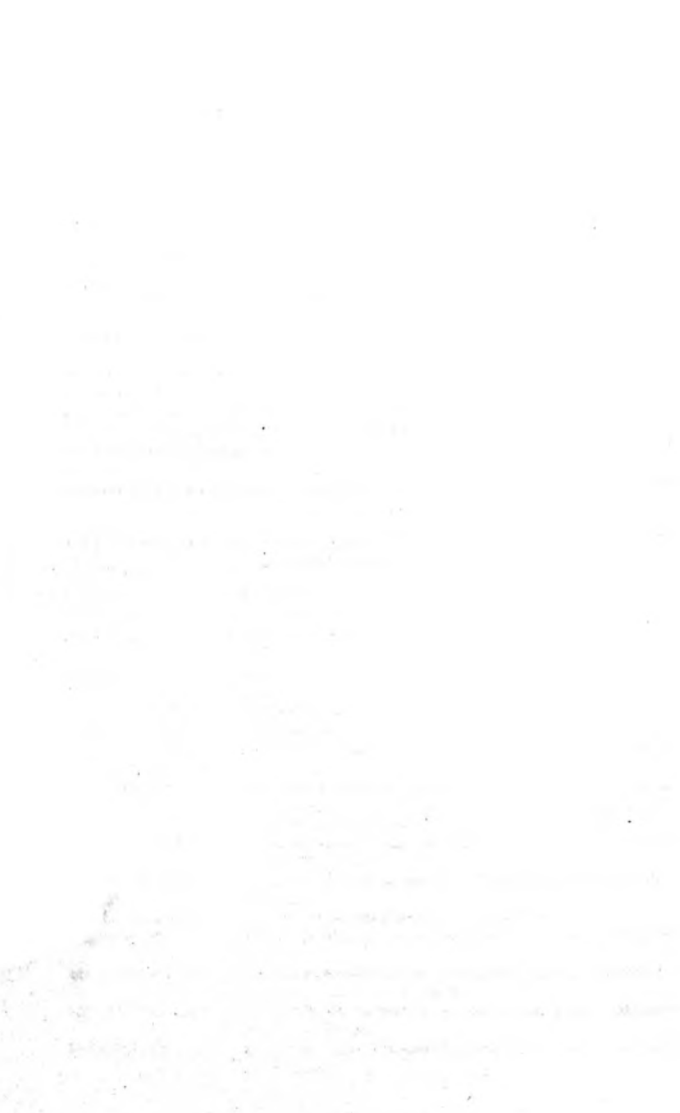
RODINSON (M) : *Marxisme et monde musulman* — Recueil de textes publiés entre 1961 et 1969 – Paris – Seuil – 1972 – 698 pages.

SIVAN (E) : *Communisme et nationalisme en Algérie 1920-1962.* Paris – Presse de la FNSP – Avril 1976 – 262 pages.

TILLION (G) : *L'Algérie en 1957* – Paris – Editions de Minuit 1957 – 128 pages.

WEISS (F) : *Doctrine et action syndicales en Algérie* — Paris — Cujas — 1970 — 362 pages.

WISNER (S) : *L'Algérie dans l'impasse : démission de la France* – Paris – Spartacus – 1948 – 160 pages.



INDEX DES NOMS DE PERSONNES*

ABBAS (Ferhat) : 41, 105, 146, 183, 185, 188, 189, 191, 206, 229, 237, 276, 278.
ABBANE (Ramdane) : 238, 258 (n), 262.
ABDEL KADER (l'émir) : 21.
ABDEL KRIM (Mohammed, l'émir) : 52, 210.
ABDELLI (Aïssa) : 239.
ABDUH (Mohammed) : 82.
ADJOUL-ADJOUL : 238 (n).
AÏT ABDESLAM : 217.
AÏT AHMED (Hocine) : 220.
AÏT KACI (Mohammed) : 63.
AÏT TOUDERT : 60.
AKNOUN (Saïd) : 157 (n).
ARSLAN (Chekib, l'émir) : 13, 110, 116, 137.
ASSELAH (Hocine) : 195, 202.
AUBAUD (Raoul) : 143.

BADI (Mohammed) : 37.
BAGHDADI (Tahar) : 170.
BAHLOUL (Ahmed) : 41, 104.
BANOUNE (Akli) : 60, 96, 117, 119, 141, 143, 146, 170.
BARBUSSE (Henri) : 60.
BAYOUD : 237.
BEAUFRÈRE (Marcel) : 266, 275 (n).
BEDEK : 116.
BEKHAT (Ahmed) : 246, 248, 265, 266.
BELBEGRA (Mohammed) : 264.
BELGHOUL (Ahmed) : 105, 157 (n), 162 (n).
BELKHODJA (famille) : 28.
BELLOUNIS (Mohamed) : 263, 266, 267, 268.
BENACHENHOU (Hocine) : 85.
BENACHENHOU (Mustapha) : 85.
BEN BADIS (Abdelhamid, Cheikh) : 95 (n), 108, 146, 157, 167.
BEN BELLA (Ahmed) : 220, 225, 232, 265.
BEN BOULAÏD (Mostefa) : 221, 222, 223, 237, 238.
BEN CHERIET (Aïssa) : 85.
BENDIMERED (famille) : 38.
BENDJELLOUL (Mohamed, Dr) : 104, 148, 149, 183.
BENGHAZI (Cheikh) : 269.
BENKELFAT (famille) : 28.
BENKELFAT (Mohamed) : 42.
BENKHEDDA (Benyoussef) : 210.
BEN LEKHAL (Mahmoud) : 49.
BEN MESSAOUD (Abdelkader) : 84.

* Cet index recence les noms de personnes cités dans le texte et les notes, à l'exception des auteurs signalés dans l'orientation bibliographique.

Ben Mohamed (Mustapha) : 293.
Bensak (Mohamed) : 84.
Bensid (Abderrahmane) : 277, 279.
Bensoussan (Messaoud) : 63.
Bentobbal (Lakhdar) : 221.
Ben Yelles (Mohammed) : 27.
Ben Youssef (Salah) : 251.
Bergery (Gaston) : 160.
Bernard (André) : 155.
Berthon (André, M°) : 62, 160.
Blanqui (Auguste) : 8, 258.
Bloch (Gérard) : 245.
Blum (Léon) : 144, 145, 155, 159, 207.
Bovchafa (Salah) : 63.
Bouda (Ahmed) : 184, 205, 209, 210.
Boudiaf (Mohamed) : 220, 221, 283 (n).
Boudjerida (Amar) : 185, 204, 262.
Boukadoum (Messaoud) : 202.
Boukharine (Nicolas) : 67.
Boulkeroua (Moussa) : 210.
Boumendjel (Ahmed, M°) : 185, 186.
Bourenane (Mohand) : 84.
Bourguiba (Habib) : 180, 207, 248, 249, 250, 275.
Breton (André) : 245, 266.
Brixi (Mostefa) : 37.
Bugeaud (Maréchal) : 185.
Busquant (Emilie) : 48, 142, 169, 174, 219.
Bussonière (Guy) : 180.

Camus (Albert) : 172.
Cassou (Jean) : 266.
Catroux (Général) : 189.
Chabane (Ali) : 84.
Chabila (Djilali) : 52, 60, 61, 80.
Chalaby (famille) : 40.
Challaye (Félicien) : 166 (n).
Challe (Maurice, Général) : 278.
Chautemps (Camille) : 128.
Chevallier (Jacques) : 207, 208, 214.
Cheramy (Robert) : 245, 266.
Cherchalli (Hadj) : 204, 206.
Clauzel (Maréchal) : 20.
Clavel (Maurice) : 245, 262, 266.
Couetoux (famille) : 33.

Daladier (Edouard) : 128.
Danos (Jacques) : 266.
Debaghine (Mohamed, Lamine, Dr) : 184, 186, 189, 195, 202, 204, 205, 292.
Dechezelles (Yves, M°) : 213, 238 (n), 245, 259, 266, 281, 283 (n).
De Gaulle (Charles, Général) : 14, 190, 194, 271, 276.
Depreux (Edouard, M°) : 160.
Derdour (Djamel) : 202, 205.
Dib (Mohamed) : 171.
Didouche (Mourad) : 221.
Djilani (Embarek) : 211.
Doriot (Jacques) : 161.
Douar (Mohammed) : 184.
Doumergue (Gaston) : 128.
Driss (Amor) : 267.
Dulout (Fernand) : 156.
Duvignaud (Jean) : 266.

Einstein (Albert) : 69.
El Almi (Mohammed) : 278.

Far (Kaddaur) : 60.
Fares (Abderrahmane) : 242, 279.
Fathi (Dib) : 225, 237.
Feix (Léon) : 216.
Ferrat (André) : 131, 132, 160.
Filali (Abdallah, dit Embarek) : 162, 163, 170, 180, 185, 195, 214, 215, 220, 224, 225, 236, 239, 248, 266.
Flandin (Pierre-Etienne) : 128.
Forestier (Denis) : 245.

Gérard (Claude) : 267 (n).
Ghandi (Salah) : 60, 163.
Ghrafa (Brahim) : 170, 174.
Guenanèche (Mohammed) : 59, 90 (n).
Guérin (Daniel) : 130, 160, 213, 222, 245, 261, 266.

Hached (Ferhat) : 207, 266.
Hadj Ali (Abdelkader) : 50, 51, 52, 54, 55, 57, 59, 60, 61, 62, 63, 69, 73, 77, 78, 80, 288.
Hadj-Eddine (Mohammed) : 42.
Haddou (M°) : 181.
Hatta (Mohammed) : 69.
Hebert (Alexandre) : 266.
Hugo (Victor) : 121.

Ibrahimi (Bachir) : 189, 237.
Ifour (Mohand) : 60.
Imache (Amar) : 85, 96, 102, 116, 117, 123, 125, 134, 137, 143, 146, 151, 153, 159, 170, 203.
Isaad (Ahlène) : 63, 80.

Jeanson (Colette et Francis) : 259, 261, 262.

Jouffa (Yves, M°) : 238 (n).
Jouhaux (Edmond, Général) : 278.
Joxe (Louis) : 279.
Juin (Alphonse, Maréchal) : 207.

Kamenev (Léon) : 67.
Kehal (Arezki) : 84, 126, 152, 163, 170, 180, 183.
Kemal (Mustapha) : 24, 37, 39, 42, 67.
Kessaci (Ahmed) : 85.
Khaled (Emir) : 40, 41, 50, 51, 54, 59.
Kheffache (Laïd) : 279.
Kherralah (Chedly) : 67, 71, 79.
Khelifa (Ben Amar) : 279.
Khider (Amar) : 141, 163, 170, 184.
Khider (Mohammed) : 185, 202, 206, 220, 225, 232, 236.
Kiouane (Abderrahmane, M°) : 215.
Koufi (Arezki) : 63.
Koumad (Ramdane) : 85.
Krim (Belkacem) : 216, 221, 222, 223, 237.

Labour (Maurice) : 189.
Lacoste (Robert) : 241, 242.
Lahouel (Hocine) : 173, 176, 182, 202, 204, 206, 236.
Lakhdar (Djelloul) : 83.
Lambert (Pierre) : 213, 245, 266, 271.
Lamoudi (Lamine) : 173, 183.
Laniel (Joseph) : 219.
La Rocque (Colonel de) : 158, 161.
Laval (Pierre) : 128, 133, 134, 172.
Le Beau (Georges) : 158.
Lemou (Mohamed) : 73.
Lénine : 288.
Léonard (Roger) : 218, 229.
Longuet (Jean, M°) : 122, 124, 125, 130, 132, 160.

Maadi (Mohamed) : 263.
Maarouf (Mohamed) : 60, 80, 86, 87, 90 (n), 128.
Mahsas (Ahmed) : 220.
Malenko (Maréchal) : 214.
Malraux (Clara) : 266.
Malti (Mohammed) : 42.
Mandouze (André) : 206.
Mangin (Général) : 31.
Mansouri : 106.
Mao-Tsé-Toung : 207.
Maroc (Hocine) : 265.
Maroc (Mohamed) : 265, 270.
Martinaud-Deplat (Léon) : 219.
Massignon (Louis) : 261.
Massot (Pierre) : 257 (n).
Matteoti : 266.
Mekky (Chadly) : 241.
Mellouli (Saïd) : 265.
Memchaoui (Adbelkader) : 30.
Memchaoui (El Ghouti) : 23.
Memchaoui (Mohammed) : 195, 239, 281, 282.
Mendes-France (Pierre) : 217.
Merbah (Moulay) : 222, 239, 270.
Mesli (Ahmed) : 19.
Messali (Ali et Djanina) : 48, 182, 219, 256, 281, 282.
Mestoul (Mohamed) : 147, 170.
Mezerna (Ahmed) : 173, 202, 204, 206, 210, 214, 222, 223, 224, 225, 236, 237, 239, 241.
Meziani (Saïd et Tahar) : 73.
Mitterrand (François) : 223.
Moch (Jules) : 124, 145.
Mohammed V (roi du Maroc) : 207, 248, 250.
Mollet (Guy) : 242, 243, 256.
Monteil (Vincent) : 222.
Morin (Edgar) : 266.
Mormiche (Emmanuel) : 213.
Mostefaï (Chawki) : 209.
Mouaouya (Abdelkrim) : 163.
Moulay (Youssef) : 61.
Moussaoui (Rabah) : 84.

Nasser (Gamal Abdel) : 225, 235, 237.
Naville (Pierre) : 245.
Nehru : 69.
Nesbah (Ahmed) : 278.
Nouira (Hedi) : 135, 141.
Nouri (Osman) : 237.

Okbi (Al Tayeb) : 116, 146, 148, 152.
Ouamrane (Amar) : 221, 237.
Oulebsir (Larbi) : 264.
Oussedik (Omar) : 186.
Outaleb (Mohand) : 278.
Ouzegane (Amar) : 169, 193.

Perêt (Benjamin) : 266.
Petain (Philippe, Maréchal) : 185, 190.
Pivert (Marceau) : 160, 245, 258, 266.

Radjef (Belkacem) : 85, 90 (n), 96, 120, 123, 125, 137, 151, 162 (n), 163, 170.
Rebouh (Mohand) : 126, 170.

Rembert (Juge) : 181.
Renard (Daniel) : 245.
Riza Khan : 68.
Rosenfeld (Oreste) : 242.
Roubaud (Louis) : 124.
Rouifed (Ali) : 84.
Rous (Jean) : 213, 242, 245, 266.

Saadoune : 60.
Sabatier (André) : 53.
Saïdoun (Yahia) : 63.
Salan (Raoul, Général) : 278.
Schöen (Capitaine) : 185, 186, 218.
Sebti (Abderrahmane) : 60.
Seghir (Mohammed) : 269.
Semard (Pierre) : 69.
Semmache (Ahmed) : 265.
Senghor (Lamine) : 69.
Serge (Victor) : 258.
Si Bennaï (Ouali) : 196.
Si Djilani (Mohammed) : 52, 57, 60, 126, 141, 143, 146, 154, 157 (n), 170, 184.
Si Haouès : 267.
Soustelle (Jacques) : 261.
Stibbe (Pierre, M°) : 238.
Staline (Joseph) : 53, 67, 133, 214, 260 (n).
Stambouli (Mostefa) : 218.

Ta-Thu-Thau : 74 (n).
Theillard de Nozerolle : 123.
Thorez (Maurice) : 87, 88, 131, 146, 196.
Trotsky (Léon) : 49 (n), 67.
Tubert (Paul, Général) : 193.
Turqui (Abdelkader) : 269.

Vaillant-Couturier (Paul) : 40.
Vaujour (Jean) : 224 (n).
Viennot (Pierre) : 170.
Viollette (Maurice) : 144, 145, 150, 152, 155, 157, 158, 159, 171, 173, 176, 190, 207, 285.

Wanner (Léo) : 135.

Yahiaoui (Ahmed) : 84, 141, 151, 153, 154, 170.
Yakdane (Abou el) : 174.
Yennek (Amar) : 154.

Zakaria (Mufdi) : 150, 173, 176, 182, 185.
Zamoum (Ali) : 217.
Zaoui (Ahmed) : 85.
Zeller (André, Général) : 278.
Zeller (Fred) : 265 (n).
Zerrouk (Mehieddine) : 104.
Ziane (Achour) : 267.
Zinoviev (Grigor) : 67.

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS 7

REPERES CHRONOLOGIQUES 13

CHAPITRE I –1898 - 1923 :
Enfance et Jeunesse. Les premières influences 17

CHAPITRE II – 1923-1927 :
Le choix et l'engagement 43

CHAPITRE III – 1927 - 1933 :
Les mutations décisives 65

CHAPITRE IV – 1933 - 1935:
L'affirmation d'un dirigeant 93

CHAPITRE V – 1936 - 1937 :
«L'époque héroïque» 139

CHAPITRE VI – 1937 - 1946 :
Le proscrit 177

CHAPITRE VII – 1946 - 1954 :
La crise 199

CHAPITRE VIII – 1954 - 1958 :
A l'épreuve de la révolution.
La définition d'une politique 227

CHAPITRE IX – 1955 - 1958 :
«L'heure du poignard» 253

CHAPITRE X – 1958 - 1974 :
Le déclin et l'isolement 273

CONCLUSION 285

BIBLIOGRAPHIE 293

INDEX 301

Dans la collection Racines du Présent

Christian BOUQUET, *Tchad, genèse d'un conflit.*
Monique LAKROUM, *Le travail inégal.* Paysans et salariés Sénégalais face à la crise des années 30.
Chantal DESCOURS-GATIN, Hugues VILLIERS, *Guide de Recherches sur le Vietnam.* Bibliographies, archives et bibliothèques de France.
Claude LIAUZU, *Aux origines des Tiers-mondismes.* Colonisés et anticolonialistes en France (1919-1939).
Albert AYACHE, *Le mouvement syndical au Maroc (1919-1942),* tome 1.
Jean-Pierre PABANEL, *Les coups d'Etat militaires en Afrique noire.*
« Connaissance du tiers-monde-Paris VII », *Entreprises et entrepreneurs en Afrique (XIXe-XXe siècles).* 2 vol.
Ahmet INSEL, *La Turquie entre l'ordre et le développement.*
Christophe WONDJI, *La côte ouest-africaine.* Du Sénégal à la Côte d'Ivoire.
A.P. OLOUKPONA-YINNON, *« Notre place au soleil »* ou *l'Afrique des pangermanistes (1878-1918).*
Nicole BERNARD-DUQUENET, *Le Sénégal et le Front populaire.*
SEKENE MODY CISSOKO, *Contribution à l'histoire politique du Khasso dans le Haut-Sénégal des origines à 1854.*
B. CAHSAI, E.C. WILLIAMSON, *Erythrée : un peuple en marche (XIXe-XXe siècles).*
O. GOERG, *Commerce et colonisation en Guinée (1850-1913).*
J.P. CHAGNOLLAUD, *Israël et les territoires occupés.* La confrontation silencieuse.
Wafik RAOUF, *Nouveau regard sur le nationalisme arabe.* Ba'th et Nassérisme.
Ruben UM NYOBE, *Le problème national kamerunais.*

Collection Logiques Sociales

Brigitte BRÉBANT, *La pauvreté, un destin ?* J.-M. BEMBE, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire.*
1985, 256 pages.

Guy MINGUET, *Naissance de l'Anjeu industriel.* Entreprise et société locale à Angers et dans le Choletais. 1985, 232 pages.

Groupe de Sociologie du Travail, *Le travail et sa sociologie.* Essais critiques. Colloque de Gif-sur-Yvette. 1985, 304 pages.

Majhemout DIOP, *Histoire des classes sociales dans l'Afrique de l'Ouest.* Tome 1 : Le Mali. Tome 2 : Le Sénégal. 1985.

Pierre COUSIN, Jean-Pierre BOUTINET, Michel MORTIN, *Aspirations religieuses des jeunes lycéens.* 1985, 172 pages.

Michel DEBOUT, Gérard CLAVAIROLY, *Le désordre médical.* 1986, 160 pages.

Hervé-Frédéric MECHERY, *Prévenir la délinquance. L'affaire de tous.* Les enjeux du dispositif Bonnemaison. 1986, 192 pages.

François DUPUY, Jean-Claude THŒNIG, *La loi du marché.* L'électroménager en France, aux Etats-Unis et au Japon. 1986, 264 pages.

Dans la Collection Connaissance des Hommes

Jean GIRARD, *Les Bassari du Sénégal.* Fils de Caméléon. 1985.

Dominique CASAJUS, *Peau d'Ane,* et autres contes touaregs. 1985.

Bernard HOURS, *L'Etat sorcier.* Santé publique et société au Cameroun. 1986.

Maurice DUVAL, *Un totalitarisme sans Etat.* Essai d'anthropologie politique à partir d'un village burkinabé. 1986.

Fabrizio SABELLI, *Le pouvoir des lignages en Afrique.* La reproduction sociale des communautés du Nord-Ghana. 1986.

Sylvie FAINZANG, *L'intérieur des choses.* Maladie, divination et reproduction sociale chez les Bisa du Burkina. A paraître.